POLITIQUE COLONIALE

DE LA FRANCE

—

L'ALGÉRIE

II.

L'IMMIGRATION ET LA COLONIE EN 1859.

I.

On a vu ce que l'administration des Français et des indigènes a fait pour l'Algérie, ce qu'il lui reste à faire encore (1). C'est sur la population même des colons, sur les moyens de l'accroître, de favoriser ses progrès dans l'agriculture, dans l'industrie et le commerce, que notre attention doit se porter maintenant. Le climat, les races, l'immigration, le régime de la propriété, l'installation des centres de travail, les ressources naturelles, les voies de communication, tels sont les points principaux à signaler et à mettre en lumière dans ce nouveau domaine d'études et de recherches.

Sous le rapport sanitaire comme sous le rapport agricole, le climat de l'Algérie a été l'objet d'appréciations généralement peu indulgentes. Le premier malheur de notre colonie a été d'appartenir

(1) Livraison du 15 avril 1859.

à l'Afrique, un nom qui évoque infailliblement l'image de déserts aux sables brûlans, patrie des lions, des tigres et de toutes les bêtes féroces de la création : premier préjugé, car l'Algérie n'a rien d'africain. Par sa latitude, qui dépasse à peine de quelques degrés au sud celle de l'Espagne et de l'Italie méridionales, comme par ses formations géologiques et sa constitution météorologique, elle appartient à l'Europe, qu'elle rejoint par des ramifications sous-marines, dont les Baléares, la Sardaigne, la Corse, la Sicile, émergeant du sein de la Méditerranée, sont les cimes culminantes. Entre ces îles et l'Algérie, la mer est un lien, tandis qu'entre l'Algérie et l'Afrique intérieure le désert est une barrière. Dans le public lettré, les mêmes préventions ont été entretenues par quelques médecins de France, qui s'obstinent à décrier le climat algérien comme mortel pour la race indo-germanique. Sans combattre hors de propos une telle opinion par des chiffres et des faits, on peut leur opposer le sentiment unanime des habitans européens, dont l'autorité pratique vaut bien les études de cabinet. Les colons ne croient pas à cette incompatibilité que dément le spectacle quotidien qu'ils ont sous les yeux; ils se moqueraient de l'écrivain qui voudrait leur persuader qu'ils ne peuvent vivre et travailler sous de tels cieux. En des questions de cet ordre, il y a comme un sens intime des populations bien supérieur à la science théorique, dont les erreurs du reste ont été victorieusement réfutées par les médecins de la colonie.

Les fièvres intermittentes d'Afrique sont pourtant une douloureuse réalité en Algérie, et la mortalité des Européens y est un peu plus forte que dans les pays mêmes d'où viennent les émigrans. Pour les fièvres, d'une voix unanime, la presque totalité d'entre elles est expliquée par des circonstances locales bien connues : les défrichemens d'un sol vierge, les mouvemens de terres lors de la fondation des villages, surtout les eaux stagnantes en flaques et en marécages, causes toutes accidentelles. On ne peut imputer au climat qu'une seule influence vraiment funeste : c'est la brusque transition des chaleurs du jour aux fraîcheurs de la nuit, première épreuve d'acclimatation qui nécessite quelques précautions hygiéniques. A l'oubli de ces précautions doit s'attribuer pour une bonne part la mortalité un peu plus grande qui se constate en Algérie; l'autre part revient à l'abus des boissons et des plaisirs, la sobriété, partout utile, étant indispensable dans les régions chaudes. A voir la misère, l'ignorance et l'insouciance de la plupart des émigrans, l'on s'étonne plutôt qu'il n'en périsse pas davantage.

Sous le rapport agricole, le climat algérien est plus facile encore à justifier. Il a été méconnu par les cultivateurs et les agronomes du nord de la France, un peu rebelles à l'intelligence de cette

grande loi météorologique, tout à fait opposée à leurs habitudes, qui divise l'année en deux saisons principales, l'une pluvieuse, l'autre sèche, liées par deux courtes saisons de transition. Ils accusent de caprices une atmosphère qui est en réalité moins irrégulière et plus propice à l'agriculture que celle des pays septentrionaux, où la pluie s'entremêle à la chaleur pendant toute l'année. Bien étudié et bien compris dans l'harmonie de ses lois, le climat algérien supporte la comparaison avec le climat des zones tempérées ou torrides, et particulièrement avec celui des États-Unis, auquel on l'oppose volontiers pour expliquer les progrès plus rapides de la colonisation américaine. Dans la grande république de l'Union, les états du nord subissent pendant six mois des frimas qui interdisent le travail extérieur; les états du centre sont ravagés par les inondations et les fièvres qui désolent les immenses vallées du Missouri et du Mississipi; les états du sud ont la fièvre jaune sur le littoral, et dans l'intérieur la sécheresse, les sauterelles, des écarts excessifs de chaleur et de froid. Pour ne parler que du Texas, où courent les émigrans allemands comme à un paradis terrestre, et où les villes se multiplient avec une étonnante rapidité, l'échelle des variations de température oscille de — 15° centigrades à + 45°, à l'ombre bien entendu. De tels rapprochemens sont bien propres à faire apprécier une nature dont le charme puissant rappelle toujours vers l'Algérie le cœur de ceux qui y ont une fois vécu. Les nuits y brillent d'une incomparable magnificence, et l'on peut jouir de leurs calmes harmonies pendant de longues heures sans aucune impression de froid. Les journées d'hiver sont si tièdes, les soirées d'été ventilées par de si fraîches brises, que l'Europe et la France même paraissent longtemps inhabitables à qui s'est tant soit peu habitué à ce doux climat. Ainsi commencent du reste à le penser non-seulement les malades, mais les nombreux étrangers bien portans qui, depuis quelques années, se rendent en Algérie. Ils n'entendent y passer que l'hiver; beaucoup y restent l'été, quelques-uns y enchaînent leur vie entière.

La distribution des eaux pluviales, toute différente de ce qu'elle est en Europe, a été une autre cause d'erreurs pour l'agriculture. Tandis qu'en Europe l'humidité du sol est en excès, et que le souci principal est de s'en débarrasser, elle n'est jamais importune dans une contrée où elle mesure la prospérité. Les peuples du midi le savent, et ne se plaignent jamais que les cataractes du ciel s'ouvrent trop libéralement, tandis que les hommes du nord de l'Europe, ne pouvant refaire leurs idées et leurs pratiques, se lamentent ou se croisent les bras à regarder tomber les averses et couler les torrens, sans songer à élever des barrages, à creuser des réservoirs dans

les montagnes, des canaux dans les plaines, des citernes autour des maisons. La richesse liquide se perd à la surface ou dans les entrailles du sol, et s'en va stérilement s'engloutir dans la mer, quand elle ne s'extravase pas à droite et à gauche en nappes stagnantes et marécageuses. D'exactes observations ont constaté que la couche de pluie annuelle varie, dans les provinces de Constantine et d'Alger, de 500 à 1,100 millimètres, autant et plus qu'en France; sur le littoral seul d'Oran, elle est plus faible, et se réduit quelquefois à 300, ce qui assure à cette province, en compensation d'une moindre humidité, le privilége des cultures subtropicales, telles que le coton. L'étendue totale des terres actuellement irrigables dans le Tell algérien est évaluée à 800,000 hectares sur 15 millions; des barrages la porteraient à 1 million et peut-être davantage : au moyen de puits ordinaires et de puits artésiens, elle deviendrait en quelque sorte illimitée, si la dépense pouvait toujours être couverte par le rendement.

Les chutes d'eau offrent une richesse d'un autre ordre en forces motrices. Tout le versant nord de la chaîne atlantique s'incline en pentes rapides, sur lesquelles coulent de très nombreux ruisseaux, dont la vitesse accroît la puissance. Minoteries, huileries, forges, papeteries, usines de tout genre, en tireraient parti sans nuire à l'agriculture, qui, dans les plaines, réclame l'usage presque absolu des eaux. L'inventaire de ces forces peu connues et peu appréciées permettrait d'opposer bien des compensations au vice le plus grave du système hydrographique de l'Algérie, l'absence de ces larges et profondes voies navigables qui ont tant contribué à la fortune des États-Unis.

Quant au sol, les terrains de sédiment, les plus fertiles de tous, y dépassent en énorme proportion les terrains cristallins. Le sol argilo-calcaire, mêlé de sable, qui est le sol normal, y constitue, avec les alluvions, le fond des plaines, et recouvre les coteaux qui les encadrent. Très rarement l'abondance d'argile y empêche la production; le sable s'y trouve plus fréquemment en excès, sans jamais pourtant rendre stériles les terres les plus légères, pour peu qu'un filet d'eau les arrose. Généralement la couche végétale est assez épaisse pour permettre la culture, même au sein des montagnes et sur les plateaux supérieurs, sur leurs croupes arrondies et leurs flancs, quand la pente n'est pas trop abrupte. C'est ainsi que la Grande-Kabylie, la contrée la plus montagneuse de toute l'Algérie, est en même temps la plus cultivée et la plus peuplée. L'indépendance et la sécurité ayant permis à l'industrie agricole de s'y élever au niveau des besoins, la nature, que l'on aurait à distance jugée sauvage et rebelle, a répondu à l'appel de l'homme. Toutes les ré-

gions montueuses au-dessous de 1,000 ou 1,200 mètres d'altitude se prêteront à un pareil progrès.

Pour traduire en un langage familier à l'économie politique et rurale la fertilité de l'Algérie, nous n'invoquerons pas les exemples merveilleux de l'antiquité ni des temps modernes cités dans la plupart des livres : les faits courans et les moyennes nous suffiront. Dans les années médiocres, les colons européens obtiennent avec une semence de 80 à 100 litres de blé un rendement de 11 à 12 hectolitres à l'hectare sur des terres labourées d'ordinaire une seule fois, deux au plus, et cultivées sans fumier cinq ou six années de suite. Un tel résultat, sans avoir rien de prodigieux, atteste dans le sol une grande fécondité, et fait entrevoir ce qu'obtiendraient des cultivateurs plus experts, opérant avec des capitaux et des engrais, donnant au sol les façons nécessaires d'après des assolemens bien entendus. La terre africaine aurait peu de rivales assurément. Aussi inspire-t-elle une véritable admiration à tous ceux qui la manient. « Ce n'est pas des récoltes qu'elle donne, mais de l'or, » nous disait un jour un kaïd ravi de joie au milieu de beaux champs de coton, dont il nous montrait les rameaux penchés sous le poids de leurs grosses et blanches capsules.

Grand comme la France, ce fertile territoire se partage entre les deux classes de population que nous retrouvons en présence dans tout le cours de cette étude, les indigènes et les Européens : les premiers disséminés dans la double région du Tell et du Sahara, les seconds distribués seulement dans le Tell, sauf deux ou trois postes, tels que Laghouat, Biskara et Geryville (*el Biod*), qui appartiennent au versant saharien. Des uns aux autres, l'inégalité de population est extrême : tandis que les indigènes comptent environ 2,300,000 âmes, les Européens ne sont guère plus de 180,000, avec l'armée en sus. Établir dans la zone cultivable, le Tell, des rapports numériques moins inégaux, en vue de la sécurité publique comme de la colonisation, tel doit être un des premiers soucis du gouvernement. Dans cette œuvre, si elle est conduite avec tact, intelligence et énergie, la race indigène sera plutôt une ressource qu'un obstacle. De tout temps en effet on l'a vue venir en aide aux vainqueurs, même en pleine période de guerre, et surtout la veille ou le lendemain des combats. Elle n'a jamais abandonné les villes, où elle est représentée par des ouvriers forains organisés en corporations de *berranis* (étrangers) sous la conduite d'un syndic; ces ouvriers s'emploient à tous les travaux trop infimes ou trop rudes pour des Européens. On distingue parmi eux les *Biskris*, originaires du pays qui entoure Biskara; les *Mozabites*, venus du groupe d'oasis méridionales qui porte leur nom; les *Laghouati*, enfans de La-

ghouat; les Kabyles, descendus des sommets de la Kabylie : tous laborieux et honnêtes émigrans, dans le genre des Auvergnats et des Savoyards, qui quittent le pays natal avec esprit de retour, et finissent, à force de labeur, d'épargne et de probité, par amasser un petit pécule qui leur permet de revenir un jour au village paternel acheter un fusil et une femme, un jardin et une maison, un cheval ou un chameau, images séduisantes qui soutiennent leur courage et constituent leur idéal de bonheur. Nous ne parlons que pour les nommer des ouvriers domiciliés, tels que les Juifs et les Maures, qui s'adonnent à tous les métiers où l'adresse a plus de part que la force; ils travaillent surtout pour les indigènes.

Dans les campagnes se retrouvent les Kabyles, qui arrivent par bandes au commencement de la saison sèche, pour ne revenir au village qu'après la moisson terminée et la ceinture garnie. Ils se rencontrent dans les champs avec les Arabes, entendus comme eux aux labours, aux semailles, aux irrigations, à la garde et à la coupe des récoltes : ceux-ci, moins endurcis à la vie de fatigue et élevés dans la vie pastorale, se font volontiers les bergers des troupeaux des Européens. En toute occasion, la colonisation recrute parmi les uns et les autres, comme hommes de peine ou journaliers, des auxiliaires fort appréciés, car ils ne manquent ni d'intelligence ni d'habileté manuelle, et se montrent dociles à la direction qui leur est donnée. Dans les concours de charrues, ils disputent quelquefois les prix aux laboureurs européens.

Arabes et Kabyles sont également utiles comme producteurs pour leur propre compte. Quoique moins actifs que les Européens, ils sont si nombreux que le chiffre total de leur production ne manque pas d'importance. Grâce à eux, les marchés sont approvisionnés de grains, de fruits et d'huiles, de bestiaux et de laine, sans compter une multitude de denrées et marchandises dont le rôle est secondaire. Ils alimentent ainsi l'armée, les villes, les villages; ils fournissent au commerce ses principales matières d'échange. Aussi est-on en droit de juger sévèrement, au nom de l'économie politique comme de l'humanité, tout système de refoulement et d'extermination qui nous eût affamés nous-mêmes en nous privant du concours des indigènes. Par ces violences, la conquête comme la colonisation auraient été rendues plus difficiles. Les écrivains se trompent qui voient dans la présence d'une population à demi civilisée un obstacle à nos progrès, et félicitent les États-Unis de n'avoir affaire qu'à des sauvages. Presque aussi dangereux comme ennemis, les sauvages sont bien moins utiles dans la paix; ils ne travaillent, ni ne produisent, ni ne consomment. Les Arabes ne sont pas sans doute de grands consommateurs, ni partant de bons con-

tribuables; c'est leur côté faible : au lieu de commercer par voie d'échange, ils vendent beaucoup et achètent peu. Ils ne peuvent pourtant échapper à toute influence européenne; de proche en proche, ils se civilisent quelque peu par des goûts de bien-être, par des dépenses utiles ou superflues qui pénètrent sous la chaumière et la tente, et restituent ainsi quelque partie de numéraire à la circulation.

Le chiffre de la population européenne (1) s'élève à 180,000 habitans; c'est la moitié environ de la population d'un département français! Sur ce nombre, 112,000 habitent les villes, c'est le contingent de l'administration, du commerce et de l'industrie naissante; 23,000 habitent la campagne sans se livrer à l'agriculture, c'est le contingent des petits commerces de village; le nombre des cultivateurs se réduit à 45,317 personnes, représentant à peu près 10,000 familles de colons, la population d'un simple arrondissement : résultat bien humble et véritablement affligeant, n'hésitons pas à le déclarer, de vingt-sept ans d'occupation, de deux milliards de dépenses!

Chacun de ces peuples apporte à l'œuvre commune de la colonisation son lot de bonnes qualités. Le Français se distingue par un élan intrépide et aventureux, par l'esprit alerte, les habitudes souples, la gaieté dans les privations, l'intelligence directrice. Son humeur, sociable jusqu'à la familiarité, le rend admirablement propre à concilier tous les contrastes, à faire accepter toutes les prétentions. Exempt de tout préjugé de race et de classe, de religion et de couleur, il tend à tout le monde une main confiante d'abord et bientôt amicale; il fait aimer son commandement malgré ses caprices et son caractère malgré ses défauts.

L'Espagnol, en y comprenant le Mahonnais des îles Baléares, est

(1) Cette population se compose d'élémens fort variés, qu'un recensement exécuté à la fin de 1857 répartissait ainsi qu'il suit par nationalité :

Français	106,950
Espagnols	46,245
Italiens	10,421
Maltais	7,511
Allemands	5,759
Suisses	1,942
Belges et Hollandais	562
Anglais et Irlandais	357
Polonais	225
Portugais	158
Grecs	69
Divers	273
Total...	180,472

le pionnier de l'Afrique septentrionale. Son tempérament, acclimaté d'avance, se plaît aux chaleurs; son bras de fer s'attaque aux palmiers nains les plus enracinés, aux jujubiers les plus épineux, avec une ardeur que la résistance aiguise et n'amortit pas. Bien loin de dédaigner sa rude besogne, il la prise haut et l'aborde comme une fête. La famille partage sa destinée et le fortifie de ses douces influences; le travail se divise entre tous ses membres : le champ pour l'homme, la maison pour la femme, les enfans vont de l'un à l'autre. Quand une sobriété d'anachorète a quelque peu grossi l'épargne, la première dépense de luxe est pour une guitare, écho criard des amours et des joies. La fièvre vient-elle arrêter le bras du vaillant travailleur, il la subit avec une résignation toute chrétienne et même quelque peu musulmane, comme la rançon fatale de sa misère. Dans la province d'Alger les Mahonnais, dans celle d'Oran les Espagnols de l'Andalousie, ont exécuté la meilleure part des défrichemens et créé les jardins maraîchers qui entourent les villes d'une ceinture verdoyante. La culture comme la consommation du tabac ont pour eux un attrait particulier, et leurs femmes excellent dans la fabrication des cigares. Là s'arrêtent leurs qualités. Ne demandez pas aux Espagnols de se montrer doux et sociables envers les autres étrangers, surtout envers le Juif ou le musulman : leur âme ne se dépouille pas plus de son âpre orgueil que leur corps musculeux de sa couverture de laine. A voir leurs fières allures en un temps où ils sont confondus dans la foule, on devine ce que devait être leur domination, et l'histoire, qui nous les montre maîtres de la régence d'Alger pendant deux siècles sans qu'ils aient rien fondé hors des villes, s'explique d'elle-même.

Dans la province de Constantine, les Maltais jouent un rôle pareil pour la culture; mais leur énergie n'a rien de hautain, et leurs goûts les portent en même temps vers les petits commerces et les petites industries; ils excellent à raffiner l'épargne au point de faire aux marchands et boutiquiers juifs une sérieuse concurrence. Les Italiens promènent hors de leur pays la variété de tendances dont la politique les accuse comme d'un défaut. Tandis que les Génois rivalisent avec les Mahonnais pour les cultures maraîchères et la pêche, les Piémontais sont plutôt industriels, briquetiers, maçons, tailleurs de pierres, charpentiers, menuisiers, et par ces aptitudes ils se rapprochent des Suisses, chez qui elles sont communes. Les Allemands réunissent les qualités les plus diverses : caractère sérieux, sens moral développé, instruction première, patience inépuisable, vertus de famille; ils seraient parfaits, s'ils résistaient un peu mieux à la tentation de retremper leurs forces, épuisées par des chaleurs inaccoutumées, dans des boissons plus excitantes que toniques :

erreur d'hygiène plutôt que faute de morale, qui fait mal à propos croire à des difficultés particulières d'acclimatation pour eux. La transition du nord au sud serait plus sensible encore aux peuples de l'Europe septentrionale, et doit faire peu regretter qu'ils se tiennent à distance.

Les nations que nous venons d'énumérer peuvent suffire au recrutement, en y ajoutant le Portugal, dont les habitans unissent les qualités des Espagnols à des mœurs un peu plus sociables. Dans quelle mesure convient-il de faire appel à ces diverses nations, et quelle chance a-t-on d'attirer leurs émigrans vers le nord de l'Afrique? Essayons de l'indiquer.

A écouter certains conseils, l'Algérie ne devrait appeler que des Français, pour mieux assurer la prépondérance des mœurs et des lois de la mère-patrie, de son culte et de sa langue, et même la consommation des produits nationaux. Ce conseil est un contre-sens : il méconnaît le trait caractéristique du génie colonisateur de la France, qui est l'aptitude à conduire et assouplir sous une main bienveillante les élémens les plus hétérogènes. C'est là sa vertu comme peuple, vertu supérieure à la fierté anglaise pour le ralliement des races et des sociétés les plus divergentes. Par une conséquence de sa qualité de vainqueur et de sa sociabilité, le Français se plaît médiocrement à défricher dans la solitude les terres et les forêts vierges, ce qui est la joie de l'Espagnol en Afrique comme de l'Anglo-Saxon en Amérique. Le priver d'auxiliaires qui acceptent volontiers sa direction et son salaire, autant vaudrait refuser des soldats à un officier. D'autres raisons invitent à ne pas compter que sur lui. Par diverses causes telles que l'humeur peu voyageuse, la douceur du climat et de la vie, surtout la propriété du sol et toutes les industries facilement accessibles, les Français émigrent peu. Tandis que, depuis dix ans, l'Angleterre a compté jusqu'à 2,750,000 émigrans et l'Allemagne 1,200,000, il n'en est parti de France que 200,000, une moyenne de 20,000 par an, nombre qui semble même baisser. L'émigration à l'étranger se répartit presque exclusivement entre les Basques et les Alsaciens : les premiers se rendent sur les bords de la Plata, où s'est formée depuis près d'un demi-siècle une colonie française nombreuse et industrieuse; les seconds se disséminent un peu par toute l'Amérique, principalement aux États-Unis. Tout insignifiante que paraisse la sortie de 20,000 individus par an, largement compensée d'ailleurs par l'arrivée des étrangers, l'émigration est si peu populaire auprès de la classe moyenne, que ce mouvement excite déjà de sérieuses inquiétudes et motive des plaintes. Dans les Basses-Pyrénées, tous les ans, le conseil-général et le préfet s'épuisent en expédiens et en protestations pour conjurer ce qu'ils appellent la dépopulation du

pays. L'Algérie elle-même n'échappe pas à ces anathèmes, bien qu'ils tombent en première ligne sur Montevideo. Il y a quelques années, le préfet de la Haute-Saône ayant dirigé vers l'Atlas quelques centaines de familles franc-comtoises, le conseil-général du département, à sa première session, signala comme une calamité ce détournement de bras de la campagne au profit de la colonie. Quand l'esprit public est si mal disposé, il n'y a rien à lui demander; heureux doit-on s'estimer s'il n'élève pas d'autre obstacle que son inertie. Fût-il plus bienveillant, la population rurale, celle dont l'Algérie aurait le plus besoin, est loin d'être surabondante en France, et s'il y a quelque part pléthore dans les villes, le contingent qui les embarrasse ferait de médiocres colons. L'apport de la métropole doit consister surtout dans les intelligences et les capitaux.

Les états étrangers nous offrent seuls des pépinières d'émigrans. Pour y puiser avec succès, recherchons d'abord pourquoi ce large courant, qui entraîne tous les ans vers le Nouveau-Monde près d'un demi-million d'individus, s'obstine à fuir les rivages africains. Les causes de ce phénomène de répulsion sont multiples, et quelques-unes à peu près invincibles. Il faut compter en première ligne la puissance des habitudes qui règnent depuis 1815, époque où les révolutions survenues en Europe tournèrent les regards et les espérances vers l'Amérique du Nord, puis le nombre considérable de familles déjà émigrées qui deviennent autant de foyers d'attraction pour les parens, les amis, les compatriotes même, dans un rayon étendu du pays natal. Les Anglo-Irlandais retrouvent dans le Canada et le nord des États-Unis l'analogie du climat, qui entraîne jusqu'à un certain point celle des cultures, et en outre l'analogie de la langue, de la religion, des institutions politiques et civiles, qui les suivent même au cap de Bonne-Espérance et en Australie. Pour cette dernière colonie comme pour la Californie, les mines d'or ont été un aimant d'une suprême puissance. Hollandais et Belges émigrent peu, et leur choix incline vers les pays qui jouissent d'une grande liberté politique, comme celle dont ils ont l'habitude. Les Allemands recherchent aussi la liberté, parce qu'ils en sont privés; ils retrouvent en outre dans l'Amérique du Nord leur climat, leur langue, leur religion, tout cela consolidé par de nombreuses alliances de sang et d'idées.

A ces attraits puissans l'Algérie avait quelque droit à opposer le voisinage, les relations faciles avec la mère-patrie et par conséquent un retour aisé, la liberté civile et religieuse, la douceur et l'égalité dans les mœurs sociales, la justice et la probité dans les institutions; mais l'administration s'est toujours abstenue de faire briller ces amorces aux yeux des étrangers. Dans une commission instituée

en 1854 pour étudier la question d'émigration, le représentant du ministère de la guerre déclara que le temps n'était pas encore venu de tenter aucun effort pour détourner vers l'Afrique le courant qui se dirigeait vers le Nouveau-Monde, et cette déclaration traduisait fidèlement la politique invariable de tous les ministères antérieurs. Jamais aucun d'eux n'a fait appel à l'Europe pour peupler et cultiver l'Algérie. Aucun consul français à l'étranger n'a reçu des ordres dans le sens d'un tel dessein; bien au contraire, les instructions adressées aux préfets des départemens frontières ont eu pour objet, par l'exagération des formalités et des justifications, de ralentir plutôt que d'accélérer le mouvement de l'émigration. La naturalisation est restée le privilége d'un séjour décennal et d'un décret impérial accordé après de longues enquêtes et formalités. Malgré cette conduite si peu encourageante, il a suffi que l'Algérie fût, de notoriété publique, destinée à être colonisée pour faire affluer un si grand nombre de demandes de concessions, que la dixième partie tout au plus a pu être accueillie. Combien de bras, d'intelligences et de capitaux ont été ainsi écartés, aucun calcul précis ne peut le dire, car la statistique officielle, après avoir commencé des révélations à ce sujet, les a bientôt après suspendues.

Cette inertie de l'autorité directrice n'a pas permis de former ces compagnies d'émigration qui, en Allemagne, en Suisse, en France même (1), se font les auxiliaires des états qui veulent recruter des colons. Qu'auraient-elles pu promettre ou annoncer, ignorant les terres disponibles et les conditions à espérer de l'état? Ainsi le champ reste livré, sans concurrence, aux agens de l'émigration australienne et américaine, qui ne se font faute de tout décrier de l'Algérie : le climat, le sol, surtout le régime politique et administratif. Par eux inspirés et soldés, les journaux allemands ne manquent pas une occasion d'exalter l'Amérique aux dépens de sa jeune rivale. Nul intérêt contraire ne veille à rétablir la vérité : on lutterait d'ailleurs à grand'peine contre cette opinion, universellement accréditée naguère, que l'Algérie, soumise au régime militaire, ne saurait être la patrie d'hommes qui veulent être libres. Une politique nouvelle, bien hautement proclamée et appliquée avec persévérance, pourra seule modifier ces premières répulsions, moins vives heureusement dans les états méridionaux de l'Europe, d'où vient à l'Algérie la population qui lui convient le mieux.

Prendre si nettement parti pour l'émigration européenne, c'est du même coup se déclarer l'adversaire décidé de tout plan d'immigra-

(1) Il existe en France une vingtaine de maisons autorisées pour le recrutement et l'envoi des émigrans à l'étranger, pas une seule pour l'Algérie.

tion asiatique et africaine appliqué à l'Algérie. Divers projets, conçus par des spéculateurs, appuyés par des publicistes, ont suscité une émotion que nous estimons bien fondée : sans les discuter à fond, nous constaterons seulement qu'entre les colonies lointaines et l'Algérie, nulle similitude n'existe quant aux besoins et aux ressources en main-d'œuvre. L'Algérie possède une population indigène qui concourt au travail et à la production; elle peut recruter à son gré des travailleurs dans toute l'Europe, et particulièrement dans les états méditerranéens. Il est vrai que leurs émigrans, membres de sociétés civilisées, sont plus exigeans sur la dignité humaine que des noirs, voire des Indiens et des Chinois; ils réclament des droits, des libertés et des garanties; ils ont voix et plume pour se plaindre. Au régime militaire ils préfèrent le régime civil. Dans cette supériorité morale, nous ne saurions voir qu'un titre de plus aux préférences de la colonie. Si leur main-d'œuvre coûte plus cher, elle est plus intelligente et plus réellement productive.

Notre réprobation est plus absolue contre les Indiens et les Chinois, fils de civilisations perverties, que contre les nègres, grands enfans qui peuvent s'élever par nos soins à l'adolescence. Un trait de mœurs recommande surtout ces derniers : ils aiment la vie de famille autant que les autres la dédaignent. A leur égard, nous ne condamnons que les razzias féroces, les violences de l'esclavage, les ruses des contrats employées pour les recruter et les emmener. Que, par des moyens non désavoués par l'humanité, la France les enlève aux misères du Soudan en faisant retentir à leurs oreilles les joies de la terre promise; que librement ils quittent leurs foyers, traversent le désert et s'installent chez les colons ou les Arabes, nouant et dénouant à leur gré la chaîne de leurs engagemens, l'Algérie acceptera volontiers une main-d'œuvre qui, sans être très intelligente ni très active, ne manque pas de valeur, car elle est docile, affectueuse et honnête, qualités que l'économie rurale fait entrer même dans ses calculs, que le cœur surtout aime à trouver dans des collaborateurs, et qu'il chercherait en vain dans les Chinois et les Indiens. Ce ne serait pas un phénomène inconnu que l'infiltration en détail en Algérie de la race noire, qui est très répandue dans les oasis du Sahara, où, mieux que les races arabe et berbère, elle résiste aux influences paludéennes. Certains noirs arrivent librement avec les caravanes par Insalah, R'damès, R'ât; les autres, c'est le plus grand nombre, venus comme esclaves, restent dans les familles comme serviteurs volontaires, ou prennent la liberté que leur offre le sol français. Nul préjugé de couleur n'existant dans les populations arabes, des alliances de sang entrent dans les habitudes domestiques, et il en naît des générations de mulâtres à tous les de-

grés, qui du noir au blanc passent par la gamme entière des couleurs. Le gouvernement moral et politique des tribus se trouve souvent en leurs mains, même dans le Tell, où ces alliances sont fréquentes, aussi bien que dans le Sahara.

Plus près de nous, les états limitrophes de Tunis et de Maroc fournissent dès à présent à l'Algérie un double courant d'émigration. Dans la province d'Oran surtout, les Marocains accourent dès qu'il y a des salaires à gagner. Bons manœuvres dans les villes et sur les routes, bons travailleurs de terre dans les campagnes, leur salaire, qui varie, suivant les saisons, entre 2 francs et 2 francs 50 centimes par jour, modère la hausse de la main-d'œuvre européenne sans l'avilir. Malgré ce qu'offre d'avantageux leur concours, les Marocains ont deux torts graves qui rendent préférable la population chrétienne : une rudesse de mœurs trop souvent dangereuse pour la sécurité, et ce que nous appellerons l'*absentéisme* des salariés, non moins funeste que l'absentéisme des propriétaires. Le pays qui les paie ne profite pas de l'accroissement de leur famille, dont le bénéfice reste acquis à un pays musulman, et on peut dire ennemi; leurs salaires, au lieu d'être dépensés sur place en consommations reproductives, aliment de l'agriculture et de l'industrie, disparaissent de la circulation, et sont emportés presque intacts dans leurs villages.

Ainsi tout nous ramène à l'immigration européenne, les intérêts matériels comme les intérêts politiques et moraux. Elle seule mérite à un haut degré les sympathies publiques et administratives. Pour accourir du midi et du centre de l'Europe (il faut à peu près renoncer au nord), elle ne réclame que la liberté de venir et la facilité de s'installer avec des garanties qui protégent les droits reconnus. Pour l'attirer, des mesures générales sont nécessaires au lieu de triages individuels. Les populations, comme toutes les forces de la nature, cherchent leur équilibre et coulent où les entraîne la gravitation, c'est-à-dire le besoin, l'intérêt, le bien-être : *ubi bene, ibi patria*. L'art de l'ingénieur consiste, non à transporter les eaux du fleuve goutte à goutte au sein des campagnes qui doivent être fécondées, mais à lui tracer de larges et profondes issues dans le sens de sa pente naturelle. Le lit à creuser pour faire écouler l'immigration est un milieu social où puissent se déployer à leur aise toutes les nobles aspirations de l'homme, et à leur tête l'amour de la propriété, cette passion que le sophisme a quelquefois flétrie comme la cause de la première usurpation, tandis qu'elle est le principe de la dignité de l'homme et la source de sa domination sur la nature : instrument de liberté plus encore que de richesse.

Une loi fut votée en 1851 pour établir la propriété en Afrique sur

les mêmes bases qu'en France : elle fit quelque bien, moins pourtant que ne s'en promettaient les auteurs, car elle laissa subsister intact le fatal système des concessions, un des pires rouages du mécanisme algérien, qui absorbe toute force vive, l'amortit, l'anéantit. Aux fruits l'arbre se juge. Au 31 décembre 1854, dernière date des informations officielles, l'administration avait concédé à dix-sept mille solliciteurs une étendue totale de 194,000 hectares, soit le tiers à peu près d'un moyen département de France. Vingt-quatre ans de travaux herculéens pour un aussi pauvre résultat! Pendant ce temps, des milliers de demandes affluaient et s'entassaient dans les cartons de toutes les administrations, et des milliers d'autres renonçaient à se présenter, désespérant de se faire accepter. Tel est en effet un premier et grave grief contre les concessions : par elles, le mouvement de la colonisation se règle sur l'activité des bureaux, elle-même limitée par bien des causes,— le temps, le zèle, les crédits, l'insuffisance du personnel. Les demandes les mieux accueillies ne mettent guère moins de six mois, d'ordinaire un ou deux ans, quelquefois cinq ou six, avant de recevoir une solution. L'administration marche avec sa lenteur traditionnelle, pendant que les émigrans consument dans les villes et sur les avenues de tous les bureaux la meilleure part de leurs épargnes. La concession obtenue est provisoire, subordonnée à l'accomplissement de conditions inexécutables, qui livrent le possesseur à la discrétion des autorités locales, investies d'un pouvoir arbitraire. Le caractère provisoire de la propriété détruit ce qui en est l'essence même, la sécurité, le crédit, la liberté d'action, l'indépendance personnelle. Le titre définitif ne s'accorde qu'à la longue, après des années entières d'instances : en tels villages fondés depuis dix ans et plus, les colons ne l'ont pas encore obtenu. Sur les 194,000 hectares concédés au 31 décembre 1854, 31,000 seulement étaient affranchis des clauses résolutoires, c'est-à-dire moins d'un sixième. Une colonie où la propriété rurale flotte ainsi entre le droit et le fait, entre une possession octroyée et une dépossession arbitraire, n'est pas solidement assise. La faveur et les sollicitations y amollissent les caractères, si elles ne les pervertissent, et l'énergie de l'homme s'emploie moins à conquérir une fortune honorable par son travail qu'à mériter les regards bienveillans et les dons généreux de l'autorité.

Les concessions doivent faire au plus tôt place aux ventes, en Algérie comme aux États-Unis, comme dans les colonies anglaises, comme en tout pays où le gouvernement veut sérieusement coloniser. La vente seule établit l'égalité de chances entre les prétendans. A leur bonne volonté elle n'oppose aucune lenteur; elle les dispense de justifications dérisoires et d'onéreux engagemens; elle donne des

titres définitifs qui du même coup affranchissent l'homme, le citoyen, le propriétaire. La propriété foncière peut alors, à l'abri de toute crainte, trouver tout le crédit auquel elle a droit. La spéculation, dont on redoute l'avénement, devient un bienfait le jour où elle secoue la torpeur léthargique due à l'excès d'intervention administrative.

Le principe des ventes l'emporte aujourd'hui sur celui des concessions dans l'esprit public, mieux éclairé qu'autrefois, et dans l'administration elle-même, qui en a fait quelques heureuses applications dans les trois provinces. La dissidence ne survit guère que sur les modes d'exécution, les uns se tenant pour satisfaits de la vente aux enchères telle qu'elle a été pratiquée dans les premiers essais, les autres lui préférant la vente à prix fixe et à bureau ouvert, comme aux États-Unis et dans les colonies anglaises. Les deux modes peuvent s'allier dans une combinaison facile qui est la vraie méthode américaine : la mise en adjudication à jour fixe, suivie de la vente permanente et à bureau ouvert sur la mise à prix pour toutes les terres qui n'ont pas trouvé d'enchérisseur.

En un pays nouveau, la valeur primitive du sol est nulle, et le prix ne représente que les frais qui ont été nécessaires pour le rendre accessible, pour l'allotir, effectuer la vente, délivrer le titre : c'est le prix de revient en un mot. Ce principe, expression des faits, condamne une spéculation à la hausse vers laquelle l'administration algérienne montra un penchant fort regrettable à une époque où elle aliénait des immeubles en stipulant le prix payable en rentes. Il importe beaucoup que le colon conserve pour la mise en valeur du sol le plus de capitaux possible. D'étranges illusions ont longtemps couru, et elles ne sont pas encore tout à fait évanouies, sur la convenance de mettre aux mains des pauvres, des prolétaires, les terres algériennes. Bon gré, mal gré, le capital s'impose, comme une absolue nécessité, à ceux qui le dédaignent ou le détestent le plus. Seulement, quand les colons ne l'apportent pas, l'état doit le fournir. Ainsi on a vu l'administration, pendant plus de vingt ans, et surtout en 1848 et 1849, à la concession des terres ajouter des dons plus ou moins gratuits en matériaux de construction, semences, bestiaux, outils aratoires, vivres, même en argent. D'une main, le trésor prélevait une somme d'impôts sur les contribuables français, et de l'autre la répartissait aux colons algériens pour la plus grande gloire de l'initiative gouvernementale, de la colonisation officielle et de la petite culture. Fier d'une apparence de succès qui se mesurait au nombre des familles installées et des villages bâtis, sans tenir compte de ce qu'il en coûtait, ni de la disparition successive de tous ces malheureux, l'état faisait en même temps les conditions les plus dures aux

capitalistes, que les préjugés populaires dénonçaient comme d'avides spéculateurs; il maintenait un régime politique qui les tenait à distance, comme s'il eût redouté en eux des rivaux d'influence et de pouvoir pour les généraux et les préfets.

Des idées plus saines ont réussi à se faire jour, et l'état ne fournit plus le capital de premier établissement à ceux qui n'en ont pas; mais il n'ose encore compter sur l'émigration pour l'apporter, et il tournerait plus volontiers ses espérances vers les compagnies financières. Sans repousser celles-ci, que l'on ne se hâte pas de désespérer des familles qui en d'autres pays ont fait leurs preuves. Les relevés statistiques les plus certains, et qui se comptent déjà par milliers, établissent que tout émigrant allemand emporte une somme moyenne de 500 francs par tête, soit de 2,000 à 3,000 francs par famille : trop peu encore pour une installation définitive à la tête d'une ferme, assez pour les premiers besoins et de modestes débuts. Le labeur quotidien donnera le reste. Les émigrans trop pauvres pour s'établir dès leur arrivée à leur propre compte concluront d'abord quelque contrat d'engagement comme métayers, colons partiaires, salariés même. Leurs bénéfices et leurs épargnes, grossissant d'année en année, leur permettront d'acheter à leur tour un lot de terre, gage justement ambitionné d'indépendance autant que de fortune. A débuter par le rôle de propriétaire sans ressources suffisantes, une famille se condamne infailliblement à la misère de tous les jours et à une ruine finale et prompte, dont la main tutélaire de l'état ne saurait la préserver, car l'état ne peut devenir en définitive le banquier de tout le monde et payer toutes les dettes.

Sans ce double ressort, le capital importé et le travail persévérant, point de salut pour les colons. Le crédit, tel du moins qu'il est constitué en Algérie, n'offre à la plupart d'entre eux que de fallacieuses amorces. Le crédit foncier n'y existe pas à l'état de grande institution, malgré les nombreux efforts qu'on a tentés pour l'organiser, tantôt en faisant appel à la puissante société de ce nom qui fonctionne en France et qui n'a pas mission d'étendre ses opérations à l'Algérie, tantôt en associant entre eux les propriétaires d'une province. Le caractère provisoire de la propriété, l'incertitude des revenus, la fluctuation de la valeur capitale entre des prix toujours incertains et dans tous les cas très peu élevés comparativement au produit, sont les principaux obstacles qui longtemps encore sans doute paralyseront tous les bons désirs en faveur de la propriété foncière. Les placemens sur immeubles chez les notaires sont peu nombreux, et plutôt sur les maisons que sur les terres. Le crédit agricole semblerait moins difficile à introduire au moyen du prêt sur récoltes pendantes, que pratiquent, conformément à leurs statuts, les ban-

ques de la Réunion et des Antilles. Bien qu'en Algérie la propriété, plus morcelée, se prête moins à cette opération que la grande propriété des anciennes colonies à esclaves, les récoltes y présentent en bien des cas des garanties sérieuses et qui pourraient suffire, jointes à la signature de l'emprunteur. La banque de l'Algérie n'est accessible aux cultivateurs ni par ce moyen ni par le crédit direct : ils ne peuvent arriver jusqu'à elle que par l'intermédiaire de négocians qui joignent aux 6 pour 100 de l'escompte prélevé par la banque un minimum de 4 pour 100 d'agio pour eux-mêmes, soit un escompte total de 10 pour 100, le moins élevé que puissent espérer les propriétaires les plus solvables. Pour les emprunteurs dont la solvabilité paraît tant soit peu douteuse, l'intérêt n'a plus de moyenne, parce qu'il n'a plus de limites; à 2 pour 100 par mois, il passe pour n'être pas exorbitant. Des lois répressives provoquées par un tel état de choses sont restées sans effet utile. Au mois de novembre 1848, le gouvernement rendit applicable à l'Algérie la loi sur l'usure : l'intérêt civil et l'intérêt commercial étaient en même temps portés au double. Malgré cette concession, l'arrêté du général Cavaignac dut être rapporté au bout d'une année d'expérience : l'argent des prêts s'était ostensiblement retiré de la circulation, et le taux déguisé des emprunts devenu plus usuraire que jamais. Contre un mal aussi grave, il n'est aucun remède artificiel et soudain; ni la Banque de France, dans ces derniers temps invoquée par quelques-uns pour remplacer la banque de l'Algérie, ni les banques cantonales, qui seraient constituées par dotations officielles, ni la multitude des caisses de crédit et d'escompte, toujours pompeusement annoncées, puis croulant bientôt pour renaître passagèrement de leurs cendres : rien de tout cela n'y fera. La cherté des capitaux, comme de toute marchandise fort recherchée, ne diminuera que par l'abondance de l'offre, qui ne pourra naître elle-même que d'une abondance et d'une concurrence réelles : celles-ci ne viendront qu'avec une organisation sociale et économique assez libérale pour favoriser en Algérie la multiplication naturelle des capitaux, assez protectrice pour les attirer du continent, où ils surabondent. Le taux sera d'ailleurs, pendant bien des années encore, plus élevé qu'en France, résultat inévitable de la demande universelle qu'excite l'ardeur des entreprises, et juste récompense des risques encourus et de l'importance des services.

II.

Tels sont les élémens de toute colonisation, la nature, les populations, les capitaux. Au moment de les unir dans une alliance féconde,

les deux forces dont nous suivons l'essor, l'état et l'individu, se sont trouvées en présence. Chacune d'elles aspirait au premier rôle : la première au moyen de la discipline régulière de tous les agens et de tous les instrumens de la production, la seconde par leur essor libre, au risque même d'un peu de confusion. L'état l'a emporté; il a subordonné toute entreprise coloniale à un allotissement officiel, précaution admissible, et en outre à la création de villages autour desquels il distribuerait à son gré la petite, la moyenne et la grande propriété. Tout aspirant colon a dû recevoir son rang, son numéro et jusqu'à l'emplacement de sa maison des mains de l'état : véritable embrigadement. En vain la dissémination de quelques fermes dans la campagne a été autorisée à titre d'exception; le village officiel est resté généralement le noyau central autour duquel toutes les molécules ont dû s'agglomérer dans une intime cristallisation. Se répandre au dehors était presque aussi criminel qu'une désertion. Telle a été jusqu'à ce jour la méthode dominante qui, d'une province à l'autre, n'a différé que dans les détails d'exécution, ici les villages étant groupés en réseau compacte, ailleurs distribués de préférence le long ou à proximité des routes.

Mauvaise méthode, croyons-nous. Tout village officiel coûte de 100 à 200,000 francs à fonder, ce qui, à raison des crédits toujours limités du budget, réduit à une demi-douzaine par an le nombre de ces créations. Tout l'élan de l'émigration et de la colonisation se trouve ainsi réglé sur des allocations financières dont le gouvernement et le corps législatif sont les seuls juges et les administrations locales les seuls instrumens. Un village décrété ou construit d'avance, préalablement à toute installation de colons, avec fixation du nombre précis des maisons qu'il doit contenir, des lots de terre qui doivent l'entourer, des âmes qui doivent le peupler, est un véritable contre-sens et un anachronisme dans l'ordre naturel de la colonisation. Toute agrégation de maisons répond aux besoins de l'industrie, du commerce et de l'administration publique, non à ceux de l'agriculture, qui a besoin d'installer la ferme avec ses bestiaux et ses instrumens de travail à portée des terres à cultiver. L'Angleterre et les États-Unis, qu'il faut bien se résoudre à consulter en matière de colonisation habile et heureuse, n'ont garde de procéder ainsi. Leurs ingénieurs divisent chaque unité territoriale en sections, dont l'une, la plus centrale, est réservée pour les écoles, les églises et autres édifices de la communauté. Le reste est mis en vente, et les acquéreurs s'installent sur leur lot, où il leur plaît et comme il leur plaît. Les besoins des échanges ne tardent pas à développer le point central, qui grandit et devient un village, puis un bourg et une ville, par une sorte de naturelle et vigoureuse végétation, sans en deman-

der la permission, ni imputer la dépense à l'état. Le village compacte de l'Algérie, venu avant terme, copié sur ceux de France, sans tenir compte des causes historiques qui ont ici resserré les populations des campagnes, est contraire à l'esprit rural, cette force morale de l'agriculture, si justement signalé par M. de Lavergne comme une des sources de la prospérité de l'Angleterre : il ne favorise que les cabarets, l'oisiveté, le jeu.

Le village *à priori* est coupable d'autres torts encore : il entraîne le morcellement exagéré des concessions. Tandis qu'en Europe l'économie rurale ne se résigne au morcellement qu'à contre-cœur, comme à une conséquence fatale de l'égalité des partages et de l'élévation du peuple, en Algérie l'administration l'a introduit dès le début, de gaieté de cœur, sans aucune nécessité. Il n'est pas rare qu'une modeste concession de huit ou dix hectares soit découpée en quatre ou cinq lots, obstacle invincible à la surveillance, à l'irrigation, à toute culture d'ensemble, nouvelle cause de fausses dépenses en allers et retours, en transports. Quand surviennent les décès, tout enfant a droit, comme en France, à une part de chaque nature de biens dans l'héritage paternel. Si le sol est ainsi émietté à la naissance même de la société, que sera-t-il plus tard?

Ce n'est pas que les avantages de la moyenne et de la grande propriété soient méconnus : les représentans de l'état ont toujours eu le bon esprit de les proclamer, et ils auraient été irréprochables, s'ils n'avaient eu la prétention de faire eux-mêmes le classement des trois catégories de propriété, au lieu de les laisser s'agencer et se pénétrer par le libre jeu des intérêts. Avec la concession des terres, cette intervention de l'état ne pouvait s'éviter; avec les ventes, elle sera inutile, à moins que l'état ne s'avise, ce qui est fort à craindre, de fixer d'avance, non une étendue moyenne pour tous les lots d'un territoire, mais une étendue spéciale et diverse pour chaque lot, au gré de ses appréciations, beaucoup moins sûres que celles d'une spéculation intelligente. La population s'est montrée moins éclairée que le gouvernement en laissant percer en mainte occasion une jalousie haineuse contre les grandes propriétés, et les écrivains lui sont trop souvent venus en aide en évoquant le spectre des *latifundia* qui perdirent Rome. Ces *latifundia* modernes, qui ont donné lieu à tant de plaintes, sont quelques douzaines de fermes d'un millier d'hectares à peu près, les unes librement acquises à prix d'argent des propriétaires indigènes, les autres concédées en un temps et sur des points où la prise de possession du sol était un acte de courage et une démonstration politique autant qu'une honorable entreprise agricole. Si l'étendue de ces fermes est hors de proportion, ce qui est le cas habituel, avec les ressources des pro-

priétaires, elles ne tarderont pas à rentrer dans le courant de la circulation, suivant le vœu de l'intérêt public. Dans le cas contraire, la grande propriété, convenablement exploitée, devient une force pour la colonie : elle attire des bras et emploie des capitaux considérables, occupe et satisfait des intelligences élevées, instrumens du progrès colonial; elle est le piédestal des familles puissantes et riches, qui sont un fort utile contre-poids à la pression de l'état et de ses agens, et permettent à l'agriculture de marcher de front avec l'industrie et le commerce. La colonie est assez défendue par l'esprit et les lois du temps contre l'aristocratie territoriale pour ne pas craindre de lui demander les services que peuvent rendre ses lumières et ses influences.

Si l'état eût écouté les conseils de certains députés ou écrivains, sa sollicitude ne se fût point bornée à fixer l'emplacement des villages, à installer des colons, à leur assigner et un lot de ville et un lot des champs avec la symétrique uniformité qu'il y a mise. C'est encore, à leur sens, trop de liberté et de confusion. Il eût soigneusement prévenu le mélange des populations, en réservant chaque village aux seuls habitans d'un même département, qu'il eût transportés dans leur patrie nouvelle avec toutes leurs habitudes, comme ces grands arbres qu'on transplante dans un sol pareil à celui où ils ont poussé, avec le terrain qui entoure leurs racines. Pour accomplir ces projets paternels, l'état aurait invité les quatre-vingt-six conseils-généraux de France à voter une modeste allocation de 3 à 4,000 francs par famille émigrante, pour avoir la gloire de fonder en Afrique un village qui eût porté au-delà des mers le nom du chef-lieu. Les pauvres gens devant avoir naturellement la préférence, la misère eût été déracinée en France du même coup qui créait la richesse en Algérie! Le plan était trop administratif pour ne pas sourire au gouvernement, qui a en effet adressé quelques circulaires aux conseils-généraux afin de sonder leurs intentions. Aucun n'a daigné agréer un projet qui se traduisait en lourdes dépenses pour les budgets de département. En le repoussant au nom de l'économie, ces conseils ont fait en outre un acte de bon sens et de sagesse dont l'Algérie doit leur être profondément reconnaissante. Rien n'est plus contraire à l'intérêt de toute colonie, que la prétention d'isoler les populations d'après leur origine; leur intime union peut seule faire une nation homogène. Lord Elgin, qui, avant de s'illustrer en Chine et au Japon, avait habilement gouverné le Canada, constate dans ses rapports que le bien-être matériel et moral des populations émigrantes est bien plus élevé dans les groupes où les races diverses d'Europe se sont fondues que là où elles ont vécu isolées. Et encore en Amérique le classement se fait-il

par grandes familles nationales : Anglais, Irlandais, Allemands, Français, Suisses. Qu'eût-il pensé de la prétention de parquer les émigrans par départemens ou par provinces? Un tel plan, et c'est son pire côté, transporte dans la colonie le paupérisme de la métropole, qu'un secours de quelques milliers de francs ne saurait supprimer, dès qu'il doit être englouti dans la création d'une exploitation agricole; il livre enfin la colonisation aux conseils-généraux et aux préfets de France, nouveaux rouages officiels ajoutés à un mécanisme qui en a déjà beaucoup trop, mauvais instrumens d'une œuvre qu'ils ne connaissent pas, qu'ils aiment médiocrement, et qu'ils ne peuvent à distance conduire ni surveiller. Toute combinaison de ce genre méconnaît d'ailleurs une des lois les plus constantes de toute émigration. L'émigrant n'aime pas à se fixer dès le premier jour de son arrivée, il veut courir le pays, voir et choisir lui-même le lieu où il fixera sa demeure définitive : instinct de prudence et de liberté qui le conseille bien.

La production, à son tour, a été trop souvent engagée dans de fausses voies par les idées préconçues et l'abusive pression de l'état. L'agriculture a été posée comme base unique de la colonisation à l'exclusion de l'industrie; en fait de produits agricoles, une faveur exagérée a surexcité les cultures dites commerciales de préférence aux cultures alimentaires, et les plantes exotiques aux dépens des plantes indigènes. C'étaient là autant de fausses manœuvres qui, accumulées pendant une vingtaine d'années sur tous les points de la colonie, dans tous les villages et toutes les fermes, ont entraîné bien des revers et des découragemens.

Si la préférence accordée à l'agriculture sur l'industrie n'avait atteint de son indifférence que les grandes manufactures, fruits d'une civilisation avancée, qui ne mûrissent qu'au sein des pays où abondent les capitaux et les populations, ce sentiment eût été juste. Malheureusement elle s'est étendue même aux fabrications les mieux appropriées au milieu algérien, celles qui dégrossissent et manipulent les matières brutes que fournissent la nature et l'agriculture, bien que la place légitime de ces industries soit marquée au début de toute colonisation au même titre que les entreprises purement agricoles. En mettant les denrées et les matières premières à la portée de la consommation locale, en les allégeant de leur poids en vue de l'exportation, l'industrie leur ouvre des débouchés qui, sans elle, leur seraient inaccessibles : elle devient une source précieuse de travaux et de salaires.

La politique invite, autant qu'une intelligente spéculation, à conduire de front ces deux branches d'activité. L'industrie se recommande par son caractère inoffensif, profitable même aux popu-

lations indigènes, et se montre bien supérieure en ce point à l'agriculture. Malgré tous les ménagemens, la colonisation agricole ne peut guère se déployer sans froisser à un certain degré les intérêts et les habitudes des Arabes, en réclamant un sol qu'ils occupaient tant bien que mal, en les resserrant, en suscitant leurs sourdes inquiétudes. La colonisation industrielle au contraire est pour eux un vrai bienfait. L'Arabe ne tire aucun parti des chutes d'eau, des carrières, des mines, des forêts, des eaux thermales. Les usines et les ateliers installés autour de lui ne troublent aucune habitude et ne froissent aucun intérêt; il y apporte volontiers ses grains à moudre et ses olives à presser. Le bienfait profite aussi aux colons, dont la plupart viennent des villes et ont des aptitudes plutôt industrielles qu'agricoles, bonnes à conserver et à développer. Pour cela, des encouragemens factices sont superflus : il suffit de favoriser l'exploitation des richesses naturelles en accordant avec empressement les autorisations nécessaires, en ouvrant aux produits de l'industrie manufacturière les débouchés extérieurs avec autant de libéralité qu'à ceux de l'agriculture.

Celle-ci souffre, elle a surtout beaucoup souffert de quelques erreurs économiques propagées par le gouvernement. Le bon sens des colons, livré à lui-même, les eût invités à produire ce que le sol et le climat fournissaient de meilleure qualité, en plus grande abondance, au plus bas prix, ce qui leur demandait le moins de capitaux et de main-d'œuvre, ce qui rendait au plus vite les avances, trouvait un plus facile débouché, imposait moins de mécomptes à leur inexpérience. Les céréales et les bestiaux se trouvaient par là recommandés en première ligne, puis les laines, les huiles, les vins, les fruits, les choses les plus simples et de l'emploi le plus général, qui sont les objets de la spéculation agricole, comme les curiosités rares et phénoménales sont les objets de l'horticulture. Sous un autre nom, la culture extensive se recommandait plutôt que la culture intensive à des colons généralement peu aisés, les produits annuels et bisannuels plutôt que les produits à long terme. Dans tous les pays où l'état ne se mêle pas de diriger l'agriculture sous prétexte de la patronner et de l'éclairer, les cultivateurs ne procèdent que d'après ces règles tellement élémentaires qu'elles dérivent plutôt du simple bon sens que de la science.

Pour le malheur de nos colons, il en fut autrement en Algérie. Préfets et généraux se mirent en tête que les céréales et les bestiaux n'étaient bons que pour les Arabes; à des colons civilisés et français, il fallait des cultures moins grossières. En vertu de cet entraînement irréfléchi vers les nouveautés, on lança les pauvres et ignorans cultivateurs à la recherche de l'inconnu : on leur vanta l'une après

l'autre ou simultanément vingt plantes nouvelles. De toutes celles qui survivent, acceptées par le climat, telles que le tabac, le coton, le mûrier, la garance, le lin, la vigne, il n'en est pas une dont les colons ne se soient avisés d'eux-mêmes les premiers à l'heure opportune. Pour les autres, elles sont tombées à peu près toutes ou s'en vont de jour en jour; mais ce n'est pas l'état qui a payé les frais des expériences. La culture intensive, à grands renforts de capitaux et de bras, avait aux yeux des représentans du pouvoir l'avantage de tirer un plus grand parti d'une même contenance de terres, de distribuer un plus grand nombre de colons sur une étendue donnée de territoire; elle permettait un peuplement plus dense et justifiait l'extrême morcellement. C'était son côté spécieux et fallacieux en même temps, car cette population, trop serrée sur le sol, ne pouvant se procurer des engrais par l'élève du bétail, ni établir des assolemens par la rotation des cultures, devait bientôt épuiser la fécondité naturelle de la terre, et étouffer sur ses petits lots, ainsi qu'il est arrivé. Toute colonisation naissante réclame de larges espaces.

Dans cette tendance, le gouvernement prenait appui, il est juste de le reconnaître, sur l'esprit public français, qui, trompé par ce mot de colonie, croyait avoir affaire aux Antilles ou à Bourbon, et demandait à l'Algérie des denrées coloniales. A ce préjugé se joignaient les intérêts et les doctrines protectionistes, qui posaient, comme un principe hors de toute atteinte, que l'Algérie ne devait pas faire concurrence à la métropole par des produits similaires aux siens, qu'elle devait viser seulement à combler les lacunes de la production française : double et grave erreur dont l'Algérie a été victime. Située entre les 35e et 37e parallèles nord, séparée du tropique du Cancer par douze degrés de latitude, l'Algérie n'a rien de tropical; comprise dans le bassin méditerranéen, sur sa lisière méridionale, elle est une région analogue, pour le climat et les productions, à toutes celles qui forment le vaste amphithéâtre dont les assises inférieures se baignent dans cette mer : l'Espagne, la France méridionale, l'Italie, la Sicile, Malte, la Grèce. La science botanique a constaté que nulle plante des contrées tropicales ne croissait spontanément sur son territoire; sa flore a ses analogies les plus marquées avec celle du sud-ouest de l'Espagne. Le Sahara lui-même rappelle par sa végétation l'Égypte et la Syrie, non la zone intertropicale. Il y avait erreur manifeste à attendre de l'Algérie ce qu'on appelle les denrées coloniales, à l'exception du tabac et du coton.

Ainsi déçue dans ses espérances, la France aurait-elle à regretter un inutile accroissement de territoire? Les révélations de la statis-

tique autant que la raison politique interdisent de le penser. L'Espagne et la Sardaigne, où le fonds de l'agriculture est le même que chez nous, sont au premier rang de nos relations commerciales, tant il est vrai que l'immense variété des besoins crée, entre les contrées qui paraissent se ressembler le plus, une infinie variété d'échanges. La vérité de cette observation éclate surtout quand on va du nord au sud, dans le sens des latitudes correspondant à la différence des climats. Il suffit que l'Algérie soit à huit degrés au sud de la France pour substituer à d'apparentes similitudes, si l'on ne regarde qu'au nom générique des produits, des variétés fort réelles d'espèces, de qualités et d'emplois. Pour en citer quelques exemples, le blé dur d'Afrique convient mieux que le blé tendre de France pour la fabrication des pâtes alimentaires. Les tabacs ont un arome plus doux et plus fin que ceux du Lot ou du Pas-de-Calais. Les vins rappellent ceux de Malaga ou de Xérès, non ceux de Bourgogne et de Bordeaux. Les oranges et les dattes ne font aucun tort aux pommes et aux poires françaises, pas plus que les chevaux arabes aux races du Limousin ou de la Normandie. Les laines d'Afrique servent pour des étoffes communes qui ne supportent pas le prix des laines de France. Avec des richesses pareilles d'ailleurs, la disproportion dans chaque localité des besoins et des ressources, la différence même des saisons, invitent aux échanges. Le midi de la France manque, dans une certaine proportion, de grains, de bestiaux et d'huiles que l'Algérie peut lui fournir. Paris reçoit et consomme volontiers en plein hiver les primeurs de la colonie. Non moins volontiers l'industrie métropolitaine est disposée à s'approvisionner en Afrique de cocons et de soies gréges, de cotons, de garances, de plantes textiles et tinctoriales, de bois, de minerais divers, de vingt sortes de matières premières, et elle y trouve dès à présent un débouché dont l'importance croît, et dont les limites géographiques reculent d'année en année.

L'administration était donc autorisée à écarter les clameurs d'intérêts aveugles et à livrer la colonie aux seules lois de la nature et de l'économie rurale. En fait de produits exotiques, un seul devait à juste titre et dans une juste mesure tenter son ambition, le coton. Pour le conquérir à l'Algérie, elle a cru nécessaire de déployer de grands et coûteux efforts, oubliant que dans la première période de l'occupation divers colons l'avaient spontanément essayé, qu'en 1838 et 1839 la ferme de la Rhegaya en possédait de vastes plantations, détruites par la guerre seule. Pour le faire renaître dans les localités où il a de sérieuses chances de succès, c'est-à-dire dans la province d'Oran et dans les plaines basses des deux autres, enfin dans les bas-fonds et les oasis du Sahara, il eût probablement suffi

de quelques distributions de graines suivies de notices sur la culture. Il est vrai que vingt ou trente années auraient été nécessaires pour l'introduction de cette plante dans un système régulier et général d'exploitation. Des progrès aussi lents n'ont pu suffire à des ardeurs impatientes qui rêvaient moins encore d'enrichir l'Algérie que de supplanter en quelques années les États-Unis, afin d'affranchir la France du *tribut* qu'elle leur payait. De cette inspiration sont venues les primes exorbitantes s'élevant jusqu'à 20,000 fr. pour les plus belles plantations, sans compter une multitude de primes secondaires, et le parti pris par l'état d'acheter les cotons pendant cinq années, pour les vendre lui-même au Havre. Aujourd'hui que la période est expirée, l'état n'en est pas moins fort embarrassé. A retirer soudainement sa main protectrice, il serait peut-être absous par l'économie politique, mais il ferait en même temps un acte bien fâcheux d'administration, car il jetterait dans le désespoir des milliers de familles désolées d'avoir écouté ses propres instigations et compté sur sa durable bienveillance : aussi a-t-il dû se décider à de nouvelles transactions avec les principes.

Le même système d'achats par l'état, devenu si onéreux par le succès même des cultures de coton, avait déjà été appliqué à d'autres produits : la cochenille, l'opium, les cocons de vers à soie; nous ne parlons pas des tabacs, la régie s'étant bornée à étendre ses achats à l'Algérie, et avec bien plus de libéralité qu'en France, car elle y a laissé toute latitude à la production, à la fabrication et au commerce de cette plante. L'expérience a justifié sur ce point les prévisions de la théorie. Quant aux trois produits que nous venons de nommer, ils n'ont fait aucun progrès sérieux; la cochenille et l'opium sont même à peu près abandonnés, et si la soie ne l'est pas, le mérite principal en est à la parfaite convenance du mûrier avec le climat et avec les besoins de l'industrie française. Le gouvernement local a été entraîné dans cette voie d'intervention commerciale par son injuste dédain des céréales et des bestiaux, par le désir impatient d'éblouir la métropole, surtout par cette prétention incarnée en tous les fonctionnaires d'en savoir plus que les particuliers sur les propres intérêts de ceux-ci. Une fois de plus, il a été prouvé qu'en économie rurale rien de hâtif et de forcé ne saurait usurper le rang que le temps seul consacre, que toute culture a son heure, comme tout fruit sa saison. Un mot résume cet enseignement de l'expérience : toute colonisation officielle est une colonisation artificielle.

En devenant seule arbitre de ses travaux et de ses spéculations, l'Algérie parviendra-t-elle à se suffire? Serait-elle surtout, en cas de guerre maritime, en mesure d'alimenter sa population civile et son armée, si les communications venaient à être temporairement interrompues avec la France? L'affirmative n'est pas douteuse, si

l'on suppose le maintien de la paix et du commerce avec les indigènes. La production annuelle du blé ne peut être estimée à moins de 5 ou 6 millions d'hectolitres, sur lesquels il sera toujours facile de prélever les 200,000 environ nécessaires à la nourriture d'une armée de soixante-dix mille soldats pendant un an : ce chiffre est inférieur à celui de l'exportation, qui, même dans une année médiocre comme 1858, a monté à 228,725 quintaux métriques de blé, et qui dans des années meilleures a atteint 1,500,000.

A supposer la paix et le commerce rompus avec les indigènes, la situation serait au contraire fort critique, les colons étant bien loin de produire assez pour leur consommation, jointe à celle de l'armée. En 1855, leur récolte totale en blé dur et blé tendre était évaluée à 172,000 hectolitres, le tiers à peine des besoins d'une population de 167,000 habitans; les deux autres tiers et la nourriture de l'armée manquaient. La situation ne doit pas être bien sensiblement changée aujourd'hui, considération capitale à joindre à tant d'autres pour activer la culture et le peuplement du sol par l'élément européen. En de telles conjonctures se révélerait, mais trop tard pour notre honneur et notre sécurité, le péril de cet enthousiasme exclusif pour les Arabes qui a marqué de son sceau beaucoup trop d'écrits et de discours. Alors aussi on apprécierait tout le rôle des céréales et des bestiaux, en même temps qu'on replacerait à leur vrai rang l'opium, la cochenille, le ricin, l'*urtica nivea*, le café, le thé, la vanille, l'indigo, l'arachide, le sésame, le bananier et vingt autres fantaisies pareilles, honorées de sympathies et de dépenses qui pouvaient mieux s'adresser. Même le rôle secondaire de la soie, du tabac et du coton, objets de plus justes faveurs, serait mis à nu. En un pays vaincu d'hier, isolé comme une île, car il est entouré au sud par le désert, à l'est et à l'ouest par des races ennemies, au nord par deux cents lieues de mer, le peuple conquérant doit mettre son principal souci à assurer, en cas d'insurrection et de guerre maritime, son approvisionnement en denrées alimentaires, principalement en grains et en bestiaux, par la production de ses nationaux. L'économie rurale donne exactement, au point de vue du profit, le même conseil que la politique (1). La surabondance n'est pas à craindre. Des débouchés pour ainsi dire sans limites sont ouverts aux céréales par le midi de la France, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, le Portugal, quelquefois l'Espagne, et aux bestiaux par les divers états riverains de la Méditerranée, sans compter la consommation locale, qui est elle-même fort étendue. Que si un tel plan de spéculation agricole s'accommode mal du morcellement extrême

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 août 1858, l'étude de M. Payen sur *les Cultures algériennes et la Récolte de* 1858.

de la propriété, s'il demande de vastes espaces qui se prêtent à des assolemens réguliers, des esprits impartiaux ne sauraient y voir que l'irrécusable condamnation du système opposé qui a prévalu.

Moins entravée que l'agriculture, entourée d'une sollicitude plus discrète, l'industrie a pu obéir à ses instincts et à ses intérêts; elle n'a eu à se plaindre que de lenteur et de sévérité excessive dans l'instruction de ses demandes, de difficultés sans cesse renaissantes pour pénétrer en territoire militaire. Ses principaux échecs lui sont venus de l'insuffisance de ses capitaux de fondation et de roulement ainsi que de l'inexpérience trop habituelle de ses agens; ses principales souffrances ont été imputables à l'état informe de la viabilité et aux rigueurs douanières. A travers bien des mécomptes, dont quelques-uns ont retenti à la Bourse et brillent encore sur ses cotes en chiffres immuables, plusieurs établissemens prospèrent et grandissent, entre autres ceux de Kef-oum-Theboul dans le cercle de La Calle, près de la frontière de Tunis, et de Gar-Roubban, dans le cercle de Lalla-Maghrnia, sur la frontière du Maroc : l'un et l'autre exploitent des mines de plomb argentifère. Les forges de l'Alélik fabriquent sur de grandes proportions des fontes aciéreuses. Quoique cruellement éprouvées par des malheurs divers, les compagnies de Mouzaïa et de Tenez ne désespèrent ni ne chôment. Dans la province de Constantine, une exploration d'antimoine se soutient au Hamimat. Avec ce métal, le fer, le cuivre, le plomb et l'argent sont l'objet de nombreuses recherches; on exploite aussi les marbres, parmi lesquels les blancs statuaires de Filfila sont renommés, ainsi que les calcaires onyx translucides de Tlemcen, qui ornent déjà les plus riches salons de Paris, où ils se rencontrent avec les meubles de thuya, un des plus beaux bois d'ébénisterie connus.

Dans des genres différens se constatent d'autres progrès. La minoterie est assez largement constituée pour suffire aux besoins du pays, s'essayer même à l'exportation, qui, en employant des procédés plus perfectionnés, deviendrait une très lucrative spéculation, car on aurait chance de supplanter les États-Unis sur tous les marchés de l'Europe. Les moulins à huile suivent de près les moulins à farine. Les papeteries débutent avec des matières textiles absolument inépuisables et au plus vil prix. La fabrication des tabacs, populaire partout, est particulièrement perfectionnée à Alger, Oran et Philippeville. La distillation des plantes aromatiques et la préparation des essences se naturalisent même chez les trappistes de Staouéli, au grand scandale de leurs concurrens laïques. Les forêts de chênes-liéges attirent les plus hauts représentans de l'aristocratie nobiliaire et industrielle, qui consacrent à cette exploitation beaucoup de capitaux et de soins. La filature de la soie, l'égrenage du coton installent çà et là leurs usines. La typographie enfin a fondé

dans les principales villes des imprimeries souvent accompagnées de lithographies. Une maison considérable d'Alger (1) imprime et édite de beaux ouvrages avec une grande variété de caractères arabes. Huit journaux et trois recueils périodiques sortent des presses algériennes (2).

Tels sont les principaux faits qui peuvent servir à caractériser le développement agricole ou industriel de l'Algérie et l'influence bonne ou mauvaise de nos procédés de colonisation. Il y a maintenant à signaler quelques essais tentés dans une voie nouvelle, au nom du principe d'association sous une triple forme, religieuse, — agricole et domestique, — financière et commerciale. Ces trois essais sont : la Trappe de Staouéli, l'Union du Sig, la Compagnie des colonies suisses de Sétif.

Une sympathie universelle s'est attachée à la Trappe de Staouéli, et il n'est aucun voyageur qui ait pénétré dans son enceinte, qu'ombrage un groupe élégant de beaux palmiers, sans participer au recueillement qu'inspire un sanctuaire de travail, de prière, d'aumône, en ces lieux qui furent le premier champ de bataille des Français, au lendemain de leur débarquement sur la plage de Sidi-Ferruch. Cette première impression se fortifie en visitant l'intérieur de l'établissement, où plane l'esprit d'ordre et de paix, en parcourant les jardins et les champs, où règnent le travail et le silence. Comment n'admirerait-on pas surtout la religieuse résignation de tant de victimes, immolées, les unes à l'austérité de la règle, les autres aux épreuves du climat ou des défrichemens? Mais la raison, qui ne saurait abandonner tous ses droits, voudrait savoir ce que coûtent ces murs solidement construits, ces arbres bien venus, ces vignes chargées de grappes, ces champs bien cultivés, ces bestiaux nombreux et prospères. Sur tout cela, mystère absolu. L'on sait que l'état a aidé l'œuvre par sa munificence dès la fondation, qu'il l'a toujours soutenue par son appui le plus généreux, qu'il a mis à sa disposition des bras militaires en grand nombre et à bas prix, qu'il l'a affranchie de toutes les charges communales en impôts et en travaux de routes, et lui a fait par toutes ses libéralités une situation privilégiée. On soupçonne d'ailleurs que des quêtes, des dons volontaires, des apports de diverses sources ont constitué à la maison un capital considérable. Quel en est le chiffre exact? Nul ne peut le dire, même approximativement. Dans cette ignorance, les résul-

(1) La maison Bastide.

(2) Ces journaux sont : *l'Akhbar*, *l'Algérie nouvelle*, *le Tirailleur*, à Alger; — *l'Écho d'Oran*, *l'Éditeur*, à Oran; — *l'Africain*, à Constantine; — *la Seybouse*, à Bone; — *le Zéramna*, à Philippeville. — Un neuvième journal a été autorisé récemment : *l'Indépendant*, à Constantine. Les recueils sont la *Revue Africaine*, le *Bulletin de la Société d'Agriculture* et le *Journal de Jurisprudence*, tous trois publiés à Alger.

tats ne doivent être appréciés qu'avec réserve, car le succès économique se mesure essentiellement au rapport entre la dépense et le produit. Réaliser de belles choses avec des millions atteste toujours de l'intelligence et de l'application, ce que nul ne refuse aux trappistes; mais pour proposer leur système de culture comme modèle aux colons, ainsi qu'on le fait souvent, il faudrait pouvoir dire que le revenu des capitaux remis en leurs mains a constitué un placement lucratif. Or à défaut de tout compte-rendu il est impossible de le savoir. Dans le pays, chacun penche vers le doute.

L'Union agricole du Sig dans la province d'Oran n'invoquait aucun titre à la même bienveillance, et elle ne l'a pas obtenue. En vain déclinait-elle toute prétention à réaliser un phalanstère : ses ennemis et quelquefois ses amis s'obstinaient à lui donner ce titre, qui ne pouvait être qu'une médiocre recommandation auprès des autorités locales. Pour se convaincre de la sincérité de ses déclarations à cet égard, il eût suffi de rapprocher ses statuts de ceux dressés en Belgique vers 1842 par une compagnie qui se proposait la colonisation du Guatemala, celle-ci tout inspirée par des sentimens catholiques. Ici et là se retrouvent les mêmes principes et les mêmes tendances, qui se résument en une clause fondamentale : association du travail au capital pour la propriété et pour les bénéfices, pensée dont le phalanstère ne saurait revendiquer le monopole, car on la trouve à l'état de germe plus ou moins développé au sein de la civilisation contemporaine. L'Union du Sig a survécu à treize années d'épreuves, dont les plus graves lui sont venues de sa situation malheureuse sous le vent des marais de la Macta, cause permanente de fièvres; mais les tentatives d'association n'y ont duré que les premières années. Sans rien abandonner d'un principe dont l'excellence leur paraît incontestable, les directeurs de l'établissement ont dû reconnaître bientôt qu'avec une population aussi mobile et aussi mal préparée à une discipline régulière que celle qu'ils pouvaient recruter, le travail sociétaire devenait plus coûteux encore et moins lucratif que le travail salarié, et surtout que le travail de la famille. Le pionnier livré à lui-même déploie des efforts héroïques, dont se dispense l'ouvrier sociétaire, qui est sûr de son pain quotidien. Pour rétablir l'égalité, il faudrait des ressorts d'ordre moral, des élans de dévouement et d'enthousiasme, sur lesquels on comptait chez tous, et qui ne se sont révélés que chez quelques travailleurs d'élite. Néanmoins une sincère estime ne peut être refusée à de courageux colons qui ont bravement payé de leur personne, à des actionnaires qui ont dépensé plus d'un demi-million sur le sol. Leurs avances, stériles pour eux-mêmes jusqu'à présent, ont répandu le bien-être parmi une nombreuse population, et contribué pour la meilleure part au développement de la petite ville de Saint-

Denis. Il reste aux fondateurs, pour consolation du passé et espoir de l'avenir, une belle propriété de 1,800 hectares.

La Compagnie des colonies suisses de Sétif n'a affiché aucune prétention de doctrine et de réforme; ses directeurs n'ont annoncé et voulu poursuivre qu'une bonne affaire, et comme, en leur qualité de Genevois, ils possédaient à un égal degré l'habileté pratique et les ressources financières, ils ont réussi sans trop de peine au début. Ils ont construit, suivant l'engagement qu'ils en avaient pris, une dizaine de villages aux environs de Sétif; ils en ont peuplé plusieurs de colons recrutés d'abord en Suisse et en Savoie, plus tard en France même. Pour prix de leur opération, ils ont reçu en toute propriété des terres d'une vaste étendue, et ils y ont organisé des fermes qui paraissent régies avec une remarquable intelligence. Malgré ces succès, le dernier compte-rendu de la compagnie constate le découragement. Déliée de tout contrat avec le gouvernement, elle renonce à ses cultures européennes et à toute nouvelle tentative d'introduction d'émigrans; elle veut se borner au bétail et aux céréales, en ne recourant qu'aux bras indigènes. Ce demi-échec révèle des fautes économiques plus qu'il n'accuse le pays. La compagnie a méconnu cette loi de toute colonisation qui conseille la culture des terres les plus fertiles avant toutes autres, et le pays de Sétif n'est pas des plus fertiles, puisqu'il est impropre aux cultures industrielles. Elle a d'ailleurs trop enchaîné son action à l'action de l'état, et a voulu à son tour trop river à son sort les émigrans. Des entraves de toute nature l'ont paralysée elle-même et ont écarté de ses domaines les colons européens. C'est donc à la liberté qu'il faut revenir toujours comme au principe de tous les succès.

III.

Dans leurs essors si variés, les forces productives de l'Algérie, soit qu'elles s'appliquent à l'agriculture et à l'industrie, ou bien aux sciences et aux arts, n'ont à réclamer que la liberté d'action et la garantie du droit sous la bienveillante protection de la loi. Elles doivent et peuvent être à elles-mêmes leur principe d'activité, tandis que le milieu économique au sein duquel elles se développent est aux mains de l'état, qui le modifie à son gré, tantôt par des règlemens commerciaux qui ouvrent ou resserrent les débouchés, tantôt par les travaux publics, qui facilitent ou entravent la circulation plus encore que la production.

Le commerce intérieur, il faut le dire, ne soulève aucune question bien grave : l'esprit civil de la France y a porté les franchises de la métropole. La liberté intérieure des échanges ne rencontre de limites qu'en territoire militaire, où le colportage est interdit hors des mar-

chés, où les transactions des Européens et des israélites dans les tribus sont entourées de formalités qui en restreignent beaucoup le nombre et l'importance. En faveur de ces restrictions, les chefs militaires invoquent le danger dont seraient menacées la fortune et la vie des négocians. Si cette crainte est fondée, et nous n'oserions affirmer qu'elle est tout à fait imaginaire, l'on est autorisé à conclure que l'administration actuelle des tribus, personnifiée dans les chefs indigènes, a bien peu atteint son but en ce qui concerne l'ordre et la sécurité, malgré la surveillance des bureaux arabes. Il est permis de croire qu'une bonne organisation de la police et de la gendarmerie, avec des agens indigènes pour auxiliaires, surtout la pénétration permanente du pays par la population européenne, offriraient au commerce intérieur des garanties bien supérieures de sécurité.

Le commerce extérieur est réglé par la loi du 11 janvier 1851, qui, sous un caractère général de liberté, que nos autres colonies ont droit d'envier, laisse subsister dans son système de tarifs quelques clauses très préjudiciables (1). D'une part, certains produits naturels et la presque totalité des produits industriels restent soumis, sauf des décrets et des lois d'exception fort difficiles à obtenir, au tarif général, qui les prohibe ou les frappe de droits protecteurs; de l'autre, les taxes à l'entrée des produits étrangers atteignent le taux très lourd de 20 à 30 pour 100 en moyenne, moindre ou plus élevé dans quelques cas. Ainsi se trouvent gênées dans leur essor l'importation et l'exportation, gêne dont l'effet retombe sur les producteurs et les consommateurs, sur le pays tout entier.

Le redressement de cette situation anormale a donné lieu depuis un an à de vifs débats, dans lesquels deux partis sont en présence, tous deux arborant le drapeau de la liberté commerciale; mais l'un ne vise qu'à l'abolition des taxes sur l'importation algérienne, l'autre se préoccupe à la fois des deux courans, l'entrée et la sortie. Le premier a réclamé la franchise pure et simple des ports de l'Algérie ; à ce prix, il consent de gaieté de cœur au maintien des prohibitions et protections actuelles du tarif français contre les produits algériens; il renonce même aux libéralités de la loi de 1851, en réclamant pour l'Algérie le même traitement que pour tout pays étranger. Sa doctrine se résume en deux mots, séparation commerciale de l'Algérie et de la France. On n'a peut-être pas oublié que la simple annonce du triomphe présumé d'un système qui paraissait livrer à l'Angleterre le marché algérien excita l'an dernier, parmi plusieurs villes industrielles, Rouen, Lille, Saint-Étienne, pour lesquelles l'Algérie offre un important débouché, une si vive émotion, qu'un

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er octobre 1858, un article de M. Lavollée sur le *Régime commercial de l'Algérie.*

formel démenti dut être inséré au *Moniteur*. L'autre parti, préoccupé surtout des avantages de la liberté commerciale de l'Algérie vis-à-vis de la France, réclame la suppression des barrières douanières qui les séparent encore, condition préalable de tous les autres progrès libéraux, dont il ne repousse aucun. Il ne va pourtant pas jusqu'à l'abolition complète de tout droit de douane sur l'importation, en s'autorisant à cet égard de l'exemple même de l'Angleterre, de la Suisse, de la Sardaigne et des États-Unis, ou plutôt de l'expérience universelle, qui montre dans ce genre de taxe, quand elle est modérée, une des meilleures sources du revenu public et l'un des impôts qui blessent le moins les contribuables. Le drapeau de ce parti est l'assimilation progressive de l'Algérie à la France, conciliée avec une large dose de liberté pour l'importation des produits étrangers. Son système vise à l'union intime des deux pays, et par là il se pose comme l'antipode de l'autre, qui tend à une séparation politique. Un patriotisme soucieux de l'avenir doit repousser une telle perspective et réclamer seulement des réformes de tarifs suffisantes pour rendre l'exportation et l'importation de l'Algérie à leur essor naturel.

Délivrée des entraves qui paralysent encore sa production et sa consommation, la colonie verrait croître rapidement son énergie vitale; l'équilibre de ses fonctions, rompu surtout par le délaissement forcé de l'industrie, serait rétabli. Devant un débouché aussi important que celui de la France, l'ardeur des entreprises se porterait sur les réserves si abondantes et si variées de matières premières que contiennent les flancs de ses montagnes ou qui couvrent ses plaines; elle mettrait en jeu les forces motrices qui coulent sans emploi vers la mer. L'exemption de droits d'entrée, étendue à tous les produits de la fabrication indigène aussi bien que de l'industrie européenne, protégerait les Maures des villes, dont un grand nombre pratique les métiers manuels d'un travail délicat, contre la profonde misère où les a plongés le renchérissement de tous les objets de consommation, conséquence inévitable de l'arrivée d'une population nouvelle. Les navires étrangers qui viennent dans les ports algériens, et qui repartent sur lest pour la plupart, trouveraient des élémens de retour dans des approvisionnemens plus abondans, plus variés et moins chers. Ces relations ont déjà de l'importance, et l'avenir leur réserve bien des progrès, pour peu qu'on les favorise en multipliant les moyens d'échange. A l'Espagne l'Algérie demande des vins, de la sparterie, à l'Angleterre de la houille, à la Suède des fers, à la Norvége et à l'Autriche des bois de construction, à la Sardaigne du riz et des tabacs en feuilles, à la Toscane des denrées alimentaires et des matériaux de construction, aux états barbaresques des laines, des huiles, des tissus fins où l'or, l'argent et la soie s'entre-croisent,

des peaux préparées et ouvrées, etc. La balance du commerce entre ces divers pays et l'Algérie accuse une grande inégalité; tandis qu'ils y ont importé en 1857 pour 27 millions de marchandises, ils n'en ont exporté que pour 8 millions! La production locale n'a pu leur fournir des cargaisons de retour; elle a donc besoin de l'excitation que donne un débouché vaste, certain et entièrement libre, tel que celui de la France.

Pour les états barbaresques du Maroc, de Tunis et de Tripoli, au milieu desquels l'Algérie est géographiquement enclavée, nous souhaiterions une entière liberté d'échange, quant aux produits de leur cru, directement avec l'Algérie, indirectement et par la voie de l'Algérie avec la France. Aucune industrie française n'aurait à les frapper de suspicion comme similaires concurrens, tandis que cette libre introduction étendrait au loin dans l'intérieur de ces pays notre influence et nos relations. Les caravanes que la guerre a détournées de nos postes du sud et du littoral en reprendraient la route, et nous remettraient en communication avec le Soudan à travers les oasis du désert.

Distraits par nos affaires d'Europe, nous donnons peu d'attention aux progrès incessans de l'Angleterre dans des contrées qui semblaient réservées à notre influence. Il y a deux ans, cette puissance a conclu avec l'empereur Abd-er-Rahman un traité qui ouvre au commerce britannique l'intérieur du Maroc. En ce moment, ses négocians sollicitent à Tunis le privilége d'une banque anglo-tunisienne. Depuis longtemps, l'Angleterre a des consuls à R'damès dans la Tripolitide, à Morzouk dans le Fezzan. Elle avance pas à pas vers l'oasis de Touat, où aboutissent toutes les communications de l'Afrique du nord avec l'Afrique centrale. Devançons-la en y établissant un résident français pour y montrer notre drapeau et diriger les caravanes vers le Sahara algérien. Mettons aussi à profit, pour créer ailleurs des consulats, les reconnaissances faites par deux officiers français, en 1856 celle de Biskara à R'damès par le capitaine de Bonnemain, en 1858 celle de Laghouat à R'ât par le lieutenant Boudarba. Une première caravane qui l'an dernier est venue de R'ât à Laghouat paraît avoir été fort satisfaite de ses opérations. Il faudrait aussi rechercher pourquoi les Touaregs, qui avaient précédemment envoyé au gouverneur-général des députés chargés des propositions les plus amicales, n'ont plus reparu.

Par ce rayonnement dans toutes les directions s'étendra le commerce de l'Algérie, lequel a pris des proportions qui eussent paru fabuleuses il y a vingt ans. En valeurs officielles, il a atteint en 1857 le chiffre de 188 millions, importations et exportations comprises tant avec la France qu'avec l'étranger; l'année précédente, c'était

217 millions. L'Algérie occupe le huitième rang dans la hiérarchie des relations commerciales de la France, et même le septième pour les seules exportations; mais elle n'est qu'au douzième pour les importations, la France lui ayant envoyé en 1857 pour 125 millions de marchandises contre 34, nouveau témoignage de l'insuffisance de la production locale. Son mouvement commercial égale, à 20 millions près, celui de toutes les autres colonies francaises réunies. La navigation, cabotage non compris, a fidèlement traduit ses progrès et a compté 4,267 voyages en 1857, avec un tonnage effectif de 557,023 tonneaux, chiffres respectables, quoique bien éloignés encore de ceux des colonies anglaises.

Le commerce, aussi bien que la production, appelle comme son auxiliaire le plus puissant un vaste système de travaux publics : l'état seul en pouvant entreprendre ou autoriser l'exécution, négocians et cultivateurs lui adressent incessamment leurs suppliques. Les routes sont leur premier et plus grave intérêt. Avant l'arrivée des Français, toute voiture étant inconnue des Arabes, les chemins n'étaient que des sentiers pour des chevaux et des chameaux. En trente ans, et avec une dépense d'une vingtaine de millions, il a été ouvert environ 4,500 kilomètres de routes autres que les simples chemins vicinaux. Un cinquième au plus de cette étendue est en bon état d'entretien, le reste est à peu près impraticable pendant l'hiver, et souvent même la circulation est officiellement interdite au roulage. Aussi les Arabes sont-ils presque les seuls à percevoir pendant cette saison le prix des transports que les voituriers européens doivent surhausser pendant l'été pour compenser trois ou quatre mois de chômage. On a constaté qu'en 1853 le commerce avait dû payer en un an, pour les seuls transports de grains entre Orléansville et Tenez, 300,000 francs de plus que si la route eût été terminée. Le dommage est le même partout ailleurs, sur toutes les routes, en les prenant dans leur étendue totale, car il n'y en a pas une seule entièrement achevée : les crédits suffisent même rarement pour l'entretien des travaux, que ravagent et emportent les pluies torrentielles de l'hiver. Enfin les travaux neufs se réduisent à si peu de chose qu'il ne faudrait pas moins de cent quarante années, avec les allocations ordinaires, pour mener à fin les routes du territoire militaire.

Le réseau général de la viabilité algérienne, très nettement indiqué par la nature, se divise en deux grands systèmes : les lignes perpendiculaires au littoral, les lignes parallèles. A tous les mouillages de la côte correspond dans l'intérieur quelque petite ou grande ville qui reçoit dans ses murs, comme un entrepôt, tous les produits d'un bassin commercial plus ou moins étendu, et les dirige sur la

mer, au port le plus proche. Ce port reçoit à son tour les produits de la côte ou de l'Europe, et les expédie sur l'entrepôt intérieur, d'où ils se distribuent dans la zone environnante, et quelquefois vont rejoindre d'autres étapes commerciales, échelonnées de distance en distance du nord au sud. La symétrie remarquable de cette disposition géographique indique d'avance que les routes doivent unir ces comptoirs, spontanément éclos des rapports naturels : à l'est, Philippeville, Constantine, Batna, Biskara; au centre, Alger, Blidah, Médéah, Laghouat; à l'ouest, Oran, Sidi-bel-Abbès, ou Tlemcen.

Le système parallèle au littoral ne se divise qu'en trois grandes lignes. L'une doit courir à portée de la mer, s'infléchissant à l'intérieur toutes les fois qu'elle se heurte à des massifs de roches et de montagnes; elle n'est pas rendue inutile par la navigation à cause de la grande difficulté d'atteindre les mouillages secondaires pendant les mauvais temps. La seconde, d'une exécution beaucoup plus facile, dessine un ruban longitudinal entre les frontières opposées de Tunis et du Maroc, sur un parcours de près de trois cents lieues, et ne se divise qu'en deux grandes sections, de longueur égale, séparées par un chaînon de l'Atlas, entre Amoura, où finissent les plaines basses de l'ouest, et Aumale, où commencent les plateaux élevés de l'est : c'est la grande ligne centrale ou médiane. La troisième, créée d'abord dans une pensée purement stratégique, doit relier tous les établissemens que l'on appelait des avant-postes du temps de la guerre, et qui sont aujourd'hui au milieu même de nos vastes domaines : nœuds commerciaux ou marchés intérieurs qui se rattachent aux villes indigènes du Sahara algérien, dont l'occupation, devenue nécessaire, a rectifié cette fausse idée, que le maître du Tell pouvait de loin et à grandes guides gouverner le Sahara. Quand sera terminé le réseau de la viabilité algérienne, il présentera l'image fort régulière d'un réseau à mailles à peu près égales en longueur et en largeur. L'achèvement des 4,500 kilomètres actuellement classés est estimé à 70 millions.

Les routes partent toutes des ports et y aboutissent, à l'exception des deuxième et troisième lignes parallèles : aussi les mouillages ne pouvaient-ils manquer d'appeler la sollicitude du gouvernement sur une côte redoutée par ses dangers, et qui doit à son imperfection en temps de paix sa force en temps de guerre. La marche des événemens qui ont amené la conquête du pays, ainsi que le rang de capitale maritime, militaire et politique acquis par Alger, ont concentré jusqu'à ce jour la meilleure part des crédits sur le port de cette ville, et plus de 25 millions ont été déjà employés à une création que la nature n'avait point préparée. Le bassin, formé par deux jetées d'un développement total de 19,000 mètres, offre une surface

bien abritée de 90 hectares, accessible aux grands bâtimens sur presque toute son étendue, et pouvant contenir vingt vaisseaux, vingt frégates et trois cents navires marchands. Il reste à construire sur les quais un arsenal maritime de réparations et de ravitaillement, dont le projet, ajourné par le conseil supérieur de l'amirauté, sera tôt ou tard repris, comme le couronnement nécessaire des travaux déjà accomplis.

Dans la nouvelle période qu'inaugure la suppression du gouvernement général d'Alger, les autres ports espèrent obtenir à leur tour de plus larges dotations que par le passé. Si l'importance acquise jusqu'ici par chacun d'eux a été dans une certaine mesure indépendante de sa valeur propre et subordonnée aux convenances de la conquête, leur futur développement et par suite les crédits à leur accorder doivent se mesurer désormais à leurs qualités nautiques et à la richesse des territoires qu'ils sont appelés à desservir. Au nom de ce principe de haute justice et de véritable économie, un ingénieur hydrographe, dont la marine et la science déplorent la mort prématurée, M. Lieussou, avait dressé un système général des travaux à exécuter sur les principaux points du littoral algérien, au nombre de seize, qui ont reçu de la nature quelques gages d'un avenir maritime. Dans ses vues, le premier rang commercial, temporairement acquis à Alger, était réservé dans l'ouest à Arzew, dans l'est à Bougie, deux points aujourd'hui bien délaissés, et qui sont tôt ou tard appelés à devenir, à droite et à gauche d'Alger, les principaux ports de transit entre l'Europe, le Sahara algérien et l'Afrique centrale. Ces perspectives, bien que justifiées par les mérites naturels des rades et la distribution géographique des bassins commerciaux de l'intérieur, invitent seulement à ménager par terre et par mer un facile accès vers les places d'Arzew et de Bougie, afin de leur donner les moyens de faire prévaloir toute leur puissance virtuelle. Entre ce triomphe lointain de leur supériorité et la situation présente, une période intermédiaire doit faire une part légitime aux intérêts déjà constitués. Dans cette période, où nous entrons dès aujourd'hui, Oran et Mers-el-Kebir se disputent la prééminence dans la province d'Oran, Stora et Philippeville dans celle de Constantine. Dans celle-ci, Collo, occupé depuis quelques mois seulement par les Français, aurait supplanté ses deux rivales, si le hasard d'une marche militaire eût dirigé vers ce point les colonnes du maréchal Valée, qui s'arrêtèrent sur les ruines de l'antique Russicada. Bône, plus à l'est, se tient pour déshérité, et se plaint, non sans justice, d'un oubli dont la nature s'est, pour son malheur, rendue complice en plaçant cette ville en dehors de la route la plus courte de France vers Constantine. Quant à Oran et Mers-el-Kebir, leur

rivalité de fraîche date a déjà éclaté en une violente hostilité, dans laquelle les projets se heurtent à des projets contraires, les affirmations les plus tranchées à des négations tout aussi absolues. Des études très précises pourront seules déterminer la préférence à donner à l'un ou à l'autre au nom de l'intérêt général.

Quoique nous ayons écarté de cette étude tout ce qui a trait à la défense armée de la colonie, nous ne pouvons nous empêcher de constater qu'elle possède, sans compter le port d'Alger, deux positions à la fois militaires et nautiques de la plus haute importance. L'une est Mers-el-Kebir, dont la rade, qui peut recevoir une flotte en toute saison, commande tous les ports compris entre le cap Tenez et la frontière du Maroc, couvre et défend la frontière maritime des régions d'Oran et de Tlemcen. Si les parages de Gibraltar redevenaient le théâtre de luttes navales, Mers-el-Kebir, placé sous le vent du détroit, offrirait après un combat malheureux un refuge très accessible, même pour des vaisseaux désemparés. En facilitant la réunion de nos flottes de Brest et de Toulon, ce port tend à neutraliser l'occupation de Gibraltar par les Anglais. Tous ces avantages lui assurent une haute valeur stratégique, qui invite à ne reculer devant aucun sacrifice pour en compléter la défense, déjà fort avancée. L'importance militaire de Bougie n'est pas moindre. Sa rade, où la flotte turque hivernait avant 1830, offre naturellement, même dans la mauvaise saison, un mouillage sûr, capable d'abriter une escadre entière, et facile à prendre ou à quitter par tous les temps. En surveillant le passage des Baléares et les abords du canal de Malte, cette rade appuie nos opérations navales tant sur les côtes d'Italie que dans les mers du Levant; elle commande militairement tous les mouillages depuis Dellys jusqu'à Stora, et facilite les relations d'Alger avec Philippeville et Bône; elle couvre enfin la frontière maritime de la province de Constantine, et assure de ce côté le ravitaillement de l'armée. Bougie est en outre plus rapproché qu'Alger de Toulon, de Marseille, surtout des ports de la Corse, qui, en temps de guerre maritime, offriraient à nos escadres de précieuses relâches entre la France et l'Algérie. Ces dons de la nature méritent d'être appréciés, car la vocation de l'Afrique septentrionale, de la Berbérie, écrite dans son histoire depuis trente siècles, est essentiellement une vocation maritime. Dès qu'on y pensera sérieusement, le pays fournira et les forêts pour construire les navires, comme l'ont constaté des ingénieurs de la marine envoyés en exploration, et les matelots pour les équiper.

Après les routes et les ports, le régime des eaux dans l'intérieur appelait les travaux publics les plus importans, soit pour l'agriculture, soit pour la salubrité. Ils se résument en trois mots qui sont trois grandes idées et trois grandes œuvres : les barrages, les ca-

naux d'irrigation, les desséchemens. On sait que les peuples du nord de l'Europe, habitués à un excès d'humidité, apprécient et aménagent les eaux moins bien que ceux du midi : le drainage les préoccupe plus que l'irrigation. Les Français ont mis de longues années à préparer une imitation modeste des Romains pour la conduite des eaux de boisson et d'arrosement; ils ne peuvent encore se décider à construire des citernes malgré l'exemple des Maures, en cela fidèles imitateurs du peuple-roi. Aussi est-il peu surprenant qu'ils aient presque partout reculé devant des opérations monumentales, telles que les barrages, malgré l'évidence des indications naturelles. La grande chaîne atlantique qui traverse toute l'Algérie de l'ouest à l'est, en projetant de droite et de gauche des contre-forts aux flancs abruptes et des massifs aux puissans mamelons, creuse une infinité de petits bassins où coulent des ruisseaux qui deviennent en hiver des courans torrentiels. Des barrages dressés à l'issue des montagnes, au débouché dans la plaine, constitueraient de vastes et profonds réservoirs, d'où l'eau, s'échappant par des canaux ramifiés dans les campagnes, porterait au loin la fertilité. Un seul grand travail de ce genre a été exécuté, le barrage du Sig, dans la province d'Oran, et malgré les richesses que lui doit tout un vaste territoire, malgré les vives instances et les offres de concours des populations, l'exemple n'a pas été suivi ailleurs, du moins sur des proportions dignes d'un grand peuple.

La même timidité a présidé aux travaux de desséchement des marais. La plupart des plaines, la Métidja entre autres près d'Alger et celle de la Seybouse près de Bône, ont été, sur quelques points, sillonnées de fossés d'écoulement qui ont produit une amélioration immédiate dans les conditions sanitaires du pays et livré à l'agriculture de précieux terrains. Ailleurs de petits marécages ont été attaqués et supprimés; mais nulle part les travaux n'ont été entrepris et menés avec cette puissance et cette persévérance qui seules domptent une nature rebelle. Les grands foyers d'infection paludéenne semblent braver le génie et la volonté de la France : ce sont, au pied du *sahel* de Koléa, le lac Alloula, et dans l'ouest les marais de l'Habra et de la Sebkha ou grand lac salé d'Oran. Pendant une certaine période, l'état, qui empiétait si volontiers sur l'œuvre des particuliers, avait mis à leur charge le desséchement des marais et la plantation des parties qui les bordent, oubliant que les terres de cette nature restent dans son domaine. Aujourd'hui il n'impose plus des charges aussi onéreuses qu'iniques, mais il s'abstient de remplir ses devoirs de propriétaire, tout en appelant au voisinage des terres les plus dangereuses des essaims d'émigrans, victimes prédestinées. Combien il ferait acte de sagesse et d'humanité en appliquant son budget à l'assainissement du pays et en

laissant aux colons le soin de construire leurs villages! Ainsi reviendraient à leur rôle respectif, en le remplissant mieux qu'aujourd'hui, les deux grands pouvoirs de la société, l'individu et l'état.

En compensation, nous effacerions de la catégorie des travaux publics la création des centres de population. Dans cet ordre de faits, l'intervention de l'état dépasse toute juste limite, bien que sa tâche soit nettement indiquée par la raison comme par l'expérience des pays qui savent coloniser. Elle consiste à dégager la pleine et libre propriété du sol, à l'allotir, à le concéder ou le mettre en vente, à lui ouvrir des communications faciles entre les centres voisins. L'état peut encore, en vue des services communaux ou provinciaux, sur lesquels il exerce dans nos mœurs et nos lois une légitime tutelle, assigner les emplacemens qu'il juge préférables, et déterminer ainsi l'assiette probable de la ville ou du village à construire. Il n'a point d'autres devoirs à remplir. En toute localité assainie et abordable, fertile d'ailleurs, et surtout dotée de biens communaux, les populations afflueraient, et au bout de deux ou trois ans compteraient des centaines de familles disposées à exécuter les travaux d'ordre municipal par leurs propres efforts, auxquels viendraient en aide, d'une façon accessoire, la province et même l'état. Ce système suppose, il est vrai, un libre et large essor ouvert à la vie collective, la propriété définitive du sol reconnue à tout colon, un budget communal établi sur des bases solides, — concessions qui toutes dépendent de l'état. La difficulté consiste bien moins dans l'impuissance des forces individuelles que dans un éloignement systématique de l'administration pour les libertés locales, dont la centralisation a étouffé le goût et l'habitude. Une autre erreur du gouvernement, c'est de croire que les centres de population dépendent de sa volonté, et qu'il peut en créer partout sans autre limite que les crédits dont il dispose. Les agrégations humaines naissent spontanément là où se croisent pour l'échange ou le travail les courans de l'activité. C'est une loi dont l'Algérie elle-même offre de nombreuses applications, et, pour n'en citer que la plus récente, Souk-Harras, l'ancienne Tagaste, la patrie de saint Augustin, est devenue en deux ou trois ans une petite ville de quinze cents âmes, sans que l'autorité s'en avisât. Au contraire, quand les causes naturelles font défaut, préfets et généraux ont beau décréter des villages, bâtir même toutes les maisons, octroyer gratuitement les concessions : ces créations artificielles ou prématurées traînent une misérable existence, et l'Algérie en fournit aussi des exemples trop nombreux.

L'état rentrerait dans son vrai rôle, et justement c'est un de ceux qu'il néglige le plus, en provoquant le reboisement des montagnes. L'Afrique fut autrefois plus boisée qu'aujourd'hui, alors qu'elle

était le grenier de l'Italie. Les incendies périodiques des Arabes, la dent de leurs bestiaux, ont dévasté sa richesse forestière, et une climature moins humide, accompagnée de fréquentes et désastreuses sécheresses, en a été la conséquence. L'organisation d'un service spécial de surveillance n'arrêtera pas la destruction, que peuvent seules conjurer des mesures radicales souvent indiquées, et toujours en vain : d'une part, l'interdiction absolue, sous des sanctions pénales sévères, des incendies comme moyen de défrichement; de l'autre, défense pareille du pacage des bestiaux sur toute la zone supérieure des montagnes. Sous un soleil qui donne à la séve une merveilleuse vigueur, la nature, rendue à sa propre action, aurait bientôt réparé des désordres séculaires. Des régimens de planteurs militaires lui viendraient efficacement en aide; ce serait, on l'a vu, une des plus heureuses applications de l'armée aux travaux publics. Trop faiblement organisées, les trois compagnies actuelles n'exercent qu'une action imperceptible, et encore est-elle amoindrie par leur emploi abusif au greffage des oliviers, qui est du ressort exclusif de l'industrie privée.

Les puits artésiens appartiennent à la série des travaux publics auxquels l'état a mis la main. Si quelques essais dirigés par les ingénieurs dans le Tell n'ont pas amené l'eau jaillissante, on a été plus heureux dans le Sahara, où le problème, il faut le dire, était résolu depuis des siècles par l'industrie grossière des habitans, et ne demandait que des procédés plus puissans de forage. Ici l'état, dans la personne de ses généraux et de ses soldats, et l'industrie privée, représentée par ses ingénieurs, ont fait une heureuse alliance avec les municipalités ou *djemmâ* indigènes, qui ont payé la dépense. M. le général Desvaux, commandant supérieur de Batna, a pu inaugurer, au sein d'oasis envahies par le sable, des rivières jaillissantes qui les ont rendues à la vie. La grandeur et l'évidence des bienfaits, les transports d'enthousiasme des populations, leurs émotions reconnaissantes, leur exactitude empressée à payer l'impôt, le prestige que de telles merveilles attachent au nom de la France, tous ces signes éclatans de la joie des âmes et de la satisfaction des intérêts ont montré une fois de plus combien les travaux d'utilité publique consolident les succès de la guerre, et, mieux que les armes, domptent les cœurs.

La télégraphie électrique jalonne en tous sens l'Algérie de ses poteaux, respectés par les Arabes comme les signes sacrés de quelque sortilége : elle relie les deux rives de la Méditerranée par un câble sous-marin dont la pose fut saluée par des acclamations qui ne se sont pas soutenues après le service organisé. Il faut bien le dire, ce service présente des irrégularités et des retards contre lesquels l'intérêt général proteste avec force. Aussi la province du centre

réclame-t-elle un lien direct avec la France, sans tenir compte de la distance de 760 kilomètres qui sépare Alger de Marseille. Oran fait remarquer que, de ses caps les plus avancés à la côte sud-est d'Espagne, la distance n'est que de 160 kilomètres, et demande la préférence pour cette direction, qui laisserait subsister l'inconvénient du trajet par terre à travers un pays étranger. Les sondages des fonds de mer peuvent seuls apporter dans ce débat des informations essentielles et encore inconnues.

Les travaux que nous venons d'énumérer sont les œuvres du passé et du présent; pour un prochain avenir, les pensées se portent de préférence sur la création des chemins de fer, décidés en principe par le décret impérial du 8 avril 1857. D'après ce décret, accueilli en Algérie avec enthousiasme, le réseau doit se composer d'une ligne parallèle à la mer et de lignes perpendiculaires. Ce réseau, dont le développement mesurerait environ 1,300 kilomètres, est en parfaite harmonie avec le relief du sol; il consacre dans ses traits essentiels le système dont MM. Warnier et Mac-Carthy avaient pris l'initiative en Algérie, système devenu populaire malgré des critiques qui ont dû fléchir l'une après l'autre sous l'autorité des faits. Quelques doutes survivent encore néanmoins sur l'opportunité de relier prochainement Constantine à Alger; mais la grande ligne d'Alger à Oran ne saurait plus être discutée depuis que l'on voit les chemins de fer de l'Espagne rattacher déjà Alicante à Madrid et s'avancer de mois en mois vers Bayonne et Perpignan. Quand les communications directes seront établies entre Alicante et l'une de ces villes, l'Espagne sera le chemin de l'Algérie le plus court et le moins fatigant pour la France et pour toute l'Europe occidentale; Oran deviendra la porte d'entrée pour la moitié de la colonie. En présence d'une telle perspective, pourrait-on songer à arrêter dans une impasse, au Sig ou à l'Habra, après 50 ou 80 kilomètres de parcours, le courant de voyageurs et de marchandises venus pour se distribuer dans le pays entier? Des considérations analogues ne permettent plus de s'en tenir longtemps à la section d'Alger à Blidah, considérée pendant une quinzaine d'années comme le terme de l'ambition algérienne, alors que les cimes de l'Atlas paraissaient les colonnes d'Hercule. Aujourd'hui l'Atlas est dominé et franchi, et c'est au cœur de la vallée du Chélif, à Amourah, au milieu de ruines qui attestent le génie de Rome, que le génie de la France devra fixer le nœud vital de sa domination. Par les chemins de fer, la France dominera en effet le peuple indigène, au nom de la force, en s'assurant le rapide transport des troupes en une ou deux journées d'une frontière à l'autre, en quelques heures sur tout point de l'intérieur où éclaterait une apparence de révolte, — au nom de la politique, en coupant en deux, par une ligne de stations et de

villages peuplés d'Européens, les tribus au nord de la ligne centrale et celles qui se trouveront au sud, — enfin au nom de l'intérêt, en donnant aux terres des Arabes, à leurs produits, à leur main-d'œuvre une plus-value qui doublera rapidement leurs richesses. Telle est l'importance stratégique du réseau, qu'il devra, un jour ou l'autre, être établi sans discontinuité, même sur les parcours dont le revenu commercial ne paraîtrait pas d'abord suffisamment rémunérateur, afin de pouvoir multiplier la force des troupes par leur vitesse : à le couper en tronçons, on annule une de ses principales fonctions. L'exécution entière du réseau algérien ne saurait être qu'une question de temps.

En Algérie d'ailleurs, comme aux États-Unis, comme aux colonies anglaises, les voies ferrées n'ont pas exactement le même caractère qu'en Europe. Là ce sont des instrumens de colonisation et de peuplement qui s'avancent hardiment à travers les solitudes, et, par le rayonnement d'activité qui semble jaillir de leurs locomotives, répandent au travers de larges zones la vie, le travail, les populations : sur le parcours du *rail-way*, les villages et les villes s'élèvent comme par enchantement. Quoique le cadre de l'Algérie soit beaucoup moins vaste, de pareilles espérances sont permises sur une échelle proportionnée à l'étendue même du théâtre, si le gouvernement français consent à étudier les exemples des nations qui ont réussi en matière de colonisation. Il a fait un premier pas dans la sagesse en renonçant à construire et à exploiter lui-même les chemins de fer, comme l'atteste un projet de loi récemment présenté au corps législatif : il en fera un second en accordant aux compagnies des conditions acceptables. On offre déjà une garantie d'intérêt à 5 pour 100 sur un capital de 61 millions, destiné à trois lignes, de la mer à Constantine, d'Alger à Blidah, d'Oran au Sig. Peut-être, dans les circonstances nouvelles où la France se trouve, les compagnies demanderont-elles en outre un concours matériel par concessions de terres, carrières et mines, forêts, eaux d'irrigation, salines, méthode qui prévaut en Amérique dans les pays neufs. La concession de terres sur le trajet de la voie ferrée nous paraît, il faut l'avouer, une condition indispensable pour le succès de l'opération. Une société communiste comme celle des Arabes ne peut pas alimenter des chemins de fer; c'est la propriété individuelle qui seule peut assurer la vitalité d'une telle entreprise. Pour accroître leurs chances de gain, les compagnies concessionnaires demanderont probablement à être chargées, entre autres travaux complémentaires ou accessoires, de l'amélioration des ports ainsi que du dessèchement des marais : l'état devra s'estimer heureux s'il peut alléger par ce moyen son propre fardeau, suivant l'exemple donné par l'Angleterre. Un des officiers qui ont mêlé leur

nom avec le plus d'autorité aux questions de travaux publics en Algérie, M. le général de Chabaud-Latour, commandant supérieur du génie, n'évaluait pas, il y a quelques années, à moins de 300 millions le coût des travaux que l'état avait à exécuter, sans parler des voies ferrées, et il concluait à un emprunt national de cette somme. Un tel vœu ayant peu de chances d'être entendu, et la colonie ne pouvant compter que sur les ressources, toujours insuffisantes, du budget ordinaire, l'Algérie devra appuyer toute demande tendant à confier aux capitaux privés les travaux qui dépassent les crédits habituellement disponibles aux mains de l'état.

Les chemins de fer exécutés par les compagnies peuvent seuls inaugurer l'ère nouvelle toujours promise à l'Algérie, et qui toujours recule comme un décevant mirage. Si les services matériels d'une circulation rapide étaient les seuls à attendre d'une viabilité perfectionnée, peu importerait qu'elle vînt des compagnies ou de l'état; mais comme le mal chronique et profond de l'Algérie depuis trente ans est l'absorption des forces individuelles par l'état, tout ce qui augmente ce monopole aggrave une situation calamiteuse, tout ce qui donne carrière à la puissance créatrice des individus est un principe de salut. A cet affranchissement aideront les compagnies en suscitant une multitude d'entreprises secondaires pour l'exécution de leurs marchés et pour la mise en valeur de leurs dotations immobilières. Ces entreprises réveilleront la vie engourdie des municipalités en sollicitant leur concours; les provinces elles-mêmes devront prendre part à l'œuvre commune, car leur prospérité sera solidaire de celle des compagnies. La contagion de l'exemple se communiquant de proche en proche, l'émulation du succès courra dans tous les rangs, même au sein des tribus, et le niveau de la puissance et de la fortune générale s'élèvera en proportion des efforts. Alors la colonie jouira d'une organisation régulière, qui aura pour base les individus et les familles, pour élémens principaux les agrégations communales, les associations de toute nature, et pour couronnement l'état, éclairant et protégeant par la justice et la sécurité tous les essors personnels. Son prestige y gagnera, car ses hauts fonctionnaires n'en seront que de plus éminens personnages, quoiqu'ils aient à compter, plus que par le passé, avec des intérêts qui seront aussi des puissances.

Parvenue à cette pleine possession de ses facultés, l'Algérie prendra dans la politique et le commerce de la France le rôle brillant que lui promirent de bienveillans horoscopes. Sa forte position sur la Méditerranée, en face de Toulon et de Marseille, pèsera dans le calcul de tous les événemens pacifiques ou guerriers dont cette mer peut devenir le théâtre, et cessera de donner des inquiétudes le jour où le pays pourra nourrir sa population civile et son armée. Sans

craindre des luttes qu'on voudrait voir à jamais conjurées, l'Algérie aura fourni à la marine nationale de précieuses occasions de se développer, et l'esprit militaire se sera conservé intact dans les camps, tout en se rendant utile dans les ateliers des travaux publics; en même temps les chemins de fer exécutés pourront remettre à la disposition de la France une moitié des garnisons algériennes. De son foyer au nord du continent africain, la civilisation rayonnera sur les états de Tunis, de Tripoli et de Maroc, pour y étouffer les restes d'une barbarie séculaire par une intervention armée ou par l'influence diplomatique, suivant que son honneur et son intérêt l'exigeront. Avançant de proche en proche au sud par ses explorateurs, ses résidens et ses consuls, l'inspiration française nouera, sur toutes les routes du désert et du Soudan, des liens de commerce et d'amitié qui, en se prolongeant vers le sud-ouest, rejoindront le Sénégal, pour embrasser les deux colonies dans un même plan d'action sur l'Afrique, destinée à devenir les Indes orientales de la France. Doublé d'étendue, le territoire français offrira un asile hospitalier à l'émigration de ses propres enfans et de ceux de l'Europe qui sauront en faire un champ d'activité et un instrument de fortune. Dans le contact fécond des races diverses, le génie national retrempera les ressorts d'expansion colonisatrice qui ont fait sa grandeur en d'autres temps, et dont les fruits ont été perdus par la faute des gouvernemens. Une large rémunération du travail et le facile accès à la propriété du sol introduiront des données nouvelles dans la solution de ces graves problèmes du paupérisme et du prolétariat, dont la politique se préoccupe à bon droit autant que la science. De nouvelles terres, en des mains laborieuses, fourniront des matières premières à l'industrie, des marchandises au commerce, des denrées à la consommation, des revenus au trésor, des soldats à l'armée, des matelots à la marine, des citoyens au pays. Pour obtenir ces nobles résultats, la bonté maternelle de la France devra élever à son niveau les races vaincues et déchues, leur enseigner le travail dans la paix par ses leçons et ses exemples : sa tolérance et ses bienfaits amortiront leur hostilité, qu'au besoin sa toute-puissance désarmerait. Sur ces parages redoutés et *bien gardés* (1), d'où la piraterie musulmane bravait toute l'Europe chrétienne, la barbarie reculera devant la civilisation. Une société prospère offrira enfin, dans son développement régulier, à la mère-patrie la plus digne récompense de trente années de luttes héroïques et de généreux efforts.

JULES DUVAL.

(1) Les Turcs appelaient Alger la *bien gardée*.

PICHICHIA

SOUVENIRS DU VAL D'ARNO.

I.

Le vent n'est plus aux tranquilles études en Italie. Il n'y est maintenant question que d'indépendance et de guerre. Sans doute les passions et les ardeurs d'aujourd'hui existaient déjà et se laissaient même facilement deviner il y a quelques mois, mais elles n'avaient point encore fait explosion : la fièvre ne s'était pas emparée de tous les esprits; on ne parlait de secouer le joug étranger que comme d'une espérance lointaine. Mettant le moment favorable à profit, j'entrepris l'été dernier une paisible excursion scientifique en Toscane. Mon dessein était d'étudier la situation économique des habitans de la campagne; mais, afin de prendre langue et pour dresser mon plan d'opérations, j'étais obligé de m'arrêter d'abord à Florence. J'y *manquais* depuis quatorze ans, pour me servir d'une expression locale bien propre à caractériser l'urbanité des Italiens et la politesse raffinée de leur langage. Des hauteurs de San-Miniato, de la terrasse qui s'étend devant la façade en marbre noir et blanc de cette curieuse basilique, j'allais donc contempler de nouveau le riant panorama que présentent au soleil couchant, et Florence avec ses tours, ses dômes, ses campaniles, et la riche plaine baignée par le petit fleuve dont les eaux limoneuses portèrent les fameuses flottes pisanes.

Ce charmant bassin est encadré au midi et à l'est par les vertes collines, par les coteaux couronnés de *casini* et de villas, qui s'éten-

dent en longues lignes parallèles, comme les flots de la marée montante, entre l'Arno et la Maremme, tandis qu'au nord et à l'ouest il est fermé par les cimes plus hautes et plus sévères de l'Apennin, dominées elles-mêmes, dans la direction de Lucques et de Pistoja, par les sommets déchirés des alpes de Carrara. Combien de fois, suivant les quais de *Lungh' Arno*, aimés du soleil, comme eût dit le vieil Homère, — laissant à droite les sombres arcades des *Uffizi*, à gauche le *Ponte-Vecchio*, témoin du premier acte de vengeance qui inaugura les longues guerres des guelfes et des gibelins, — je m'étais rendu le soir sous les hauts ombrages et au bord des vertes prairies des *Cascine!* J'étais plus jeune alors d'une quinzaine d'années. — A peine de retour à Florence, je voulus recommencer cette heureuse vie. — Pendant la journée, je me lançais, comme jadis, à peu près au hasard, au milieu de ces rues dallées comme une cour et bordées de hautes maisons à persiennes vertes. J'aimais surtout à parcourir celles où l'on rencontre presque à chaque pas une de ces sévères demeures de l'ancienne aristocratie florentine, qui, forteresses par le pied, ont retenu les imposantes et rudes assises à bossages, les hautes et rares ouvertures, les grillages de fer, tandis que, palais par la tête, elles ont le front orné d'une *loggia*, d'un auvent en saillie ou d'une corniche de la renaissance. Depuis le sinistre *Bargello*, qui fut construit pour les podestats des premiers temps de la république, et qui sert aujourd'hui de prison, jusqu'aux villas que l'on construit à l'heure qu'il est, pour de riches étrangers, sur les quais prolongés de l'Arno, — il est facile de suivre toutes les phases et les transformations successives de cette architecture originale, essentiellement propre à Florence, dont le palais Strozzi est peut-être le type le plus parfait. Ici, sur cette grande place presque rectangulaire, devant l'église inachevée de Santa-Croce, se sont préparés bien des mouvemens populaires. Bien des révolutions se sont accomplies sur la *Piazza Granduca*, au pied de ce pittoresque beffroi, qui se dresse comme un obélisque au milieu des créneaux d'une citadelle du moyen âge. Voici le palais des Riccardi et celui des Albizzi. Les tours des Ademari s'élevaient à l'entrée de cette rue. Entrez dans le Dôme : la sacristie de droite est celle où se réfugia Laurent le Magnifique, pour échapper aux coups des Pazzi, qui venaient en pleine église d'assassiner son frère Julien. Cette enceinte de hautes murailles flanquées de grosses tours est celle qui a tenu dix mois en échec les armées de Charles-Quint. Le théâtre de l'histoire de France a trois cents lieues de long et autant de large; celui de l'histoire de Florence a quelques milles de tour. Aussi le voyageur ne peut-il faire dix pas sans se heurter à l'un des grands souvenirs de la moderne Athènes. A côté des lieux et des

monumens historiques, il rencontre les chefs-d'œuvre des *trecentisti* et des *quatrocentisti*, depuis le Byzantin Cimabué jusqu'au mâle et grave Ghirlandajo; au couvent de Saint-Marc, les peintures angéliques de Fra Giovanni di Fiesole; à l'*Annunziata*, les fresques pleines d'une grâce aussi noble qu'attrayante d'Andrea del Sarto, le contemporain et presque l'émule de Raphaël.

Je ne me retrouvais pas impunément au milieu de toutes ces beautés. D'heure en heure je me sentais plus fortement dominé par le prestige de chefs-d'œuvre qui avaient enchanté ma jeunesse. Au moment de succomber à la tentation, de louer un appartement à Florence, je réussis à me dégager par un effort désespéré, et, me souvenant à propos du but tout spécial de mon voyage, je me précipitai d'un bond héroïque dans l'onde amère de l'économie sociale. L'obligeance d'un banquier toscan, pour lequel j'avais une simple lettre de recommandation, me facilitait singulièrement la tâche que je m'étais imposée. Avec cette amabilité et cette bonhomie charmantes qui sont l'un des traits distinctifs du caractère italien, M. Neri s'était empressé de mettre à ma disposition un *casino* situé à plusieurs milles de Florence. Il y venait lui-même passer la nuit à la fin de l'été et au commencement de l'automne, c'est-à-dire pendant la saison où la ville est abandonnée par tous ceux que n'y retiennent pas leurs affaires ou leurs fonctions; mais alors le mois de juin commençait seulement, et bien qu'il fît déjà une chaleur africaine, personne encore ne parlait de villegiature. Peu curieux d'agriculture, de chasse, de chevaux, plus amis du repos que du mouvement, gens éminemment sociables, essentiellement citadins par goût et aussi par tradition, car en eux il y a toujours un peu du Romain, les Italiens n'aiment guère la vie des champs. *Ho poca smania per la campagna*, me disait une belle dame; en quoi presque tous ses compatriotes lui ressemblent : vivre à la campagne n'est pas leur *manie*. Ils vont dans leurs terres à l'époque des récoltes, les petits propriétaires pour en faire le partage avec leurs métayers, les grands pour avoir l'air de surveiller le *fattore* qui, chargé de les suppléer, fait toute la besogne. Ils se comportent du reste dans leur villa ou leur *casino* à peu près comme à la ville, c'est-à-dire qu'ils s'ennuient à ravir et ne soupirent qu'après le moment du retour.

Le *casino* de M. Neri étant encore inoccupé, je pouvais accepter son offre sans craindre de le gêner. J'allai donc m'y installer sans retard. J'étais là à une petite lieue du bourg de Pontasieve, à l'ouverture de ce val d'Arno si célèbre dans les fastes de la Toscane, où se livrèrent tant de combats entre Florence et Sienne ou Arezzo. Des fenêtres de ma chambre je dominais le confluent de la Sieve et

de l'Arno, qui, après avoir marché presque en ligne droite à la rencontre l'un de l'autre, forment brusquement un coude pour prendre ensemble le chemin de Florence. Du salon je découvrais la riante vallée au fond de laquelle s'échelonnent les petites villes d'Incisa, de Figline, de San-Giovanni, de Montevarchi. En arrière s'élèvent les montagnes pelées de la Consuma, et un peu plus à gauche les hautes sapinières de Vallombreuse. Un *podere* (métairie) voisin du *casino* ne tarda pas à devenir l'objet de mes observations. Une trentaine d'arpens sur le versant d'une colline; en bas, des vignes enlacées aux branches d'ormeaux taillés en corbeille, ou se balançant en festons d'un mûrier à l'autre; entre les arbres plantés en ligne et séparés par des fossés, des champs portant du blé, de l'orge, du maïs ou du lupin; le long des fossés, de petites chaussées semées de luzerne; plus haut, des oliviers plantés en quinconce; au sommet du *poggio* (1), une petite maison en briques, blanchie à la chaux, avec les armoiries du propriétaire peintes à la détrempe sur le côté le plus en vue, voilà le théâtre de mes explorations. Plus longue que haute, la maisonnette n'a qu'un seul étage. Du milieu d'un toit en tuiles creuses s'élève une tour basse et carrée, couverte aussi en tuiles; l'une de ses faces est percée de trous comme une écumoire : c'est le colombier. En bas sont le pressoir, l'écurie du cheval, l'étable où se reposent quatre bœufs blancs, et où rumine en paix une *muca* (2) noire comme Apis; les celliers où sont déposés les légumes, où le vin vieillit dans la *botte* (3) et dans le *fiasco* (4), où l'huile se dépouille dans l'antique *orcio* (5), comme du temps de Columelle. On monte aux chambres d'habitation par un escalier extérieur, conduisant à une galerie ouverte; entre les arcades sont suspendus les gros épis couleur orange du *grano turco* (maïs); sur le mur d'appui trônent quatre ou cinq grosses citrouilles d'un jaune plus pâle. Derrière, on aperçoit un jardin potager avec quelques arbres fruitiers. A l'un des angles du *casotto*, deux figuiers aux bras noueux détachent vivement leur feuillage vert sombre sur les teintes pâles de la muraille. De petits cylindres en bois creux, recouverts d'une planchette et rangés les uns à côté des autres sur une pierre saillante, sont des ruches d'abeilles. Une cinquantaine de poules courent çà et là. A côté de l'*aja* (6), pavée en dalles de pierre grise, s'élèvent trois meules de paille ou de fourrage. Plus près de la maisonnette

(1) Coteau, colline.
(2) Vache laitière.
(3) Tonneau.
(4) Grosse bouteille enveloppée de paille tressée.
(5) Espèce d'amphore, grand vase en terre cuite.
(6) Aire à battre le grain.

sont rangées une ou deux charrues primitives; une *treggia* (1), pour la montagne; pour la plaine un char à roues excessivement basses, avec de hauts flancs de paille tressée; puis la charrette toscane, c'est-à-dire un réseau de cordes suspendu dans un cadre en bois entre deux grandes roues. Qui a vu le *podere* de Manafrasca connaît tous ceux du val d'Arno supérieur, car ils se ressemblent tous.

Celui dont j'entreprenais l'inventaire était exploité par une famille d'honnêtes métayers. Elle se compose de dix personnes : le père, la mère, une fille et six fils, plus une bru, car l'aîné est déjà marié. En Toscane, les *mezzajoli* (métayers) forment une classe à part. Les bourgs sont habités par quelques petits propriétaires, par des gens qui trafiquent des produits du sol, par les charrons, les charpentiers, les forgerons, par les artisans qui exercent les métiers nécessaires à la campagne. Dans les villages sont groupés les prolétaires des champs, les *pigionali*, les journaliers qui louent leurs bras soit aux propriétaires, soit aux *mezzajoli*. Quant à ceux-ci, ils vivent dispersés, chacun dans sa métairie, et la même métairie est souvent cultivée par la même famille, de père en fils, depuis des centaines d'années. A l'en croire, c'était le cas de Giuseppe Cardoni, qui se donnait ainsi des ancêtres connus remontant jusqu'à l'époque des croisades. C'est un homme poli, obligeant, hospitalier, loyal, religieux. Malgré ses soixante ans, il est encore très vert : taille haute, forte constitution, traits réguliers, physionomie ouverte et franche, cheveux gris, mais épais; un chapeau de feutre noir, une veste ronde et une culotte de gros drap brun, des bas gris, des souliers à talon fendu par derrière, afin de rendre le mouvement du pied plus libre; les jours de fête, un gilet de drap rouge.

De son propre aveu, sa femme a cinquante-deux ans. Elle est des environs d'Arezzo, de cette partie du Casentino où, sans que personne en sache la raison, les femmes sont blondes, ont les yeux bleus, portent un petit corset découvert comme en Suisse, et montrent l'épaulette de leur chemise en même temps qu'elles en laissent flotter les manches. Quittez la campagne, entrez en ville, et dans les rues d'Arezzo vous ne rencontrez plus que des femmes brunes, d'un type méridional bien accusé. L'Italie est la patrie de la variété en toutes choses. Non-seulement chaque capitale a un caractère bien tranché, mais chaque ville, chaque vallée a pour ainsi dire son cachet particulier, son dialecte, son aspect physique, ses mœurs, ses usages. De son pays d'origine, la *massaja* (fermière) de Manafrasca n'avait retenu que la couleur dorée de ses cheveux, un teint moins foncé que celui de ses voisines, et l'emploi du *sà*, qui

(1) Traîneau. On en fait usage sur les pentes rapides et dépourvues de bons chemins.

revient si souvent dans la bouche des Arétins et des Siennois : *padrone, sà; bel tempo, sà.* De l'ancien costume des femmes du val d'Arno, elle n'avait conservé que la *beretta*, sorte de bonnet de velours noir garni de dentelles de même couleur. Ses voisines, au surplus, n'en avaient pas gardé davantage. Le reste du costume est perdu. A cet égard, les choses se sont passées en Toscane comme partout ailleurs : de toutes les pièces du vêtement, c'est la coiffure qui a résisté le plus longtemps à l'invasion des modes et des étoffes cosmopolites. Ainsi l'on rencontre encore à Pistoja, en plaine, à vingt-cinq milles de Florence, la guirlande de fleurs et de rubans, tandis qu'à Prato-Vecchio et à Foppi, c'est-à-dire dans une vallée reculée, près des sources de l'Arno, au pied des rochers de La Vernia, jupons et corsages sont en cotonnade, et ont la coupe des robes de France et d'Angleterre. Ce que les contadines de Toscane ont surtout conservé d'autrefois, ce sont les mœurs et les sentimens. La femme de Giuseppe Cardoni est pieuse, bonne, laborieuse, toute à ses enfans et à son mari.

Une grande paix régnait dans cet intérieur, où la vie s'écoulait dans une heureuse médiocrité, remplie par le travail, sans regret comme sans ambition d'un sort meilleur. L'union sous le même toit entre une bru de vingt-six ans, une fille de vingt, et six fils étagés depuis trente jusqu'à quinze ans, n'est pas toujours aisée à maintenir. Ici elle était pourtant aussi parfaite que la respectueuse soumission de tous envers le chef de la famille. Lorsque le vieux Giuseppe recevait un service de l'un de ses enfans, ce n'était pas le père, c'était l'enfant même qui remerciait. Un jour que Cardoni avait demandé de l'eau à sa fille Pichichia, et que celle-ci, après lui en avoir offert dans une *mezzina* (1), se retirait sans lui rendre grâces, il lui reprocha devant moi son manque d'égards avec le ton de la dignité offensée. — *Grazie, babbo,* lui répondit-elle aussitôt avec un doux accent de repentir.

Cette docile Pichichia était une belle fille qui, toute villageoise qu'elle fût, portait dans toute sa personne un cachet de délicate élégance dont il était vraiment impossible de n'être pas frappé. C'est là du reste un des caractères les plus marqués du type toscan. Les Bolonaises et généralement les femmes de toute la Romagne ont de larges épaules, la gorge saillante, les membres forts, l'air résolu, quelque chose de viril dans la démarche. Elles parlent haut; leur accent est rude, leur geste véhément. En elles, rien de mélancolique, rien qui fasse rêver : des cheveux très noirs et brillans, rejetés en arrière, le front bas, des sourcils épais, les paupières plis-

(1) Vase en cuivre.

sées et bridées, l'œil noir, le regard hardi, le nez court et charnu, le menton carré, la lèvre forte, les coins de la bouche baissés, le teint d'un brun un peu rouge. Qui dans la femme cherche la faiblesse caressante, la grâce et la tendresse, ne trouvera point son fait à Bologne. Comme leur beauté, le charme des Romagnoles est d'un genre plus farouche. Elles ne manquent ni d'attrait, ni de séduction, mais il y a je ne sais quoi de sauvage dans l'espèce de sentimens qu'elles sont propres à inspirer. J'imagine que pour les aimer il faut une âme de forte trempe et plus passionnée que sensible. Ce sont bien les femmes de ces turbulens républicains qui ne surent jamais ni conserver la liberté, ni supporter un maître. Quittant les grasses plaines qu'arrose le Pô, vous vous engagez dans les sévères défilés de l'Apennin; à grand renfort de bœufs, vous en gravissez les confuses ramifications; vous franchissez le dernier sommet de ces âpres montagnes, presque entièrement dépouillées de verdure, ravinées par les eaux, battues par les vents, et aussitôt une atmosphère plus chaude vous enveloppe; vos oreilles sont frappées par la langue harmonieuse de Dante et de Boccace; les physionomies sont avenantes, vous êtes en Toscane. Une petite auberge, une *osteria*, vous attend un peu plus bas, à l'un des coudes du chemin. Entrez; peut-être l'hôtesse n'est-elle ni jeune, ni jolie, mais à coup sûr elle ne ressemble en rien à votre hôtesse du matin; rien de vulgaire dans les traits du visage, du sérieux et de la douceur, une voix agréable et des façons prévenantes.

Quant à Pichichia, ou, si l'on veut, Teresa, car Pichichia n'était que son surnom, elle était grande et svelte. Elle avait le front haut et droit, les cheveux châtains et pas très abondans, le teint brun, mais les joues colorées, des sourcils circassiens, de grands yeux, de couleur incertaine, ni verts, ni bruns; un nez un peu aquilin et trop accusé, une bouche plus grande qu'il n'eût fallu, mais d'un contour délicat et ornée de belles dents; le cou mince et long, bien attaché pourtant. Entre son caractère et celui des Romagnoles, le contraste n'était pas moins saisissant : au lieu de leur bruyante brusquerie, de l'enjouement tempéré par une gravité naturelle; des impressions aussi vives et aussi profondes peut-être, mais moins de fougue dans le sentiment et plus de mesure dans la manière de l'exprimer. C'était une brave et honnête fille, simple, naturelle, active, intelligente. Elle secondait habituellement sa mère dans les travaux du ménage; elle l'aidait à soigner la *muca*, et, dans la saison, les *bozzoli* (1), contribuant en outre pour sa part à la cueillée de l'olive, du raisin et des feuilles de mûrier, mettant au besoin la

(1) Vers à soie.

main à la *vanga* (1), et, dans les momens perdus, tressant de la paille à chapeaux. Il était difficile de la voir plusieurs fois sans éprouver pour elle de la sympathie, une sympathie où la volupté n'entrait pour rien, car sa beauté était aussi chaste que son cœur, et l'imagination pour peu de chose, parce qu'elle n'était pas assez originale pour séduire par l'attrait du singulier et de l'inconnu. Elle n'avait pas même le pittoresque du costume. Son vêtement se composait d'un justaucorps en cotonnade à carreaux dans lequel le bleu dominait, d'un jupon de même dessin, de même étoffe, dans lequel primait le carmin; autour du cou, un petit fichu rouge; enfin un immense chapeau de paille. Jusqu'en Toscane, ces chapeaux portent le nom de *paméla*, mais ils n'y sont point destinés, semble-t-il, à préserver du soleil. L'usage est de les porter sur le dos plutôt que sur la tête, et la partie antérieure repliée en arrière, flottante néanmoins, de façon qu'à chaque pas elle batte comme une aile cassée. Cela est fort laid, mais très à la mode, et en plein midi Pichichia avait grand soin de ne point abaisser sur ses yeux le bord de sa coiffure.

J'allais souvent au *casotto* de Manafrasca; j'y allais tous les jours, et plutôt deux fois qu'une, demandant le nom et la valeur de toutes choses, m'informant des méthodes de culture, de la quotité des semailles et de celle des récoltes. M'étant donné la mission d'étudier la situation d'une famille de campagnards d'après la minutieuse méthode récemment mise en honneur dans un ouvrage qui a fait quelque bruit, il me fallait entrer dans les plus menus détails. J'allais donc, comptant les journées et même les heures de travail, additionnant les plus petits profits, calculant les détériorations du matériel et les intérêts composés des capitaux engagés dans l'exploitation. De ma vie, je n'ai fait tant de multiplications, de soustractions et de règles de trois. Si j'arrivais à l'heure du dîner, je trouvais sur la table la soupe quotidienne, c'est-à-dire des lentilles, des fèves, des pois chiches, des haricots cuits à l'eau, avec assaisonnement de sel et d'huile. Combien l'huile? Combien le sel, les choux, les pommes de terre? Le pain est d'excellent froment, mais un peu gris, parce qu'on laisse du son dans la farine. Les dimanches, — il y en a cinquante-deux, — et les jours de fête, — il y en a treize, sans compter vingt-cinq demi-fêtes, — la soupe est remplacée soit par de la viande de bœuf, soit par de l'agneau grillé ou cuit dans l'*ignamo* (2) avec force épices. Mêmes calculs pour le souper. Il se compose tout simplement de salade, de pain trempé

(1) Bêche toscane. Elle a la forme d'un écusson. Le manche en est très long.
(2) Vase en terre.

dans l'eau et assaisonné avec du sel, de l'huile et du vinaigre. A la fin de l'automne et pendant l'hiver, on mange un plat chaud, des légumes ou de la morue salée, laquelle coûte autant que le bœuf. Le compte des vivres réglé, qu'on passe à l'inventaire des vêtemens, du mobilier, du bétail, du matériel agricole, sans oublier le bois, le luminaire : combien de prix d'achat? combien de frais d'entretien? Pareille enquête, on le voit, n'est pas l'affaire d'un jour.

Je m'en apercevais de reste, et mes voisins mieux encore. Bien que je leur eusse expliqué le but de mes fréquentes visites, ces pauvres gens ne devaient rien comprendre à une aussi importune curiosité, et, à supposer qu'ils y comprissent quelque chose, ils ne pouvaient manquer de gémir en secret d'avoir été choisis pour matière à expérience. Je me sentais insupportable. On ne me le témoignait pas cependant, et je recevais toujours bon accueil. Loin de me traiter en fâcheux, on me faisait bonne mine à toute heure. A la maison pas plus qu'aux champs, je ne trouvais des visages renfrognés. Il y a mieux : au bout de quinze jours, on m'accueillait avec expansion et cordialité. Je n'en revenais pas de surprise. — En France, me disais-je, on m'aurait déjà fait sentir dix fois pour une que mon indiscrétion est fatigante.

Étudier au point de vue matériel la condition des *contadini* (1) du val d'Arno était bien le but principal de mes investigations; mais, sans le savoir et sans le vouloir pour ainsi dire, je me familiarisais peu à peu avec les sentimens et les habitudes des paysans de la Toscane. Pendant que j'inscrivais des chiffres sur mon carnet, les traits de mœurs se gravaient dans ma mémoire. Comment entrer à l'écurie sans remarquer l'image de saint Antoine clouée sur la porte? Le moyen d'examiner le logis sans voir dans tous les coins le chiffre ou le portrait de la madone? Le dimanche matin, tout le monde est à la messe, et le *casotto* n'est gardé que par un roquet. Si je viens après l'office du soir, j'ai chance de trouver les jeunes gens jouant aux boules ou à la *ruzzola* (2) avec des amis du voisinage. Quelquefois ils chantent en chœur un de ces airs dont les accords à la fois gutturaux et plaintifs rappellent la musique arabe et font, je ne sais pourquoi, songer à l'antique Étrurie. Le jour de la Saint-Jean-Baptiste, on a dansé sur l'*aja* le *trescone* et la *manfrina*. Ordinairement, des fils de Cardoni, je ne vois plus

(1) *Contadini*, habitans des comtés. En Italie, on désigne ainsi les paysans, parce qu'à l'époque de la formation de la langue italienne les habitans de la campagne étaient encore soumis à la domination féodale, tandis que ceux des villes en étaient affranchis et vivaient en république.

(2) Disque en bois qu'on lance le plus loin possible. Pour cet exercice, on se sert aussi de fromages durs, qui ont la forme d'une petite meule.

le soir que Gambini et Biribino. Ce sont les deux plus jeunes. Le dernier, Benjamin de la famille, n'a que quatorze ans : c'est encore un enfant : il ne sait ni lire ni écrire couramment; mais un magister ambulant vient lui donner à domicile trois leçons par semaine moyennant un florin, c'est-à-dire vingt-quatre sous par mois. Barberino, qui n'a pas vingt et un ans, assiste parfois à la récitation du rosaire; mais Nappa et Piponi sont presque toujours absens. J'ai demandé de leurs nouvelles; on m'a répondu qu'ils étaient *a dama*.

— Et qu'ont-ils tant à faire à Dama? répliquai-je naïvement, prenant le mot *dama* pour le nom de quelque village voisin.

Pichichia sourit.

— Ils sont jeunes, me répondit sa mère avec un soupir refoulé.

Sachant les paysans de Toscane enclins au jeu, j'imaginai que le plaisir des cartes attirait mes gars dans une *osteria* des environs.

— Est-ce qu'ils s'y font plumer?

Chacun me regarda avec étonnement. Je pensai tout simplement que la métaphore française dont je venais de me servir était inusitée dans le pays, et je repris : — Est-ce qu'ils y laissent beaucoup d'argent, veux-je dire?

Nouvelle stupéfaction. — Mais, fit la *massaja* après un instant de silence et avec un mélange d'embarras et de déplaisir, ni Rosa ni Pepina ne sont ce que *vos' signoria* paraît croire.

Ce fut à mon tour de m'étonner. De Rosa et de Pepina je n'avais oncques entendu parler. Ma perspicacité s'élevait bien jusqu'à deviner qu'il s'agissait d'amourettes; mais, toujours coiffé de l'idée que *Dama* était le nom d'un lieu, je revins bravement à la charge :

— Ah! très bien. Je comprends. Dès que Rosa et Pepina habitent à Dama, tout s'explique.

— Que *vos' signoria* m'excuse. Pepina est la fille d'un barbier de Pontasieve, et Rosa habite Grandina, sur le chemin de Pratolino.

— Qu'est-ce que vos fils vont alors faire à Dama?

Pichichia ne put contenir un éclat de rire; après elle, tous les autres partirent en chœur.

— Que *vos' signoria* nous pardonne, mais elle commet une méprise.

Je ne m'en apercevais que trop; mais je pris de bonne grâce le parti de rire moi-même de mon *sproposito*. On m'expliqua qu'*andar a dama* signifie en bon français *aller voir sa belle*. Pour le coup, je trouvai que Pichichia traitait bien lestement ce sujet délicat. A son air dégagé, il était facile de juger que les escapades de ses frères lui paraissaient chose toute naturelle. Le soupir de la mère me semblait moins déplacé que le sourire de la fille. C'était de ma part

une nouvelle bévue. J'appris qu'il y a peu de jeunes *contadini* qui ne fassent leur cour à quelque *ragazza* du voisinage, et cela en tout bien tout honneur. On m'a dit depuis que ce dernier point était une règle qui admettait quelques exceptions.

— Je suis en ce cas surpris que personne ne vienne *a dama* dans cette maison, dis-je en me tournant vers Pichichia.

— *Che!*... répliqua-t-elle en rougissant.

La réponse n'était pas bien claire. Le *che* veut dire tant de choses, selon l'accent plus ou moins guttural avec lequel il est prononcé, qu'il faut être un italianisant consommé pour comprendre à coup sûr la pensée, comme pour en bien saisir la nuance. Le geste aide le plus souvent à deviner; mais Pichichia tressait de la paille, et ses mains n'avaient point parlé. Elle avait rougi. Je crus bonnement que c'était par timidité, et que son exclamation exprimait un modeste embarras. Point du tout. A son air mortifié et au ton de sa voix, un homme plus au fait aurait compris que tout autre était la cause de son trouble. Ce qu'elle éprouvait, c'était l'inquiétude que je la crusse négligée, méconnue, méprisée. Son *che* voulait dire : « Si on ne me fait pas la cour, c'est qu'il me plaît ainsi. » Au reste, mon erreur ne fut pas longue. Une observation de sa mère suffit pour la dissiper.

— Assurément, ajouta-t-elle, froissée elle-même dans son amour-propre maternel, si Pichichia ne les rebutait pas tous, il ne manquerait pas ici de galans. Il y a le fils de Galetti, un marchand de grains... *si, signore*, vrai comme la madone! — le fils d'un riche marchand de grains de Pontasieve... Il ne sortirait pas d'ici, si cette grande sotte lui avait laissé la moindre espérance.

Pichichia fit deux fois claquer sa langue contre ses dents, en élevant la main et en l'agitant à plusieurs reprises de gauche à droite. Bien qu'accompagnée cette fois d'un commentaire mimique, cette interjection, qui ne peut s'écrire, était une seconde énigme pour moi. Il paraît qu'elle signifie « ne parlons pas de cela, » car le père, qui jusque-là n'avait pas semblé prendre garde à la conversation, se leva comme pour la rompre.

Il se faisait tard. Je me dirigeai vers mon gîte, échafaudant mes suppositions sur le peu que je venais d'apprendre. « Les fils de Cardoni, me disais-je tout en marchant, aiment ailleurs qu'il ne plairait à leur mère : c'est ce que prouve le gros soupir qu'elle a laissé échapper en parlant de leurs allées *a dama*. Quant à Pichichia, elle n'aime pas qui il plairait à sa mère, et celle-ci vient de s'en expliquer très clairement. L'amour ne fait jamais que des sottises. C'est absolument comme en France... » Tout en rêvant, je suivais un sentier tracé à mi-côte. A travers les festons de la vigne

et le léger feuillage des oliviers, on découvrait la vallée de l'Arno, déjà plongée dans les ombres bleues du crépuscule, tandis que derrière les hautes collines de San-Donato brillait encore d'un vif éclat un ciel illuminé par le soleil couchant.

Comme un fou, un beau garçon vêtu en citadin vint se jeter à ma rencontre. J'eus à peine le temps de me garer. Tout en me heurtant, il me jeta au passage d'une voix essoufflée un *felicissima sera*, qui témoignait, mieux que sa brusquerie, de ses bonnes intentions. Je me retournai : il était déjà caché par le tronc d'un olivier. Quelques momens après, une voix jeune et fraîche, dans la direction du *casotto*, chantait un refrain populaire. Une faible brise, chargée des parfums de l'Apennin, portait le son de mon côté. Les paroles mêmes m'arrivaient distinctement au milieu du silence des champs et du calme de la nature. C'était le *io ti voglio ben 'assai* (1), qui de Naples a fait le tour de l'Italie et même de l'Europe. Le chanteur devait être le *bel giovine* qui venait de me coudoyer si rudement. Sérénade en l'honneur de Pichichia, pensai-je, et, réfléchissant au sens des paroles, je m'écriai : Le fils du marchand de grains, parbleu! il gémit en musique sur les rigueurs de sa maîtresse. — Après le premier couplet, silence. Pour attendre le second plus à l'aise, je m'assis au bord d'un fossé. Plus rien. Je gagnai le casino en me promettant bien de découvrir ce petit mystère.

Absorbé par mes calculs sur la quantité d'œufs et autres denrées produits, vendus et consommés à Manafrasca, je n'avais pas assez étudié les allures de chacun des habitans pour réussir tout de suite dans mon entreprise. Je fus même dérouté le lendemain par l'air radieux de Pichichia. — La poursuite du signor Galetti ne lui est pas si importune qu'elle veut bien le dire, pensais-je, puisqu'elle a l'air si ravi.

Profitant d'un instant où elle traversait l'*aja* pendant que je chiffrais appuyé contre le char, je l'interpellai au passage : — Eh bien! vous avez reçu une visite hier soir?

Elle rougit, mais pour le coup c'était visiblement d'embarras.

— Oui, oui, repris-je, vous jouez la cruelle envers Galetti devant votre mère, mais je ne m'y laisserai plus prendre.

Sur quoi, elle se sauva en riant de tout son cœur.

Cette fuite joyeuse déjouait ma perspicacité. Je ne me tins cependant pas pour battu, et attendis patiemment l'occasion. Plus attentif dès lors aux faits et gestes de Pichichia, je remarquai qu'elle s'absentait assez souvent entre neuf et dix heures du matin, et

(1) *Je te veux tant de bien, et tu ne penses pas à moi*, refrain d'une chanson napolitaine.

qu'elle revenait toujours avec l'air triste et découragé. Je me rappelai lui avoir vu quelquefois à la même heure le visage épanoui et la physionomie rayonnante de bonheur. Je guettai sa sortie. Elle descendait le *poggio*. Je la suivis de loin. Elle gagna par un chemin de traverse la route de Pontasieve à Vallombreuse. Vis-à-vis le point de rencontre des deux voies s'élève une petite chapelle; une simple arcade peu profonde, fermée par une grille, protége contre la pluie une statuette de la Vierge. Devant la sainte image, une lampe, entretenue par je ne sais qui, brûle nuit et jour. Arrivée là, Pichichia fit le signe de la croix et s'assit au bord de la route sur une berge qui la domine de quelques pieds. Le coude sur les genoux, la tête dans la main, elle regarda longtemps dans la direction de Pontasieve, prêtant peu d'attention aux voitures et aux piétons qui montaient ou descendaient à ses pieds, et sourde aux apostrophes que lui lançaient au passage les jeunes gars étendus dans le filet de leur *carro*. Ces charrettes sont fort pittoresques. On les peint toujours en rouge. Elles ont de courts brancards fixés par une lanière de cuir au sommet d'une sellette plus haute d'un pied que le dos du cheval, ornée de clous et de plaques de cuivre, et surmontée d'une vraie girouette de même métal. Leur attelage de petits chevaux nerveux, agiles, aussi ardens que maigres, couverts de glands et de pompons écarlates, rappelle beaucoup le *corricolo* napolitain. A ces chars de forme si gracieuse, Pichichia ne prenait point garde. Elle ne levait la tête que pour les fiacres. On aperçut enfin, sortant d'un nuage de poussière, deux chevaux gris traînant une calèche découverte; elle se mit aussitôt debout, et, plaçant sa main étendue devant ses yeux, regarda attentivement du côté du véhicule; puis elle se rassit, agitant l'extrémité d'un de ses pieds nus, comme quelqu'un qui soulage l'impatience de son cœur par un peu de mouvement physique. Au bout d'une demi-heure, elle reprit le chemin de Manafrasca. Les jours suivans, même manége. Mon indiscret espionnage ne m'apprenait rien, sinon qu'elle attendait, et que son attente était vaine.

— Vous avez bien de la dévotion à la madone, me hasardai-je un jour à lui dire.

— *Che?...* (Autre que le premier, ce *che* signifiait : je ne comprends pas.)

— On m'a dit que vous alliez tous les matins en pèlerinage à la chapelle de la route, repris-je en la regardant malignement.

— Je ne m'en cache pas, me répondit-elle avec plus de tristesse que de confusion. Et elle ajouta à demi-voix avec un soupir : Il y a bien longtemps que la madone n'a exaucé ma prière!

— Et que lui demandez-vous? repris-je aussitôt.

Je ne sais si elle aurait répondu à ma question, mais je l'avais à peine lancée que les cris de *Chichia, Chichia,* partirent de la galerie du *casotto.* Sa mère réclamait son aide à la cuisine. Elle y courut, et j'en fus pour mes frais de curiosité. Ce qui me faisait penser cependant que je n'attendrais pas longtemps la réponse de Pichichia, c'est que depuis la veille la jeune fille semblait chercher l'occasion de se trouver sur mon passage, et s'était deux ou trois fois approchée de moi comme une personne qui a quelque chose à dire, mais qui ne sait comment s'y prendre pour commencer ou qui hésite encore à entamer un sujet délicat. Ces velléités de confidence s'étaient manifestées depuis le soir où j'avais annoncé mon prochain départ pour Florence. J'en étais venu en effet à regarder comme au-dessus de mes forces la tâche que je m'étais imposée en m'installant au *casino* de M. Neri. J'étais bien arrivé à découvrir qu'au point de vue agricole la Toscane se peut diviser en trois zones : celle des plaines ou des céréales et du maïs, celle des collines ou des vignes et des oliviers, celle des montagnes ou des châtaigniers; mais je craignais, non sans raison, d'avoir déjà été devancé dans ce champ d'observations trop générales. Quant aux observations particulières, grâce à la complaisance de Cardoni, j'avais bien réussi à chiffrer tant bien que mal la quantité et la valeur moyenne des produits de son *podere*, ainsi que le montant approximatif des dépenses personnelles de la famille; mais, dans le calcul de ses frais d'exploitation et de ses recettes fictives, je me croyais sans espoir de salut, et j'avais le courage de me l'avouer. Il ne me restait plus dès lors qu'à abandonner la partie et à regagner la ville.

Le soir même du jour où j'avais plaisanté Pichichia sur sa dévotion à la madone de la grand'route, je la rencontrai comme j'allais faire une dernière visite au *casotto.* Elle venait à ma rencontre à pas comptés. Dès qu'elle m'aperçut, elle s'arrêta, et, au moment où je la joignais, elle me dit en baissant les yeux et d'une voix hésitante : — *Vos'signoria,...* il fait bien beau ce soir.

Évidemment ce n'était pas pour me parler du temps que Pichichia était venue au-devant de moi.

— Qu'y a-t-il? repris-je pour briser la glace. Qu'avez-vous à me faire savoir?

— *Vos'signoria* est si bonne... Voudrait-elle bien...? *Vos'signoria* part pour Florence, n'est-il pas vrai?

— Oui, dès demain. Je vais de ce pas remercier vos parens et leur dire adieu.

— Ah! je suis bien inquiète! reprit-elle en faisant un effort suprême pour vaincre son hésitation. Il y a plus de quinze jours qu'il n'est venu à Manafrasca.

— Qui cela, *il?* Le fils du marchand de grains?

— *Signor, no.* Que Galetti soit malade ou bien portant, cela ne me touche guère. Ce n'est pas lui que j'aime.

— C'est-à-dire alors que celui que vous aimez habite Florence, et que vous avez des commissions à me donner pour lui?

— Aucune autre que de vous informer, — *vos' signoria* me pardonne! — s'il ne lui est pas arrivé quelque malheur. Lorsqu'il est longtemps sans faire le voyage de Vallombreuse, il ne manque pas, malgré la distance, de venir exprès jusqu'ici. Il faut qu'il soit survenu quelque disgrâce. Je tremble, et je n'ose en parler à personne.

— Est-ce que vos parens n'approuvent pas votre inclination?

— Hélas! non. Pepe est pauvre. Ils me voudraient voir épouser le fils de Galetti, qui est riche, lui! Ce n'est pas que Galetti soit déplaisant... — Ces dernières paroles avaient été prononcées à haute voix et précipitamment. Ce fut lentement, à voix basse et avec un accent indicible que la jeune fille ajouta : — Mais j'aime tant Pepe, et il m'aime tant!

— Et qui est cet heureux Pepe?

— C'est le fils de l'un de nos voisins, l'ancien fermier de Torrarsa. Nous jouions toujours ensemble dans notre enfance. Son père est mort il y a bientôt dix ans. Aucun des fils n'étant d'âge à devenir *capoccio* à sa place, la famille a été obligée de quitter le *podere*,... une métairie qu'elle exploitait déjà du temps de la république!

— Et que fait à Florence votre *amoroso?*

— Il est *vetturino.* Ah! si *vos' signoria* voyait ses deux jolis chevaux gris et sa calèche rouge! Comme il fait claquer son fouet avec grâce! comme il conduit avec *furia!* — En même temps son regard s'illuminait de fierté. — Malheureusement, reprit-elle en changeant d'expression et avec un air de tristesse, tout cela n'est pas à lui!

— Il n'est que serviteur à gages?

— Hélas! oui; mais il économise pour acheter des chevaux et une voiture : alors il pourra gagner beaucoup d'argent, et mes parens consentiront à notre mariage.

— De sorte qu'il s'agit simplement aujourd'hui de vous donner de ses nouvelles?

— Ah! *caro signore,* je vous en serais éternellement reconnaissante. Je n'oublierais jamais *vos' signoria* dans mes prières.

— Près de qui m'informer?

— Oh! si *vos' signoria* le rencontre, elle le reconnaîtra tout de suite. Le plus beau *vetturino* de Florence, c'est lui.

— Je n'en doute pas, repris-je en souriant. Son nom me serait

cependant de quelque utilité... pour le cas où je ne le rencontrerais pas, s'entend.

— Pepe, Pepe Gamba, *signore*. Son *legno* porte le numéro 52. Il est presque toujours sur la *piazza*... comment donc? la *piazza*,... *vos' signoria* sait bien,... cette place où il y a une grande colonne?

— *Piazza della Trinità?*

— Justement. Que *vos' signoria* m'excuse, mais je n'ai été qu'une fois à Florence.

— Parfaitement.

— Puisque *vos' signoria* a tant de bonté qu'elle veut bien s'intéresser à une pauvre fille comme moi, peut-être daignerait-elle aussi s'informer... — Ce disant, elle baissait les yeux, et sa voix redevenait hésitante. — Ce n'est pas que j'aie des doutes... Mais qui sait?... qui sait si quelque dame de Florence ne m'a point enlevé le cœur de Pepe?...

— Soyez sans inquiétude de ce côté, Pichichia; les dames de Florence n'ont garde de marcher sur vos brisées. N'importe d'ailleurs, je ferai votre commission, et je vous enverrai, soit des nouvelles de Pepe, soit Pepe lui-même.

— Ah! *caro signore*, bénie soit votre charité! Dieu vous le rendra.

II.

« Chassez le naturel, il revient au galop, » dit la sagesse des nations. A peine arrivé à Florence et installé à l'auberge, je courus au Dôme et à la place du Grand-Duc. Des fenêtres de ma chambre, on découvrait presque tous les quais, en amont et en aval des arches sveltes, élégantes et hardies du pont de la Trinité; j'y passai la soirée rêvant, admirant, heureux de vivre, dans une disposition d'esprit analogue à celle d'un convalescent qui reprend possession de l'air, de la lumière et de la nature. Je ne pensai que le lendemain matin (l'homme est profondément égoïste) à l'incomparable Pepe.

Sur la place de la Trinité, je ne trouvai ni chevaux gris, ni numéro 52. « Le beau Gamba est en course, » me dis-je. J'allai déjeuner à deux pas, chez Doney. Lorsque je sortis du café, toujours point de Pepe. « Au milieu du jour, pensai-je, à l'heure où chacun se repose, mon homme sera à son poste. Allons à Pitti en attendant, » et j'enfilai la *via Porta-Rossa*. Je n'étais pas encore sous l'élégant portique du *Mercato-Nuovo*, que je ne pensais déjà plus à Pichichia et à ses amours. Au-delà du *Ponte-Vecchio*, dans la rue qu'habitait le fameux historien Guicciardini, je rencontrai la garde

montante, musique en tête. Je la suivis. Arrivé en face du palais habité alors par le souverain de la Toscane, et qui porte encore le nom du simple particulier par lequel il fut édifié, je m'arrêtai un instant pour en contempler l'imposante masse et l'aspect sévère. Je montai à la galerie. Après avoir donné un coup d'œil aux lumineuses marines de Salvator Rosa, au brillant portrait de femme appelé *la Belle*, de Titien, je m'absorbai dans l'étude du *Léon X* peint par Raphaël. Je faisais réflexion qu'un jury enverrait les deux acolytes du pape aux galères rien que sur leur mine, lorsque le *si chiude* (on ferme) de trois heures vint résonner à mon oreille étonnée. Escorté par un laquais en livrée grise et par une manière de gendarme bleu, blanc et rose, je gagnai la porte et pris le chemin des *Uffizi*, le tout sans plus penser à Pepe qu'à l'économie politique. Le moyen de songer à un *vetturino* en face du palais de la seigneurie! Je m'installai sous la loge des *Lanzi*, et de là, avec les noirs et élégans piliers du portique pour premier plan, mon regard et ma pensée errèrent un peu au hasard de l'Or-San-Michele à l'arcade aérienne lancée entre le palais et les Offices. Voici le *Persée* de Benvenuto Cellini et la *Judith* de Donatello. Voilà la statue équestre de Côme, non pas le premier tyran, mais le premier duc de Toscane. Les armes de toutes les villes sont peintes sous le collier de mâchicoulis du palais-citadelle, témoin de tant de crimes et de tant d'actes héroïques, théâtre de tant de luttes et de révolutions politiques. C'est dans cette espèce de donjon, plus petit de beaucoup que les châteaux ruinés de Coucy et de Pierrefonds, que le Christ fut deux fois proclamé roi de Florence et deux fois détrôné par les Médicis. Dans ce coin laissé vide étaient les maisons des Uberti, rasées par le peuple en 1258. Ici Michel Lando brandissait son étendard à la tête des *ciompi;* là fut dressé le bûcher de Savonarole. La vue de l'Agora et du Forum n'évoque guère plus de souvenirs que cet étroit espace, où deux bataillons ne pourraient manœuvrer.

Comme mon regard retournait du *David* de Michel-Ange à l'entrée de la *via Caciajoli*, il rencontra celui d'un cocher qui, du milieu de la place, m'invitait, avec force coups de fouet, à monter dans sa calèche. La voiture était attelée de deux chevaux gris : c'était peut-être celle de Pepe. Je m'approchai : elle portait précisément le numéro 52; mais, bon Dieu! quelle aveugle divinité que l'amour! Un grand nez crochu, une bouche fendue jusqu'aux oreilles, des yeux louches, une voix éraillée, criant : *Cascine, Fiesole, signore? Bellosguardo?*

— Est-ce bien vous qui vous appelez Pepe Gamba? dis-je au *vetturino*, n'en pouvant croire ni la couleur de ses chevaux, ni le numéro peint en blanc sur la caisse de sa voiture.

Sans répondre à ma question, il riposta avec l'accent guttural des Florentins : — *Per poco, mossu* (1); *per poco. Otto paoli l'ora; buoni cavalli* (2).

C'était plus que le double du prix courant. Comme il n'y a pas de tarif pour les voitures de place, chacun débat avec le cocher le prix de la course qu'il veut faire. L'un demande le plus qu'il peut, l'autre marchande. Quoiqu'il soit d'usage de surfaire les étrangers, le prix fort exagéré de huit pauls ne me prévenait pas en faveur de mon homme.

— *Che!* repris-je en homme qui connaît son Florence et ne s'en laisse pas imposer comme un Anglais; mais avant tout dites-moi votre nom.

— Oui, dit-il, répondant à une première interrogation au lieu de s'en tenir à la dernière, c'est-à-dire non; mais peu importe, c'est comme si c'était lui. Où veut aller *vos' signoria?* Aux *Cascine?* au *Poggio?*

— Ni à l'un ni à l'autre. Je voudrais savoir ce qu'est devenu Pepe, puisque ses chevaux et sa voiture...

A ce moment arrivaient deux bouquetières qui me coupèrent la parole. Chacune tenait à la main un panier rempli d'œillets, de jasmins, de tubéreuses, et voulait me vendre tout un parterre. Le goût des fleurs est universel à Florence. Dès le matin, on en doit pour ainsi dire orner la boutonnière de son habit. On ne peut faire trois pas dans la rue, sans rencontrer un marchand qui vous en pourvoit de gré ou de force. L'étranger surtout n'est presque pas le maître de refuser. Dans une ville où il jouit de tant de libertés, il n'a pas celle de ne point aimer les bouquets. Avec deux *crazie* (3), je me débarrassai des deux bouquetières importunes, et je revins à mon interrogatoire.

— Et Pepe?

— Je le remplace.

— Bien; mais où est-il?

Voyant qu'il s'agit non de traiter, mais de discourir, le substitut de Pepe laisse flotter les rênes de ses chevaux, qui, de fringans qu'ils étaient sous le fouet, deviennent aussitôt pacifiques comme des bœufs.

— A l'hôpital, me répondit-il en croisant les jambes et en fai-

(1) Lorsqu'ils ont affaire à un étranger, les *vetturini* ne manquent pas de substituer *mossu* à *signore*, persuadés que le reste de leur phrase italienne en devient bien plus intelligible.

(2) « Pour peu de chose, monsieur; huit pauls l'heure; de bons chevaux. » Le paul vaut environ douze sous.

(3) Corruption du mot allemand *kreuzer*.

sant passer son fouet dans la main gauche, appuyée sur le genou. Il a été enlevé par la *Miséricorde* (1).

— Ah! *Dio santo!* il lui est arrivé un accident?

— *No, signore*, il est malade.

— De quelle maladie?

— *Chi lo sa?*

— Et qui le saura, *birbante*, si ce n'est son camarade?

— Vrai, *mossu*, je l'ignore. Je sais seulement qu'il est à moitié mort.

— Conduisez-moi vite à Santa-Maria-Nuova, répondis-je en ouvrant moi-même la portière et en sautant dans la voiture.

Un cri, un coup de fouet, et nous voilà lancés au galop au milieu de la *via Caciajoli*, une rue aussi animée que la rue Vivienne. Par miracle, nous n'écrasons personne. Je passe, sans même les regarder, au pied du joli campanile de Giotto et à l'ombre de la haute coupole de Brunelleschi. En quelques secondes, entre les deux rangées de palais de la *via Pucci*, nous arrivons à l'hôpital. Il est fermé. L'heure des visites aux malades est passée. Je ne pourrai voir Pepe que le lendemain matin.

Le soir, j'allai faire une visite à la marquise Capranica, dans la société de laquelle j'avais eu l'honneur d'être admis à mon premier voyage. Tout y était bien changé, à commencer par la maîtresse de maison, que j'avais laissée dans tout l'éclat d'une beauté incontestée, quoique déjà à son couchant, et que je retrouvais presque vieille femme, mais toujours spirituelle, aimable et hospitalière. Pour une raison quelconque, elle n'était pas encore partie pour la campagne. Quelques retardataires comme elle étaient réunis dans son salon. Parmi eux ne se trouvait presque aucune de mes an-

(1) La *Miséricorde* est une confrérie de pénitens qui prend soin des malades et des blessés à Florence. Qu'un accident arrive ou que survienne une maladie, on sonne la cloche de la Miséricorde, et les confrères viennent enlever le blessé ou le malade. Beaucoup de membres de la confrérie appartiennent aux meilleures familles de Florence. Tous portent des guêtres, une tunique et une pèlerine noires, avec un capuchon de même couleur rabattu sur le visage et servant de masque. Ce costume, qui prête à rire aux esprits légers, a été un moyen très respectable d'établir entre confrères et vis-à-vis du public, à une époque d'inégalité sociale, cette égalité qui nous est si chère et qu'on trouve au fond des plus anciennes institutions chrétiennes. D'autres pénitens, vêtus de blanc, portent les morts au cimetière. A Florence comme à Rome, on enterre à la tombée de la nuit. Le cercueil est précédé par un prêtre. Quatre pénitens portent le corps; d'autres marchent à côté, des torches en main et psalmodiant les répons. Ni parens, ni amis. Rien de sinistre comme la rencontre d'un de ces funèbres cortéges dans l'une des rues sombres et étroites du vieux Florence. Les costumes, la lumière rouge des torches, le son lugubre des voix récitant les prières des morts, la marche rapide du prêtre et des pénitens, tout est étrange, saisissant, presque fantastique. On pense involontairement à la peste décrite par Boccace et aux sépultures hâtives et mystérieuses des temps de grande épidémie.

ciennes connaissances. La marquise me présenta à deux ou trois personnes. En fait de courtoisie, les Italiens sont passés maîtres. Rien de plus aisé, de plus facile, de plus gracieux que leur accueil. De prime-saut, on se trouve avec eux sur le pied d'une demi-familiarité pleine de charme. Cependant, en dépit du plaisir que je ne pouvais manquer de ressentir en si aimable compagnie, ma pensée se reportait sans cesse sur le malheureux Pepe et sur la pauvre Pichichia.

Le lendemain matin, je me levai plus tôt que de coutume. On n'est admis à l'hôpital qu'à dix heures, et il en était seulement huit. Pour tuer le temps, je passai par San-Lorenzo, la paroisse et l'œuvre des Médicis, — sévère basilique où deux membres sans gloire de cette illustre famille ont pour tombeau deux des plus grands chefs-d'œuvre de Michel-Ange, tandis que ses vrais grands hommes, les fondateurs de sa puissance, reposent sous une simple dalle de marbre ou dans un sarcophage de granit. Je regardais ma montre toutes les cinq minutes. Neuf heures et demie approchant, je me dirigeai vers Santa-Maria-Nuova en passant devant la statue du fameux *Giovanni delle bande nere*, le père de ce gros soldat que Charles-Quint fit duc de Toscane sous le nom de Cosme I[er], souche vigoureuse et luxuriante de vie d'où sortit cette lignée de princes efféminés et dégénérés qui s'éteignit dans la personne de l'imbécile Gaston. Laissant à gauche le vaste palais Riccardi, somptueuse demeure autrefois des premiers Médicis, j'arrivai devant Santa-Maria-dei-Fiore. Encore une demi-heure d'attente. J'essayai en vain de chasser les noires images d'agonie ou de mort qui m'assiégeaient en regardant les portes du Baptistère, ou en me promenant sous la nef du Dôme : ni l'exquise et élégante finesse des bas-reliefs de Ghiberti, ni la mâle grandeur de la nef d'Arnolfo di Lapo ne m'en pouvaient distraire. Enfin dix heures arrivent. Je cours à l'hôpital : grande foule à la porte; je passe à mon tour. — Pepe Gamba, *vetturino?* — Quatrième salle, numéro 14. — Je monte. Tous les hôpitaux se ressemblent : longue galerie, deux rangées de lits vis-à-vis les uns des autres. Voici celui de Gamba. Je m'approche. Il est maigre et pâle, mais n'a point l'air d'un moribond. Je m'informe : on me dit qu'il est hors d'affaire. Je vais à son chevet, et je reconnais alors, mais bien défait, le jeune homme à la barcarolle napolitaine qui m'avait heurté au milieu des oliviers, près de Manafrasca.

— *Poverino!* lui dis-je, comment vous trouvez-vous?

— Mieux, *signor dottore*, me répondit-il d'une voix faible, me prenant pour quelque médecin.

— Pichichia est bien inquiète. C'est de sa part que je viens vous voir.

Le regard du pauvre garçon s'illumina soudain, et, faisant effort

pour se soulever sur un coude : — *Anima mia!* Aussi bien, ajouta-t-il après une courte pause, et la larme à l'œil, c'est par amour pour elle que j'ai pensé mourir.

— Comment cela? Mais d'abord quelle maladie vous a conduit ici?

— Une fluxion de poitrine, *caro signore*, et une belle, je vous en réponds. Il y a eu dimanche quinze jours, pour voir quelques minutes Pichichia, j'ai couru à Manafrasca pendant que mes chevaux se reposaient d'un voyage à Volterra... Un voyage pénible, *signore*. — Il avait encore l'haleine courte : il s'arrêta pour respirer. — ..... Je revins encore à pied,... c'était fête, et le soir... toutes les voitures venaient de Florence, et pas une n'y allait.

— C'est vous qui avez annoncé votre présence à Pichichia en chantant *io te voglio ben' assai*, n'est-il pas vrai?

— Justement. Serait-ce votre seigneurie que j'ai rencontrée dans le sentier du casino Neri?

— Plus que rencontré, repris-je en souriant.

— Ah! que *vos' signoria* me pardonne! Il y avait une éternité que je n'avais vu Pichichia. J'étais comme un homme ivre.

— C'est tout simple... Mais votre maladie?

— Donc, *caro signore*, je reviens en ville, éreinté et mouillé de sueur comme un *barbero*. Il était nuit... A peine arrivé, voici le patron qui m'apostrophe : « Pepe, d'où viens-tu comme ça? Attelle, et vite. Un *signor* anglais attend la voiture à San-Donato. » Je me dépêche, je monte sur le siége, et en route! Le froid me saisit. La nuit suivante, une fièvre de cheval, un point de côté... Je croyais étouffer... La Miséricorde m'a apporté ici. On m'a saigné à blanc... Je croyais mourir... Et la pauvre Pichichia?

— Sauf le chagrin et l'inquiétude de ne pas vous voir, elle va à merveille, car elle ne se doute pas de l'état dans lequel vous êtes. Je vais lui mander de vos nouvelles.

— *Vos' signoria* lui dira que j'irai bientôt à Manafrasca. Qui sait quand je pourrai reprendre mon fouet? ajouta-t-il d'une voix sourde après une pause. Et mes pauvres chevaux, dans quel état vais-je les retrouver?

Puis, revenant, après ce souvenir donné à ses bêtes, à son idée première, il reprit avec un soupir : — Voilà une convalescence qui va me coûter bien des florins. Cela n'avance pas l'époque de notre mariage.

— Ne songez qu'à votre guérison pour le moment, répliquai-je en lui tendant la main. Je vois que je vous fatiguerais en demeurant plus longtemps près de vous. Au revoir.

J'eus un instant la pensée d'aller moi-même à Manafrasca, mais j'avais accepté la veille une invitation à dîner chez la marquise.

A quoi bon d'ailleurs effrayer Pichichia? Il suffisait de lui faire savoir que son cher Pepe était de ce monde, et ne l'oubliait point. Je pris donc le parti d'écrire, et d'envoyer ma lettre à Manafrasca par le *fattore* de M. Neri.

Rassuré sur le compte de mon amoureux, je me relançai à pleines voiles dans l'admiration de Florence. Au *tocco* (1), j'étais en face de la belle statue d'Auguste, qui orne le vestibule des *Uffizi*. Après une journée passée en compagnie de Raphaël, du Corrége, d'André del Sarto, de Titien, de Giorgione et des vieux maîtres florentins, je gagnai les quartiers populaires qui s'étendent derrière le *Palazzo-Vecchio*, autour de la Badia, la plus antique église de Florence, et dans la direction du carrefour de Santo-Ambrogio. Je revenais par le *Borgo degli Albizzi*, m'arrêtant de temps à autre pour considérer l'architecture de l'un des vieux palais dont le Corso est bordé, lorsque je vis arriver à moi une femme couverte de poussière, pieds nus, essoufflée, le corps penché en avant, les traits du visage tirés et contractés comme par un suprême effort. C'était Pichichia. Aussitôt qu'elle me reconnut, elle retrouva la force de courir vers moi.

— Ah! c'est Dieu qui vous envoie, s'écria-t-elle. Vit-il encore?

— Certainement. Il est sauvé. Je l'ai vu ce matin.

— *Benedetta sia la santissima Vergine!* dit-elle en levant les yeux au ciel avec l'expression d'une profonde et touchante reconnaissance.

Puis, redescendant sur la terre : — Où est-il? Je veux le voir tout de suite.

— Cela est impossible. On ne vous laissera pas entrer à l'hôpital à cette heure. Vous verrez Pepe demain.

— Non, non; je veux le voir tout de suite, reprit-elle avec énergie, et comme si elle n'avait qu'à commander.

— Cela ne se peut, répétai-je à Pichichia; mais tranquillisez-vous. Je l'ai vu.

Quelle était sa maladie, s'il était bien changé, comment ce malheur était arrivé, il fallait tout lui apprendre à la fois. Et elle revenait sans cesse, avec cette opiniâtre ténacité propre aux paysans de tous les pays, sur le désir d'entrer immédiatement à l'hôpital. J'eus beaucoup de peine à lui persuader qu'elle ne réussirait à fléchir le portier ou le directeur, ni par ses prières, ni par ses supplications, lors même qu'elle leur confierait son amour pour Pepe et l'amour de Pepe pour elle. A dire vrai, je n'en vins pas à bout. Je ne m'en tirai qu'en lui répétant à satiété que l'émotion d'une entrevue inopinée ferait beaucoup de mal au convalescent.

(1) Le coup d'une heure.

Lorsqu'elle se calma, ce fut à mon tour de la questionner. Par qui avait-elle appris la maladie de Pepe? Comment s'était-elle hasardée à entreprendre seule et à pied cette longue course, elle qui ne connaissait Florence que pour y être venue une seule fois dans sa vie? Pichichia me conta qu'elle était le matin en sentinelle à son poste ordinaire. Elle avait vu arriver la voiture, les chevaux de Pepe. Hélas! Pepe ne les conduisait pas. Elle s'était précipitée. Le cocher avait passé outre. Ses cris l'avaient fait cependant arrêter. « Qu'est-il arrivé? La voiture de Pepe porte des étrangers à Vallombreuse, et ce n'est pas lui qui est sur le siége!... Il est donc mort? — Non, mais il n'en vaut guère mieux; il est très malade. » Sans regarder en arrière, elle prend la route de Florence. Elle est dans son costume de travail, elle n'a pas une *crazia* en poche; mais elle va droit devant elle, sous la protection d'un signe de croix, sans autre pensée que celle de Pepe.

Lui et moi exceptés, Pichichia ne connaissait pas une âme en ville. Que faire d'elle jusqu'au lendemain? Je la conduisis dans une auberge voisine de San-Remigio, dans le *borgo dei Greci*, à l'enseigne du *Lis rouge*. La maison était d'apparence honnête. J'entrai suivi de mon escorte féminine. Le patron de la *locanda* parut fort étonné. Un étranger bien vêtu et une contadine pieds nus, c'était une association que, malgré sa longue expérience de la vie, il n'avait pas rencontrée encore. Moitié de bonne grâce, moitié de mauvaise humeur, il donna cependant gîte à Pichichia, après avoir écouté d'un air assez incrédule les quelques explications que je jugeai à propos de donner. J'allais donc me retirer, lorsque la pauvre fille prit peur de rester seule à l'auberge. Sur la route, en plein air, au milieu des champs, toute à son chagrin, à ses angoisses, à son désespoir, elle n'avait pas éprouvé d'inquiétude pour elle-même. Tranquillisée sur le compte de Pepe, enfermée dans les murs d'une grande ville, claquemurée dans une chambrette d'auberge, Pichichia s'effrayait et faisait mine de ne plus vouloir me quitter. On juge de mon embarras; je lui fais à grand'peine comprendre qu'elle ne peut venir à mon hôtel. Son parti pris sur ce point, une nouvelle difficulté se présente aussitôt : elle veut aller prier pour son amant.

— C'est à merveille, ma fille; mais priez dans votre chambre.

— Non, je veux aller à l'église; je veux aller prier la madone de l'Annunziata. C'est une madone qui a fait quantité de miracles. Qu'elle m'accorde la guérison de Pepe! Il faut que je fasse brûler un cierge devant son image!

Je me trouvais parfaitement ridicule, croyant donner la comédie aux assistans. Pas du tout; cette scène redressait la mauvaise impression produite par notre entrée. Chacun dès lors fit bon visage

à Pichichia. En ceci, il fallut lui céder, et il fut convenu qu'après souper elle serait conduite à l'Annunziata par une servante de l'auberge.

Toutes ces négociations m'avaient pris beaucoup de temps. Il était plus de six heures, et à six heures je devais être chez la marquise Capranica. J'y courus en toute hâte. Après m'avoir attendu, on s'était mis à table. Je me confondis en excuses, et pour me justifier je racontai mon aventure. Tous les convives prirent le plus grand intérêt à l'héroïne de mon histoire. Les questions pleuvaient de tous les bouts de la table. Travaillée par la misère, Pichichia aurait excité peu de pitié; mais, malheureuse par amour, elle ne trouvait que des cœurs compatissans. Les Florentins passent pour avoir été de tout temps plus forts en économie domestique qu'en économie politique, et encore aujourd'hui ils sont accusés par les autres Italiens d'une excessive parcimonie. Cependant les invités parlèrent aussitôt de se cotiser pour acheter à Pepe la voiture et les chevaux qui devaient enlever le consentement des parens Cardoni à son mariage avec Pichichia.

Au nombre des convives se trouvaient deux jeunes filles : une nièce de la marquise et l'une de ses amies, fille d'une princesse sicilienne fixée à Florence. Celle-ci exprimait hautement et vivement sa sympathie pour la pauvre contadine inconnue dont elle venait d'apprendre le dévouement amoureux. L'autre gardait le silence. Était-elle insensible, ou cachait-elle son émotion sous une indifférence jouée? Ne la connaissant point, je ne pouvais lire dans le fond de son cœur. Feinte ou sincère, son impassibilité au milieu de la compassion universelle excita ma curiosité, et je l'observai plus attentivement. Son visage et toute sa personne appartenaient au type florentin le plus pur. J'ai ouï dire à plus d'un voyageur qu'à Florence le sang n'est pas beau. Peut-être en effet la beauté des Florentins, des Florentines surtout, car c'est principalement des femmes qu'il s'agit, n'est-elle pas de celles qui frappent à première vue. Elles n'ont ni la plénitude de formes qui plaît au statuaire, ni la régularité de traits que recherche le peintre. Elles sont belles pourtant, mais d'un autre genre de beauté. Elles attirent par la distinction de leurs formes et de leur tournure, par l'expression fine et intelligente de leur physionomie. Dans le charme qu'elles exercent et qu'on ne tarde pas à ressentir, il n'y a rien de platonique, mais tout est élevé et délicat (1). Si elles n'ont pas l'imposante gravité de la matrone ro-

(1) Florence passe pour une ville où les mœurs sont très relâchées. A en juger par les apparences, on ne s'en douterait pas tout d'abord. Au théâtre et jusque dans la rue, le vice lui-même se cache sous une froideur jouée qui peut faire illusion aux étrangers.

maine, la grâce caressante et voluptueuse de la Vénitienne est bien moins encore leur fait. Ce qui domine en elles, c'est le noble et le sérieux. Un parfait atticisme, voilà le trait le plus caractéristique de la femme florentine. Chez elle, une beauté physique imparfaite est illuminée et comme transfigurée par la beauté intérieure, je ne dis pas de l'âme, mais de la pensée. Aussi captive-t-elle l'esprit bien plus qu'elle ne sollicite les sens. Jusque dans son enjouement, il y a une réserve extérieure qui écarte l'idée de galanterie; mais si sa familiarité même retient quelque chose de sévère, elle n'a pourtant jamais rien de mélancolique : en elle, rien qui sente la rêverie sentimentale. Il y a plus de passion dans l'émotion qu'elle fait naître, une passion contenue et sobre, mais rehaussée par cette idéalisation spiritualiste qui est le cachet de la littérature comme de la peinture des Florentins. De ce genre exquis de beauté, la nièce de la marquise était le plus parfait modèle. J'ai vu de plus jolies femmes; je n'en ai point rencontré qui, frappant aussi peu au premier aspect, fussent douées d'une telle puissance de séduction, séduction sérieuse, sans tendresse comme sans emportement, mais qui, s'adressant à toutes les facultés à la fois, exerçait une attraction irrésistible et presque mécanique.

Pendant que je regardais ma charmante voisine, les choses suivaient leur cours naturel. Les plus grandes infortunes ne jouissent que peu de temps du privilége de nous occuper. Pour l'homme, c'est beaucoup que d'accorder quelques minutes de sincère commisération à autrui, et de le ravir à ses plaisirs ou plutôt à lui-même, car son égoïsme lui fait considérer comme un dommage personnel tout ce qu'il accorde à son prochain d'attention et d'intérêt. Aussi ne fut-il bientôt plus question de Pepe et de Pichichia. La conversation reprit son tour ordinaire, et je remarquai qu'à Florence, comme dans tous les salons de la terre, les gens du monde s'occupent et parlent surtout d'eux-mêmes.

Comme nous venions de nous lever de table, M[lle] Elena Dini (ainsi s'appelait la nièce de la marquise) disparut. Je ne m'en aperçus pas tout de suite, occupé que j'étais à regarder l'ameublement du salon : *soffitto* en bois sculpté, pavé en marbre de diverses couleurs, tentures en soie cramoisie, glaces de Venise, divans le long des murs; dispersés au milieu de la pièce un piano, deux ou trois tables, une causeuse et plusieurs siéges modernes. J'entendis une porte s'ouvrir, c'était la jeune reine de céans. Je crus d'abord qu'elle venait à moi; mais elle passa de l'autre côté d'une table ronde sur laquelle un vase de Chine contenait un énorme bouquet de fleurs. Retenu par je ne sais quoi, je restais à l'écart. Après plusieurs allées et venues, tours et détours, après avoir échangé d'un air distrait

quelques mots avec plusieurs personnes, elle s'approcha tout à coup de moi. On connait le fameux vers :

Ce que je sais le mieux, c'est mon commencement.

Cela est bon pour le palais; mais dans le monde, c'est tout le contraire : le commencement est la partie la plus difficile de toute conversation. On s'attaque par la santé ou le temps qu'il fait, et on s'accroche ensuite le plus vite qu'on peut à la première branche qui passe à portée; mais avec les gens qu'on ne connait pas assez pour s'informer de l'état de leurs nerfs, et dans un pays où il fait presque toujours beau, par où commencer? Je cherchais, et je trouvais d'autant moins que je cherchais davantage. Dieu sait quelle platitude allait m'échapper, lorsque la charmante Elena m'en épargna la honte en commençant la première.

— Monsieur, je m'intéresse vivement à votre Pichichia...

Je m'inclinai.

— Voulez-vous vous charger d'une commission pour elle?

— Très volontiers, mademoiselle. Je suis trop heureux...

La voix de mon interlocutrice était encore moins assurée que la mienne, et une légère rougeur colorait son visage.

— *Dunque*, reprit-elle en levant sur moi deux beaux yeux rayonnans de satisfaction intérieure, ayez la bonté de lui remettre ceci. C'est ma part de souscription.

En même temps elle me mit dans la main un rouleau de pièces d'or.

— Ah! mademoiselle! c'est vraiment trop de générosité de votre part!

— Point du tout. J'espère tout simplement que cela me portera bonheur.

Sur quoi elle rougit pour tout de bon, et s'enfuit sans attendre ma réponse.

Je rejoignis mon voisin de table : c'était un vieillard fort poli, que tout le monde appelait Piero, comme s'il n'avait eu que vingt ans, et qui n'était ni plus ni moins qu'un descendant des Soderini. Nous venions de faire connaissance, et il me semblait déjà être de ses amis. Je lui demandai l'explication de cette énigme.

— Eh bien! qu'est-ce qui vous arrête? C'est tout simple.

— Pour vous, repris-je, mais pour moi cela demande quelque éclaircissement, bien que je sois, je pense, sur la voie.

— Comment! vous ignorez que la *marchesina* est éprise d'un bel aide-de-camp de l'archiduc Louis?... D'où arrivez-vous? ajouta-t-il en souriant.

— De Pontasieve, où personne ne m'en a soufflé mot.

— Je vous croyais à Florence depuis deux jours, et vous n'en savez pas plus long! Apprenez donc que Lena est orpheline, fort riche, ravissante (il est inutile de vous le dire), qu'elle aime Paroli, un garçon plein d'esprit, qui est beau comme Apollon, mais ruiné, peut-être même endetté. La tante se laisserait toucher, mais le tuteur est intraitable. Vous devinez le reste.

— De sorte que sa pitié pour Pichichia part d'un touchant retour sur elle-même.

— Certainement; mais il ne faut pas mal juger de son cœur pour cela. La préoccupation de soi-même, c'est notre misère à tous.

— Et Mlle Dini, repris-je, parle ouvertement de son amour pour M. Paroli?

— Pourquoi pas? Quel mal y a-t-il à cela? Je ne sais pourquoi vous faites l'étonné; on voit bien que vous êtes du pays où l'on cache l'amour comme une faiblesse, mais où la galanterie est fort de mise. En France, vous n'avez la pruderie que du bon et de l'honnête.

— C'est une boutade.

— Point du tout. Pardon de vous parler avec cette franchise; mais remarquez que vous-même êtes surpris de ce que Lena parle d'un sentiment très avouable...

L'histoire du lendemain serait longue. On imagine que ce fut un beau jour pour Pichichia et pour Pepe, qui était entré en pleine convalescence. Ils se retrouvaient avec plus d'argent qu'ils n'en avaient jamais vu, avec la possibilité d'acheter sur-le-champ cette voiture et ces chevaux qui étaient l'objet de leur suprême ambition et l'espoir d'un lointain avenir, avec la certitude de leur prochaine union. Dès l'après-midi, Pichichia reprit le chemin de Manafrasca en pleurant de joie au milieu de la rue. De contentement, Pepe en guérit dans les vingt-quatre heures.

Le soir, je retournai chez la marquise. J'étais porteur des plus vifs témoignages de leur gratitude à tous deux envers Mlle Elena Dini. La pensée de leur prochain bonheur lui fit, par un triste retour sur elle-même, pousser un profond soupir.

Plus tard, comme je me trouvais à côté de la marquise, je lui demandai à voix basse le nom d'une femme d'une quarantaine d'années qui se trouvait non loin de nous, et qui roucoulait sur un divan avec un homme de bonne mine, visiblement plus jeune qu'elle. — C'est la Ruccellaï, me dit-elle.

— Elle paraît avoir pour son voisin un faible qu'elle ne cherche guère à déguiser?...

— Un faible! Elle en est folle, cher monsieur, et ne s'en cache pas le moins du monde... Mais à quoi rêvez-vous?

— Je songe, madame, que l'amour est une maladie universelle dans ce bienheureux pays... Je vais m'enfermer à la campagne : les fils du métayer voisin sont *a dama;* la fille est *invaghita* d'un *vetturino* de Florence... Je reviens en ville : mademoiselle votre nièce est éprise de M. Paroli; M[me] Ruccellaï est folle de je ne sais qui!... Il n'y a évidemment que moi ici qui ne sois pas amoureux.

— Ayez la bonté de me dire s'il y a un plus grand bonheur sur la terre que celui d'aimer et d'être aimé, répliqua la marquise avec un soupir étouffé qui disait clairement que, si ce double bonheur lui échappait, elle n'en avait pas encore bien pris son parti. J'allais riposter par quelque fadeur, de peur de répondre par un traité de morale, lorsqu'un grand homme maigre, qui, pendant notre colloque, s'était assis de l'autre côté de la marquise, prit la parole : — Aimer, le plus grand bonheur! Vous oubliez, chère marquise, que la vengeance est le plaisir des dieux.

— Qui est-ce? demandai-je à l'oreille de ma voisine.

— Un Cerchi (1), me répondit-elle à demi-voix. Vous voyez qu'ils n'ont pas trop dégénéré.

Cette réminiscence quasi-mythologique, débitée sur un sofa avec un sourire, me semblait un bien pâle vestige du caractère implacablement vindicatif des contemporains des Uberti, de Dante et de Machiavel. Je laissai deviner mon sentiment à la marquise.

— Ne vous y trompez pas, me dit-elle. Sous ces apparences frivoles se cachent plus d'énergie et de vigueur morale que vous ne croyez. Les fortes qualités du caractère florentin vous paraissent perdues : elles ne sont qu'engourdies faute d'emploi, et le cas échéant vous les verriez revivre.

La marquise avait raison : les descendans des anciennes familles patriciennes de Florence n'ont pas trop dégénéré. A l'heure qu'il est, il y a des représentans de plus d'un nom historique parmi les volontaires qui sont allés sur les bords du Tessin chercher une revanche contre les héritiers de Charles-Quint, et c'est un prince Corsini, le marquis Lajatico, qui s'est courageusement mis à la tête du parti qui veut l'alliance de la Toscane avec la France et la Sardaigne.

A. DE METZ-NOBLAT.

(1) Rivaux de Donati, le premier chef des *noirs;* les Cerchi étaient à la tête du parti des *blancs*.

LES

PREMIERS AGES

DE NOTRE PLANÈTE

I.

LE NOYAU TERRESTRE.

—

I. Alex. de Humboldt : *Cosmos, Essai d'une Description physique du monde*, Paris 1846-1859, 4 vol. in-8°. — II. Hermann Burmeister : *Geschichte der Schoepfung*, 6e édition, Leipzig 1856. — III. Ph. de Filippi : *Lettres sur la Création terrestre*, Paris 1859. — IV. A. Snider : *La Création et ses Mystères dévoilés*, Paris 1858, in-8°. — V. Ch. Delaunay : *Cours élémentaire d'Astronomie*, Paris 1854.

L'origine de notre globe, la manière dont il a pris naissance, les phases qu'il a traversées avant d'arriver à son état actuel, sont des problèmes qui agitent aujourd'hui la science, et qu'à toutes les époques l'imagination a prétendu résoudre. Jadis la théologie se réservait seule le droit de répondre à ces mystérieuses questions. Le phénomène de l'apparition de l'homme sur la terre est trop étroitement lié à nos destinées futures pour qu'on puisse assigner à l'humanité son but final, sans rechercher comment ont été créés nos premiers pères, et cette création ne saurait être expliquée indépendamment de celle du monde au sein duquel nous habitons. Aussi toutes les religions ont-elles une cosmogonie, qui forme le premier chapitre de leur code sacré. Plus ou moins enfantines suivant l'état intellec-

tuel de ceux qui les ont imaginées, plus ou moins obscures selon l'ignorance des peuples en physique, ces cosmogonies présentent toutes un caractère commun, qui est précisément le contraire de ce que nous appelons le caractère scientifique. La mythologie s'y mêle à la notion vague des forces générales agissant dans l'univers : un dieu ou des dieux y interviennent, non pas seulement comme des ordonnateurs suprêmes dont les volontés se manifestent par les lois naturelles, mais comme des ouvriers qui mettent eux-mêmes la main à l'œuvre, et façonnent le monde d'après un type capricieusement inventé. Les théogonies des premiers philosophes grecs, d'un Phérécyde, d'un Acusilaüs, d'un Empédocle, ne se distinguent guère, à cet égard, de celles des plus anciens poètes, tels qu'Hésiode ou les chantres du Véda. Des conceptions abstraites, revêtues de personnalités humaines, y figurent au lieu des agens impondérables et des forces mécaniques, dont l'étude seule constitue aujourd'hui la science. A côté de ces cosmogonies fantastiques, où l'on discerne à peine quelques vestiges d'observation, il s'en place toutefois une autre, dont la simplicité contraste avec l'appareil mythologique adopté par le polythéisme : c'est celle de la Genèse. Récit court et naïf des premiers jours de l'univers, le commencement du livre saint expose l'origine des choses sans avoir recours au cortége de dieux et de puissances démiurgiques qu'on rencontre partout ailleurs. Dieu seul y apparaît en face de la créature; c'est lui qui la fait sortir du néant, et qui coordonne les diverses parties du monde par le seul effet de sa parole. Cependant, malgré la simplicité du récit biblique, il est facile de s'apercevoir que la notion scientifique y manque aussi bien que dans les cosmogonies les plus mythologiques. En outre, aucun détail n'y est donné sur les circonstances de la création; il n'y est rien dit des révolutions que notre globe a traversées, de la distribution des espèces et des continens. On se contenta longtemps du récit de l'écrivain sacré, et le texte de la Genèse, commenté par les docteurs dans la seule intention d'en tirer des enseignemens moraux, suffit pour répondre pendant des siècles aux préoccupations générales. On prenait les paroles de la Bible telles qu'elles sont, sans prétendre y découvrir la raison de certains faits qu'il n'était pas d'ailleurs possible alors de soupçonner; mais quand l'écorce terrestre eut été soumise à une étude un peu attentive, quand on eut constaté plusieurs des changemens qui se sont produits à sa surface, on chercha naturellement à découvrir dans le livre saint la mention de ces phénomènes inexpliqués. On essaya de faire dire à la Genèse ce qu'assurément elle n'exprime point; on voulut y trouver l'exposition abrégée des révolutions physiques qu'il était devenu impossible de méconnaître. Comme personne ne doutait de

l'authenticité et de l'infaillibilité de la Bible, on entreprit de mettre d'accord la science et la foi, et une foule de théories furent proposées en vue d'expliquer la Genèse par la physique; on traduisit l'hébreu dans la langue scientifique nouvelle, la naïveté du récit fut complétement dénaturée. Je pourrais énumérer bien des ouvrages conçus dans cette pensée, et qui se sont éloignés de plus en plus du texte biblique, à mesure que la physique et la géologie ont fait des progrès; mais je renverrai le lecteur au *Discours sur les Révolutions du Globe* de Cuvier, qui n'est pourtant pas lui-même exempt de cette préoccupation d'orthodoxie, ou bien encore aux *Principes de Géologie* de Lyell, publiés dans un pays où la Bible n'a point encore vu prononcer son divorce avec la science. Le récit de la Genèse est si court, l'œuvre des sept jours y est si imparfaitement exposée, les notions physiques qu'on y entrevoit sont si vagues, que les systèmes les plus contradictoires s'y sentirent également à l'aise, et chacun put y trouver facilement la démonstration de sa propre théorie. On finit cependant par se dégoûter de ce perpétuel commentaire, où le caractère évident du texte était de plus en plus sacrifié au désir de mettre le livre en conformité avec les faits. La majorité des savans s'aperçut à la longue que Moïse, ou l'auteur, quel qu'il soit, de la Genèse, ne savait ni l'histoire naturelle, ni la physique, ni la géologie, que la Bible était un code sacré et non un traité scientifique. Dès ce moment, laissant à ce livre son véritable caractère, on se renferma dans le domaine des faits observés, et l'on travailla à découvrir les origines du globe, sans conférer davantage avec les théologiens. L'exemple de Galilée prouvait d'ailleurs qu'il n'était pas toujours facile de rassurer ceux-ci sur l'orthodoxie des faits les mieux constatés. C'est à ce point qu'en est aujourd'hui la science.

L'étude du sol a mis sur la trace de quelques-uns des grands phénomènes qui présidèrent à la formation du monde; mais on est loin d'avoir tout découvert. L'imagination s'impatiente de ces retards; elle veut, bon gré, mal gré, suppléer à l'insuffisance des observations, et elle encombre les théories scientifiques d'idées qui ne leur appartiennent pas. Afin d'éviter ce dangereux mélange, il est nécessaire de faire la part du vrai, ou tout au moins du probable, et celle du chimérique, de nettement circonscrire ce qu'on sait pour que l'on soit en garde contre ce que l'on invente. J'essaierai donc d'indiquer en traits généraux les résultats auxquels l'observation nous a conduits; ce sera l'ébauche de la cosmogonie scientifique et positive qu'il est réservé à l'avenir de complétement éclairer.

I.

Comment la matière a-t-elle été répandue dans l'espace? Faut-il la croire aussi ancienne que la force mystérieuse et intelligente qui lui a donné naissance? Fut-il un temps où l'esprit de Dieu planait seul dans l'immensité, n'ayant d'autre aliment à son activité que la pensée de créer un jour l'univers? Dieu a-t-il créé éternellement des mondes et veillé éternellement à leur conservation? Impénétrables questions auxquelles l'homme ne saurait répondre, et que la science ne peut davantage résoudre! La matière existe, sans elle il nous est impossible de concevoir les choses, sans elle nous ne saurions comprendre l'activité divine. Cela doit nous suffire, car déjà le champ de recherches est assez vaste quand il s'agit de remonter à la matière informe et chaotique dont est sorti notre système solaire. Au-delà de ces bornes que nous atteignons difficilement, il n'y a plus pour nous qu'un mystérieux lointain, où le réel ne saurait être distingué de l'imaginaire.

La matière existe; son existence nous est invinciblement attestée par le témoignage des sens : c'est elle seule que nous pouvons observer. C'est de matière que se compose notre globe; c'est la matière qui, sous mille formes et mille apparences diverses, en constitue le noyau, la surface et l'enveloppe externe. L'astronomie, aidée de la physique, nous a appris que les corps célestes en sont composés, comme notre planète, bien qu'on ne puisse affirmer que la matière planétaire et stellaire soit identique à celle qui se rencontre dans notre globe; mais puisque les corps célestes obéissent aux mêmes forces que la terre, qu'ils sont soumis aux mêmes agens, qu'ils se conduisent d'après des lois conformes à celles que nous a révélées ici-bas l'observation, il faut nécessairement admettre que la composition des planètes et des étoiles est, sinon identique, du moins analogue à celle que présente notre globe ou qu'il a offerte aux époques antérieures. La ressemblance qui existe entre la terre et les autres corps suspendus dans l'espace permet d'éclairer l'histoire de l'une par celle des autres, et réciproquement. Les changemens accomplis dans l'aspect de certaines parties de notre système solaire ou dans des étoiles infiniment plus éloignées deviennent des moyens d'induction pour expliquer par quelles phases la terre elle-même a passé.

La composition de la matière est donc la base de toute cosmogonie scientifique, et la chimie se trouve appelée en conséquence à servir de point de départ à la géologie. Pendant longtemps, la

théorie des quatre élémens, fondée sur l'observation de quatre états principaux de la matière, tint lieu de physique générale. La terre, l'eau, l'air, le feu, expliqués dans l'acception plus étendue qu'attribuaient à ces mots l'antiquité et le moyen âge, représentaient ces états transitoires que les chimistes nomment aujourd'hui : état solide, état liquide, état gazeux, état de combustion portée à une assez haute température pour donner lieu à la production de la lumière. La science a ruiné cette division quadripartite, si commode et si facilement applicable. Elle l'a remplacée par la théorie des corps simples, c'est-à-dire indécomposables, dont les combinaisons infinies donnent naissance à tous les principes matériels, à toutes les substances, à tous les corps. Ces soixante-quatre corps simples, ou réputés tels, faute de moyens connus pour les décomposer, sont devenus les élémens de l'univers. Mis en jeu par la chaleur et l'électricité, modifiés par l'action de la lumière, mus par la pesanteur, par la force élastique, attirés par des affinités électives, ils ont réellement présidé à la formation du monde. Ils obéissent à des lois fatales, dont pourtant les résultats sont toujours intelligens ou raisonnés. La science les prend pour ce qu'ils apparaissent, et ne remonte point au-delà des propriétés dont ils sont doués. Ce n'est pas qu'elle nie qu'une intelligence supérieure et infinie ne se cache derrière ces manifestations matérielles; mais Dieu n'a pas permis à l'homme de l'atteindre dans son essence, et nous remonterions au-delà même de ces élémens, que nous rencontrerions encore des élémens régis par des lois fatales, sans pouvoir jamais arriver au véritable point de départ, placé derrière eux à l'infini.

La géologie n'a point attendu les progrès de l'astronomie et de la chimie pour étudier les révolutions du globe et rechercher la composition de notre planète. Prenant les agrégats de matière dont la terre est formée, tels qu'ils sont, sans en rechercher la structure intime et le mode de production, elle s'efforça de découvrir dans quel ordre ces agrégats, ou, comme elle les appelle, ces minéraux, ces roches, se sont disposés successivement; elle essaya de savoir en vertu de quelle cause ils s'étaient accumulés dans des situations si diverses. Pour connaître les transformations que les roches et les minéraux ont subies, elle dut cependant quelquefois emprunter les lumières de la chimie. Tandis que celle-ci faisait l'embryogénie de la terre, la géologie en composait l'histoire chronologique.

La paléontologie vint ensuite, qui nous apprit que des espèces animales différentes des nôtres avaient jadis habité à la surface du globe. Les vestiges de créations anciennes servirent à dater les périodes géologiques, et permirent de déterminer dans quelles con-

ditions se trouvait notre planète à ces différentes périodes, car la structure des animaux paléozoïques est un indice suffisant du mode d'existence qu'ils ont menée et du climat sous lequel ils ont vécu. C'est la paléontologie surtout qui mit sur la voie des révolutions du globe. Tant qu'on n'avait devant soi que des masses minérales, que des amas d'eaux et des laves volcaniques, on pouvait croire *à priori* que toutes ces matières avaient été produites en même temps, que leur création datait des sept jours; on pouvait admettre à la rigueur que les changemens auxquels elles avaient été exposées étaient postérieurs à l'apparition de l'homme sur la terre. Une fois cependant qu'il eut été constaté que des milliers d'animaux avaient existé, dont aucun souvenir ne s'est conservé, même aux âges les plus reculés, que ces animaux se trouvaient dans des lieux qui, tels qu'ils sont, n'ont pu leur offrir les moyens de subsister, il a bien fallu confesser que la Bible n'avait pas tout dit. Tous les animaux n'avaient donc pas habité le paradis terrestre, ni trouvé un asile dans l'arche de Noé. On eut alors forcément l'idée de grands changemens opérés dans notre planète avant l'apparition de l'homme, de la flore et de la faune actuelles.

Un autre phénomène frappa les observateurs, c'est que la disposition des couches terrestres dénote des dépôts fort lents, des soulèvemens graduels, des submersions et des émersions successives, des déchiremens prolongés. Ce ne fut plus seulement à un cataclysme qu'il fallut avoir recours pour s'expliquer ces apparences, mais à un ensemble de faits dont ceux qui s'accomplissent aujourd'hui nous donnent en petit l'idée. Les années réclamées pour ces révolutions s'accumulèrent; on arriva à des périodes incroyables, à des milliers, à des millions d'années. La plus haute antiquité connue ne s'offrit plus que comme une époque moderne, et la chronologie biblique s'écroula sous le poids des siècles qu'il y fallait superposer. C'est dans cet état que les cosmologues trouvent aujourd'hui la science. Tout s'est agrandi, et le champ de l'espace, dont les télescopes ont reculé indéfiniment les limites, et la durée de la création, et les périodes de transformation que notre planète a traversées. Il faut que la cosmogonie compte maintenant avec une foule de forces et de phénomènes dont les anciens n'avaient pas la moindre idée; mais comme nous ne possédons qu'un nombre de faits relativement très petit, on ne doit encore généraliser qu'avec une extrême réserve. Pour arriver à quelques données positives ou plausibles, il est nécessaire de commencer par les phénomènes les plus simples et les plus directement observables. La nature agissant toujours du simple au composé, il n'y a qu'à la suivre pour comprendre son mode d'action jusqu'au moment où les faits de-

viennent trop complexes, trop nombreux pour être analysés, et alors il est sage de s'arrêter en confessant notre ignorance.

Un premier fait nous frappe dans l'étude de la terre : c'est l'existence de la masse d'air dont elle est environnée. Ce n'est pas accidentellement que l'atmosphère existe et qu'elle entretient chez les êtres animés le mouvement et la vie. L'atmosphère, qui apparaît comme une expansion de notre planète, a pourtant un tout autre caractère. Elle n'est pas uniquement composée d'air, c'est-à-dire d'un gaz né d'un mélange en proportions définies d'oxygène et d'azote; elle contient aussi de l'eau, qui est un composé où l'oxygène s'associe à l'hydrogène. Cet air et l'eau qui y est renfermée à l'état de vapeur agissent continuellement sur le sol, sur les matières inorganiques et organiques. L'atmosphère se trouve ainsi dans une relation de tous les instans avec l'écorce terrestre, dont elle n'a pu s'échapper. C'est en réalité une partie intégrante de la planète que nous habitons, et l'on n'y saurait voir une masse complétement distincte du globe. En effet, une portion de celui-ci est liquide, puisque l'Océan occupe plus de la moitié de la surface terrestre, et qu'une foule de rivières arrosent les continens; cette énorme masse liquide trouve dans l'atmosphère son perpétuel réservoir. Le moindre refroidissement suffit pour que l'eau vaporisée auparavant se précipite sur la croûte terrestre, d'où elle remonte ensuite dans l'atmosphère sous forme de vapeur. Aucun corps ne se soustrait à l'action de l'air et de l'eau, ou plutôt de l'oxygène que ces deux principes renferment. S'il est quelques métaux qui résistent un temps fort long à leur influence, le plus grand nombre y cède promptement, et il est à noter que la stabilité des composés, c'est-à-dire leur résistance aux actions chimiques dont l'air est le principal agent, est en raison inverse de la complication et du nombre de leurs élémens. Après leur mort, les plantes et les animaux restituent à l'atmosphère une partie des principes qui étaient fixés dans leur organisme. Le reste retourne à la terre, qui rend elle-même sans cesse les principes qu'elle contient à l'atmosphère. Celle-ci est donc comme une grande matrice, au sein de laquelle se développe et s'alimente le globe que nous habitons. La vie de la terre n'est pas plus séparée de l'existence de l'atmosphère que celle de l'embryon de la vie de la mère.

Une fois ce fait observé, ce ne fut plus dans la création subite d'une masse solide qu'on a dû chercher l'origine de notre planète. Comme la surface même du sol semble un présent de l'atmosphère, on fut induit à penser que la terre tout entière pouvait tirer son origine de l'enveloppe dont elle est environnée, et l'atmosphère s'offrit en conséquence comme l'image d'un état primordial dont la

terre s'est éloignée à mesure que les parties qui la composaient allaient se solidifiant.

L'astronomie nous fournit la preuve qu'un état primitif purement atmosphérique de la terre n'est pas une conception gratuite. Le télescope nous a révélé l'existence d'amas de matières vaporeuses et diffuses répandues en quantités plus ou moins grandes dans diverses régions de l'espace. Ces amas sont ce que l'on appelle les nébuleuses non résolubles, par opposition à d'autres nébuleuses que l'inspection par de fortes lunettes a fait reconnaître pour des groupes d'étoiles. Les nébuleuses non résolubles présentent un aspect tel qu'il n'est pas possible de les tenir pour des agglomérations de corps célestes extrêmement petits ou infiniment éloignés. Elles ont quelque chose de la constitution nébuleuse des comètes; ce qui dénote déjà suffisamment quelle est leur véritable nature. L'observation très attentive des nébuleuses proprement dites a conduit Herschel à supposer que la matière informe qui les compose se condense peu à peu, et par cette condensation donne naissance à des étoiles. L'extrême lenteur avec laquelle doit s'effectuer une pareille transformation empêche qu'on puisse apprécier à vue d'œil les changemens qui s'opèrent dans la disposition relative des diverses parties de ces masses vaporeuses; mais il est facile de noter chez beaucoup de ces astres le passage de la condition purement nébuleuse à un état de condensation plus avancé. Quelques-uns de ces amas mal définis offrent en certains points des accumulations évidentes de matière, qui apparaissent comme des centres d'attraction. Et si l'on rapproche la figure des diverses nébuleuses, il devient possible de saisir la marche de la condensation. On voit un centre d'attraction se produire dans les uns et s'épaissir de plus en plus chez les autres. Parfois il y a deux centres d'attraction autour desquels s'opère une condensation inégale, qui est précisément celle qu'il est naturel de supposer pour expliquer la naissance des étoiles doubles. Enfin, au milieu de certaines nébuleuses, on distingue une, deux et même trois étoiles. Alors nous assistons en quelque sorte à la séparation du noyau central d'avec l'atmosphère. La partie périphérique a gardé la constitution vaporeuse, tandis que la portion centrale est déjà un corps planétaire.

Ces faits observés légitiment l'induction tirée de la dépendance mutuelle de l'atmosphère et de la terre. On ne s'élève plus, pour expliquer la naissance de celle-ci, des corps solides et des corps liquides aux corps gazeux ou qui sont dans un état encore plus lâche que les gaz, telles que paraissent être les comètes; mais on part de l'état de matière vaporeuse, d'une nébulosité, pour arriver à la conception de la masse solide. Or cette hypothèse se trouve confirmée

par l'étude même de la croûte terrestre, et nous allons voir comment les géologues, en partant du globe, sont aussi ramenés à l'atmosphère.

A la température qui domine communément sur notre planète, l'eau est liquide, les minéraux sont solides; mais c'est là un état transitoire dont la permanence n'est qu'apparente. Il n'existe que depuis la période, relativement fort courte, qui a commencé avec les conditions actuelles. Antérieurement elles ont pu être différentes, et le moindre accroissement, la moindre diminution de chaleur liquéfie ce qui nous semblait essentiellement solide, solidifie ce qui s'offre à nous avec un caractère ordinaire de fluidité. Plus on s'enfonce dans les profondeurs terrestres, plus on remarque que la température s'élève. Les observations ont établi que pour une profondeur de 32 mètres le thermomètre monte de 1 degré, en sorte qu'à la profondeur de 3 kilomètres on doit déjà rencontrer une chaleur égale à celle de l'eau bouillante; à 20 kilomètres, la température doit être de 666 degrés, chaleur capable de tenir en fusion la plus grande partie des substances minérales connues. Donc vers le centre de notre globe, à 6,386 kilomètres, règne l'incroyable température de 200,000 degrés. Cette loi de progression dans la chaleur terrestre, qui n'est, bien entendu, qu'approximative, et qui doit varier en raison d'une foule de circonstances, prouve que le noyau terrestre est dans un état constant de fusion. Les couches solides dont se compose l'écorce de la terre passent ainsi par degrés de la solidification complète à une demi-fluidité, pour arriver ensuite à un état encore plus fluide. Les phénomènes volcaniques nous confirment d'autre part la réalité d'un noyau bouillonnant et en fusion, puisque les cratères ne sont que de vastes soupiraux par lesquels s'échappe une partie de la matière centrale, au sein de laquelle se développe, avec une énergie considérable, la force élastique des gaz.

La forme que présente notre planète, et que la géodésie, l'astronomie ont déterminée, corrobore le fait de sa fluidité primordiale. Une masse fluide, dont les diverses parties s'attirent réciproquement, tend, en vertu de ces attractions mutuelles, à prendre la forme sphérique. On en a la preuve par les gouttes de pluie dans lesquelles se réfléchit la lumière solaire en donnant naissance à l'arc-en-ciel, dans les plombs de chasse qu'on fabrique en laissant tomber d'une grande hauteur du plomb fondu; ce plomb se solidifie pendant sa chute et prend la forme de petites boules. La sphéricité de la terre s'accorde donc avec l'hypothèse d'une fluidité primitive; seulement le mouvement de rotation dont la planète était animée n'a pas dû lui permettre de garder cette forme régulière. Chaque molécule éprouvant l'action d'une force centrifuge par suite du mouvement

circulaire autour de l'axe de rotation de la masse entière, cette force a nécessairement modifié la forme générale. Les molécules se trouvant entraînées loin du centre dans leur mouvement autour de l'axe, il a dû en résulter un renflement vers l'équateur et un aplatissement aux pôles. La terre s'est ensuite arrêtée à une figure d'équilibre telle que la résultante de l'attraction exercée par la masse entière sur une molécule située en un point quelconque de sa surface et de la force centrifuge dont était animée cette molécule fut dirigée perpendiculairement à la surface en ce point. Une figure ainsi engendrée forme un sphéroïde de révolution aplati ayant pour axe de figure son axe de rotation. Or cette apparence sphéroïdale est précisément celle que nous offre la terre.

L'induction et l'observation conduisent donc également à supposer qu'il fut un temps où l'écorce terrestre était moins épaisse qu'aujourd'hui. La terre s'est refroidie lentement, car c'est le refroidissement qui seul a pu amener la solidification de la croûte externe. Les couches superficielles, en rayonnant vers les espaces célestes, ont perdu cette énorme température qui les tenait dans un état de fluidité jusqu'à ce qu'à cette période de refroidissement graduel en ait succédé une autre d'équilibre stable, ou du moins dans laquelle le refroidissement n'est pas sensiblement appréciable, le soleil rendant à la terre presque toute la chaleur qu'elle perd.

Si notre globe a jadis été une masse fluide, son volume devait être plus grand que celui qu'on lui trouve aujourd'hui. On a vu tout à l'heure que l'atmosphère était plus haute : réunie à la terre, elle constituait une planète d'un plus grand diamètre, et dès lors son mouvement de rotation devait être un peu moins rapide, car on sait que la vitesse de rotation de la terre est en raison inverse de son volume. Ainsi les premiers jours de la création étaient plus longs que les nôtres, et notre planète, à ses débuts, devait se rapprocher de Mars, dont la période de rotation diurne dépasse un peu vingt-quatre heures.

On ne saurait encore raconter les phases que la terre a traversées en passant de l'état de masse gazeuse à celui d'un sphéroïde solide à sa surface. Ce n'est que par induction qu'il est possible d'arriver à quelques vues d'ensemble sur ce sujet. M. Hermann Burmeister, dans son *Histoire de la Création*, dont le succès a été grand en Allemagne, essaie de reconstruire cette embryogénie curieuse que la géologie n'a point encore abordée. Si l'on admet l'existence primordiale d'une masse gazéiforme, on doit supposer qu'elle présentait dans son intérieur une température suffisante pour vaporiser toutes les substances qui sont actuellement à l'état solide. Un premier abaissement de température en certains points de la masse amena

la formation de vapeurs plus épaisses, dont la condensation graduelle donna naissance à des agrégats demi-solides. Tant que la matière avait été à l'état de suspension, les actions chimiques ne pouvaient s'exercer, et la pesanteur réunissait seule les molécules entre elles; mais quand des agglomérations se furent produites en divers points de la masse, quand la force centripète les fit se rapprocher les unes des autres de manière à créer un noyau solide, les parties périphériques comprimèrent les molécules centrales; les contacts devinrent plus intimes, et il se forma des corps solides ou à peu près tels, dont les propriétés résultèrent du mode d'agrégation des molécules entre elles. Ces premiers corps ont dû être ceux que nous appelons simples, car pour les décomposer, c'est-à-dire pour les ramener à un état correspondant à la constitution gazeuse primordiale, il faut des conditions placées au-delà de celles qui nous appartiennent. Alors apparurent les métaux, d'abord dans des états très différens de fluidité; leur nombre ne pouvait être encore bien grand, puisque les affinités chimiques, qui naissent du rapprochement des corps divers, ne s'étaient pas développées autant qu'aujourd'hui. Les métaux exigeant pour se liquéfier des températures inégales, certains métaux durent prendre naissance avant d'autres; le platine, par exemple, était déjà solide que l'or et l'argent demeuraient encore liquides. Le premier noyau de la terre s'offre par conséquent à nous comme un amas de vapeurs métalliques ou métalloïdiques. Cette masse s'assimila par l'attraction toutes les matières gazeuses environnantes, dont l'introduction était rendue d'autant plus facile que les gaz peuvent se pénétrer. Il en résulta une atmosphère immense dont le diamètre allait croissant, et qui ramena à elle la majeure partie de la matière placée dans sa sphère d'activité. Quand le degré de condensation fut devenu suffisant pour déterminer l'existence des métaux ramollis ou solides, une foule d'autres corps, produits par les affinités, se rangèrent et se disposèrent à l'intérieur ou à l'entour du noyau. Il y avait une lutte constante entre les parties centrales, qui tendaient à s'échapper en vertu de la force expansive développée par la chaleur, et les parties périphériques, que l'attraction ramenait vers le centre, et qui comprimaient ainsi les parties centrales.

Dans ce grand bouillonnement primitif, qui répond bien à ce que les anciens nous ont dit du chaos, l'oxygène a dû certainement jouer un des principaux rôles. Ce qui nous l'atteste, c'est l'incroyable abondance de ce corps simple dans la nature. L'oxygène entre pour les vingt-trois centièmes dans le poids de l'atmosphère, pour les quatre-vingt-neuf centièmes dans celui de l'eau; uni à d'autres corps simples, il constitue certainement les trois quarts du globe. La sub-

stance la plus répandue dans la croûte terrestre est l'acide silicique, dont l'oxygène est un des élémens; puis vient la chaux carbonatée, autre composé de l'oxygène; après quoi se placent les silicates d'alumine, de potasse, de soude, et leurs composés avec la chaux, la magnésie et l'oxyde de fer, toutes substances dont l'oxygène est un des principes constitutifs, et où il se présente souvent à la fois dans chacun des composans. L'extrême tendance qu'a l'oxygène à s'unir avec tous les métaux dut avoir pour conséquence la formation très ancienne d'acides ou d'oxydes. L'état de mollesse des parties du globe facilitait encore ces combinaisons, qui ont dû même se produire entre les vapeurs métalliques et l'oxygène, et grossir ainsi le noyau terrestre.

Tandis que la croûte extérieure se refroidissait, l'épaississement des couches refroidies les rendait plus lourdes, elles s'enfonçaient, laissant monter à la surface des parties moins denses qui s'épaississaient bientôt et s'enfonçaient à leur tour. Entre les plus anciens produits de cette solidification primordiale se rangent incontestablement les silicates, combinaison de l'acide silicique, autrement dit de la silice, avec des alcalis. Ces derniers avaient dû les précéder dans l'ordre de formation, et leur abondance dans la terre montre suffisamment leur antiquité. En agissant comme élémens électro-positifs sur la silice, qui jouait le rôle d'élément électro-négatif, ils donnèrent naissance aux silicates, ces grands sels terrestres, déposés en quelque sorte par la masse fluide, et dont les agrégats ont formé nos terres. M. Burmeister a suivi, en s'aidant des faits observés et en les agrandissant par l'imagination, la formation des roches. Il a montré les différens corps solides prenant graduellement naissance sous des actions de plus en plus complexes, et, à l'aide de l'analyse chimique, il a refait la synthèse du globe. Néanmoins il est permis de croire que M. Burmeister est allé un peu vite en cosmogonie, et l'on doit au moins attendre pour écrire la genèse scientifique, que MM. H. Sainte-Claire Deville et Daubrée aient complété les beaux travaux par lesquels ils arrivent à refaire plusieurs des substances dont se compose la croûte terrestre. Tandis que MM. Sainte-Claire Deville et H. Caron fabriquent de toute pièce au fond de leur creuset le corindon blanc, le rubis, le saphir, la zircone, le cymophane, la staurotide, et diverses espèces de silicates répandues dans les roches terrestres, M. Daubrée nous montre le quartz se formant au moyen d'un silicate alcalin par l'action de la chaleur, le feldspath naissant de la présence de l'alumine dans les composés siliceux, le pyroxène diopside (silicate double de chaux et de fer) résultant de la décomposition du verre en présence de l'oxyde de fer, et en général les silicates composant

les roches cristallines se formant par voie humide, à des températures élevées, bien que très inférieures à leur point de fusion. Ainsi il ne faut même pas remonter à l'époque de la fusion première pour trouver l'origine de plusieurs des substances les plus abondantes dans l'écorce terrestre. Une fois les conditions de formation de tous les minéraux connues (1), on saura quel était l'état du noyau primitif à l'époque et aux lieux où les roches ont pris naissance. Cette genèse chimique est encore peu avancée; elle réclame de puissans moyens d'expérimentation et la mise en jeu des forces les plus actives dont l'homme puisse disposer.

Si la science n'a jusqu'à présent sur ce premier âge que peu de données positives, en revanche elle a fait admirablement connaître la formation des couches dont l'écorce est composée. Sur un premier noyau que nous ne pouvons qu'imparfaitement nous représenter, se sont précipités ou déposés les terrains de sédiment. Cette précipitation est le résultat de l'action des eaux, qui durent occuper une grande place sur la surface du globe, quand un premier travail de condensation se fut opéré. La répartition des masses solides et liquides, autrement dit des continens et des mers, a été très différente aux diverses périodes. L'origine aqueuse ou marine d'une grande partie des roches dont la terre est formée démontre invinciblement que notre globe à une certaine époque se présentait presque tout entier comme une masse liquide. Il est probable que les plus anciens sédimens des terrains qui sont appelés de transition et secondaires ont pris naissance dans des eaux maintenues à une température assez élevée par la forte chaleur qui régnait alors à la surface de notre planète. Riches en acide carbonique, les mers pouvaient tenir en dissolution des substances, telles que le calcaire ou le schiste argileux, qui se sont précipitées dès que la proportion d'acide carbonique est venue à diminuer. Tandis que les roches sorties de l'intérieur du globe se solidifiaient par voie de refroidissement, les couches déposées se durcissaient et acquéraient leur structure schisteuse sous l'influence d'une grande pression. Cet acide carbonique, qui se trouvait en si grande abondance dans l'eau, où il nourrissait une foule d'êtres, avait eu besoin, pour s'y mélanger, d'une première diminution de la haute température primitive des mers.

Au reste, la composition ancienne du globe n'était pas fort compliquée. Les roches ne nous présentent que des associations d'un

(1) M. Daubrée, dans un mémoire lu à l'Académie des Sciences en juin 1858, a montré les conditions dans lesquelles toute une classe de silicates hydratés, les zéolithes, ont pris naissance. Cette découverte met sur la voie de la formation des basaltes, des phonolithes et de diverses autres roches qui en sont composées.

nombre fort restreint de minéraux simples, auxquels viennent se joindre, toujours d'après certaines lois fixes, quelques autres minéraux parasites. Ces roches ont été classées en quatre catégories : celles d'éruption, sorties de l'intérieur de la terre, soit à l'état de fusion, soit dans un état de ramollissement plus ou moins marqué; les roches de sédiment, qui ont été, on l'a vu, déposées au sein d'un milieu liquide; les roches métamorphiques, nées des altérations que les roches d'éruption ou endogènes ont fait subir aux couches à travers lesquelles elles ont passé, ou encore des actions exercées par les vapeurs et les sublimations sur ces mêmes strates; enfin les roches formées des débris des trois précédentes, divisées mécaniquement, et que l'on nomme conglomérats. De l'assemblage de ces diverses roches, superposées ou accolées les unes aux autres, associées en grandes masses, soulevées en chaînes de montagnes, dénudées par l'action des eaux, soumises en un mot à une foule d'actions physiques, sont nés les continens. Ces continens, on vient de le voir tout à l'heure, se sont modifiés à la longue dans leurs formes et leurs dispositions relatives. « Ils ont varié, dit Alexandre de Humboldt, quand le charbon de terre formait ses lits horizontaux sur les couches redressées du calcaire de montagne et du vieux grès rouge; ils ont varié encore lorsque le lias et l'oolithe se disposaient sur les assises du kœper et du calcaire coquilliers, ou quand la craie se précipitait sur les pentes du sable vert et du calcaire jurassique. Au temps de la période silurienne et devonienne, et vers les premières formations secondaires, y compris le trias, le sol continental consistait exclusivement en îles détachées. Dans les périodes suivantes, ces îles se sont reliées les unes aux autres, de manière à former des lacs nombreux et des golfes profondément découpés. Enfin lorsque les chaînes des Pyrénées, des Apennins et des Karpathes furent soulevées, c'est-à-dire vers l'époque des premiers terrains tertiaires, les grands continens apparurent presque sous la forme qu'ils ont à présent. »

La terre ne s'est pas cependant toujours développée au détriment des eaux. Il est des continens qui ont été submergés après avoir pris naissance, et qui ont ensuite reparu. Il y a des parties du globe dont le sol s'élève lentement, il en est d'autres où il s'abaisse. Les côtes de la Norvége et de la Finlande s'élèvent progressivement d'une quantité qui a été évaluée à 1 mètre 3 décimètres par siècle. Le niveau des eaux de la mer Caspienne présente des traces sensibles d'exhaussement et d'abaissement. A des époques plus anciennes, ces mouvemens oscillatoires semblent avoir été beaucoup plus prononcés. D'après les idées proposées par M. Élie de Beaumont, les chaînes de montagnes sont dues à des soulèvemens dont

il a pu assigner l'âge relatif en partant de ce principe, que l'époque du soulèvement d'une chaîne est nécessairement comprise entre celle de la formation des couches relevées et l'époque du dépôt des strates qui s'étendent horizontalement jusqu'au pied de la montagne. Les plissemens de l'écorce terrestre, quand ils datent d'une même époque géologique, paraissent affecter une direction commune, ou, comme disent les géologues, un même alignement, en sorte que la boussole devient pour la science un véritable moyen chronologique. Ceci nous montre combien étaient générales et étendues les actions exercées sur la croûte terrestre. Il y a donc eu de véritables âges pour notre planète : sa disposition physique a, dans ses linéamens principaux, traversé de grandes phases qui correspondent à autant de périodes de la vie organique. Toutefois les dernières recherches tendent à faire admettre que ces phases n'ont point été séparées par des catastrophes subites, des révolutions brusques, mais que les causes générales ne cessant pas d'agir, la terre est passée graduellement d'une phase à l'autre.

Notre but n'est point de résumer ici les résultats auxquels est arrivée la paléontologie. Sans faire l'analyse des scènes de la création, nous devons nous borner à décrire en traits généraux la formation du théâtre où ces scènes ont été représentées; mais la terre elle-même n'est qu'une partie d'un grand tout appelé système solaire, et sans lequel nous ne saurions la concevoir. Il nous reste à exposer rapidement quelles données la science a acquises sur la dépendance d'origine entre notre planète et l'astre magnifique qui lui communique sa chaleur et sa lumière.

II.

Buffon supposait que les planètes et leurs satellites provenaient des éclaboussures produites par le choc d'une comète sur la surface du soleil. Les lois de la mécanique s'opposent à ce qu'il en ait été ainsi. Les géomètres ont démontré que si une portion de la masse du soleil était projetée dans l'espace par une cause quelconque, le corps qui en résulterait accomplirait un mouvement autour du soleil, en revenant à chaque révolution passer par le point de l'astre d'où il aurait été lancé. On sait au contraire que les planètes décrivent des orbites autour du soleil, qui en occupe presque le centre. Il y avait cependant quelque chose de vrai dans la théorie de Buffon, c'est l'idée d'une relation d'origine entre le soleil, la terre et toutes les planètes. Ce que nous avons dit de la constitution primitive de

notre globe peut s'appliquer dans ses linéamens généraux aux autres corps planétaires. La nébuleuse doit toujours avoir été leur point de départ, et puisque toutes les planètes circulent autour du soleil, elles ont dû appartenir à un immense amas de nébulosités au centre duquel est aujourd'hui placé le soleil. Telle est l'idée de Laplace (1). Selon cet illustre géomètre, tout le système solaire ne formait, dans le principe, qu'une seule nébuleuse douée d'un mouvement de rotation autour d'une ligne passant par son centre et s'étendant jusqu'à l'orbite de la planète la plus éloignée, et même au-delà. Il était arrivé, pour cette nébuleuse génératrice, ce qui advint plus tard pour la terre. Par suite d'un refroidissement progressif, des portions de plus en plus grandes de la nébuleuse se sont condensées vers le centre, de manière à former un noyau dont la masse s'est graduellement accrue. A mesure que le refroidissement amenait la condensation de nouvelles parties de la nébuleuse, les matières ainsi condensées se précipitaient vers le centre, exactement de la même manière que nous voyons tomber par gouttes l'eau qui résulte de la condensation de la vapeur contenue dans notre atmosphère. Cette chute de matière condensée n'a pu se produire sans déterminer un accroissement de vitesse dans la rotation de la nébuleuse autour de son axe.

Un corps qu'on laisse tomber d'un endroit élevé ne tombe pas au pied même de la verticale qui passe par le point d'où le corps a été lancé. En raison du mouvement rotatoire de la terre, la chute se fait un peu à l'est du pied de cette verticale. Ainsi la ligne idéale qui passe par le corps à son départ et par le centre de la terre tourne en réalité plus vite que la verticale même. Plus l'endroit d'où le corps est lancé est élevé, plus la vitesse de cette ligne idéale est sensible. Lors donc que, par suite de la gravitation, les matières condensées tombaient en se dirigeant vers le centre de la nébuleuse, elles devaient prendre autour de son axe un mouvement de rotation plus rapide que celui du reste de la masse. Il s'opérait des frottemens nombreux qui compensaient les grandes inégalités de vitesse. Certaines parties de la nébuleuse accéléraient le mouvement des parties douées de moindre vitesse, et ralentissaient au contraire celui des parties qui tournaient le plus vite. De cette façon, la masse totale de la nébuleuse finit par tourner tout d'une pièce, avec une vitesse angulaire plus grande que celle qu'elle possédait dans le principe, et la condensation des matières gazeuses de cette immense masse s'augmentant à son centre, il en résulta un

(1) Je prends ici pour guide l'excellent exposé qu'a donné du système de Laplace un de nos plus savans géomètres, M. Charles Delaunay, dans son *Cours d'Astronomie*.

accroissement continuel dans la vitesse de rotation de la nébuleuse cosmique autour de son axe.

La pesanteur n'agissait pas seule sur les molécules. La force centrifuge se développait de plus en plus par suite du mouvement de rotation. Il en résulta que, dans le plan de son équateur, le tourbillon nébuleux rencontra une limite d'accroissement. Les dimensions de la nébuleuse devaient être telles que pour un point pris sur son équateur, la force centrifuge ne l'emporte pas sur la force centripète. Du moment que, par une cause quelconque, une partie équatoriale de la nébuleuse se fut trouvée placée dans des conditions telles que l'équilibre fût rompu entre les deux forces, les molécules composant cette partie cessèrent d'appartenir à la masse totale, et furent lancées dans l'espace avec une vitesse égale à celle qu'elles possédaient quand elles se détachèrent du tout. Or, selon Laplace, le refroidissement augmentant à l'intérieur, certaines parties plus condensées ont dû être brusquement rapprochées du centre, tandis que d'autres, qui ne participaient pas encore de cette condensation, et n'étaient pas aussi fortement attirées par la force centripète, se sont trouvées au-delà des bornes qu'elles n'eussent pas dû franchir pour le maintien de l'équilibre. Une certaine portion excédante de matière a donc cessé de faire corps avec la masse, et s'en est séparée, sous forme d'un anneau tournant dans son plan et autour de son centre avec la vitesse qu'il possédait à l'instant où il s'est détaché. On doit noter que cette rupture entre la masse centrale et des parties périphériques n'a pu s'opérer que dans le plan de l'équateur. Partout ailleurs, l'attraction exercée par la masse entière sur une molécule de la surface de la nébuleuse n'était pas directement opposée à l'action de la force centrifuge développée par le mouvement rotatoire. Les lignes représentant la direction de ces deux forces faisaient entre elles un angle, et il en résulta une composition de forces dont la résultante tendait à rapprocher de plus en plus la molécule de l'équateur, à mesure que la force centrifuge allait en augmentant. Ainsi la rotation de la masse totale s'accélérant, les molécules de sa surface se transportaient de toutes parts à l'équateur, et là elles se détachaient du tout.

Ce phénomène a dû se produire successivement à la suite de divers degrés de condensation. Il s'échappa de la sphère cosmique primitive divers anneaux de matières nébuleuses, qui continuèrent à tourner autour du centre commun, jusqu'à ce qu'à la fin il ne resta plus qu'un noyau de matières centrales en fusion, qui constitua le soleil. A l'entour circulaient des anneaux concentriques dont les irrégularités déterminèrent certains centres d'action où se sont opérées des concentrations de matières solidifiées peu à peu en

de véritables masses planétaires. Les inégalités de mouvement dans ces masses qui continuaient à tourner autour du soleil en déterminèrent plus tard les rapprochemens; le plus gros fragment finit par absorber les plus petits, et de la sorte prit naissance chaque planète du système solaire, dont l'orbite rappelle encore l'ancienne disposition annulaire. Cependant il a pu arriver que les divers fragmens dans lesquels chaque anneau s'était décomposé ne se réunissent pas en une seule planète et continuassent à tourner séparément autour du soleil. Telle paraît avoir été l'origine de cette soixantaine de planètes découvertes depuis un peu plus d'un demi-siècle entre Mars et Jupiter.

Chaque masse planétaire n'a point tardé à reproduire un phénomène du même ordre que la masse totale. La condensation s'opérant peu à peu, les molécules les plus éloignées du soleil se sont rapprochées de cet astre, attirées qu'elles étaient au centre du noyau; les molécules qui en étaient le plus rapprochées s'en sont par contre éloignées. Les premières ayant acquis une vitesse plus grande par suite de l'attraction solaire, les dernières ayant perdu de leur vitesse, il a dû en résulter un mouvement de rotation de la masse planétaire totale autour de son centre et dans le sens même de son mouvement de révolution autour du soleil. Voilà donc les planètes constituées avec leur double mouvement de rotation et de translation, et de même que la masse totale avait, par suite du refroidissement, abandonné à son équateur des anneaux de matière, les planètes en ont également abandonné; lesquels anneaux, se prenant à leur tour en une ou plusieurs masses, ont donné naissance aux satellites. La lune fut ainsi le résultat d'un phénomène tout semblable à celui qui a déterminé la formation des planètes; Saturne seul, par des circonstances exceptionnelles, a conservé ses anneaux primitifs.

La matière qui s'est réunie à une certaine distance d'une planète pour former un satellite a dû s'allonger dans le sens de la ligne qui la joignait à sa planète, de même que dans le phénomène des marées on voit l'action de la lune déterminer un allongement de la surface de la mer, suivant la ligne qui va de la terre à la lune. Il en est résulté une tendance à tourner toujours les mêmes points de sa surface vers le centre de la planète, ce qui s'observe, comme on sait, pour la lune, et ce que Herschel a cru remarquer pour les satellites de Jupiter.

Plus petite dans sa masse que la terre, la lune a dû se refroidir plus vite. Aussi cet astre présente-t-il une plus faible pesanteur spécifique que notre globe. Les affinités chimiques y ont moins agi et ont donné naissance à des substances moins denses.

La lune est complétement dépourvue d'atmosphère, précisément parce que la température est trop basse pour vaporiser les substances qui forment sa surface. Elle nous offre encore la configuration qu'elle avait au moment où elle s'est solidifiée. Le télescope aperçoit sur notre satellite de gigantesques cratères. Ces cratères rappellent par leur forme ceux que les géologues nomment cratères de soulèvement, et tout annonce qu'ils ne sont le siége d'aucune éruption; mais ils attestent l'état de fusion primitive dont la lune est depuis longtemps sortie.

Le système solaire s'est donc formé, selon toute vraisemblance, d'une immense atmosphère nébuleuse soumise à un mouvement de rotation, assujettie aux lois de la pesanteur, et qui s'est subdivisée en un certain nombre de masses au sein desquelles s'opérèrent des phénomènes analogues à ceux qu'avait produits la masse totale. La terre fut une de ces masses créées par voie de séparation; elle offrit d'abord l'aspect d'une vaste nébuleuse, et c'est à une condensation graduelle, déterminée par un refroidissement progressif, qu'elle doit l'état où nous la voyons aujourd'hui. Ce sont là les faits généraux, les seuls que nous puissions encore atteindre. Entrer dans plus de détails, vouloir assigner le rôle de l'électricité et du magnétisme, décrire les agitations de diverse nature qui se produisaient au sein de la nébuleuse primitive, montrer comment elle s'entretenait et quels ressorts la faisaient réagir sur le reste de l'univers, ce serait tomber dans les chimères, comme l'a fait M. A. Snider dans son livre intitulé *la Création et ses Mystères dévoilés.* M. Snider, quoique beaucoup moins savant que MM. Burmeister et de Filippi, ou peut-être parce qu'il est moins savant qu'eux, croit pouvoir écrire jour par jour les annales de l'univers aux premiers âges de la création. Sa physique, mélange de notions positives et d'idées des plus arriérées, comme par exemple celle des quatre élémens, lui suffit pour tout expliquer. Ce qui est remarquable, c'est que M. Snider, si hardi dans ses spéculations, s'en tient pourtant encore aux sept jours de la Genèse. Il divise l'histoire du monde en sept époques ou règnes qui correspondent à l'air et au feu, à l'eau, à la terre, aux plantes, aux animaux, à l'homme. Il est regrettable que l'auteur de ce livre ait dépensé une instruction si variée et un véritable amour de la science en hypothèses purement gratuites, quand elles ne sont pas téméraires. Au temps où de Maillet proposait son système sur l'origine aqueuse de tous les êtres, développé dans *Telliamed*, il était à la rigueur permis de hasarder de pareilles suppositions; mais depuis soixante ans la géologie a cessé d'être une science d'imagination. Et si l'on a vu plus tard un naturaliste, Patrin, soutenir que la terre est un corps animé qui respire par les

montagnes, dont les parties ont un instinct et une volonté, c'est là un cas exceptionnel d'aberration scientifique dont il n'y a rien à conclure.

Toutefois on peut encore taxer d'imprudence bien des cosmologues, et M. de Filippi lui-même ne s'est pas toujours montré suffisamment prudent dans ses *Lettres sur la Création terrestre*. La science n'est pas une métaphysique qui raisonne sur des données inaccessibles à nos sens; elle ne se compose que de faits. Sans doute elle peut commettre des erreurs, et elle en commet tous les jours; mais ces erreurs tiennent à des observations incomplètes, et finissent bientôt par être rectifiées. Il n'en est pas de même des connaissances purement spéculatives; une opinion en remplace une autre, un système renverse un système, sans qu'on voie s'accroître les moyens de déterminer l'étendue des erreurs commises. Si l'on ne veut que le roman historique des premiers âges de notre planète, nous en savons assez pour le pouvoir composer; mais si l'on prétend établir d'après les faits la succession des phénomènes primordiaux, il faut poursuivre encore bien des recherches et des observations, et nous devrons, en attendant, nous contenter d'aperçus généraux. Les hypothèses que nous avons examinées, et qui sont fondées sur des observations positives, nous suffisent pour avoir une idée générale de la manière dont les choses se sont passées dans le principe : elles nous font assister à l'embryogénie du monde; elles nous conduisent à l'époque où la vie organique s'est développée sur le globe.

ALFRED MAURY.

DE L'ÉDUCATION

DANS

LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

I. *A Catalogue of the officers and students of Harvard University*, Cambridge 1856-57. — II. *Rapport annuel sur les écoles publiques de Boston*, Boston 1857. — III. *Hydrographical Survey of the U. S.* — IV. Publications de l'Institut Smithsonien.

Après l'Angleterre, l'Amérique du Nord est dans les temps modernes le seul pays qui ait avec succès entrepris ce qu'on pourrait appeler une expérience neuve en matière de gouvernement. Si la Grande-Bretagne a donné à sa constitution des formes inconnues à l'antiquité et fondé un idéal politique nouveau, que beaucoup d'autres nations s'efforcent d'atteindre, il faut avouer que les théories politiques de la fédération américaine sont encore plus originales, plus singulières, plus opposées aux traditions et aux principes qui maintiennent leur empire sur la majorité des peuples civilisés. Un contrat solennel reliant politiquement de nombreux états, chacun de ces états demeurant souverain, maître absolu de son administration intérieure, une constitution qui se prête à l'extension indéfinie du territoire et de la population, une démocratie sans un tyran, tel est le spectacle que l'Amérique donne à l'Europe, qui ne l'a pas encore compris, et qui s'étonne de voir sortir d'un état qui lui semble anarchique tant de richesses, de bien-être, de puissance. Les publicistes les plus ingénieux et les plus profonds se sont avec raison appliqués à comprendre et à décrire les institutions qui ont amené de tels résultats. N'y aurait-il pas quelque chose de plus à faire cependant,

et si le régime politique de l'Union est pour l'Europe un sujet de fécondes études, accorde-t-on aux principes qui dirigent le développement intellectuel et moral de la société américaine toute l'attention qu'ils méritent? A ce dernier point de vue sans doute, la florissante république a des traits particuliers, dont les uns la déparent à nos yeux, les autres la rehaussent : ce qui nuit le plus, je ne dirai pas seulement à la réputation de l'Amérique, mais à sa vraie grandeur, à son avenir, c'est à coup sûr l'esclavage; ce qui lui fait le plus d'honneur, ce sont les efforts, les sacrifices qu'elle s'impose pour l'éducation du peuple. C'est par ce dernier côté que je voudrais l'envisager ici, et je ferai tout de suite remarquer que c'est dans les états libres seulement qu'on peut aller chercher des modèles.

Pour déterminer les principes qui dirigent la société américaine en matière d'éducation, il faut aborder en premier lieu une question plus générale, celle des devoirs de l'état envers les individus. Il est peu de nations assurément chez lesquelles les idées socialistes aient fait aussi peu de progrès que chez les peuples d'origine anglo-saxonne; l'individu y est resté trop puissant pour consentir à s'effacer entièrement devant l'état. Il n'est pourtant pas de contrées dont les institutions publiques portent plus vivement qu'en Angleterre et dans la république américaine l'empreinte de la doctrine fameuse qui fait résulter toute société d'un contrat entre les membres qui la composent, et assigne des devoirs impérieux à l'état aussi bien qu'aux particuliers. Cette doctrine, au point de vue historique surtout, a été beaucoup discutée : on a nié que des hommes sortant de l'état barbare pour s'unir en société aient pu imaginer des théories politiques qu'aujourd'hui encore la minorité des esprits est seule apte à concevoir. Sans s'occuper du passé, il faut avouer que de nos jours une société n'est stable, forte, prospère, qu'autant que les individus accomplissent tous leurs devoirs envers le souverain, et que celui-ci en retour accepte et remplit certains engagemens envers les individus. On ne diffère guère que sur la nature même et la portée de ces engagemens. Tout le monde admet que l'état doive aux particuliers la protection de leurs personnes, de leurs propriétés; de là résulte la nécessité des armées, des polices, des lois. Les sociétés issues du monde romain ont toujours cru de leur devoir de favoriser le développement des idées religieuses. Il n'est pas un état en Europe qui n'ait un budget des cultes; les uns consentent à payer toutes les sectes, les autres n'en favorisent qu'une : en Amérique, le souverain s'est soustrait à toute obligation de ce genre; là seulement, l'église a été à jamais et radicalement séparée de l'état.

La société doit-elle à chacun de ses membres le travail? Cette

obligation, invoquée aux jours révolutionnaires de notre histoire, n'a jamais été reconnue par aucune nation. Ce principe est, par les meilleurs esprits, considéré non-seulement comme impraticable, mais encore comme dégradant. Cependant, si l'on ne doit opposer qu'un refus formel à ceux qui réclament le travail comme un droit, on a reconnu la nécessité de subvenir aux besoins de ceux qui, après l'avoir cherché, ne l'ont pas trouvé et qu'une inaction forcée jette dans la misère. Ajoutons qu'à aucune époque les questions difficiles de l'assistance publique n'ont ému autant d'âmes généreuses que dans la nôtre. Jamais on n'a fait autant d'efforts, toujours nobles s'ils ne sont pas toujours intelligens, pour arracher au malheur cette partie de l'humanité dont le sort semble un éternel reproche à ceux qui n'en partagent point les rigueurs.

La société enfin doit-elle à tous l'éducation première? Longtemps, il faut bien le dire, l'éducation n'a été accordée qu'au plus petit nombre, avec parcimonie, à titre de générosité : en Amérique, elle a été proclamée comme un droit, aussi général, aussi peu contestable que tous les autres droits qui soutiennent l'édifice social. De même que la société défend tout citoyen contre le vol, l'assassinat, la faim, elle le défend aussi contre l'ignorance. Les états de la Nouvelle-Angleterre ont depuis longtemps mis ce principe en pratique. Aucune commune nouvellement fondée ne reçoit la charte qui l'incorpore sans que l'obligation d'élever une école n'y soit mentionnée. Un homme qui ne sait point lire est aux États-Unis une rareté qui ne se rencontre jamais parmi ceux qui sont nés dans le pays. Les malheureux émigrans représentent seuls la triste ignorance du vieux monde, et dès la seconde génération le niveau se trouve rétabli.

La constitution politique des États-Unis fait de l'instruction élémentaire une absolue nécessité. On a vu, on voit encore de grandes monarchies, des aristocraties puissantes, appuyées sur un peuple ignorant : une démocratie ne se conserve que si elle accorde à tout citoyen les moyens d'apprendre à accomplir avec intelligence les devoirs qu'elle impose. Les hommes sensés aux États-Unis ne partagent point l'étrange illusion de ceux qui voient dans le simple nom d'homme un titre politique : ils comprennent qu'on ne naît pas citoyen, mais qu'on le devient. L'éducation n'est pas d'ailleurs envisagée seulement dans la démocratie américaine comme une nécessité de l'ordre politique, elle est aussi regardée comme un frein, un préservatif social. On y croit, et avec beaucoup de raison, que plus l'instruction est distribuée avec libéralité, plus on a de garanties contre les crimes, les passions qu'engendrent l'ignorance et la misère. Ce que la loi punit, l'éducation le prévient. A mesure que les écoles se multiplient, on voit diminuer l'appareil formidable des

sévérités sociales, instrumens de mort, prisons, tribunaux, police. La société peut désarmer, quand les membres apprennent à connaître leurs devoirs et se trouvent plus capables de demander leur subsistance au travail. C'est là une vérité que l'économie politique a dès longtemps constatée, et qu'elle travaille incessamment à répandre : il ne faut pas qu'elle soit invalidée, pour les esprits sérieux, par tous ces récits qui nous arrivent de l'autre côté de l'Atlantique, et où trop souvent le crime impuni, la loi impuissante, offrent un thème facile aux déclamations des ennemis de la république américaine. Ceux qui, sur la foi de ces récits, penseraient que la vie, la propriété, jouissent dans les états de la Nouvelle-Angleterre de moins de sécurité qu'en Europe seraient complétement dans l'erreur. Sur leurs immenses frontières, il est vrai, les États-Unis touchent au désert, et la vie civilisée y avance par étapes rapides dans le domaine de la vie sauvage ; mais est-ce par les mœurs du *far west*, des territoires à demi civilisés, où, à défaut de loi régulière, s'exerce seulement la *loi de Lynch*, qu'il serait équitable de juger la moralité de la république américaine? Non, sans doute : si l'on veut connaître les effets véritables des principes politiques inaugurés par les colonies anglaises quand elles se détachèrent de la métropole, il faut les étudier dans les vieux états, et seulement dans ceux où l'esclavage n'a pu les défigurer entièrement. Là même, ce n'est point dans quelques grandes villes, envahies par la multitude grossière des émigrans, qu'il faut observer ce que j'appellerai les véritables mœurs américaines. C'est surtout parmi les populations rurales qu'on trouvera ce que nulle autre contrée au monde ne présente : la moralité, le bien-être, la culture intellectuelle dans tous les rangs, la pratique la plus parfaite des institutions communales, la misère inconnue, quelque chose, en un mot, qui rappelle les rêves les plus chimériques de quelques réformateurs, sans que néanmoins rien y diminue le sentiment vif et sain de l'indépendance personnelle.

Ce que les efforts tentés dans cette partie de l'Union en matière d'éducation publique offrent de plus remarquable, c'est que l'état n'a point mis de limites précises à ses obligations envers les individus; on admet au contraire que cette limite doit varier sans cesse. Il y a, si l'on peut s'exprimer ainsi, un certain zéro d'instruction au-dessous duquel personne ne reste; mais ce zéro lui-même va en s'élevant, à mesure que la culture générale de l'esprit, la richesse, la prospérité publique s'accroissent. Après avoir pendant longtemps considéré la lecture, l'écriture, le calcul, comme des élémens suffisans de l'instruction publique, on est arrivé dans la Nouvelle-Angleterre à augmenter de beaucoup ces rudimens. On veut que l'état fournisse aux plus déshérités de ses membres une instruction assez complète pour qu'ils puissent arriver avec quelques

chances de succès sur ce théâtre de la vie que la race anglo-saxonne se plaît souvent à comparer à un champ de bataille. Seulement il faut bien le remarquer, et c'est là le trait caractéristique de la doctrine américaine : si l'état distribue libéralement l'instruction élémentaire nécessaire à tous, il ne prend aucun souci de ce qui n'est nécessaire qu'à quelques-uns. L'instruction supérieure, l'avancement des sciences, le progrès des lettres sont indépendans de tout patronage; les universités, les académies, les colléges, se fondent, se perpétuent sans l'intervention de l'état, par les seules forces de l'association privée. Ici comme en toute chose, l'Amérique est restée fidèle à des instincts purement démocratiques; ce qui le prouve surtout, c'est la manière même dont la société fait sentir son intervention dans les établissemens voués à l'instruction élémentaire, les seuls, avons-nous dit, dont elle s'occupe. Elle ne choisit point pour organe le pouvoir fédéral, ni même, dans la plupart des cas, le pouvoir exécutif propre à chaque état, mais simplement la commune. L'établissement des écoles, le personnel, l'enseignement ne sont réglés ni par des lois générales, ni par des lois particulières aux diverses parties de l'Union; les écoles sont aussi indépendantes que la commune elle-même.

Pour apprécier d'une manière judicieuse ce qu'on pourrait nommer le niveau intellectuel des États-Unis, il faut donc examiner ce qu'a produit directement l'action des communes, et de plus ce qu'a enfanté l'initiative des individus combinée avec l'esprit d'association. L'action immédiate du pouvoir central ne s'exerce que dans un très petit nombre d'établissemens, dans l'école militaire de l'Union et dans les départemens spéciaux dont les travaux intéressent le développement de la marine nationale. Il y aura donc à étudier en premier lieu l'organisation des écoles publiques, ensuite celle des universités et des institutions savantes, libres ou relevant du pouvoir fédéral. Un pareil examen ne peut manquer d'être fructueux, en montrant par comparaison ce que les États-Unis ont gagné à suivre, en matière d'éducation, l'impulsion des théories démocratiques, ce qu'ils ont consenti à perdre et ce qu'ils doivent s'efforcer d'acquérir.

I.

C'est dans les écoles de Boston qu'il faut se placer pour suivre dans ses plus remarquables tentatives et ses derniers progrès l'instruction publique aux États-Unis. Boston est, on le sait, la capitale intellectuelle des États-Unis, comme Washington en est la capitale politique et New-York la capitale commerciale. Boston est le centre

de ce mouvement littéraire, historique, philosophique, dont la *Revue* a souvent fait apprécier la portée. Les noms de Longfellow, de Prescott, d'Emerson, de Channing, de Parker, de Bancroft, de Bryant, de Motley, ont depuis longtemps dépassé les bornes du Nouveau-Monde pour arriver jusqu'à nous : ce sont les gloires de l'Athènes moderne, comme les Américains se plaisent à appeler la capitale du Massachusetts. Si de pareils noms peuvent justifier une si enthousiaste fierté, l'organisation des écoles publiques de Boston ne lui fournit pas une excuse moins légitime.

Les écoles entretenues aux frais de la ville y sont de trois sortes : écoles primaires, écoles de grammaire (*grammar schools*), hautes écoles (*high schools*).

Les écoles primaires ont été fondées dans l'année 1818; elles ont pour objet l'éducation des enfans qui ne peuvent recevoir dans leur propre famille les premiers rudimens de l'instruction élémentaire : on n'y admet que les enfans qui ont moins de sept ans, et ils n'y apprennent qu'à épeler et à lire. Dans le dernier rapport annuel sur la situation des écoles de Boston, on voit qu'en 1857 il y avait 211 écoles primaires dans cette ville. Chaque école recevait en moyenne 60 élèves : le nombre total des enfans s'y élevait à 12,733, dont 6,731 garçons et 6,002 filles.

Les écoles de grammaire sont moins nombreuses, mais reçoivent chacune beaucoup plus d'élèves : dans l'année 1857, à laquelle se rapportent tous les renseignemens réunis dans cette étude, elles en comptaient 11,126. Dans chacune de ces écoles, on distingue quatre classes : dans la première, on étudie la lecture, l'arithmétique, le dessin; dans la seconde, on y ajoute la géographie; dans la troisième, la composition littéraire et la déclamation; la quatrième année est consacrée à la grammaire analytique, à la tenue des livres, à l'histoire, à la morale, à quelques expériences scientifiques. Ce n'est que depuis 1830 que les écoles de grammaire ont reçu cette organisation perfectionnée : deux de ces écoles sont déjà fort anciennes, puisqu'elles datent de l'année 1680. Fondées alors pour fournir les rudimens des connaissances à ceux qui ne pouvaient recevoir une éducation tout à fait libérale, elles remplissent aujourd'hui parfaitement cette destination. Il faut évidemment quelque chose de plus que l'arithmétique et l'écriture à ceux qui veulent prendre place dans les rangs même les plus secondaires des carrières commerciales ou mécaniques : les écoles de grammaire le leur fournissent. L'organisation en fut d'abord très-imparfaite : les maîtres étaient obligés de consacrer une partie de leurs soins à des enfans tout à fait ignorans, et il ne leur restait qu'un temps insuffisant pour instruire ceux qui étaient déjà plus avancés. Depuis 1830, chaque école est placée sous la direction d'un maître

unique, secondé par des subordonnés qui se partagent les diverses branches de l'éducation. A la même époque, les sexes furent séparés : il y a aujourd'hui six écoles de garçons et six écoles de filles. Dans six autres écoles, on reçoit des élèves des deux sexes, mais qui suivent des cours séparés. En parcourant les programmes des écoles de grammaire, on admire qu'une instruction élémentaire aussi complète soit distribuée gratuitement : on ne s'en est pourtant pas tenu là; les hautes écoles de Boston comblent, on peut le dire, la mesure de la libéralité. Les unes préparent les adultes aux carrières commerciales et industrielles, les autres leur facilitent, par des études préparatoires, l'entrée des colléges ou universités.

Parmi les hautes écoles de Boston, il faut citer d'abord l'*english high school*, instituée en 1821 : tous ceux qui veulent suivre des professions non libérales, et ambitionnent de n'y pas rester aux derniers rangs, complètent leur éducation dans cet établissement. La *haute école anglaise* comptait 220 élèves en 1857; les cours comprennent trois années consécutives et une année supplémentaire. Les études y embrassent les complémens ordinaires d'une éducation commune, d'où sont pourtant exclus les langues anciennes, notamment la littérature, les élémens de la philosophie, l'étude des langues modernes et de quelques sciences (1). L'école latine (*latin school*) est une autre école supérieure de Boston : elle fut établie dès 1634, quatre années seulement après la fondation de la capitale du Massachusetts : on lit dans les documens relatifs à la création de cet établissement qu'il fut organisé « afin de former des hommes qui par leur connaissance des langues anciennes pussent approfondir les saintes Écritures et discerner le sens précis de l'original. » L'école latine n'a pas conservé le caractère théologique que lui assignaient ses fondateurs, elle est devenue une école préparatoire aux universités; les programmes embrassent six années d'études et comprennent le latin, le grec, l'anglais, le français, le dessin. En 1857, elle comptait 176 élèves, dont 56 seulement avaient plus de quinze ans.

Les filles ont aussi à Boston leur école supérieure (*girl's high and normal school*) : cette institution est assez récente, c'est un des fruits du mouvement entrepris dans la Nouvelle-Angleterre pour

(1) La première année, l'élève de la *haute école*, sorti des classes supérieures des écoles de grammaire, suit des cours analogues à ceux de ces classes, mais apprend de plus les élémens d'algèbre et le français. Pour la seconde année, la géométrie de Legendre, la rhétorique de Blair, la trigonométrie, les calculs astronomiques relatifs à la navigation entrent dans le programme des études, qui embrasse aussi la *constitution des États-Unis!* L'année suivante, voici l'énoncé des matières enseignées : astronomie élémentaire, philosophie naturelle, philosophie morale, économie politique, littérature anglaise, géographie physique. La quatrième année enfin, qui forme une année supplémentaire, comprend la philosophie, la logique, l'espagnol, la géologie, la chimie, la mécanique, les élémens de l'art de l'ingénieur, plusieurs parties des mathématiques.

améliorer la condition sociale des femmes (*woman's rights movement*). Un grand succès a couronné cette première tentative : l'école supérieure des filles, fondée en 1852, comptait 174 élèves en 1857. On désirera certainement savoir quelle culture intellectuelle peuvent recevoir les femmes à Boston des mains mêmes de la commune. On en jugera par la sèche mais instructive énumération du programme des études. En le parcourant, on y retrouve à peu près les mêmes sciences et les mêmes sujets d'étude que dans les programmes des écoles supérieures, fréquentées par les garçons (1). L'on s'étonne de voir mise à la portée de toutes les femmes une instruction d'un goût aussi moderne, où le latin se mêle à la physiologie, et la littérature aux mathématiques. C'est l'éducation des femmes savantes du XVII[e] siècle combinée avec celle des femmes philosophes du XVIII[e], un mélange de M[lle] de Scudéry et de M[me] du Châtelet. Cette éducation, si peu féminine dans le sens où ce mot s'entend dans notre vieux monde, n'a rien qui effraie aux États-Unis les imaginations et les prétentions masculines; on n'y trouve pas mauvais que les femmes puissent en apprendre autant que nous. L'Américain n'est même pas humilié d'épouser une personne plus instruite que lui; il aime à prendre pour lui-même le souci vulgaire des affaires, et à lui laisser des loisirs pour cultiver son esprit. Faut-il s'étonner que, dans un tel pays, les classiques anglais, les ouvrages des auteurs américains se trouvent sur toutes les tables, dans les campagnes les plus reculées comme dans les villes? Un nouveau volume de vers de Longfellow, le dernier sermon de Théodore Parker, s'enlèvent par milliers, et portent dans toutes les classes de la nation le goût de ce qui est noble et élevé. En Europe, bien qu'aucun ridicule ne s'attache plus aux femmes lettrées, on leur pardonne encore difficilement de savoir ce que les hommes croient seuls avoir le droit de connaître. Nous avons toujours dans la mémoire les vers de Molière contre celles qui osent disputer aux hommes le privilége d'être savant. Aux États-Unis, les femmes ont envahi hardiment le domaine des sciences; beaucoup commencent à étudier et à pratiquer la médecine avec succès; un des meilleurs astronomes des États-Unis est une femme, miss Mitchell.

Il n'est pas sans intérêt de savoir au prix de quels sacrifices l'éducation peut être si libéralement distribuée aux deux sexes dans les écoles de Boston : le budget des écoles s'est élevé dans cette ville,

(1) Le programme de la première année comprend l'arithmétique, la géométrie, la grammaire, l'histoire naturelle, les synonymes, la rhétorique, la composition anglaise, l'histoire, le latin, le dessin, la musique vocale; la deuxième année, l'algèbre, la philosophie morale, le français, la rhétorique, la *physiologie*, l'histoire; la troisième année, la géométrie, l'histoire, la philosophie, l'astronomie, la chimie, la géographie physique.

en 1857, à la somme de 1,749,335 fr. Les salaires des maîtres sont en accord avec l'importance du rôle qui leur est attribué : les directeurs des hautes écoles reçoivent 12,000 fr. la première année de l'exercice de leurs fonctions, et leurs appointemens augmentent de 500 fr. chaque année jusqu'à la concurrence de 14,000 fr. Les sous-maîtres des hautes écoles reçoivent de 8,000 à 10,000 fr.; les sous-maîtres des écoles de grammaire et les surveillans des hautes écoles, de 6,000 à 9,000 fr.; les surveillans des écoles de grammaire, de 4,000 à 5,000 fr.; les assistans principaux, de 2,500 à 3,000 fr. dans les hautes écoles, de 1,500 à 2,250 francs dans les écoles de grammaire. Toutes les écoles relevant de la commune sont placées sous la direction et la haute surveillance d'un conseil recruté parmi les personnes les plus notables de la cité, et qui compte 72 membres, dont un tiers est renouvelé annuellement; leurs fonctions sont entièrement gratuites. Le conseil établit les règlemens, détermine le budget, fixe les salaires, choisit les livres d'éducation : les membres président aux examens et présentent un rapport annuel sur la situation des écoles. Les citoyens les plus recommandables ont à cœur de remplir ces hautes et difficiles fonctions; la pratique des institutions communales sert ainsi de base à la liberté politique : en s'habituant à surveiller des intérêts importans, en s'exerçant à la responsabilité, à l'exercice désintéressé des devoirs sociaux, les hommes acquièrent les habitudes viriles indispensables au maintien et à la prospérité des démocraties.

Pour donner une idée complète de l'éducation publique à Boston, on doit ajouter qu'outre les établissemens voués à l'instruction de l'enfance, il en est un autre dont le but est en quelque sorte de fournir un enseignement permanent au peuple; c'est l'établissement qui porte le nom de *Lowell Institute*. Des leçons ou *lectures* y sont données sur des sujets très variés, principalement sur des sujets scientifiques. C'est là que M. Agassiz fit ses premiers cours en arrivant en Amérique; chaque année, l'institut de Lowell cherche à recruter ses professeurs parmi les savans les plus considérables. Le goût des leçons publiques est très général dans la Nouvelle-Angleterre : s'il n'y a pas beaucoup d'institutions jouissant, comme le *Lowell Institute*, d'un revenu fixe, on ouvre très fréquemment des souscriptions, afin d'engager pour une série de leçons quelque écrivain ou savant célèbre. Ces associations portent le nom de *lyceums*, et il y a peu de villes qui n'en possèdent. Les leçons publiques, qui ont surtout lieu l'hiver, remplacent le théâtre en Amérique : elles sont très fréquentées par les femmes, entretiennent les goûts littéraires dans la nation, et y répandent une instruction générale et variée. On pourrait par plus d'un trait compléter ce

rapprochement entre les représentations théâtrales et les *lectures* américaines. Ainsi que les artistes étudient leurs rôles, les professeurs préparent pour la saison les leçons où ils espèrent le mieux faire briller leurs facultés. Ils ont, comme les chanteurs, des thèmes favoris; l'histoire les fournit aux uns, la littérature, la morale, la politique, à d'autres. Quand une *lecture* a réussi, l'auteur va la répéter de lieu en lieu, les journaux l'annoncent comme ils annonceraient une pièce à succès. Arrivé dans une ville, le *lecturer* loue la plus grande salle qu'il puisse trouver, vend ses billets, et le produit de la recette revient, les frais payés, soit au professeur, soit à quelque œuvre ou société particulière dont il est l'agent. Souvent ces discours publics ont pour but de favoriser la manifestation d'un sentiment populaire. C'est ainsi que pour aider à racheter Mount-Vernon, la résidence historique du général Washington, M. Edward Everett, ancien ministre des États-Unis à Londres, a répété une centaine de fois sa *lecture* sur le célèbre fondateur de la république américaine. Plus souvent encore, ces leçons ne sont qu'une spéculation privée dont le succès dépend du talent et de la célébrité de celui qui la tente. C'est ainsi que le satirique auteur de *la Foire aux Vanités* a refait plusieurs fois devant le public américain le cours qu'il avait ouvert d'abord à Londres, devant l'auditoire le plus aristocratique de l'Angleterre, sur les écrivains humoristes de la Grande-Bretagne. La plupart des essais de Ralph Waldo Emerson se sont d'abord produits sous forme de *lectures*. En parcourant ces pages admirables, on s'étonne à bon droit qu'une assemblée ordinaire ait pu suivre les élans d'un esprit aussi capricieux et les déductions d'une logique si profonde. Il n'y a pourtant pas une seule *lecture* d'Emerson qui n'ait réuni la foule la plus empressée. Ce zèle fait assurément beaucoup d'honneur aux habitans de Boston et de la Nouvelle-Angleterre; il est douteux que dans beaucoup de nos grandes villes européennes, peut-être même de nos capitales, on pût intéresser longtemps un auditoire de gens du monde à de pures abstractions philosophiques. En définitive, les *lectures* telles que les comprennent certains esprits d'élite ne sont pas des amusemens frivoles : elles fournissent au peuple des enseignemens aussi bien que d'honnêtes distractions; les hommes les plus graves, les plus célèbres ne dédaignent pas de se faire professeurs pour répandre leurs idées, dissiper des préjugés, prêcher des réformes. Les *lectures* remplissent ainsi une place véritablement importante dans l'organisation sociale des États-Unis.

Toutes les villes d'Amérique ne jouissent pas d'un système d'éducation aussi perfectionné que Boston : il faut dire cependant quelques mots de celui qui existe à New-York, car, si les questions

qui touchent à l'ordre moral et politique ne préoccupent pas autant les esprits dans cette ville maritime, dont le commerce dépassera bientôt celui des villes les plus florissantes de l'Angleterre elle-même, les préoccupations matérielles sont loin d'y avoir étouffé tous les sentimens généreux. Les premières écoles publiques de New-York furent, à l'origine, des institutions charitables : elles furent établies en 1802 par des femmes appartenant à la secte des quakers, qui se firent volontairement institutrices pour élever les enfans les plus pauvres et les plus dénués. Ces écoles furent bientôt après placées sous le patronage de la commune : aujourd'hui la moitié au moins des enfans de la populeuse cité y reçoit l'éducation.

C'est dans les écoles de New-York que fut appliqué d'abord un principe, admis aujourd'hui dans toutes les écoles publiques de l'Union; je veux parler de la séparation absolue de l'enseignement primaire et de l'éducation religieuse. « Aucune école, lit-on dans l'acte du 3 juin 1851 relatif à ces écoles, ne pourra prétendre à recevoir une partie des fonds consacrés aux écoles, si l'on y enseigne, inculque ou pratique les doctrines ou formes d'une secte chrétienne particulière ou de toute autre secte religieuse. » Il y a un nombre immense d'établissemens privés où les parens peuvent envoyer leurs enfans quand ils désirent leur inspirer dès le bas âge des doctrines religieuses d'un ordre particulier; mais les enfans de la classe la plus pauvre, qui sont élevés dans les écoles gratuites, ne doivent y recevoir aucun enseignement dogmatique, et tout prosélytisme y est sévèrement interdit.

Les écoles dites publiques (*public schools*) sont au nombre de 18; mais chacun de ces établissemens contient dans le même local trois classes différentes, une qui est réservée à l'instruction primaire, une seconde pour les garçons, et une troisième pour les filles. Il y a dans quelques-unes de ces écoles publiques, qui ont les proportions de véritables monumens, jusqu'à 1,500 ou 1,800 enfans de tout âge. Outre ces établissemens, qui, bien que patronnés aujourd'hui par la cité, restent encore, en vertu de leur origine, sous la direction d'une société particulière, on trouve à New-York 29 autres écoles publiques dites écoles d'arrondissement (*ward schools*), dont la fondation remonte à 1842. Chacune d'elles a un local particulier pour les deux sexes, et une annexe ou école normale destinée à préparer des jeunes gens à l'enseignement. Cent mille enfans environ fréquentent journellement les écoles de New-York. Deux écoles sont réservées spécialement aux enfans noirs, et il faut espérer qu'on verra bientôt disparaître cette humiliante distinction qui, même dans les états libres de l'Union, sépare encore partout les deux races, à l'école, au théâtre, à l'église, dans les voitures de chemin de fer. Boston a donné déjà l'exemple sur ce point comme sur tant d'autres :

il n'y plus aujourd'hui dans la capitale du Massachusetts d'école spéciale pour les nègres (*coloured school*).

New-York n'a point de hautes écoles semblables à celles de Boston; mais en 1848 on y a institué une *académie libre* (*free academy*) destinée à servir à la fois de haute école et de collége ou université. Pour y être admis, il faut avoir au-delà de treize ans, avoir passé dix-huit mois au moins dans les écoles publiques, et subi un examen sur l'écriture, l'arithmétique, la géographie, la tenue des livres, l'histoire des États-Unis et les élémens d'algèbre. La série complète des études embrasse cinq années; les élèves ont la faculté de diriger leurs études d'après la nature des professions qu'ils comptent embrasser plus tard et de choisir entre les langues vivantes ou les langues mortes. Cette académie n'est point ouverte aux femmes, et déjà l'on songe à créer quelque institution analogue pour les jeunes filles. Les bâtimens de l'académie libre ont coûté 500,000 francs, et l'établissement jouit d'un revenu annuel de 100,000 francs; les élèves y sont actuellement au nombre de cinq cents environ.

L'on ne peut s'attendre à trouver dans les villes de second ordre et dans les campagnes des écoles pareilles à celles de Boston; mais l'éducation primaire y est pourtant très complète : elle comprend, outre l'écriture et la lecture, l'arithmétique et la géographie. Le trait caractéristique des écoles publiques aux États-Unis est leur entière indépendance, non-seulement du pouvoir fédéral, mais encore de l'état; ce sont des institutions purement communales. Dans les villes, il y a une école par district, et dans les campagnes il y en a une par district rural de cinq ou six milles carrés; des citoyens nommés par les électeurs sont préposés à la surveillance et à l'entretien des écoles; ils portent le nom de *prudential committee men* (membres du comité de prudence); d'autres ont charge de veiller aux études, de choisir les maîtres et de leur faire subir les examens. Ce qu'il y a en effet de plus original dans les écoles américaines, c'est qu'elles n'ont point de maîtres permanens : chaque année, le comité en nomme pour la session, qui ne dure ordinairement que six mois. Les maîtres se recrutent parmi les jeunes gens qui sortent eux-mêmes des écoles, surtout parmi ceux qui ont besoin de gagner quelque argent pour continuer leurs études dans les colléges ou universités. On pourrait craindre que dans de telles conditions l'enrôlement des maîtres ne soit tout à fait précaire; il n'en est rien : on en trouve toujours autant qu'il est nécessaire, et il est sans exemple que des écoles en aient manqué. Rien n'est plus commun que de rencontrer un Américain qui a tenu une école dans sa jeunesse; c'est une sorte de complément d'études, une préparation à la vie. On acquiert plus en enseignant qu'en apprenant, et les

jeunes gens sont assurément les meilleurs maîtres élémentaires, parce qu'ils ont un sentiment plus vif des difficultés qu'ils ont eux-mêmes récemment dû surmonter.

Chaque année, le conseil de la commune vote dans sa session du printemps le budget des écoles : la taxe qui fournit à l'entretien des écoles publiques est directe et pèse sur la propriété. Voici en quels termes éloquens le célèbre orateur Daniel Webster défendait cet impôt en 1821, dans une assemblée du Massachusetts : « En ce qui concerne l'instruction publique, nous tenons que tout homme doit être taxé suivant ce qu'il possède, et nous ne nous demandons pas s'il a lui-même ou n'a pas des enfans qui puissent profiter de l'éducation qu'il contribue à payer; nous regardons cette méthode comme sage et libérale, et propre à assurer la propriété, la vie, la paix de la société. Nous cherchons à prévenir dans une certaine mesure l'extension du code pénal, en inspirant dans un âge tendre les principes salutaires et conservateurs de vertu et d'éducation. Nous cherchons à exalter le sentiment de la respectabilité et de la conscience morale, en élargissant l'étendue et en augmentant la sphère des jouissances intellectuelles. Par une instruction générale, nous cherchons, autant que possible, à purifier l'atmosphère morale, à maintenir les bons sentimens, à tourner le fort courant des consciences et de l'opinion aussi bien que les censures de la loi et les dénonciations de la religion contre l'immoralité et le crime. Nous espérons fonder une sécurité placée au-delà de la loi et au-dessus de la loi, dans la prépondérance des sentimens moraux et des bons principes. Nous espérons continuer et prolonger le temps où, dans les villages et les fermes de la Nouvelle-Angleterre, on jouira d'un sommeil paisible, sans barricader les portes. Sachant que notre gouvernement repose directement sur la volonté publique, nous nous efforçons d'imprimer à cette volonté une prudente et sage direction. Nous ne nous attendons pas à trouver en tout homme un philosophe et un homme d'état; mais nous avons confiance, et notre espoir en la durée de notre système de gouvernement repose sur cette croyance, que, par la diffusion des connaissances générales et des bons et vertueux sentimens, l'édifice politique peut être garanti aussi bien contre les violences ouvertes que contre la lente, mais sûre décomposition de la licence. »

II.

Si l'état et la commune ont porté aux États-Unis l'éducation primaire à un degré de perfection inconnu dans l'ancien monde, sauf peut-être dans quelques parties privilégiées de l'Allemagne, leur œuvre s'est bornée là : la démocratie américaine distribue avec gé-

nérosité l'instruction, qu'elle croit indispensable pour former des citoyens, mais laisse à l'initiative des individus et des associations le soin de compléter l'éducation de ceux qui, en sortant de ses écoles, ne sont pas tenus de demander leur subsistance à un travail immédiat. Pourtant, de même que nous avons vu Boston compléter son système d'éducation publique par la fondation de hautes écoles, la plupart des villes de la Nouvelle-Angleterre ont créé, sous le nom d'académies, des établissemens d'un ordre analogue, destinés à ceux qui ne peuvent suivre les carrières libérales et entrer dans les universités. Néanmoins les principes qui régissent les écoles proprement dites et les académies publiques sont bien différens. La taxe des écoles est obligatoire; si un bourg ne s'impose pas volontairement pour entretenir l'école, l'état l'impose d'office et substitue son action propre à l'action communale : c'est un cas, il faut le dire, qui ne se présente jamais; mais le droit de l'état subsiste dans toute sa rigueur. Ce caractère d'obligation disparaît dès qu'il s'agit de fonder non plus des écoles, mais des académies publiques : c'est le vœu général qui décide en cette matière; dans le cas où il est favorable à la création d'un pareil établissement, la minorité opposante subit les taxes que la majorité lui impose. Si donc nous voulions résumer en quelques mots les principes sur lesquels est fondée l'éducation primaire en Amérique, nous dirions qu'à un degré supérieur l'éducation est purement communale et se règle par la volonté seule des individus, qu'au degré inférieur l'éducation est obligatoire, et qu'alors la commune n'est que le représentant, l'organe de l'état.

En dehors des écoles primaires et des académies libres, l'action collective de la société cesse de se manifester; au moins elle n'intervient jamais pour imprimer à l'éducation des tendances ou une direction particulière et ne se révèle que dans les libéralités de quelques états envers des établissemens privilégiés. Les colléges et universités des États-Unis sont presque tous calqués sur le modèle des fameuses universités anglaises : si grande est la puissance des souvenirs, qu'une nation profondément démocratique a copié presque servilement l'organisation surannée qui se conserve encore à Oxford et à Cambridge comme un monument de la fidélité du peuple anglais à ses institutions traditionnelles. Quelques-unes des universités américaines sont d'ailleurs antérieures à la séparation des colonies anglaises de la métropole : la célèbre université de Harvard à Cambridge, dans le Massachusetts, et celle non moins fameuse de Yale, dans le Connecticut, fondée en 1700 à Saybrook et transportée en 1716 à Newhaven; le collége de William et Mary, fondé en 1691 par la secte des baptistes dans l'état de Virginie, et le collége de New-Jersey, établi en 1746 à Élisabeth-Town et plus tard transporté à Princetown. En lisant les programmes de l'université de Harvard,

on croit presque lire ceux d'une université anglaise, et on y retrouve les noms de gradués, sous-gradués, juniors, seniors, etc. Pourtant les universités des États-Unis diffèrent essentiellement des fameuses universités de la Grande-Bretagne en ce qu'elles ne jouissent point de ces puissantes fondations destinées à fournir des revenus perpétuels à un certain nombre d'hommes attachés aux universités sous le nom de *fellows* et voués exclusivement aux études savantes. L'institution des *fellowships* n'a guère survécu en Amérique à la crise qui a détaché les États-Unis de l'Angleterre. Les universités anglaises continuent à nourrir, dans une paisible et monastique aisance, un peuple studieux qui n'a rien à demander à la politique, rien à mendier auprès du public, et n'a d'autre charge que de perpétuer dans la tradition du pays le goût des études classiques et savantes. En Amérique, on ne s'arrête pas dans les universités, on les traverse; la véritable éducation s'y acquiert dans le mouvement même d'une société active et fiévreuse, qui a besoin de chacun de ses membres et ne permet à aucun d'eux le repos. L'action est le premier besoin d'un peuple jeune et ambitieux; c'est l'action que chante la poésie elle-même par l'éloquente voix de Longfellow.

Après avoir observé dans les écoles de Boston l'organisation de l'instruction primaire en Amérique, il faut, si l'on veut y apprécier la situation de l'instruction secondaire, examiner l'organisation et les règlemens généraux de l'université du Massachusetts, qui est, avec celle de Yale, la plus renommée de l'Union. L'université de Harvard a pour siége Cambridge, petite ville située à trois milles environ de Boston. Les étudians y sont divisés en deux catégories, les sous-gradués (*undergraduates*), ou élèves du collége proprement dit, et les étudians (*professional students*) qui suivent les cours professionnels des écoles de droit, de médecine et de théologie.

Les élèves du collége, qui en 1855 étaient au nombre de 357, sont divisés en quatre classes, qui correspondent à quatre années d'études; ils portent les noms de *freshmen*, *sophomores*, *juniors*, *seniors*. La première année d'études est consacrée au grec, au latin, à l'histoire de la Grèce, à la géométrie et à la trigonométrie; les *sophomores* étudient en outre la langue française, la rhétorique, la chimie, quelques parties spéciales des mathématiques; les *juniors* apprennent, tout en continuant le latin et le grec, la philosophie, l'histoire d'Angleterre, les élémens de l'astronomie, la physique; les *seniors* reçoivent des leçons sur les constitutions américaine et anglaise, sur l'économie politique, l'histoire des États-Unis, la rhétorique, la déclamation, la physique (1).

(1) Les dépenses annuelles d'un élève du collége s'élèvent en moyenne à 1,245 francs; cette somme comprend les frais de l'éducation, le prix de la nourriture et du logement dans les familles autorisées par l'université à recevoir les élèves comme pensionnaires.

Outre les élèves du collége, l'université de Cambridge comptait, en 1855, 300 étudians professionnels, dont 104 étudians en médecine, 111 étudians en droit, 67 étudians scientifiques (*scientific students*), 2 étudians en astronomie, 14 étudians en théologie.

L'école de droit a été fondée pour donner une éducation légale complète à ceux qui se préparent au barreau, et en même temps pour enseigner la jurisprudence commerciale aux jeunes gens qui veulent entrer dans les affaires. Ces derniers ne reçoivent naturellement que des leçons d'une nature assez spéciale et n'étudient que la portion des lois qui concerne la forme des sociétés commerciales, les contrats, les assurances, les ventes, la navigation. Il n'est pas nécessaire, pour être reçu à l'école de droit, de passer un examen, ou de fournir la preuve d'études antérieures : il faut seulement être âgé d'au moins dix-neuf ans, et présenter un certificat de bonnes mœurs. Les études n'embrassent que deux années, divisées chacune en deux termes de vingt semaines; les étudians sont d'ailleurs admis librement à tous les cours que suivent les sous-gradués, et peuvent y compléter leur éducation générale en même temps qu'ils achèvent leur éducation professionnelle. Les dépenses par terme comprennent un droit de 250 francs, et une somme qui varie de 600 à 1,200 francs pour la nourriture et le logement; il faut donc compter par année une somme de 2,000 à 3,000 francs environ. L'école de médecine annexée à l'université de Harvard a son siége à Boston même; pour y suivre les cours, il faut payer une somme de 400 francs par an; des leçons cliniques qui ont lieu dans les hôpitaux forment, comme dans une académie de médecine française, un complément nécessaire aux leçons théoriques.

L'école de théologie ne tient qu'une bien petite place à l'université de Harvard, mais, dans un grand nombre d'universités américaines, elle est au contraire la plus importante. Il n'est pas de pays au monde où les études théologiques soient cultivées avec autant d'ardeur qu'aux États-Unis; rien ne favorise le développement de l'esprit religieux, n'échauffe le prosélytisme comme la séparation absolue de l'église et de l'état. Il n'est point de village en Amérique qui n'ait son ministre, point de petite ville qui n'en ait plus d'un. Les ministres sont les guides de l'opinion et des consciences; leur influence est d'autant plus grande que leur entière indépendance de l'état leur permet l'accès libre de la politique; le ton des sermons prononcés dans les églises américaines est fait pour nous étonner de ce côté de l'Atlantique. On n'y écarte aucune des préoccupations du jour : on y discute l'esclavage, tantôt pour l'attaquer, plus souvent, il faut le dire avec regret, pour le défendre; les questions constitutionnelles y sont agitées aussi bien

que les questions religieuses, et la chaire achève ainsi l'œuvre de la presse. Un pareil rôle a de quoi tenter les esprits; aussi la carrière religieuse est-elle une des plus courues en Amérique. Il n'est pas d'état, pas de secte qui ne compte ses séminaires; des milliers de jeunes gens y apprennent à interpréter les Écritures, et s'exercent de bonne heure à prononcer des sermons.

L'école scientifique annexée à l'université de Harvard porte le nom de *Lawrence scientific school;* elle fut fondée par M. Abbot Lawrence, ancien ministre des États-Unis à Londres, et l'un des créateurs des fameuses filatures de Lowell, dans le Massachusetts. Les cours y embrassent la chimie, la zoologie, la géologie, la minéralogie, l'art de l'ingénieur, la botanique, l'anatomie comparée, la physiologie, les hautes mathématiques. L'école scientifique a l'honneur en ce moment de compter au nombre de ses professeurs le célèbre naturaliste Agassiz, et les travaux qu'il a publiés récemment ont déjà contribué à jeter beaucoup d'éclat sur l'université du Massachusetts. Des travaux scientifiques d'une nature différente ont depuis longtemps valu à Cambridge une juste célébrité : nous voulons parler des belles observations astronomiques de MM. Bond. L'observatoire fondé par William C. Bond est aujourd'hui annexé à l'université, et on y forme des élèves qui s'exercent aux observations d'astronomie, de météréologie et de magnétisme, aux opérations géodésiques, à la construction des tables nautiques, etc.

Outre l'université de Harvard, l'état de Massachusetts compte un très grand nombre de colléges et d'académies; les plus célèbres sont l'académie et le séminaire théologique d'Andover, où le mari du célèbre auteur de *l'Oncle Tom* est professeur, les colléges d'Amherst et de Williams. Dans les autres états de la Nouvelle-Angleterre, nous citerons le collége et l'école médicale de Bowdoin, les séminaires de Bangor et Redfield, et le collége baptiste de Waterville dans le Maine, celui de Darmouth à Hanover dans le New-Hampshire, le collége de Middlebury et l'université de Vermont dans l'état de Vermont, l'université wesleyenne à Middletown et le collége de Yale dans le Connecticut, qui compte plus de 500 élèves, enfin l'université de Brown à Providence dans le Rhode-Island. Le vaste état de New-York a plusieurs colléges, ceux de Columbia à New-York, de Hamilton à Clinton, le collége Hobart-Free à Geneva, et l'université de New-York, dans la capitale même de l'état. Les principaux établissemens d'instruction secondaire en Pensylvanie sont : *Alleghany-College* dans le comté de Meadville, *Pennsylvania-College* à Gettysburg, *Jefferson-College* à Canonsburg, *Dickinson-College* à Carlisle, et *Washington-College* à Washington, une des villes nombreuses qui portent en Amérique le nom du fondateur de l'Union. Le New-Jersey, qui est aussi placé sur la limite des états

du nord et des états du sud, n'a que deux colléges de quelque importance : celui de New-Jersey, fondé en 1746 et qui est aujourd'hui à Princetown, et celui de Rutgers à New-Brunswick. L'état d'Ohio n'avait, il y a quelques années, que des établissemens d'éducation peu prospères; aujourd'hui ces établissemens paraissent être entrés dans une ère de progrès; l'université wesleyenne élevée à Delaware avait, il y a peu de temps, 400 élèves; l'université de Miami à Oxford, 200 élèves; le collége Kenyon à Gambier, 144 élèves; le collége de Heidelburg à Tiffin, 100 élèves.

Les états du sud qui possèdent les universités les plus fréquentées sont la Virginie et la Caroline. L'université de Charlotsville, dans le premier de ces états, compte plus de 600 élèves; on cite en outre plusieurs colléges assez florissans, qui portent les noms de Bethany, Randolph Macon, Richmond, Washington, Hampden. L'université de la Caroline du Sud à Chapel-Hill a environ 400 élèves; le *Normal-College*, dans le comté de Randolph, est après l'université le plus important centre d'études dans cet état. Le Maryland a aussi plusieurs colléges, ceux de *Maryland-Union* et Sainte-Marie à Baltimore, ceux de Saint-Jean à Annapolis et du Mont-Sainte-Marie à Emmitsburg. Dans la Louisiane, nous citerons ceux de Louisiana à Jackson, de Franklin à Opelousa, de Jefferson. L'assemblée générale de l'état a voté en 1835 un crédit annuel de 15,000 dollars pour dix ans, destiné à favoriser l'extension de ces écoles. L'éducation est encore peu avancée dans la Louisiane, et ce n'est qu'en 1849 qu'on y a fondé ce qu'on appelle en Amérique un *school fund*, c'est-à-dire une réserve dont les revenus sont appliqués à l'entretien des écoles : les communes ne sont pas pour cela dispensées de s'imposer directement; mais la subvention de l'état contribue, quoique généralement dans une bien faible proportion, à amoindrir leurs charges. Dans l'état de Mississipi, l'éducation primaire n'a été organisée sur des bases étendues que depuis 1846; les colléges y sont peu nombreux, et dans une situation peu prospère. En 1849 seulement, l'état de Tennessee a mis en réserve une somme de 6 millions pour favoriser le développement de ses écoles : on y cite deux universités, celle de Cumberland, à Lebanon, qui avait 400 élèves il y a peu de temps, et l'*Union University* de Murfreesborough, qui en comptait 200. L'état d'Alabama a fait des provisions très libérales en faveur de l'éducation publique et a richement doté une université fondée près du cap Tuscaloosa. La Georgie a aussi une réserve pour les écoles; son université est très ancienne et remonte à 1788. A l'époque de sa fondation, on avait projeté de la rattacher à des académies établies dans chaque comté et reliées à l'université comme à un centre commun; mais ces intentions ne furent jamais réalisées. L'université, réorganisée à plu-

sieurs reprises, n'a jamais été bien prospère, et le nombre des élèves n'y est pas considérable. Savannah possède quelques académies plus florissantes.

Les vastes états agricoles de l'ouest encouragent l'instruction publique autant qu'on peut le faire dans des régions où sur beaucoup de points la civilisation en est encore à ses premières conquêtes. La plus ancienne université de l'ouest est celle du Kentucky, fondée en 1788. Le même état possède aussi plusieurs colléges, à Danville, Bardstown, Augusta, Princetown et Georgetown. L'état de Michigan a une université importante, qui compte actuellement plus de 300 élèves, c'est celle de Ann-Arbor. L'université de Madison, dans le Wisconsin, était fréquentée récemment par 167 élèves, celle du Missouri, à Columbia, par 130 élèves, et celle de Wabash, à Crawfordsville, dans l'Indiana, à peu près par le même nombre.

Les établissemens qu'on vient d'énumérer se gouvernent par leurs propres lois, et jouissent d'une indépendance complète. Si l'on cherche aux États-Unis une école qui relève du pouvoir central, on n'en trouve qu'une, c'est l'école militaire de Westpoint : à bien des titres, elle mérite d'être étudiée; les principes démocratiques, dont je viens de montrer l'application dans l'instruction primaire et secondaire, se révèlent encore, sous une forme nouvelle et toute particulière, dans l'organisation de l'école fédérale.

Je surprendrai assurément beaucoup de personnes en déclarant que l'école militaire de Westpoint est essentiellement démocratique, et en leur apprenant en même temps qu'on n'y entre point par le concours, mais que toutes les places y sont à la disposition du président des États-Unis. Si, conformément à nos idées françaises, un examen préalable était nécessaire pour y être reçu, les jeunes gens de quelques villes privilégiées y seraient exclusivement admis, parce qu'ils auraient seuls les moyens de se préparer au concours. Les fermiers des états du *far west*, les habitans des campagnes dans l'immense territoire de l'Union, n'y verraient point arriver leurs enfans. Pour que l'armée conserve un caractère éminemment national et fédéral, il faut qu'elle se recrute constamment dans toute l'Union : aussi le président a-t-il été investi du droit de choisir dans chaque district électoral un élève pour Westpoint. Il est indifférent à la nation américaine que dans un pareil choix le président soit guidé par des raisons politiques et cherche à récompenser des services électoraux; ce qui lui importe, c'est que de tout temps son armée soit recrutée dans toutes les parties de l'Union, afin qu'elle ne puisse jamais devenir l'instrument d'une faction. La conséquence forcée d'un tel système, c'est qu'un grand nombre d'élèves arrivent à Westpoint fort ignorans : il y en a beaucoup

qui ne savent que lire, écrire et compter; mais il n'est pas rare qu'un jeune homme à peu près inculte, venu des régions les plus sauvages de l'ouest, triomphe bientôt à force de travail de ses camarades élevés dans les écoles du nord ou du sud.

Le régime même de l'école ressemble beaucoup à celui de notre école polytechnique : mêmes programmes, même système d'examens, même esprit d'équité dans le classement; on a vu refuser des brevets au fils de Henry Clay et au neveu du général Taylor. Les études comprennent quatre années, parce que l'éducation scientifique des élèves est à faire presque entièrement. Les exercices militaires et le maniement des armes jouent aussi un grand rôle dans l'éducation de Westpoint, parce que les élèves qui reçoivent des brevets d'officier dans la cavalerie, l'infanterie et l'artillerie entrent immédiatement dans leurs régimens. Il n'y a une école d'application que pour les ingénieurs ou officiers du génie qui, pendant trois ans, sont occupés au *bureau topographique* de Washington. L'école de Westpoint fournit à la confédération beaucoup plus d'officiers qu'il n'en faut; mais le plus grand nombre d'entre eux, après une année obligatoire de service, se retirent et rentrent dans la vie civile; ils acceptent généralement des commandemens dans la milice, qui peut recevoir par leurs soins une organisation beaucoup plus forte que ne l'est celle des corps analogues dans d'autres pays.

Il y a dix ans environ, le gouvernement des États-Unis a fondé une école qui doit devenir pour la marine ce que Westpoint est pour l'armée. Cet établissement ne peut manquer d'acquérir aux États-Unis une importance considérable, car, en présence de l'augmentation des forces maritimes de presque toutes les nations, l'Amérique se voit aussi obligée d'augmenter le nombre de ses vaisseaux de guerre. On a longtemps cru aux États-Unis que la marine marchande pourrait, en se transformant, suffire à tous les besoins d'une lutte maritime; mais, sans négliger cet élément important, on s'occupe depuis quelques années de créer une flotte à vapeur destinée à protéger sur les mers l'indépendance du pavillon étoilé.

Outre les institutions vouées à l'enseignement et à la diffusion des connaissances humaines, il en est, dans presque tous les pays, d'autres dont l'objet est de travailler directement au progrès même des sciences. La France a des institutions vouées d'une manière toute spéciale à cette noble tâche : de ce nombre sont le Collége de France, dont le principe est d'admettre de préférence dans ses chaires des novateurs, ou, si l'on me permet ce mot, des chercheurs; le Jardin des Plantes; l'Institut, qui n'ouvre ses portes qu'à ceux qui ont ajouté quelque chose à la gloire littéraire ou

scientifique du pays. En Angleterre, le mouvement scientifique obéit depuis bien longtemps à l'impulsion de la fameuse Société royale : cet établissement diffère de notre Institut en ce qu'il est fondé sur le principe de l'association, non sur celui de l'élection : la Société royale recherche le patronage des membres de l'aristocratie anglaise, et ne pourrait les compter dans son sein, si des exigences scientifiques leur en interdisaient l'accès. L'Amérique ne possède aucun établissement analogue à ceux que nous venons de citer : les savans sont trop éloignés les uns des autres sur ce vaste territoire pour fonder des académies permanentes. Résolus cependant à ne pas rester entièrement isolés et à se communiquer leurs travaux, ils ont fondé une véritable académie nomade sous le nom d'*Association américaine pour le progrès des sciences.* L'Angleterre possède une association analogue, et nos congrès scientifiques en fournissent aussi un exemple. Chaque année le lieu de réunion varie, des commissions se forment, on traite les questions les plus diverses, et les procès-verbaux des séances sont réunis en volume.

Il ne faut point se faire illusion sur les avantages de semblables congrès : ils ne répondent en général que bien imparfaitement à ce qu'on serait tenté d'en attendre. Personne n'en étant exclu, les travaux sérieux s'y trouvent noyés dans une multitude d'élucubrations sans aucune valeur : rien n'égale la fécondité des ignorans, ils ne perdent pas volontiers une occasion de faire prononcer leur nom et d'étaler leurs prétendues découvertes devant un public en moyenne incapable de discernement. L'acte le plus important de ces congrès est ordinairement le discours d'ouverture prononcé par le président, qui est presque toujours un homme éminent; par une excellente habitude, il fait une analyse générale des travaux les plus remarquables de l'année. De pareilles communications sont très précieuses venant, en Amérique, d'Agassiz par exemple, ou en Angleterre de Richard Owen : de tels hommes ne touchent à aucun sujet sans y laisser l'empreinte de leur puissant esprit et sans s'élever à quelques vues philosophiques.

Les sociétés savantes sont extrêmement nombreuses aux États-Unis; depuis dix ans surtout, il s'en est formé à l'infini : elles sont vouées à des sciences spéciales, telles que la médecine, l'agriculture, la météorologie, l'art de l'ingénieur, la statistique. Ordinairement une société centrale a son siége dans la capitale de l'état, et un système régulier de correspondance la rattache à des sociétés secondaires qui siégent dans les comtés : telle est notamment l'organisation des sociétés d'agriculture, qui rendent de très grands services au pays. Malgré la faiblesse des cotisations, ces sociétés jouissent de très beaux revenus, publient d'utiles travaux, des do-

cumens statistiques excellens, et font encore des expositions annuelles. Ce sont là sans contredit de louables efforts, mais il ne faut point croire qu'il y ait dans le principe d'association qui est la base de ces compagnies une sorte de vertu particulière et intrinsèque qui puisse remplacer le travail personnel : tout est individuel dans le domaine de l'esprit, les grandes découvertes ont toujours été faites par des esprits solitaires. La confusion des opinions, le bruit fatigant des controverses, déplaisent à ces esprits puissans parce qu'ils sont exclusifs, et qui, sortant du domaine des idées convenues, se laissent emporter par la logique d'une pensée inflexible dans quelque région inexplorée. Les sociétés savantes, par leur œuvre de diffusion et de publicité, contribuent indirectement au progrès scientifique; mais les instrumens immédiats de ce progrès seront toujours des individus que la tournure particulière de leur génie entraînera au-delà de ce qui occupe la foule. A ces intelligences d'élite rien n'est pourtant plus utile que le contact d'autres intelligences d'une force égale, mais poursuivant des objets différens. Un tel commerce assouplit la pensée, la repose en même temps qu'il l'excite par les contrastes, l'élève en l'arrachant à des préoccupations trop exclusives.

Il n'y a malheureusement en Amérique aucune institution qui soit le refuge naturel des hommes supérieurs exclusivement voués à l'étude et unis, malgré la disparité de leurs travaux, par un lien aussi vague, si l'on veut, mais aussi puissant que celui qui rattache dans chacun de nous les diverses facultés de l'esprit. Les établissemens qui aux États-Unis portent le nom d'institut n'ont absolument rien de commun avec notre Institut français. Le plus fameux est celui qui porte le nom d'institut de Smithson (*Smithsonian Institute*); l'histoire en est des plus curieuses. James Smithson était le fils illégitime de Hughes, duc de Northumberland, et d'Élisabeth, nièce de Charles, duc de Somerset. Il fut élevé à l'université d'Oxford, et toute sa vie fut consacrée à l'étude des sciences. Il songea d'abord à laisser toute sa fortune à la Société royale de Londres; mais, à la suite d'un différend avec le conseil de cette société, renonçant à sa première pensée, il légua tous ses biens à son neveu, à la condition que, celui-ci mort, sa fortune reviendrait aux États-Unis d'Amérique, afin « qu'il fût créé à Washington, sous le nom d'institut Smithsonien, un établissement pour le progrès et la diffusion des connaissances parmi les hommes. » Un programme aussi vague mit le gouvernement américain dans un grand embarras, et aujourd'hui encore on ne s'entend pas très bien sur la manière de remplir les intentions du donateur. La fortune de M. Smithson s'élevait à 2,575,000 francs; cette somme fut convertie en titres qui perdirent

beaucoup de leur valeur. Huit années s'écoulèrent sans que l'on s'occupât d'accomplir les volontés du testateur. Le congrès s'émut d'une semblable négligence : il compléta par un vote spécial le capital primitif, augmenté des intérêts pendant huit années, organisa l'institut sur ses bases actuelles, et choisit le conseil sous la direction duquel il se trouve placé. En 1856, on remit à ce conseil la somme de 3,786,490 francs : une partie de cette somme fut consacrée à élever le monument qui renferme les musées, les collections et la bibliothèque de l'institut. Une moitié du revenu est consacrée à en augmenter les richesses, l'autre moitié à la publication de recherches savantes. Parmi les travaux édités par les soins de l'institut de Smithson et distribués avec profusion à tous les établissemens savans d'Amérique et d'Europe, il en est plusieurs qui méritent des éloges, notamment ceux qui sont relatifs aux monumens laissés par les anciens habitans du continent américain dans la vallée du Mississipi, les grammaires et dictionnaires des divers idiomes indiens, les monographies consacrées à l'histoire naturelle du continent américain. L'institut a aussi entrepris d'enregistrer et de coordonner les observations météorologiques faites sur le vaste territoire de l'Union. Aujourd'hui sept cents observateurs lui fournissent des documens relatifs à l'état atmosphérique, aux vents, aux tempêtes, au magnétisme de la planète.

Les travaux de l'institut Smithsonien pourront servir à compléter ceux de l'observatoire national et du *bureau hydrographique*. On connaît les recherches entreprises sur la météorologie marine par le lieutenant Maury, qui dirige l'observatoire national de Washington (1). Le *bureau hydrographique* est, avec l'observatoire, le seul établissement scientifique de l'Union qui soit placé sous le patronage immédiat du pouvoir fédéral. L'étude hydrographique des côtes du continent américain est le plus beau monument peut-être dont la science ait doté les États-Unis. Le président Jefferson ordonna le premier l'exécution de ce grand travail, qui jusqu'à 1843 resta confié à M. Hassler. Depuis cette époque, les opérations ont été poussées avec une extrême activité par le nouveau directeur du *bureau hydrographique*, M. Bache. Ce savant s'occupe encore de perfectionner les méthodes géodésiques déjà si parfaites que l'on possède aujourd'hui, et ses cartes peuvent se comparer avec les plus beaux travaux de ce genre dus à la géodésie et à l'hydrographie françaises et anglaises. La topographie des côtes américaines est aujourd'hui connue sur presque toute leur étendue avec une extrême précision ; mais, par une anomalie singulière, les opérations

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars 1858.

géodésiques n'ont pu encore pénétrer dans le continent même, dont on ne possède que des cartes très imparfaites. Cela vient de ce qu'il n'entre pas dans les attributions du pouvoir fédéral de faire dresser les cartes des divers états, et qu'il ne doit s'occuper, en vue des besoins de la marine, que des côtes de l'Union. Les entreprises géodésiques qu'il s'agirait de mener à fin sont si considérables que les états particuliers n'ont pas encore songé à les exécuter. Il faut espérer que bientôt le pouvoir fédéral et les états combineront leurs efforts pour faire pénétrer dans le continent lui-même le réseau des opérations trigonométriques, qui jusqu'ici n'ont point dépassé les régions littorales. Lorsque les états auront des cartes géographiques dressées d'après ces grandes opérations, c'est alors seulement qu'ils pourront faire exécuter de bonnes cartes géologiques : faire la géologie d'un pays avant d'en connaître la topographie, comme on l'a essayé dans plusieurs états américains, c'est un véritable non-sens.

J'ai successivement décrit les écoles, les colléges, les sociétés savantes, les institutions qui dépendent de l'état, dans l'Union américaine, et je me suis attaché à faire voir sur quels principes en repose l'organisation. Ce tableau rapide laissera sans doute dans la plupart des esprits une impression favorable à la grande république anglo-saxonne. Il ne me reste plus qu'à l'achever, en le résumant par quelques traits principaux. Que trouvons-nous en Amérique? Un peuple qui réclame l'éducation, et se montre prêt à s'imposer les plus lourds sacrifices pour l'obtenir. Il a réussi à instituer les meilleures écoles publiques qu'il y ait au monde, et il n'y a aucun doute que les masses reçoivent aux États-Unis une instruction plus complète que dans tout autre pays. Ce qui manque encore à la république américaine, c'est la haute instruction; elle en possède, à vrai dire, ce qu'on pourrait appeler les cadres, mais ces cadres ne sont qu'incomplétement remplis. Comment s'en étonner? Où est la classe qui pourrait profiter de cette éducation supérieure? Pour avancer rapidement dans les carrières cléricale et politique, qui forment aux États-Unis les carrières libérales, il n'est pas besoin aujourd'hui de qualités d'un ordre élevé : un sentimentalisme menteur recouvrant une extrême dureté, une conscience sans scrupules, y sont le plus sûr moyen d'arriver aux rangs élevés de l'église et de l'état. Dans le domaine des beaux-arts et des lettres, les juges délicats ne sont point encore assez nombreux pour imposer leurs exigences aux artistes et aux écrivains. Quand l'Amérique proclama son indépendance, l'esprit puritain et démocratique opéra entre le vieux monde et le nouveau une profonde scission, et la littérature de la république resta longtemps marquée d'une certaine sécheresse et d'une

indéfinissable médiocrité. Aujourd'hui que des communications de plus en plus rapides mettent sans cesse en contact les habitans des deux hémisphères, une sorte de réaction s'est opérée; les écrivains de l'Amérique demandent des juges à l'Europe, et surtout à l'Angleterre. Ce qui fait encore défaut à l'Amérique, c'est une classe nombreuse d'hommes cultivés, nourris de fortes études, soucieux d'autre chose que de la richesse, capables de servir de modèles, sinon de guides, à la multitude.

Quel spectacle singulier que celui d'un peuple privé de beaux-arts, de tableaux, de statues, même de ruines, sans aristocratie, séparé par un océan de deux siècles des traditions de la race à laquelle il appartient, ayant pour mission de défricher tout un hémisphère, de dompter une nature encore inculte! Le besoin le plus impérieux d'un tel peuple, c'est l'éducation. Comment pourra-t-il l'obtenir aussi complète que l'exigent sa grandeur et son ambition? C'est le problème qu'il se pose sans cesse, et c'est un problème qu'une telle race, libre et délivrée de toute entrave, ne pourra manquer de résoudre un jour. L'Amérique n'a pas encore un grand public, appréciateur des œuvres de l'intelligence; elle n'a pas même un nombre suffisant d'hommes capables pour occuper les chaires de ses colléges, de ses universités, encore moins celles qu'une intelligente richesse est toute prête à fonder. Les fonctions de l'enseignement ont toujours été honorées aux États-Unis; mais, par un reste de préjugé anglais, on est encore habitué à croire que l'enseignement est l'emploi naturel d'un esprit peu compréhensif, rompu à la routine, où la mémoire a usurpé la place des autres facultés. Tant que les esprits les plus brillans dédaigneront l'œuvre utile de l'éducation et préféreront courir les hasards du commerce et de la politique, tant que la richesse sera plus honorée aux États-Unis que l'éducation et le caractère, l'enseignement supérieur y sera négligé. Dans les vieilles contrées comme l'Allemagne et la France, où toutes les carrières sont encombrées, toutes les places disputées avec acharnement, le corps enseignant peut recruter des hommes de talent, quelquefois de génie, malgré la modicité presque honteuse des traitemens; mais aux États-Unis les chances de s'enrichir sont trop nombreuses, et la richesse mène trop ouvertement à la considération sociale pour qu'il ne soit pas nécessaire de récompenser ceux qui se vouent à l'éducation publique avec une extrême libéralité : tâche facile à un peuple qui n'a point de grande armée, point de dette, point de bureaucratie. Il est impossible d'indiquer à l'avance de quelle façon l'éducation deviendra un jour en Amérique une des fonctions les plus importantes de l'état; mais, comme dit le proverbe anglo-saxon, « où il y a une volonté, il y a un moyen, » et cette volonté est manifeste.

Ce qui doit rassurer les amis de la république américaine sur son avenir intellectuel, c'est le souci manifeste du bien social qui s'y révèle dans les actes d'un si grand nombre d'individus. Comme le disait récemment dans un discours relatif à l'éducation du peuple, devant un comité de la chambre des représentans du Massachusetts, Wendell Phillips, le noble et éloquent champion de la cause abolitioniste aux États-Unis, « si l'on compare la Nouvelle-Angleterre, je ne dis pas seulement avec le reste de l'Union, — elle dédaignerait une semblable comparaison, — mais avec l'Angleterre elle-même, avec n'importe quelle contrée, on trouvera que la fortune privée y a, depuis sa fondation, été appliquée à des matières d'intérêt public pour une part plus considérable que sur aucun autre point du globe. Nous sommes élevés dans cette foi. Donner est à la mode, pourvu que vous choisissiez quelque objet public. Donner est quelque chose de si naturel, de si reçu, que le testament d'un homme riche, ouvert à la latitude de Boston ou aux environs, qui ne contiendrait point des legs généreux pour de grands objets publics, est noté comme singulier, bizarre, si singulier, qu'il est marqué du stigmate du mépris public. » Chez une nation où règne un semblable esprit, n'est-il pas permis de tout attendre de l'avenir?

On peut aussi affirmer, sans crainte d'erreur, que, tout en étendant de plus en plus son domaine, l'éducation publique restera toujours aux États-Unis régie par les grands principes démocratiques qui ont pénétré si profondément la société américaine. Les organes du progrès social demeureront les mêmes, et resteront pour l'instruction primaire la commune, pour l'instruction supérieure l'association libre. S'il était nécessaire de prouver l'excellence du principe de la liberté d'enseignement, on pourrait assurément citer l'Amérique : n'est-il pas très heureux que l'état ne puisse y imposer ses doctrines par l'éducation? Si un tel pouvoir lui était confié, il faudrait désespérer de voir disparaître un jour tout ce qui aujourd'hui dépare et déshonore la république : la légitimité de l'esclavage serait le premier dogme de l'éducation publique, et les générations naissantes deviendraient les instrumens dociles de l'oligarchie corrompue qui depuis trop longtemps gouverne à Washington. Dès ce moment l'on peut prédire le jour où la république confiera le pouvoir à des mains plus dignes, et cet heureux résultat sera dû avant toute chose aux progrès de l'éducation publique dans le nord. Le travail de régénération commence dans les écoles, il s'achève dans les luttes quotidiennes de l'église, de la tribune, de la presse, et comme leur œuvre est commune, leurs libertés sont solidaires.

A. Laugel.

LES LAPIDAIRES

DE SEPTMONCEL

UNE TRIBU INDUSTRIELLE DANS LE JURA.

Il y a sur un des plateaux les plus isolés, les plus abrupts de la ligne jurassienne, une peuplade singulière au sein de laquelle on peut observer le travail industriel uni à la vie de famille sous une forme spéciale et avec une organisation des plus simples. Après les centres les plus considérables de l'activité manufacturière, après ceux qui sont le plus en évidence, qui occupent des milliers de bras, qui livrent à la consommation des masses de produits, notre pays compte des centres ignorés, en quelque sorte perdus, et où s'accomplissent avec régularité, sans bruit, des travaux dont l'importance n'est peut-être pas suffisamment appréciée. Dans le domaine de l'industrie, que de variétés multiples, que de détails infinis, mais curieux même dans leur petitesse, parce qu'ils servent à établir certains contrastes, et nous aident à pénétrer dans le mouvement intérieur qui constitue la vie réelle des populations! C'est préoccupé de cette importance des petits foyers industriels qu'il y a quelque temps je partais pour le Jura, où je comptais visiter un de ces groupes trop peu connus, et bien dignes pourtant d'attirer l'attention des économistes, — celui des lapidaires de Septmoncel. — Le fidèle récit de cette course à travers une des plus âpres régions de la France m'a paru le meilleur moyen de présenter sous leur vrai jour quelques questions souvent débattues sur la vie domestique et le régime moral des populations ouvrières.

Avant d'atteindre jusqu'à ce qu'on peut nommer l'aire septmoncelоise, il faut traverser une des parties les plus pittoresques du Jura. Les beautés naturelles semées à chaque pas dans ces montagnes suffiraient seules pour y appeler les voyageurs, et pourtant ce pays est peu visité; les perspectives qu'on y rencontre, la vie qu'on y mène, sont presque inconnues. Le Jura français compte à peine parmi les régions où s'en va chaque année le flot grossissant des touristes. La Suisse, l'Italie, les bords du Rhin, voilà les lieux classiques où se presse cette foule moutonnière, toujours jalouse d'emporter avec elle la nomenclature des admirations qu'elle doit ressentir. Parlez du Jura à ces coureurs effarés, ils ne croiront jamais le traverser assez vite, et ils ne voudraient pas allonger leur itinéraire pour en interroger les replis capricieux et les pittoresques sommets.

Comme tous les pays de montagnes, le Jura ne consent du reste à se révéler qu'aux voyageurs qui le visitent sans précipitation, et qui savent au besoin s'écarter des routes frayées. A vrai dire, ce pays demande à être parcouru à pied. On a vanté sous toutes les formes, surtout depuis certaines pages de Rousseau, le charme des excursions pédestres; on a dit que les voyages à pied sont ceux qui excitent en nous les plus vives sensations. Ils sont à coup sûr ceux qui permettent le mieux à l'âme humaine de se sentir la maîtresse de ce monde, et ceci reste vrai, même après les merveilleuses conquêtes réalisées de nos jours dans l'industrie des transports. Il ne suffit pas d'aller vite : l'intérêt réel est au terme où se dirigent nos désirs, là où il nous semble que l'aiguillon de la vie deviendra plus pénétrant et plus sensible. Supposons les facilités de la locomotion encore agrandies, l'homme n'en sera pas moins obligé de savoir s'arrêter souvent, s'il veut étudier, s'il veut connaître les mille variétés des régions qu'il traverse. Pour notre part, c'est avec ces pensées que nous avons visité le Jura, en y voyageant à pied la plupart du temps. Sans doute des pérégrinations pédestres ayant un objet spécial laissent moins de liberté aux mouvemens, moins de place au caprice que les courses de pure fantaisie; cependant la tâche méthodique qu'on s'est imposée n'a pas nécessairement pour effet de rendre insensible aux charmes de l'imprévu, ni; en présence des saisissans aspects de la nature, de comprimer l'essor de la pensée.

L'intérêt d'un voyage à pied dans le Jura, pour ceux du moins qui comme nous se dirigeraient vers Septmoncel, commence à Lons-le-Saulnier. Lorsqu'on veut gagner cette ville en venant de Paris, on quitte à Châlon-sur-Saône la grande ligne de fer de la Méditerranée. Entre Châlon et le chef-lieu du département du Jura, rien qui soit digne d'arrêter les yeux; on se prend à regretter les humbles

coteaux de la Bourgogne, d'où l'on vient de sortir. Des plaines très légèrement ondulées y rappellent un peu celles de la Flandre, quoique recouvertes d'une végétation bien moins vigoureuse. Aux abords de Lons-le-Saulnier, quelques hauteurs abruptes se dessinent à l'horizon, mais elles n'ont point encore la majesté des montagnes. Si vous exceptez un ou deux villages perchés sur des coteaux et cachant à demi leurs blanches maisons derrière des groupes d'arbres, vous ne découvrez nulle part de sites animés ni de vivans paysages. Quoiqu'elle n'ait ainsi presque rien dans son entourage qui mérite d'être remarqué, la ville de Lons s'est vue trop négligée jusqu'à ce jour. La situation qu'elle occupe aux limites extrêmes du haut et du bas Jura suffit pour qu'elle offre un réel intérêt à tout voyageur un peu curieux des contrastes. On est ici à peu près comme dans ces régions célèbres du nord de l'ancienne Grèce où l'on avait sous la main, d'une part les molles vallées de la Thessalie, et de l'autre les âpres sommets de l'Hémus.

Il semble difficile de s'expliquer de prime abord comment Lons-le-Saulnier a pu se former si loin de toutes les voies suivies par le commerce. Que le choix de cet emplacement n'ait pas été néanmoins un pur effet du hasard, cela devient évident dès qu'on sait qu'il existe aux portes de la ville des puits salés qui lui ont valu son surnom, et qui étaient connus dans les temps les plus reculés. On aura bâti là quelques cabanes pour loger les ouvriers, et le village se sera grossi peu à peu par suite du développement des exploitations. Le titre de chef-lieu de préfecture que reçut Lons-le-Saulnier lors de la division de nos anciennes provinces en départemens, sans doute à cause de sa position à peu près centrale, amena nécessairement une certaine extension de la cité (1). Dans une ville si nouvellement échappée à une longue obscurité et arrivée d'hier à une sorte d'existence publique, il semble qu'on devrait se montrer favorable aux innovations modernes, et désireux de s'approprier les récentes conquêtes de l'industrie. On est loin de là : la population se complaît dans l'immobilité de ses anciens usages. La classe aisée même n'a pas l'idée de ce *comfort* qui a pris une si large place dans les habitudes de la société contemporaine. Tandis que dans beaucoup de villes de province on pousse trop loin l'ambition d'imiter Paris, à Lons-le-Saulnier on n'éprouve pas d'autre désir que celui de continuer à se ressembler à soi-même. Aucune application un peu étendue dans l'ordre industriel ne vient d'ailleurs stimuler les activités locales. Si l'on porte les yeux

(1) Ce fut là un grand sujet de jalousie pour la ville de Dôle, qui, servie par quelques manifestations publiques, parvint un moment à obtenir le titre de chef-lieu de préfecture, mais pour le perdre aussitôt après le 9 thermidor.

sur les objets qui se fabriquent dans le pays, vêtemens, outils, ustensiles de ménage, on leur trouve un aspect primitif, disgracieux et grossier, qui atteste l'état arriéré de l'industrie. Le travail des salines situées à Montmorot, aux portes mêmes de la ville, n'offre pas des conditions bien propres à rendre les bras habiles et à exercer les esprits. Ce travail est une simple besogne de manœuvres (1). Supposez cependant que Lons-le-Saulnier eût recélé quelques germes de l'esprit d'entreprise, cette ville aurait pour ainsi dire trouvé des capitaux sous sa main, à Genève, où ils abondent; elle aurait fait comme une autre ville de l'est placée dans une situation analogue, Mulhouse, qui, animée au plus haut point par le génie de l'industrie, a su tirer si bon parti de son voisinage avec les capitalistes de Bâle (2).

Que la vie intellectuelle ne puisse posséder beaucoup de ressources dans un pareil milieu, on le devine sans peine. Point de sociétés particulières pour la stimuler et la soutenir. Certes il ne manque pas dans le Jura d'hommes instruits qui, du fond de leurs bibliothèques, savent s'associer au mouvement intellectuel de l'époque; il y en a certainement à Lons-le-Saulnier; mais on les trouvera plutôt sur d'autres points du département, — par exemple dans l'ancienne ville parlementaire et universitaire de Dôle, dans la cité abbatiale et épiscopale de Saint-Claude, ou bien même dans certaines bourgades des montagnes, où l'homme, emprisonné si longtemps par les neiges, demande tout naturellement à l'étude un moyen d'occuper les loisirs de l'hiver. L'ignorance, qui est fort commune dans la masse de la population de Lons-le-Saulnier, n'y étouffe point des instincts natifs de clairvoyance tout à fait caractéristiques. Seulement ces instincts ne jaillissent pas d'eux-mêmes au grand jour, le tempérament local n'étant rien moins qu'expansif; on est obligé de fouiller un peu pour les découvrir. Chacun ici se concentre volontiers au dedans de lui-même. Sous ce rapport, la différence est grande entre le pays jurassien et la Bourgogne, ou même d'autres parties de la Franche-Comté, où la causerie, toujours facile, devient si promptement pétulante. La réputation de froideur date de loin pour les habitans du Jura. Le hardi

(1) Disons en passant comment on procède ici. On descend à une extrême profondeur pour trouver l'eau qui a traversé des couches salines. Cette eau, qui contient à peu près 25 pour 100 de sel, est amenée dans d'immenses réservoirs où l'on provoque une cristallisation qui commence par s'opérer à la surface, et finit par tomber au fond des récipiens. De là le sel est porté dans les magasins. Ce n'est pas de la même manière qu'on exploite tous les gîtes de sel gemme. A Dieuze par exemple, dans la Meurthe, on extrait la matière saline toute formée et à l'état solide.

(2) Le département du Jura n'est séparé que par le pays de Gex du territoire de Genève, et Lons-le-Saulnier n'est qu'à dix-huit ou vingt lieues de cette ville.

et turbulent duc de Bourgogne, qu'enveloppèrent si souvent les trames de son taciturne adversaire de Plessis-lès-Tours, les accusait déjà dans des discours publics d'apathie et de faiblesse (1) : reproche injuste dans les circonstances où il était fait, mais qui indique sous quel jour dès lors se dessinaient les caractères.

L'absence d'expansion, ou, si l'on veut, la réserve outrée qui entrave la manifestation des sentimens individuels, jointe à l'attachement aux vieilles routines, porte à croire que le chef-lieu du département du Jura conservera longtemps sa physionomie présente. En vain cette ville sera réunie par quelque embranchement ferré au réseau de nos grandes lignes; elle n'en profitera guère pour se transformer. On dirait un nid où le germe du progrès n'est point suffisamment échauffé pour éclore. L'immobilité locale tient moins à l'isolement qu'aux dispositions natives de la population. Toute industrie propre à stimuler les volontés fait absolument défaut. Les bras prêtent à des productions vulgaires le concours de la force matérielle, rien de plus. La réflexion, le coup d'œil, le sentiment des proportions, en un mot tout ce qui exige dans le travail l'intervention de la partie la plus noble de l'homme paraît chose superflue. Dans le bas Jura au surplus, l'état des esprits est à peu près le même partout. Tandis que dans la partie montagneuse l'homme, en lutte avec la rigueur du climat et l'âpreté du sol, déploie la plupart du temps une industrieuse activité, on le voit dans les plaines, sous un ciel plus clément et sur une terre moins rebelle, s'abandonner volontiers à un incurable engourdissement.

Deux routes conduisent de Lons-le-Saulnier à Septmoncel, l'une par Clairevaux, l'autre par Orgelet; elles se rejoignent près de Saint-Claude. La première est la plus pittoresque; c'est celle que nous avons suivie. Quoique très montueuses l'une et l'autre, elles sont sûres et commodes, je ne parle pas pour les voyageurs à pied, qui s'arrangent de tout, mais même pour les voitures. On peut aujourd'hui en dire autant de toutes les grandes routes du département du Jura. Le temps n'est pas loin de nous d'ailleurs où elles étaient dans le plus déplorable état. A peine y a-t-il trente ans qu'on a entrepris de les améliorer ou plutôt de les reconstruire. Les anciennes voies qu'on découvre encore çà et là le long de côtes abruptes attestent d'une façon irrécusable l'importance des travaux effectués. Ici on a supprimé au moyen de profonds remblais des détours fatigans, là on a substitué à des pentes périlleuses une ligne qui s'élève doucement en spirale entre des ravins et des rochers

(1) Les accusations pleines d'acrimonie de Charles le Téméraire avaient surtout éclaté au lendemain de sa défaite à Morat, devant les remontrances opposées par les états de la province réunis à Salins à la demande d'une nouvelle levée d'hommes et d'un nouveau subside.

taillés à pic. Les voies nouvelles sont entretenues avec un soin extrême.

En quittant Lons-le-Saulnier, la route monte presque au sortir de la ville. On laisse derrière soi d'abord les vignes qui recouvrent les premiers coteaux, puis les noyers gigantesques qui ombragent les premiers vallons. On arrive assez vite à la région des sapins, ces hôtes privilégiés des montagnes, qui défient la sévérité du climat sur des chaînes plus élevées que celle du Jura, quand tous les autres arbres ont disparu. On dirait que sous leur aspect morne et triste les sapins ont pour mission de représenter la vie jusqu'aux limites où la nature est obligée de s'avouer vaincue par le froid. Quoique dans le Jura la température ne s'oppose pas à toute autre végétation, il arrive souvent que le sol pierreux et pauvre ne pourrait nourrir des arbres moins accommodans que ceux-ci. Cela n'empêche pas les sapins de ces montagnes d'atteindre des proportions inconnues aux pays de plaine. On les voit fréquemment s'élancer à des hauteurs prodigieuses, d'étage en étage, le long de gorges étroites, entre des roches nues confusément entassées. De temps en temps leurs rameaux noirâtres voilent l'horreur d'un précipice. Groupés parfois sur des cimes qui dominent de sauvages ravins, ils y forment une sorte d'encadrement autour de quelques croix en bois ou en fer que la piété locale a plantées. Ces monumens, si modestes qu'ils soient, contrastent avec la tristesse de la nature environnante. Dans ces lieux où les forces du monde matériel semblent triomphantes au sein d'une sorte de chaos, on les croirait destinés à rappeler la souveraine domination de l'esprit sur la matière.

Ces perspectives désolées ne se continuent pas longtemps sans diversion. C'est le caractère, c'est le charme des pays de montagne de changer à tout moment d'aspect. Le paysage revêt çà et là un air de vie et de gaieté. On peut descendre de temps en temps dans de verdoyantes vallées, que bordent des murailles d'acacias et de troènes enrubannés de liserons en fleurs. Il faut bien le dire cependant, c'est à peine si le voyageur a quelques semaines au commencement de l'été pour voir ces vallons dans tout leur éclat. Le soleil, en y concentrant ses rayons comme au foyer d'une lentille, y dessèche bientôt la végétation, qu'un tardif printemps vient de faire éclore. Au milieu du jour, les chaleurs y sont alors aussi étouffantes que dans les sables de la zone torride. Pas un insecte n'y fait entendre son cri, pas une feuille n'y remue; seulement la nature a pris soin d'y ménager une assistance précieuse en plaçant pour ainsi dire à chaque pas des sources fraîches et limpides. Parfois l'eau, qui s'est filtrée d'elle-même à travers les roches, vient remplir quelque réservoir naturel où elle se renouvelle incessamment; parfois elle descend de la montagne en minces ruisseaux, ici pénétrant dans

les fentes des rochers, là roulant en cascades; plus loin, elle sort tout à coup d'un mamelon du coteau et vient tomber en éclats sur la pierre nue ou se perdre mollement sous la mousse (1).

Toute cette partie du Jura est peu habitée. Le long même des grandes routes, les villages sont fort rares; quant aux chaumières isolées, à peine l'œil en aperçoit-il quelqu'une de loin en loin sur le penchant des collines. Le second jour de notre excursion, n'ayant pu gagner avant le coucher du soleil la bourgade la plus voisine, nous nous arrêtâmes dans une de ces chaumières. La maisonnette était située au bord d'un ravin profond; elle était construite en bois et en terre, et couverte avec de légères lames de bois découpées en forme d'ardoises, qu'on nomme dans le pays *tavaillons* ou *ancelles*. Ces lames noirâtres descendaient le long des murs extérieurs et les enveloppaient dans toute leur étendue, de manière à les garantir de l'atteinte des pluies. Un groupe de sapins plantés alentour contribuait à prêter un aspect assez sombre à l'ensemble de ce petit paysage. L'intérieur de cette cabane, qu'occupaient un bûcheron et sa famille, n'était ce jour-là guère moins triste que le dehors, non qu'en y pénétrant on fût frappé par le délabrement de la misère. L'ameublement était fort simple, grossier même, mais propre. Les lits, rangés autour des murailles, étaient à demi cachés par des armoires luisantes; une table en cerisier, dont le rouge pâle rappelait celui de l'acajou quand il est nouvellement mis en œuvre, décorait le milieu de la chambre. Ce n'est pas non plus que le malheur, qui prend partout indifféremment ses victimes, se fût abattu à l'improviste sur cette modeste demeure. L'attitude silencieuse du père de famille et surtout les regards encore humides de la mère révélaient seulement qu'on y était sous l'impression d'une scène émouvante. Le matin même en effet, deux des filles du bûcheron, mariées la veille, avaient quitté le toit paternel pour aller habiter, suivant l'usage, chacune dans la famille de son mari. Quoique prévue, cette séparation, succédant de si près aux fêtes de ce double mariage, avait produit un déchirement cruel chez ceux qui restaient, et elle leur faisait trouver la maison bien grande. L'accueil empressé qu'on eût fait en tout temps à un étranger fut ce jour-là peut-être plus cordial encore. Mon arrivée soudaine apportait une diversion très opportune aux préoccupations de la famille. Gagné par la franche bonhomie de mes hôtes, je restai quelques jours avec eux, par-

(1) On sait que l'eau dans les montagnes est moins rare en été qu'en hiver. Les neiges, en se fondant au printemps, laissent à la terre une abondante provision d'humidité. A la fin de l'hiver au contraire, si les pluies se font attendre, comme cela est arrivé en 1857 et en 1858, toutes les fontaines se tarissent. Le montagnard en est réduit à faire fondre la neige sur le feu, sauf à n'obtenir ainsi qu'une boisson désagréable et malsaine.

faitement placé là du reste pour examiner les conditions de la vie locale.

Quoiqu'encore éloigné des plus hautes cimes du Jura, qui touchent aux frontières de la Suisse, nous nous trouvions déjà complétement engagé dans la montagne. Le sol est partout ici fort ingrat, et semble ne céder qu'avec regret un maigre produit aux efforts, aux sollicitations du travailleur. Pour fixer sa destinée dans un tel milieu, il faut que l'homme tienne à disputer à la nature les moindres ressources qu'elle recèle; il faut quelque chose de cet esprit qui le pousse à s'établir jusque dans les sables des régions tropicales ou jusque sous les glaces des pôles. Si clairsemée que soit la population sur les premiers escarpemens du Jura, on peut se demander, en voyant la pauvreté de la terre, par quel élément de travail elle subvient à ses besoins. La culture des céréales et celle des plantes alimentaires est nulle ou à peu près. Des pâturages existent, il est vrai, sur le penchant des coteaux, mais il faut une bien grande étendue de terrain pour nourrir quelques têtes de bétail. A défaut de ressources naturelles, on n'a pas importé ici, comme on l'a fait un peu plus loin, des moyens artificiels de travail. L'industrie proprement dite se montre à peine; elle n'apparaît guère que dans quelques rares scieries, où l'on utilise l'eau des torrens pour mettre en jeu des moteurs hydauliques et débiter mécaniquement les sapins de la montagne. Un seul genre d'occupation s'offre aux habitans, l'exploitation des bois. Ce pays est essentiellement un pays de bûcherons. Quoique des plus simples, la tâche de ces modestes travailleurs est moins commode qu'il ne semble de prime abord. Ainsi, pour opérer le transport des troncs d'arbres sur un terrain aussi tourmenté, on a besoin de recourir à des procédés qui ne manquent pas de hardiesse, et qui réclament un déploiement de force considérable. Là où les ravins qui séparent les hauteurs se rétrécissent le plus, on prend soin de coucher au-dessus de l'abîme de longs arbres, de manière à former une sorte de pont sur lequel on puisse traîner les sapins. L'espace à franchir est-il un peu plus large, on tend de grosses cordes d'une rive à l'autre, et on fait passer les troncs d'arbres suspendus dans les airs. S'il faut descendre des pentes inégales et raboteuses, qui ne permettent pas de faire rouler l'arbre en l'abandonnant à son propre poids, on le place longitudinalement sur deux paires de roues, de telle sorte qu'il compose à la fois le chariot et le chargement. Comme les sentiers sont fort étroits, on ne peut atteler à ce grossier véhicule qu'un seul bœuf, qu'à tout moment le bûcheron est obligé de seconder en poussant lui-même la voiture.

De tels travaux ne sauraient procurer à ceux qui les exécutent un salaire fort élevé. Aussi, sous le toit des bûcherons du Jura, l'in-

stallation intérieure est-elle partout d'une simplicité extrême, et la vie des plus frugales. Cependant les familles se contentent de ce qu'elles ont; si elles forment quelque désir, comme il arrive dans toutes les conditions, du moins est-il vrai qu'elles ne convoitent point une autre destinée. Cette terre, si avare de ses dons et si longtemps enfouie sous les neiges de l'hiver, on l'aime avec la passion commune à tous ceux qui sont en rapports continuels avec le sol, plus vive encore dans les montagnes que dans les plaines. Des habitudes simples, mais régulières, des sentimens naïfs, mais droits, l'attachement voué à une rude existence, l'union maintenue dans la famille, sous l'autorité respectée de son chef, tels sont les principaux traits qui nous frappèrent dans l'humble intérieur où le hasard nous avait fait pénétrer. Plus tard, nous avons pu opposer, sous le rapport moral, les aspects de cette partie si peu habitée du Jura, où le travail n'agit que sur le sol, à ceux de la partie la plus populeuse de ces montagnes, où l'industrie a importé tant d'applications diverses. Là-bas, tout est mouvement, effort, aspiration vers le mieux; ici, tout est encore immobilité, calme, résignation. L'homme n'éprouve pas sur ces deux points, pourtant si voisins, un égal besoin d'échapper à la nature qui l'enserre, et dès lors il n'a pas la même énergie; cette différence se dégageait d'elle-même du tableau déroulé sous nos yeux.

Par une singularité fréquente dans les pays de montagne, nous devions maintenant descendre presque continuellement des pentes abruptes jusqu'au pied même du groupe de Septmoncel. Nous étions à peu près sur le point culminant de la première arête du Jura. Un panorama d'un caractère nouveau se déroulait sous nos yeux. L'horizon, toujours si rétréci depuis Lons-le-Saulnier, s'était tout à coup singulièrement étendu du côté de l'est. Il était fermé, dans un lointain nuageux, par une triple rangée de coteaux superposés en forme d'amphithéâtre, quelquefois recouverts d'une végétation vigoureuse, le plus souvent nus et arides. Au bas de cette ligne éloignée, on apercevait çà et là les eaux torrentielles de la Bienne, profondément enfouies entre deux hautes murailles de rochers si droits et si lisses qu'on les dirait tranchés avec la scie. Ce tableau reste déployé devant les regards, quoiqu'en perdant peu à peu de sa grandeur, jusqu'à ce qu'on ait gagné le bord même de la rivière. Alors un défilé creux et étroit conduit à la ville de Saint-Claude, auprès de laquelle commence ce qu'on appelait naguère encore l'ascension de Septmoncel. Il y a peu d'années, on ne pouvait atteindre ce dernier village que par un sentier difficile et fatigant. Au moment même où nous nous disposions à partir de Paris pour le Jura, nous recevions une lettre qui peut donner une idée de l'ancien état des choses, et qui nous était écrite par un personnage fort âgé, dont la verte et

studieuse vieillesse s'écoule paisiblement dans une des vallées les plus solitaires de ce pays. « Pour vous élever jusqu'à Septmoncel, disait notre correspondant, ce ne serait pas trop d'avoir à votre disposition les engins des célébrités aéronautiques que vous ave possédées à Paris, et qui pendant un moment ont fait accourir la foule. » C'était là cependant un anachronisme : depuis que l'auteur de cette lettre n'avait escaladé ces montagnes, on avait construit sur le flanc des rochers une route spacieuse qui pénètre jusqu'au centre du village, situé à 1,286 pieds au-dessus de Saint-Claude, et à 3,214 pieds au-dessus du niveau de la mer. Mais jugez du nombre et de l'étendue des détours décrits par cette route : tandis qu'à vol d'oiseau il y a entre Saint-Claude et Septmoncel moins de 2 kilomètres, il y en a plus de 10 par le nouveau chemin.

Pendant la moitié de la route, on domine une vallée que traverse un torrent assez ambitieusement nommé *Flumen*. Ce torrent mérite toutefois qu'on en remonte les bords jusqu'à 2 ou 3 kilomètres au-dessus de sa jonction avec la Bienne, près de Saint-Claude, car ses eaux forment à cette distance une cascade fort belle, la plus belle sans contredit de tout le Jura, où les chutes de ce genre sont cependant si multipliées. Le Flumen tombe de 12 à 15 mètres de haut, et l'onde écumeuse roule aussitôt entre quelques arbres gigantesques sur le vert tapis des prés. Au moment d'arriver à sa chute, ce même ruisseau met en jeu plusieurs moulins perchés d'une façon pittoresque sur le revers de la montagne, et qui sont à peu près à moitié chemin de Saint-Claude à Septmoncel.

Quoique le plateau de Septmoncel, qu'on atteint vite une fois que ces moulins ont été dépassés, se trouve, comme on vient de le voir, à une hauteur considérable (1), on n'y jouit pas d'une perspective étendue. L'horizon y est subitement rétréci par quelques cônes élevés, auxquels les larges interstices qui les séparent ne permettent pas néanmoins de procurer au village un abri contre les vents. L'air est ici très vif et très froid; la température permet à peine à quelques arbres fruitiers de grandir, et encore leurs fruits mûrissent-ils mal. Le groseillier, par exemple, dont l'humeur est pourtant si facile, a besoin d'être mis en espalier et dans une exposition choisie pour que ses grappes finissent par s'empourprer. Le point culminant du village de Septmoncel est occupé par l'église, à laquelle mène une espèce de rue très raboteuse où les pluies ont dégradé

(1) La chaîne du Jura, longue de 310 kilomètres, présente des sommets qui dépassent de beaucoup les 1,044 mètres d'altitude de Septmoncel, tels que ceux de la Dôle, du Reculet, du Mont-Tendre, dont la hauteur va de 1,690 à 1,734 mètres. On sait d'ailleurs que rien n'est plus arbitraire et plus incertain que la mesure de la hauteur des montagnes. Pour les pics les plus célèbres de l'Europe, les mesures données varient parfois entre elles de plus de cent pieds.

d'anciennes marches en pierre qui ne servent aujourd'hui qu'à embarrasser la voie publique. Certes la commune de Septmoncel serait assez riche pour améliorer ses chemins (1), mais personne n'en éprouve le besoin. On est tellement accoutumé aux routes difficiles qu'on ne s'aperçoit même pas qu'une voie soit incommode. Je me suis trouvé à Septmoncel le jour d'une grande solennité religieuse, la Fête-Dieu; j'ai vu ces chemins défoncés, ces sentiers raides et pierreux parcourus par une procession d'un pas aussi sûr et aussi solennel que si elle avait suivi une des plus belles rues de nos cités.

Le pays environnant Septmoncel est à peine frayé par les pas des hommes; aussi est-il hanté de temps en temps, l'hiver surtout, par des hôtes farouches assez nombreux, des loups et des ours. Lorsque les grands froids durent longtemps, les loups s'avancent jusqu'aux abords des villages. Quant aux ours, en aucune saison ils ne se rapprochent autant des lieux habités (2). C'est envers le bétail seulement qu'ils se montrent agressifs. Ainsi durant les nuits d'été, que les troupeaux de vaches passent en plein air (3), les ours rôdent incessamment pour surprendre quelque bête isolée. Lorsqu'elles sont réunies, les vaches savent bien se protéger. Laissées sans garde dans les montagnes, elles ont l'instinct, lorsque la nuit arrive, de se coucher en rond par groupes serrés autour de quelque arbre de la forêt, de manière à présenter de toutes parts un front inattaquable. Vainement on fait aux bêtes fauves une guerre énergique, vainement on célèbre dans ce pays, à peu près comme en Afrique quand il s'agit de la destruction des lions, les chasseurs qui déploient le plus d'audace et obtiennent le plus de succès : l'ennemi trouve toujours des retraites inaccessibles dans les voisines montagnes de la Suisse. Ces refuges empêcheront probablement d'en détruire complétement la race, comme en Angleterre on y a réussi.

Sur ces plateaux sauvages, le sol est partagé en forêts, pâturages et terres complétement improductives. Le domaine de la culture y est encore plus restreint que sur les premières arêtes où nous avions séjourné. Les produits que la population du district de Septmoncel tire du travail agricole ne suffiraient pas pour la

(1) La commune de Septmoncel est propriétaire de bois évalués à environ 400,000 fr. On comprend en général, sous le nom de bois de Septmoncel, un domaine d'une valeur beaucoup plus grande estimé près d'un million et demi de francs; mais ces forêts sont la propriété de quatre communes, Septmoncel, La Moura, Les Molunes et La Darbella.

(2) Une seule race d'ours, la race rousse, est à redouter; les ours noirs viennent parfois pâturer amicalement au milieu des troupeaux.

(3) Les vaches, que les neiges obligent à tenir renfermées dans les étables durant de longs mois, n'y rentrent plus pendant l'été. Les nuits passées en plein air rafraîchissent, dit-on, leur lait, et le rendent plus propre à la fabrication du fromage.

nourrir durant trois mois de l'année. Il aurait donc fallu, si l'on s'en était tenu aux seules ressources que fournit la nature, ou mourir de faim ou se résigner, comme les nomades enfans de l'Auvergne, du Limousin et de la Marche, à des expatriations plus ou moins prolongées; mais l'habitant de Septmoncel n'aime pas à quitter son pays natal, surtout pour aller vivre ailleurs au milieu de travaux différens de ceux qui lui sont familiers. Il est parvenu à se créer une occupation chez lui, à suppléer par le travail industriel au travail agricole qui lui faisait défaut. Il a si bien approprié ses conquêtes aux exigences de sa situation spéciale, que l'exercice de son industrie suffit pour presque tous les jours de l'année. Beaucoup de familles mêmes ne participent aucunement aux rares travaux de l'agriculture. La moitié au moins ne possède ni un lambeau de terre, ni une tête de bétail.

Quelle est donc cette industrie qui est devenue la mère nourricière de toute la population? Le travail local ne ressemble ici en rien à celui qu'on rencontre dans d'autres régions montagneuses de la France. Ce n'est ni la fabrication des rubans comme dans les montagnes du Forez, ni la confection des dentelles comme dans les montagnes de l'Auvergne, ni le tissage à domicile comme dans les montagnes des Vosges, ni aucun travail se rattachant de près ou de loin au groupe des fabrications textiles. L'industrie qui s'est implantée sur ces plateaux, et dont le siége principal est à Septmoncel, s'étend sur le territoire d'une douzaine de communes; elle y occupe de 3,000 à 3,500 personnes, et elle entretient ainsi des germes de vie là où la nature n'avait guère placé que la désolation : c'est la taille des pierres précieuses (1). On s'émerveille à bon droit d'un tel fait comme d'un prodige. Il est difficile de s'expliquer comment cette industrie est venue s'implanter sur ces montagnes, tandis qu'elle ne s'est acclimatée sur aucun autre point de la France, si ce n'est à Paris, où les incessans appels de la joaillerie rendent suffisamment compte de son existence. Encore est-il vrai qu'elle a eu besoin, pour se développer dans la capitale, du concours de quelques essaims partis de la ruche jurassienne.

On ne saurait fixer le moment où Septmoncel a vu commencer la taille des pierres précieuses. Tout ce qu'on sait, c'est qu'elle y est héréditaire depuis fort longtemps; elle s'y est développée surtout depuis un siècle. Il n'y a qu'une seule autre localité dans le monde qui soit en possession d'une industrie analogue, restant ainsi traditionnellement entre les mains des mêmes familles : je veux parler

(1) La population de Septmoncel comprend 1,400 âmes environ; la surface du territoire de la commune est de 1,987 hectares. Le plus ancien titre qui fasse mention de cette commune remonte à l'année 1245.

d'Amsterdam, si renommée pour la taille des diamans, et dont je visitai les usines après mon voyage dans le Jura (1). Quelques traits différentiels entre la constitution de l'une et de l'autre fabrique méritent d'être mentionnés, parce qu'ils sont de nature à mieux faire ressortir certaines singularités du travail septmoncelois.

Il y a une première et notable différence entre le traitement des pierres précieuses dans le Jura et la taille des diamans en Hollande, c'est qu'en France le lapidaire travaille chez lui, en famille, tandis que le travail s'exécute là-bas dans des établissemens renfermant plusieurs centaines d'ouvriers, pourvus de puissans appareils à vapeur et présentant l'aspect d'ateliers industriels de premier ordre. Le régime intérieur de ces grandes fabriques, considéré dans ses caractères essentiels, ne ressemble en rien cependant à celui des usines ordinaires. L'ouvrier n'y est point rétribué par l'établissement où il travaille, c'est lui qui paie une redevance aux propriétaires. Il loue une place dans l'usine, comme cela se pratique dans un marché ou dans un lavoir public, ou plutôt il loue une certaine quantité de la force produite par les moteurs mécaniques, c'est-à-dire la force qui fait tourner la roue sur laquelle s'opère la taille du diamant. Le prix de location varie de 1 florin (2 fr. 10 cent.) à 1 florin 60 (3 fr. 40 cent.), suivant la dimension de la roue, pour douze heures de travail (2). La création encore récente de ces grandes usines est venue opérer une véritable révolution dans l'industrie du diamant. Il y a environ une trentaine d'années, on comptait à Amsterdam vingt ou vingt-cinq ateliers, dans lesquels les ouvriers faisaient mouvoir chacun sa roue, et où la taille s'opérait moins vite et plus chèrement qu'aujourd'hui. Ce sont des joailliers qui ont pris l'initiative de ces fondations : ils avaient commencé par acheter les anciens ateliers, et, soit dit en passant, ils les avaient même payés

(1) Voyez, sur les lapidaires d'Amsterdam, l'intéressante étude de M. Alphonse Esquiros dans la livraison du 15 octobre 1856. Amsterdam est la première place du monde pour le travail du diamant dans de grands ateliers. Si quelques fabriques existent ailleurs, en Belgique, en Angleterre, elles sont éparses et infiniment loin d'égaler l'importance de celles d'Amsterdam. On avait songé à Londres à accaparer ce genre de travail; mais c'est en vain qu'on faisait venir de Hollande des ouvriers lapidaires, comme pour d'autres industries on fait venir de France des dessinateurs, des ciseleurs, etc. : il se trouvait qu'une fois détachés de leur groupe originel, ces transfuges ne conservaient pas intacte leur habileté primitive.

(2) A cette somme vient s'ajouter une rétribution d'ailleurs très légère pour l'éclairage pendant la soirée. Les ouvriers sont généralement abonnés à la fabrique; autrement ils paient un peu plus cher. Dans les momens où les ateliers ne sont pas trop remplis, on tolère que deux personnes se servent de la même roue, du moins pour la taille des petits diamans. On compte à Amsterdam trois ou quatre établissemens de ce genre, ce qui est beaucoup pour une industrie d'un caractère aussi exceptionnel. La fabrique la plus considérable emploie une force de 40 chevaux-vapeur, qui met en jeu 400 roues et fournit ainsi place à 400 ouvriers au moins.

un prix fort élevé; mais ils s'étaient assuré de cette manière la possession de tous les moyens de travail. Le succès a été si complet que les deux fabriques à vapeur créées les premières ont rapporté de 15 à 20 pour 100 par année, après que le capital primitif de toutes les actions avait été remboursé, et lorsqu'il n'existait plus qu'un nombre assez restreint d'obligations émises par les sociétés exploitantes.

Une autre différence non moins notable à signaler, c'est que dans les vastes ateliers d'Amsterdam pourvus de métiers en acier poli, et dont l'installation est de tous points vraiment splendide, on ne traite qu'un seul genre de pierres, le diamant. Dans la demeure du lapidaire de Septmoncel, sur son établi en bois grossièrement construit, le travail est infiniment plus varié : il s'attaque aux pierres précieuses de toute espèce, le diamant excepté. Les pierres fines, c'est-à-dire, suivant l'acception usuelle de ce mot, les pierres naturelles, y reçoivent toutes les formes demandées par la joaillerie. Les pierres artificielles, dont la fabrication est aujourd'hui si perfectionnée qu'elles peuvent parfois tromper au premier abord des yeux fort exercés, y sont également traitées (1). Quoique les procédés suivis soient au fond les mêmes pour toutes les pierres, il y a cependant, pour telle ou telle espèce, des précautions spéciales à prendre qui compliquent la besogne. Cette variété d'applications est d'un immense intérêt pour le visiteur, en ce qu'elle lui permet de faire rapidement connaissance avec les nombreux élémens mis en œuvre par la joaillerie. Après avoir visité les ateliers de Septmoncel, on peut se rendre compte des caractères, au moins les plus apparens, qui distinguent chaque espèce. Sans doute on n'apprend pas, dans une rapide étude, à reconnaître la valeur de telle ou telle pierre. La valeur varie à l'infini, et souvent d'après des circonstances insaisissables pour un œil inexpérimenté, qui tiennent non-seulement au poids, mais à tel reflet, à telle nuance, à telle forme (2). Ce qu'on peut espérer seulement, c'est de se faire une idée des principales divisions existant dans cette branche si curieuse de la minéralogie, c'est de saisir les données générales qui suffisent à un amateur éclairé. Il faut, bien entendu, laisser de côté les différences purement

(1) Il est employé des masses considérables de pierres factices pour bijoux dorés. On taille à Septmoncel les vitrifications de tout genre, même celles qui imitent le diamant. La fabrication des pierres fausses a donné un essor immense à l'industrie du lapidaire.

(2) Il n'est pas toujours facile, même pour les hommes du métier, de distinguer au premier abord, et sans recourir à des moyens de vérification indiqués par la science, les pierres fines des pierres artificielles. Disons que les différences principales tiennent au poids, à la dureté et à la couleur. Dans la fabrication des pierres fausses, la difficulté consiste à réunir en une mesure parfaitement identique ces propriétés des véritables pierres. Parfois on simule exactement la nuance, mais on ne peut obtenir ni la dureté ni le poids, dans d'autres cas, c'est la nuance qui reste inimitable.

scientifiques, que la chimie constate et que les hommes spéciaux ont seuls intérêt à recueillir; il faut aussi laisser de côté les différences d'un autre ordre qui tiennent à la structure, à la conformation extérieure, et reposent sur des considérations d'un caractère purement commercial : elles sont du domaine des écrits techniques. On trouve des indications de ce dernier genre présentées sous une forme curieuse dans un ouvrage publié au XVIe siècle, assez rare aujourd'hui, et intitulé *le Parfait Joaillier ou Histoire des Pierreries*. L'auteur, Boëce de Boot, qui était médecin de l'empereur Rodolphe II, le protecteur bien connu de Tycho-Brahé et de Kepler, a payé tribut à l'esprit de son temps, où l'on n'avait pas encore répudié toute croyance à l'alchimie, à l'astrologie et aux sciences occultes, et il a fait une place dans son livre à l'étude de ce qu'il appelle les *facultés médicinales et propriétés curieuses des pierreries*. Par rapport au point qui nous occupe en ce moment, c'est-à-dire aux caractères qui peuvent servir de base à une classification des pierres précieuses, Boëce a fait choix des signes les moins propres à parler à l'esprit, à laisser trace dans la mémoire. Ainsi il classe les pierres suivant qu'elles sont rares ou communes, belles ou difformes, diaphanes ou opaques, etc. Une division beaucoup plus simple, beaucoup plus claire que toutes les divisions technologiques, et à laquelle il convient que l'homme du monde se tienne, c'est celle qui est fondée sur la couleur, c'est-à-dire sur la propriété dont nos sens sont le plus frappés. Un praticien de Septmoncel l'avait adoptée dans un petit livre bien moins ancien que celui de Boëce, puisqu'il ne remonte qu'à une quinzaine d'années, bien plus connu aussi des ouvriers lapidaires (1). Cette division nous paraît la meilleure pour donner une idée des variétés du travail dans le Jura.

En suivant cette méthode de classement, on ne distingue pas moins de onze genres de pierres. La première place appartient au genre des pierres incolores, qui, sans parler du diamant que l'ouvrier septmoncelois ne traite pas, comprend le saphir blanc, la topaze blanche du Brésil et toutes les variétés du cristal de roche. Vient ensuite le genre des pierres rouges renfermant les nombreuses espèces de rubis, qui sont les pierres fines les plus dures après le diamant,

(1) *Guide du Joaillier et du Bijoutier concernant les pierres précieuses et fines, avec le moyen de les reconnaître et de les évaluer*, par M. Chevassus. Cet écrit contient, sur une matière qui a été peu étudiée en vue des gens du monde, des indications intéressantes, quoique trop sommaires. — Il n'avait été, à notre connaissance, rien publié en ce genre depuis l'année 1769, où parut à Paris, sous l'anonyme, un *Traité abrégé des Pierres fines* qui s'adressait *particulièrement*, disait l'auteur, aux *personnes de qualité* et *surtout aux jeunes seigneurs*, afin de les mettre en garde contre les tromperies du commerce. On a publié tout récemment un ouvrage plus étendu intitulé *Traité des Pierres précieuses*, par M. Charles Barbot, ancien joaillier.

les grenats, les tourmalines rouges, parfois si faciles à prendre pour des rubis. Le troisième groupe, celui des pierres bleues, n'est guère moins nombreux que le précédent, car il englobe tous les saphirs, puis le béryl ou aigue-marine et certaine variété de tourmaline. Il n'y avait à Septmoncel, au moment de mon passage, que d'assez rares échantillons de ce dernier genre; celui des pierres vertes, qui vient le quatrième, était au contraire largement représenté par des émeraudes de différens pays, émeraudes du Pérou, émeraudes du Brésil, émeraudes orientales, chacune ayant son reflet distinctif (1). Des pierres bleues et des pierres vertes dérive un cinquième genre qu'on peut qualifier d'hybride, celui des pierres bleues-verdâtres, qui ne renferme que l'aigue-marine orientale et l'aigue-marine de Sibérie, l'une et l'autre très répandues dans le commerce, surtout la première. On arrive ensuite à la famille des pierres jaunes, bien autrement riche en variétés, et dans laquelle nous voyons la topaze orientale d'une nuance plus ou moins prononcée et d'un éclat toujours très vif, la topaze du Brésil, de nuance foncée, presque roussâtre, l'aigue-marine dite aigue-marine jonquille, et dont le nom indique la couleur particulière, le jargon de Ceylan, qui a le ton un peu accentué du souci, et jette tant d'éclat qu'on l'a vendu plus d'une fois pour du véritable diamant. Après les pierres jaunes vient un genre métis, celui des pierres vertes-jaunâtres, auquel appartiennent les péridots de toute provenance et la pierre nommée chrysolithe orientale, longtemps fort recherchée en Angleterre, où elle avait été mise à la mode, dit-on, par Olivier Cromwell. Le huitième groupe se compose des pierres violettes, pierres si élégantes et si délicates, dont la qualité est des plus difficiles à distinguer, même pour des connaisseurs. On en compte seulement deux espèces, l'améthiste orientale, si belle et si rare, qui orne l'anneau des évêques, et l'améthiste ordinaire. Il ne reste plus à mentionner que trois genres pour compléter le tableau général des pierres précieuses classées d'après leur coloris : celui des pierres dont la couleur est un mélange de rouge aurore et de brun, comme l'hyacinthe et l'espèce de grenat appelée vermeille; celui des pierres caractérisées par des reflets mélangés, comme les asteries, les opales, la pierre de lune ou œil de poisson, la pierre du soleil ou aventurine orientale (2); enfin celui de tous les genres qui est à

(1) A ce genre appartient la pierre vert-pomme appelée chrysoprase, et dont la cristallerie s'est appliquée de nos jours avec tant de soin à imiter la nuance équivoque dont l'effet ne méritait peut-être pas d'être aussi recherché.

(2) La pierre de lune, disent les lapidaires, réfléchit la lumière comme la lune, et les reflets semblent osciller dans l'intérieur de la pierre, lorsqu'elle est taillée en cabochon, à chaque mouvement qu'on lui imprime. Quant à la pierre du soleil, qui réfléchit,

coup sûr le moins brillant, mais qui compte le plus de variétés, celui des pierres opaques, dans lequel se rangent les turquoises de vieille et de nouvelle roche, les agates, la malachite, le jaspe sanguin, le lapis, les camées, la cornaline, la marcassite, le jais, etc. (1).

Envisagée dans l'ensemble de ses opérations, la belle industrie des pierres précieuses en France est organisée d'une façon singulière et très complexe. Ainsi deux ou trois intermédiaires séparent le lapidaire de Septmoncel du joaillier parisien. Celui-là ne connaît qu'un *commettant* fixé dans le pays, dont il reçoit les pierres à tailler, et qui, par opposition à l'ouvrier, s'arroge, mais à tort, le titre de fabricant. Ces agens locaux sont eux-mêmes en rapport avec des négocians résidant à Paris, qui communiquent seuls avec les joailliers. La destination des pierres qu'il taille demeure absolument inconnue à l'ouvrier de Septmoncel; il les prend brutes, et il les rend façonnées conformément aux indications reçues : voilà sa tâche. Cette besogne exige une grande habitude et une extrême délicatesse de main. Il importe, comme on se le figure sans peine, de n'entamer la pierre que dans la mesure strictement indispensable, afin de ne pas perdre inutilement la matière précieuse. De plus il y a dans certains morceaux des côtés à faire ressortir de préférence aux autres, et souvent des taches à dissimuler adroitement sous les angles des facettes. La moindre inégalité dans le polissage est en outre un défaut capital.

On sait déjà que pour l'exécution de ce travail l'installation du lapidaire jurassien est des plus simples. L'établi en bois dont nous avons parlé est muni de deux roues, l'une en plomb pour tailler les pierres fines, l'autre en cuivre pour les polir (2). L'ouvrier sept-

assure-t-on, l'image entière de l'astre du jour, on a longtemps douté, mais on ne peut plus douter aujourd'hui de son existence dans la nature. L'empereur Napoléon Ier en possédait une d'un incomparable éclat. Seulement cette pierre est très rare; la plupart des aventurines orientales mises dans le commerce, pour ne pas dire toutes, sont des pierres artificielles faites avec de la limaille de laiton répandue dans une matière vitreuse en liquéfaction, mais dont l'effet ne laisse pas d'être très satisfaisant.

(1) L'industrie contemporaine a réussi à imiter presque toutes les pierres précieuses. Elle est même parvenue, dans certains cas, à superposer la pierre fine à la pierre factice par un procédé analogue à celui du placage en orfévrerie, et qui réussit quelquefois à merveille, par exemple pour les grenats. Ce produit a reçu le nom de *doublé*. Les fabriques françaises de pierres artificielles qui jouissent d'une grande réputation sont de création assez récente. Cette industrie ne date pas chez nous de plus de trente-cinq ans. On a essayé aussi, ce qui est bien autrement difficile, de fabriquer industriellement un certain nombre de pierres fines, c'est-à-dire d'opérer à l'aide de moyens chimiques le travail même de la nature. L'ancien directeur de la manufacture de Sèvres, M. Ebelmen, avait obtenu des résultats fort curieux.

(2) S'il s'agit de pierres fausses, le polissage s'opère communément sur une roue en étain. Disons que la taille des pierres nécessite l'emploi d'émeri arrosé d'eau, tandis que l'eau seule suffit pour le polissage.

moncelois se tient assis sur un escabeau élevé, prétendant que sa main, s'il se tenait debout, ne serait pas aussi sûre. Il fait mouvoir sa roue de la main gauche, à l'aide d'une manivelle, tandis qu'il tient dans l'autre main un petit bâton au bout duquel la pierre est solidement mastiquée (1). Chaque métier est garni de bords pour empêcher les pierres de rouler jusque sur le plancher; ces bords sont très peu élevés sur le devant, afin de laisser pleine liberté aux bras de l'homme. Le travail du lapidaire n'a rien de très pénible; cependant le maniement de la roue de plomb pourrait entraîner de graves inconvéniens et provoquer la maladie appelée *colique de plomb*, si l'ouvrier ne s'astreignait pas très rigoureusement à certains soins, d'ailleurs faciles à prendre, et qui ne sont que des soins de propreté. L'état de lapidaire est généralement exercé par des hommes, mais on voit aussi des femmes le pratiquer avec succès. Quant aux enfans, ils commencent leur apprentissage dès l'âge de dix ou douze ans; on leur ménage les pierres les moins rebelles. Les métiers sont montés dans la chambre même qu'occupe la famille et, autant qu'on le peut, près des croisées; il s'en trouve parfois jusqu'à quatre et cinq dans une seule pièce. Le prix du travail ne se calcule pas à la journée; il se calcule, comme on dit vulgairement, à la tâche (2). Il dépend dès lors de l'ouvrier de fixer la durée de sa besogne quotidienne; la journée n'est pas moindre de douze heures, et dans ces ateliers, que n'atteint point la loi sur la durée du travail, elle se prolonge souvent jusqu'à quinze et seize heures.

On se demande ce que peut gagner par jour, dans de pareilles conditions, un ouvrier lapidaire. Il est superflu de dire que son salaire varie suivant que le travail est plus ou moins actif, suivant que les commandes, qui subissent dans cette industrie d'assez fréquentes vicissitudes, arrivent en plus ou moins grand nombre (3). En le considérant à divers momens, il nous a été possible d'établir

(1) Puisque nous avons dit plus haut un mot de la taille du diamant, nous devons faire remarquer que l'opération présente quelque singularité, si on la compare à la taille des autres pierres. Le diamant refuse de céder à des élémens qui lui sont étrangers; il faut employer, au lieu d'émeri, du diamant réduit en poudre et qu'on humecte avec de l'huile d'olive. Il est taillé et poli en même temps sur une roue en fer fondu tournant avec une extrême rapidité. On est obligé de donner fréquemment un coup de lime à la meule pour la faire mordre. Le diamant brut est fixé dans un amalgame de plomb et d'étain.

(2) En thèse générale, quand il s'agit des pierres d'un prix modéré, la taille figure à peu près pour le dixième de la valeur vénale; ainsi le morceau de jaspe sanguin que nous payons 20 francs chez le joaillier a été taillé et poli pour 2 francs.

(3) Il ne faut point s'étonner s'il est partout dans les destinées d'une telle industrie de rester subordonnée aux caprices du luxe et aux évolutions de la richesse générale. De pareilles vicissitudes se sont fréquemment produites dans le travail des lapidaires d'Amsterdam; quelquefois en outre la besogne leur a manqué faute d'arrivages, alors que la matière première faisait défaut aux joailliers eux-mêmes.

une moyenne qui ne s'écarte pas trop de la rigoureuse vérité. Les chiffres auxquels nous sommes arrivé à l'aide de ces comparaisons sont de 1 fr. 50 cent. à 1 fr. 75 cent. pour les hommes, 1 fr. à 1 fr. 25 c. pour les femmes, 20 c. à 60 c. pour les enfans. Si, pour faciliter l'appréciation de l'aisance dans les familles, on voulait déterminer une moyenne applicable à tous les ouvriers sans distinction d'âge ni de sexe, on ne pourrait pas, croyons-nous, la porter au-delà de 1 fr. 25 c. par jour, même en tenant compte de certaines circonstances tout à fait exceptionnelles, qui font hausser le taux de la rétribution (1). Avec ce chiffre de 1 fr. 25 c. par jour, le gain annuel de l'ouvrier monterait à 387 fr. 50 c. pour trois cent dix jours ouvrables, et le budget des recettes d'une famille comprenant trois travailleurs à 1,162 fr. 25 c.; mais les chômages qui se produisent couramment chaque année obligent de réduire ces chiffres d'un sixième, et de les fixer par conséquent à 322 fr. 90 c. et à 968 fr. 75 c. Telles sont les ressources avec lesquelles il faut faire face à tous les besoins, sauf le cas où quelque travail agricole vient les accroître un peu; mais le produit de ce dernier travail peut tout au plus compenser la réduction opérée pour cause de chômage. Il s'en faut bien, disons-le en passant, que la taille du diamant s'effectue à aussi bas prix à Amsterdam. Les lapidaires hollandais gagnent trois ou quatre fois plus par jour, déduction faite des frais de location de leur place à l'usine (2).

Si modiques que soient les revenus qu'elle tire de son industrie, la peuplade des lapidaires de Septmoncel est loin d'attrister les regards par cet air d'abandon qu'on rencontre quelquefois parmi les ouvriers d'autres localités, et qui est toujours un infaillible indice de misère. Tous les élémens dont se compose la vie locale témoignent au contraire d'un véritable soin et, si j'osais le dire, d'une

(1) Un fait récent mérite d'être signalé. La crise des subsistances de 1855 et de 1856, qui a été si cruelle sur d'autres points de la France, notamment dans quelques départemens du centre, s'est fait peu sentir à Septmoncel : le travail était alors très actif, et les salaires satisfaisans. Retour singulier, du moins en apparence! la situation est devenue moins facile à partir de 1857, au moment où les causes générales de gêne allaient en s'amoindrissant. Les commandes de la joaillerie avaient diminué, et la situation des familles ouvrières devenait par suite moins favorable, quoique le prix des denrées alimentaires eût baissé. Cela ne semble-t-il pas signifier que la clientèle de la joaillerie s'était un peu épuisée pendant la disette pour soutenir les habitudes de luxe antérieurement contractées? Le commerce des bijoux est un de ceux qui peuvent le mieux faire juger de l'état général de la société au point de vue de l'économie politique.

(2) Les lapidaires d'Amsterdam sont presque tous israélites. Ils forment une sorte de tribu occupant un quartier distinct dans le voisinage des fabriques, tribu facile à passer en revue, car, chaque fois que le temps le permet, les familles se tiennent dans la rue, devant leurs maisons. Le quartier juif à Amsterdam est une sorte de *forum*. Tous les ouvriers se connaissent personnellement entre eux.

certaine recherche. Les logemens, qui sont d'un prix relativement élevé, puisqu'une chambre de dimension ordinaire ne coûte guère moins de 100 francs par an, sont entretenus avec une propreté extrême. Établis communément de plain-pied avec le sol, ils sont revêtus de parquets formés de longues planches de sapin, qui leur assurent tout de suite une sorte de *comfort* inconnu dans la plupart de nos provinces, où les habitations rurales n'ont pour carreau que de froides briques, et plus fréquemment encore de la terre battue. Comme le bois ne coûte presque rien à Septmoncel, il est prodigué partout dans les constructions. Aux avantages qu'offre ce système se joint un inconvénient grave, le danger de l'incendie. On en cite de trop nombreux exemples, et le feu est très difficile à étouffer ou à contenir, car il s'attaque à des bois d'une nature résineuse. Il n'y a guère plus de trente ans, Septmoncel a été presque entièrement détruit par les flammes. Quelques années auparavant, à une époque de douloureuse mémoire, lors de l'invasion du territoire national, les Autrichiens, qui occupèrent le Jura, n'avaient eu qu'à lancer une torche enflammée pour brûler en un moment plusieurs rangées de maisons du même village. La mémoire des incendies reste toujours vivante parmi les habitans; aussi chacun est-il constamment sur ses gardes : les moyens de secours sont en permanence dans toutes les maisons, et si un incendie se déclare quelque part, on est prêt en un clin d'œil à le combattre.

L'ameublement des habitations se présente en général sous un bon aspect; il dénote qu'on aime à s'approprier, du moins autant qu'on le peut, tout ce qui constitue un perfectionnement dans les installations domestiques. Ainsi pas de logement où il n'y ait une glace, une pendule, où l'on n'aperçoive quelque appareil économique pour la cuisson des alimens et pour le chauffage. Une tendance analogue se révèle encore dans l'habillement, qu'il faut voir le dimanche. Les hommes ne voudraient pas ce jour-là endosser la blouse; ils portent d'ordinaire une veste ronde en étoffe pelucheuse et forte, et des pantalons d'un drap de fantaisie commun et solide, tel qu'en fabriquent à si bon marché plusieurs cités industrielles du midi de la France. Quant aux femmes, elles sont naturellement plus recherchées dans leur parure; mais elles ont si bien réussi à imiter la toilette des villes qu'il n'y a plus de caractère spécial dans leur costume.

Comment, avec ces exigences diverses, peut-on mettre en équilibre le budget de la famille, et, suivant le dicton populaire, *nouer les deux bouts?* On y réussit cependant, mais ce n'est qu'en restreignant dans des limites presque incroyables les dépenses de la nourriture quotidienne. La frugalité de ces fils de la montagne se-

rait absolument impraticable dans les conditions ordinaires du travail industriel. Il faut d'abord retrancher de l'alimentation la viande et le vin, qui n'y figurent qu'exceptionnellement; il faut en retrancher la plupart des légumes, qui viennent mal sur ces froids plateaux. Otons-en pour la même raison les fruits, qui sont ailleurs d'un si grand secours pendant une partie de l'année à la population laborieuse. Au moins, dira-t-on, l'ouvrier de Septmoncel a-t-il du pain de bonne qualité? Cela n'est pas possible dans un pays où l'on récolte si peu de blé. Les familles se contentent communément d'un pain d'orge et d'avoine, qu'on désigne sous le nom d'*orgé*, quoique ce soit la farine d'avoine qui y domine. La pâte ainsi formée ne fermente et ne cuit que difficilement. Ce pain serait insupportable pour des estomacs qui n'y seraient pas dès longtemps accoutumés. Qu'il soit très noir, cela va sans dire, mais de plus il a la propriété d'absorber aisément l'humidité et de moisir vite. Telle est pourtant la base de l'alimentation populaire, à laquelle s'ajoutent les pommes de terre et le laitage; encore le lait qui se consomme, ce n'est pas le lait avec tous ses élémens nutritifs, mais seulement le résidu que laisse la fabrication du fromage, pratiquée partout, comme on sait, dans les montagnes du Jura. Ainsi appauvri, le lait offre encore l'avantage de former un excellent préservatif contre la maladie occasionnée par le maniement de la roue de plomb. Quant aux fromages du pays, on vend pour le dehors tous ceux qui sont susceptibles de se conserver, et on ne garde qu'un produit de qualité très inférieure. On est tellement fait à ce genre de vie que, loin de songer à s'en plaindre, on y puise volontiers à l'occasion un sujet de plaisanterie. Il m'a été raconté que, quelques mois avant ma visite, un personnage officiel de l'arrondissement de Saint-Claude, nouvellement arrivé de Paris, visitait le plateau de Septmoncel, pendant une belle après-midi d'été, en assez nombreuse compagnie. Comme des dames, qui faisaient partie de l'excursion, complimentaient un vieillard presque octogénaire sur la conservation et la beauté de ses dents : « Ah! leur répondit-il, vous verrez toujours parmi nous des dents fort belles; nous avons pour les conserver un secret infaillible, qui, si l'on voulait s'en servir à la ville, aurait bientôt ruiné tous les dentistes. » Il s'en fut alors chercher dans sa huche un morceau de son pain d'avoine, qu'il leur présenta comme le précieux talisman.

On sera frappé du contraste entre cette vie si dure des lapidaires du Jura et l'existence luxueuse que leur révèle l'industrie même qui les fait vivre. Ce n'est pas que l'on puisse ici opposer les deux extrêmes, luxe et misère; mais on ne saurait sans émotion considérer ces habitudes âpres et sévères au milieu d'un travail qui a pour objet essentiel de subvenir aux fastueuses manifestations du super-

flu. A ces conditions si exceptionnelles correspondent des goûts, des mœurs, des caractères non moins singuliers. La physionomie morale des habitans de cette région est tout aussi tranchée que celle de leurs montagnes. Il y a plus de trente ans, un médecin du pays avait glissé dans un mémoire sur les maladies du haut Jura une réflexion, utile à rappeler ici, sur le tempérament moral de la population de Septmoncel. « C'est, écrivait-il, une sorte de peuplade dont le caractère s'éloigne presque en tout de celui qui est général. » Oui, dirons-nous, mais il s'en éloigne sans avoir pour cela rien de choquant; il reste au contraire profondément sympathique. Tout en étant original, il suffit de l'observer dans ses traits principaux pour reconnaître qu'il s'alimente à la source de ces idées qui forment en France le fonds de l'existence commune. On est frappé d'abord de ce qu'a de puissant le lien qui unit entre eux les membres d'une même famille. Fortifié par le rapprochement qu'entraîne le régime du travail, il conserve à Septmoncel une remarquable énergie. Jamais on n'y voit les enfans, dès qu'ils sortent d'apprentissage, s'en aller louer quelque gîte séparé. Le mariage ne rompt même pas le faisceau primitif : la famille élargie s'arrange le plus souvent pour occuper la même maison et vivre à la même table. Cette organisation des ménages a pour résultat de bannir le vice éhonté et les scandales dont il est inévitablement suivi. La régularité de la vie est d'ailleurs cimentée par l'usage où l'on est de se marier de bonne heure; elle l'est encore davantage par la conservation des habitudes religieuses. C'est le dimanche surtout qu'il faut observer la population septmonceloise. Parmi les distractions que ce jour ramène figurent, suivant la saison, des promenades sur les coteaux d'alentour, ou des visites entre parens et voisins. La part faite le dimanche aux dépenses inutiles, même à l'âge où la prévoyance manque le plus, se ressent de la vie en commun sous l'autorité du père de famille. Il n'y a pas de ces dissipations insensées qui absorbent en un jour le produit d'une semaine de travail. On est généralement économe, on l'est par habitude, sinon par suite d'une prévoyante réflexion; d'ailleurs, depuis que l'institution des sociétés de secours mutuels a pénétré dans ces montagnes, on commence à mieux comprendre les avantages de l'épargne.

Les nuances les plus tranchées du caractère local échappent au cercle de la vie domestique proprement dite, et semblent se lier à des inspirations plus générales. Certains événemens historiques, certaines luttes dont ces montagnes ont été le théâtre, et peut-être aussi la situation du pays sur la frontière même, y ont suscité et entretenu un penchant très visible à protéger le faible, à donner asile au vaincu. La contrée est encore pleine des souvenirs de cette

guerre qui fut pour le Jura en quelque sorte une guerre de partisans, et qui, au XVIIe siècle, marqua la fin de la domination espagnole dans la Franche-Comté (1). On dirait, à entendre les récits animés qu'on en fait encore, que la lutte date seulement d'hier. A cette époque, alors que les Espagnols, dans le délire d'un pouvoir près de s'écrouler, poursuivaient les amis de la France avec une cruauté comparable à celle dont a été souillée la conquête du Mexique, l'habitant de la montagne tenait pour un devoir sacré de recueillir les fugitifs sous son toit, même au péril de ses jours.

Cet instinct, qui pousse à prêter secours au malheur, a pour racine un grand fonds d'honnêteté. On serait incapable de dévouement, si l'on était incapable de désintéressement. Il faut s'attendre dès lors à trouver à Septmoncel, dans tous les rapports de la vie, les preuves manifestes d'une inaltérable probité. La confiance la plus significative règne notamment dans toutes les relations qui naissent du travail, confiance d'autant plus importante qu'il s'agit de matières dont les moindres parcelles ont souvent un prix fort élevé. Dans les soins pris pour la conservation des pierres, on paraît plus préoccupé de la crainte de les perdre que de celle de les voir dérober. Jamais un ouvrier lapidaire n'a été taxé d'infidélité, et cependant on lui confie à la fois de la besogne pour quinze ou vingt jours. Les précautions ayant pour objet de constater les quantités dans l'intérêt du fabricant seraient insuffisantes sans la loyauté de l'ouvrier. Partout se révèle une même disposition à la confiance. Ainsi les familles ont la singulière habitude de ne pas conserver chez elles, entre les murs de leur maison, dans la crainte d'un incendie, leurs objets les plus précieux. Une espèce de cabane qu'on appelle *réserve*, construite à quelques pas dans le jardin, reçoit le linge, les papiers, en un mot toutes les choses auxquelles on tient le plus. Nul ne songe que le dépôt mis de cette façon à l'abri du feu pourrait être exposé durant la nuit aux atteintes d'une main criminelle. Ajoutons qu'il n'y a pas plus de mendians que de voleurs. La mendicité, si commune dans le bas Jura, est tout à fait inconnue dans la montagne.

La générosité des instincts est associée à une sorte de fierté native qui n'a rien de calculé, et qui tient au genre de vie qu'on mène comme aux longues traditions d'une indépendance garantie par l'isolement même. Les lapidaires septmoncelois ignorent les entraves qui gênent et qui compriment. Voyez-les dans les relations avec les intermédiaires dont ils reçoivent la matière à travailler :

(1) Conquise en 1668, la Franche-Comté fut rendue aux Espagnols par le traité d'Aix-la-Chapelle; reconquise en 1674, elle fut laissée à la France par le traité de Nimègue.

vous remarquez que tout se passe sur un pied d'aisance parfaite; point de hauteur dédaigneuse d'une part, point de familiarité prétentieuse de l'autre. On agit simplement, dignement, chacun dans son rôle, comme deux parties dans un contrat. Quelle différence entre l'attitude de l'ouvrier de Septmoncel rapportant les pierres qu'il a taillées et celle de tel pauvre tisserand de la campagne dans certains districts, quand il vient, lui aussi, rendre sa pièce d'étoffe à l'intermédiaire dont il la tient habituellement! Comme ce dernier est traité avec un dédain inconnu du premier! comme sa susceptibilité est peu ménagée! Il épie, le cou tendu, les moindres signes des impressions de son juge, tremblant, ou que son salaire ne soit rogné pour des *mal façons* plus ou moins réelles, ou qu'il ne soit renvoyé lui-même sans emporter d'autre ouvrage. Dans une telle scène, on ne reconnaît plus guère deux parties traitant librement ensemble. On songe naturellement au mot de Sénèque, rappelant le droit inhérent à la personnalité humaine à propos d'un esclave maltraité : « *homo est*, il est homme. » On aime l'attitude si différente de l'ouvrier septmoncelois. Combien l'instinct de la dignité personnelle et l'amour de l'indépendance sont admirables quand ils sont unis à des sentimens droits! Combien il importe dès lors de les défendre et contre la perversité qui les dénature, et contre l'ignorance qui les obscurcit!

Quelles barrières protégent les lapidaires de Septmoncel contre la démoralisation? L'ignorance, on l'a vu, n'est point dans les tendances locales. On aime à s'instruire, on aime à acquérir au moins ces connaissances élémentaires dont aucun être humain ne devrait rester privé. Les chefs de famille comprennent le prix de l'instruction. Nous ne sommes plus ici dans le bas Jura, où l'ignorance, quoique combattue par la création d'écoles gratuites, conserve encore un si large domaine. Tandis que là-bas les parens se décident difficilement à envoyer leurs enfans à l'école, aucun d'eux ne voudrait ici manquer à ce devoir. Comme les intelligences sont d'ailleurs vives et nettes, il est rare que l'enseignement ne produise pas ses fruits. Il y en a une preuve dans ce fait, que la langue française est parlée sur ces montagnes lointaines avec une correction rare dans nos villes mêmes. Le désir de cultiver jusque dans un âge mûr les élémens de l'instruction reçue pendant l'enfance paraît assez général. Parmi les distractions du dimanche, surtout durant l'hiver, nous aurions pu citer les lectures, auxquelles il n'est pas rare de voir les lapidaires consacrer quelques heures ce jour-là. Outre les livres qui ont une destination spéciale pour les offices religieux, on ne possède cependant, à vrai dire, que quelques almanachs, quelques volumes pris au hasard dans la balle d'un colporteur. Si l'on en juge

néanmoins par la finesse de leurs reparties dans les conversations les plus ordinaires, les ouvriers de Septmoncel pourraient se livrer, si quelque influence intelligente et dévouée leur en ménageait les moyens, à des lectures d'un ordre plus élevé, plus propres à étendre leurs facultés natives, à leur procurer quelques connaissances utiles.

Certes, quand on songe à l'insuffisance des moyens d'instruction mis à la portée des humbles lapidaires du Jura, on s'étonne qu'ils aient pu se montrer aussi accessibles à l'esprit de la civilisation moderne, dont le caractère est de rendre les hommes de plus en plus aptes à la pratique du bien par la culture de leurs facultés intellectuelles. On ne s'étonne pas moins des progrès de tout genre réalisés au sein d'une peuplade aussi éloignée du monde par l'escarpement de ses montagnes. Telle est l'influence salutaire qu'exerce sur les natures vigoureuses l'obligation de ne compter que sur elles-mêmes. Une fois mise en possession d'une industrie spéciale qui lui permettait de vivre, la population septmonceloise a été poussée, par les inconvéniens attachés à sa situation, à fouiller plus avant qu'ailleurs dans sa propre énergie. Les efforts qu'il a fallu faire en face d'un sol si ingrat et si rebelle ont donné aux intelligences une souplesse qui se confond aujourd'hui avec les instincts les plus spontanés.

Une question d'un très vif intérêt pour la population septmonceloise se présente d'elle-même, dès qu'on réfléchit un peu sur l'organisation de l'industrie des lapidaires. N'est-il pas à craindre qu'il s'accomplisse dans cette industrie, comme cela est arrivé dans d'autres, une de ces révolutions par lesquelles le régime du travail est bouleversé de fond en comble? Deux faits d'une origine diverse auraient pour conséquence inévitable, s'ils se réalisaient, de jeter une assez grave perturbation à Septmoncel. Supposons d'abord que les *commettans*, les fabricans, si l'on veut, qui donnent les pierres précieuses à tailler, cédant à un entraînement déplorable, cherchent à peser de plus en plus sur les salaires; il est certain qu'ils finiraient par porter bientôt un coup mortel à l'industrie locale. Il faut en effet de toute nécessité que l'ouvrier tire de son labeur les moyens de vivre. Or, comme il n'est pas possible de vivre plus rigidement qu'on ne vit à Septmoncel, le salaire ne peut être réduit qu'aux dépens de l'exécution, c'est-à-dire de la qualité du travail. Il faudrait toujours obtenir le même gain journalier. Qu'arriverait-il alors? Avec des travaux moins achevés, la fabrique du Jura verrait à coup sûr décroître sa clientèle, et ce serait la fabrique parisienne, sa fille et sa rivale, qui en tirerait profit. De cette façon, les fabricans du pays auraient préparé sans le vouloir la perte de leur commerce. Il faut espérer que leur propre intérêt les préservera de ce périlleux écueil.

La seconde éventualité redoutable semble au premier abord être beaucoup moins subordonnée à des volontés particulières. Elle dépendrait tout entière, paraît-il, de cette irrésistible force qui entraîne le monde industriel, même malgré lui, sur la voie du progrès. La question revient à se demander en effet si la taille des pierres précieuses se prêterait à la création de grands ateliers mécaniques analogues à ceux qu'on a établis à Amsterdam pour le diamant. Si de telles usines devaient présenter des avantages, rien ne pourrait en empêcher la formation. Il est évident du reste que, fondées soit à Paris, soit à Septmoncel, elles réagiraient profondément d'une manière ou d'une autre sur l'industrie du Jura : à Paris, en entraînant la dépossession rapide des lapidaires septmoncelois; à Septmoncel, en rendant impossible le travail en famille.

Disons-le : au prix où la taille s'effectue, cette révolution nous semble encore éloignée, en admettant qu'elle devienne possible. Dans la capitale, de telles usines ne fourniraient pas un moyen de travailler à plus bas prix qu'on ne le fait dans le Jura. Sur le plateau de Septmoncel, le transport de la houille nécessaire aux appareils à vapeur, même après l'achèvement des chemins de fer projetés dans la Franche-Comté, augmenterait singulièrement les frais de production. Quant à établir des moteurs hydrauliques, les torrens voisins sont trop capricieux pour qu'on puisse y songer.

Dans une seule hypothèse cependant, le danger deviendrait réel. Si les lapidaires septmoncelois, oubliant leurs traditions, s'abandonnaient à des déréglemens d'où viendrait, avec l'irrégularité dans le travail, l'augmentation des dépenses de la famille, ils peuvent être sûrs que l'industrie s'évertuerait à trouver à tout prix des ressources nouvelles dans la mécanique moderne. En ce sens, le péril est donc en eux-mêmes. Dans toutes les situations sociales, il n'y a pour l'homme de sécurité au point de vue de l'ordre matériel, comme de dignité au point de vue de l'ordre moral, que si, en respectant et les autres et lui-même, il sait rester maître de ses instincts.

Lorsque nous quittâmes Septmoncel pour continuer nos visites dans le Jura, où l'on nous signalait quelques autres groupes non moins dignes d'étude, nous trouvions que les élémens recueillis étaient de nature à inspirer une solide confiance en l'avenir. La réflexion n'a fait que fortifier depuis ce premier sentiment. Sans doute la situation ne restera pas absolument ce qu'elle est; la force des choses modifiera l'isolement actuel. La route qui monte jusqu'à Septmoncel depuis plusieurs années sera tôt ou tard complétée par d'autres, qui rendront ce district plus accessible aux investigations comme aux influences du dehors. Que faut-il à ce petit monde pour qu'en cessant d'être en quelque sorte muré sur lui-même, il

garde intacte sa vitalité propre? Il lui faut d'une part la conservation de la vie de famille, et de l'autre l'action des intermédiaires placés entre la joaillerie parisienne et le travail local. Ces intermédiaires ont intérêt à ménager avec soin, en l'éclairant de plus en plus, le sentiment populaire. Quant à la vie en famille, elle se trouve intimement unie, chez les lapidaires du Jura, au travail industriel. Les relations ou les nécessités qui en dérivent n'ont pas pour effet d'affaiblir le mérite de l'ouvrier. A la vérité, tous les genres de travaux industriels ne sont pas susceptibles de se prêter à une semblable organisation. La besogne par exemple qui réclame l'emploi de puissans engins mécaniques ne saurait être exécutée sous le toit domestique. De plus, pour beaucoup d'opérations, le travail dans de grands ateliers est infiniment moins coûteux. Le travail en fabrique peut avoir d'ailleurs des avantages dérivant de ses conditions mêmes; il peut servir par exemple à étendre le cercle des institutions qui reposent sur le principe de mutualité. On a quelquefois parlé d'association contre les chômages; on a reconnu que la caisse d'épargne, tout en offrant sous ce rapport certaines facilités, avait l'inconvénient de laisser la prévoyance individuelle trop facultative et trop incertaine. Eh bien! s'il existe un milieu où l'association puisse surtout être tentée sans péril, il se trouve à coup sûr dans la grande fabrique. Toutefois il reste à se demander si dans nos districts manufacturiers on s'est suffisamment préoccupé de concilier les exigences manufacturières avec les habitudes de la vie en famille. A-t-on pris soin de ménager à la vie en famille toutes les facilités qu'il était possible de lui attribuer? A-t-on cherché à la prémunir contre des atteintes tout à la fois funestes et inutiles? Non, assurément; pendant longtemps on n'y a même pas songé, et cependant quoi de plus sacré? Jadis il y avait dans l'industrie plus de moralité et beaucoup moins de puissance qu'aujourd'hui : c'est un désaccord à faire cesser. Si nous nous sommes appliqué à reproduire fidèlement les traits de la vie industrielle et domestique à Septmoncel, c'est surtout parce que nous avons cru que les exemples donnés dans le haut Jura étaient de nature à suggérer plus d'une inspiration conforme à l'intérêt évident de la société française.

A. AUDIGANNE.

PUBLICISTES

MODERNES

DE LA FRANCE

ALEXIS DE TOCQUEVILLE.

Un homme que l'étranger nous enviait, aussi éminent par le caractère que par le talent, celui de tous nos publicistes philosophes qui, depuis Montesquieu, s'était élevé à la plus haute renommée, un des membres les plus respectés de nos anciennes assemblées délibérantes, M. Alexis de Tocqueville, est mort le 16 avril, à peine âgé de cinquante-trois ans. Il est mort d'une affection de poitrine dont l'origine remontait à son passage aux affaires en 1849. La maladie qui vient de l'emporter avait déjà mis sa vie en péril une première fois il y a quelques années; on croyait l'avoir vaincue, elle n'était qu'assoupie, ou plutôt elle continuait lentement et sourdement ce travail de destruction qui est aujourd'hui accompli. Et cependant telle était la vitalité intellectuelle de l'illustre malade que, se sentant libre de toute atteinte de ce côté-là, gardant un esprit aussi actif et aussi ferme que jamais, il s'est fait illusion jusqu'au dernier moment sur la gravité du danger. Très peu de jours avant sa mort, il écrivait encore de sa main à ses amis des lettres pleines de sérénité et de confiance dans l'avenir. Un des principaux sentimens qui attachaient à la vie cette âme si élevée et si noble était une préoccupation de bien public plus encore que de gloire person-

nelle : il continuait ardemment cet ouvrage sur *l'Ancien Régime et la Révolution*, dont le volume publié avec tant de succès n'était que la première partie. Après avoir appliqué à l'étude de l'ancienne France cette sagacité analytique et cette puissance de généralisation qu'il possédait à un si haut degré, il avait entrepris le même travail sur la société issue de 1789. Avec ses habitudes d'élaboration patiente et opiniâtre en même temps que fiévreuse, il poursuivait lentement son œuvre, arrêté quelquefois par la douleur, qui minait sa frêle constitution, mais toujours pressé de revenir à ses documens et à ses livres, puisant à toutes les sources d'information, réunissant tous les faits qui devaient lui livrer le secret des maux de la démocratie française et des remèdes appropriés à ces maux. J'ai dit qu'il se faisait illusion sur ses forces; sa confiance habituelle était cependant quelquefois combattue par de vagues pressentimens d'une fin prochaine. Aucun de ses amis ne pourrait relire aujourd'hui sans attendrissement ce passage du volume publié par lui en 1856, dans lequel, après avoir exposé le plan du second ouvrage qui doit compléter le premier, et qu'il a ébauché, il s'arrête et s'écrie : « Me sera-t-il donné de l'achever? Qui peut le dire? La destinée des individus est encore bien plus obscure que celle des peuples. » Sa destinée, hélas! était de mourir avant d'avoir pu terminer cette œuvre, à laquelle il avait voué tout ce qui lui restait de force et de vie. Quelques fragmens seront peut-être en état de voir le jour, mais le monument restera inachevé.

Ainsi tout se réunit pour augmenter les regrets que cette mort inspire. Ce n'est pas un travailleur fatigué qui nous quitte après avoir achevé sa tâche, c'est un travailleur plein de zèle et de feu qui nous est enlevé dans toute sa vigueur intellectuelle et morale, au moment où s'ouvrait encore pour lui un avenir fécond en labeurs utiles à son pays, soit que la Providence, qui, dans ses impénétrables secrets, ne l'a pas voulu, permît encore un rôle actif à ce caractère si ferme, si justement entouré de la considération publique, soit qu'éloigné à jamais de la vie active, il dût se consacrer tout entier à préparer à la liberté les générations futures, en continuant ce haut enseignement de philosophie politique qui a fait la gloire de son nom : il l'avait repris, cet enseignement, avec plus de puissance que jamais, car à tous les dons qui distinguaient autrefois la précoce maturité de sa jeunesse il joignait les fruits d'une expérience de vingt années consacrées aux affaires publiques.

Nous ne nous proposons pas ici d'écrire une étude complète sur la vie et les ouvrages d'Alexis de Tocqueville. Honoré de son amitié, plein du souvenir de toutes les qualités nobles ou charmantes qui le rendaient si cher à tous ceux qui l'ont connu, nous éprou-

vons un sentiment de douleur qui ne nous laisse pas assez de liberté d'esprit pour entreprendre de consacrer à sa mémoire un hommage digne de lui ; nous essaierons du moins d'esquisser les principaux faits de cette carrière si droite et si pure, les principaux traits de cette rare intelligence et de ce beau caractère.

Alexis de Tocqueville, né en 1805, appartenait à une famille ancienne établie depuis plusieurs siècles en Normandie, dans un manoir du Cotentin, à quelques lieues de Cherbourg et à quelques pas du village de Tocqueville, dont elle avait la seigneurie et dont elle avait pris le nom. Il était le troisième fils du comte de Tocqueville, qui fut préfet sous la restauration et pair de France, homme distingué à tous égards et d'une vitalité d'esprit peu commune, car il avait, je crois, plus de soixante-dix ans lorsque, étranger jusque-là aux travaux littéraires, il composa et publia en 1847 une *Histoire philosophique du Règne de Louis XV*, qui n'est pas aussi philosophique que semble l'indiquer le titre, car la narration y tient plus de place que la dissertation, mais qui est un ouvrage animé, instructif, intéressant, empreint d'un caractère d'impartialité que n'altère aucune prévention en faveur du passé.

Issu d'un père aussi bien doué, Alexis de Tocqueville descendait par sa mère, Mlle de Rosambo, d'un des hommes les plus attachans du XVIIIe siècle, le noble défenseur de Louis XVI, l'éloquent et courageux Malesherbes. Sa première enfance s'écoula au château de Verneuil, près de Mantes, où il était né, et où son père résidait temporairement. Il y put recevoir de bonne heure l'impression de la gloire littéraire, car ses parens eurent souvent pour hôte l'auteur du *Génie du Christianisme*. Chateaubriand était allié au père d'Alexis de Tocqueville par son frère, qui avait épousé aussi une des petites-filles de Malesherbes, et qui était mort sur l'échafaud révolutionnaire avec sa jeune femme, laissant deux fils orphelins dont la tutelle avait été confiée au comte de Tocqueville. Dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, Chateaubriand consacre quelques lignes à ces souvenirs de Verneuil et à l'enfance d'Alexis de Tocqueville. Celui-ci aimait à rappeler, de son côté, que ses souvenirs d'enfant relativement au mélancolique auteur de *René*, dont la vieillesse fut si triste, se rapportaient à un Chateaubriand très gai, plein de verve et d'entrain, racontant des histoires comiques et jouant des charades.

Élevé au collége de Metz, où son père était préfet sous la restauration, Alexis de Tocqueville fit son droit à Paris, et fut nommé juge-auditeur à Versailles peu de temps avant la révolution de juillet. Le caractère de cette révolution, accomplie au nom de la loi, détermina sans doute l'adhésion du jeune magistrat, dont l'es-

prit était déjà disposé à préférer les institutions aux hommes. Malgré des influences de famille qui auraient pu l'en détourner, il garda sa situation sous le gouvernement nouveau; néanmoins, tout en conservant d'abord des fonctions auxquelles il renonça plus tard, comme il éprouvait déjà ce besoin d'observer et de comparer les mœurs et les lois des nations qui devait le conduire à la renommée, il demanda et obtint une mission pour aller aux États-Unis étudier le régime des prisons, et il partit avec un de ses plus chers amis, M. Gustave de Beaumont. Les deux voyageurs accomplirent consciencieusement leur tâche : outre six volumes in-folio de documens qu'ils rapportèrent au gouvernement français, ils publièrent en commun en 1833 le fruit de leurs observations sur cette question spéciale en un volume intitulé *Du Système pénitentiaire aux États-Unis.*

Mais déjà une idée bien plus vaste s'était emparée de l'esprit d'Alexis de Tocqueville. En étudiant sur place la démocratie américaine, en voyant à l'œuvre ce genre de gouvernement, la plus récente création des hommes, il comprit tout ce qu'il y avait de force dans le principe d'égalité qui lui sert de base. Tout en tenant grand compte des différences qui naissent des précédens et des mœurs de chaque peuple, il reconnut que ce principe démocratique, dont les conséquences les plus générales étaient partout les mêmes, après avoir établi son empire dans le Nouveau-Monde, tendait de plus en plus à s'emparer de l'ancien, et dès lors il entreprit de l'étudier dans toutes ses manifestations sur le théâtre même de sa pleine puissance, de faire tout à la fois l'anatomie philosophique de la démocratie américaine en particulier et du principe démocratique en général. « J'avoue, écrivait-il plus tard, que dans l'Amérique j'ai vu plus que l'Amérique; j'y ai cherché une image de la démocratie elle-même, de ses penchans, de son caractère, de ses préjugés, de ses passions. J'ai voulu la connaître, ne fût-ce que pour savoir du moins ce que nous devions espérer ou craindre d'elle (1). » Les deux premiers volumes, consacrés à montrer l'influence qu'exerce en Amérique l'égalité des conditions sur les institutions, les lois, les partis, la marche du gouvernement, la vie politique tout entière, parurent en 1835; ils firent une sensation des plus vives. La solidité du fond, la beauté à la fois élégante et sévère de la forme, la hauteur, la nouveauté des vues, l'enchaînement des idées, la noblesse et la chaleur des sentimens, classèrent immédiatement cet ouvrage parmi les chefs-d'œuvre de notre littérature sérieuse, et l'auteur, à peu près inconnu la veille, se trouva dès son coup d'essai placé au rang des plus grands écrivains et des

(1) *De la Démocratie en Amérique*, t. Ier, *introduction*, p. 22.

plus profonds penseurs de notre siècle : il n'avait pas encore trente ans. En ce genre de littérature philosophique et politique, il y a peu d'exemples d'une telle précocité.

Cinq ans après, en 1840, il compléta son œuvre par deux nouveaux volumes, dans lesquels il étudiait l'influence de l'égalité des conditions sur le mouvement intellectuel, moral et social, sur les idées, les sentimens, les mœurs, les goûts des Américains en particulier et des nations démocratiques en général. C'est dans ces deux derniers volumes surtout que l'éloquent publiciste, se dégageant de l'étude exclusive de la société américaine, a répandu, à notre avis, le plus d'idées profondes et neuves sur les sujets les plus variés. Il est tel chapitre de huit pages, celui par exemple qui est intitulé *de quelques tendances particulières aux historiens dans les siècles démocratiques*, où les idées condensées par l'écrivain pourraient fournir la matière d'un livre tout entier. C'est peu de temps après la publication de ces deux derniers volumes que l'auteur, qui faisait déjà partie de l'Académie des Sciences morales et politiques, fut élu membre de l'Académie française.

Nous avons entendu quelquefois des personnes qui, comprenant difficilement qu'un seul ouvrage de premier ordre puisse procurer plus de gloire que dix ouvrages médiocres, demandaient si la renommée d'Alexis de Tocqueville n'avait pas été un peu surfaite, si sa naissance, sa fortune, ses relations sociales n'avaient pas contribué autant que son mérite à l'élever au rang éminent qu'il occupait dans la république des lettres. A cette question on peut faire une réponse bien simple, et à mon sens très concluante. *La Démocratie en Amérique* n'est pas précisément une lecture *amusante*; jamais écrivain, tout en soignant beaucoup son style pour se satisfaire lui-même, c'est-à-dire pour rencontrer cette expression juste et unique dont parle La Bruyère et qu'aucune autre ne remplace, jamais écrivain ne redouta moins qu'Alexis de Tocqueville d'imposer parfois un certain travail à l'esprit du lecteur. Quelques-uns ont voulu voir en lui un simple imitateur de Montesquieu : sa manière de saisir et de présenter les questions se ressent en effet de l'étude de l'*Esprit des Lois*, et sous ce rapport la gloire du genre appartient d'abord à l'inventeur et au maître; mais sans parler ici des différences considérables qui distinguent ces deux penseurs et quant au fond des idées et quant au plan suivi par chacun d'eux, sans nous attacher à montrer que si le plan de Montesquieu est plus vaste, il offre dans l'exécution un ensemble moins méthodique, moins net, plus encombré de détails, plus difficile à résumer, nous nous en tiendrons à la question qui nous occupe spécialement, au genre d'intérêt qui s'attache au style de l'un et de l'autre. Or il

nous paraît incontestable qu'Alexis de Tocqueville écrivain est plus affranchi que Montesquieu de toute préoccupation de coquetterie littéraire. Quoique la finesse et la grâce ne lui soient nullement étrangères, c'est surtout par la chaleur du sentiment qui l'anime qu'il contraint le lecteur à le suivre à travers ses déductions philosophiques. On ne le voit point, comme Montesquieu, chercher à réveiller l'attention par des traits d'esprit, des anecdotes, ou à la soulager par des chapitres de quatre ou cinq lignes. Ce n'est pas lui qui aurait commencé l'étude des lois sur le mariage par une traduction de l'invocation à Vénus de Lucrèce, ou qui aurait essayé d'adoucir l'aridité d'un chapitre sur le commerce en le faisant précéder d'une invocation aux muses (1). Des faits très condensés servant de base à des idées générales exprimées avec une précision rare et très fortement liées par une idée principale qui revient souvent, voilà les traits distinctifs et saillans de l'ouvrage sur *la Démocratie en Amérique*.

Eh bien! cet ouvrage si austère, si élevé, parfois même si abstrait, a eu plus de succès que le roman le plus frivole; il en est aujourd'hui en France à sa treizième édition, il a été traduit dans toutes les langues, et il est quelquefois le sujet des entretiens des hommes éclairés de diverses nations, jusque sous les glaces du pôle. C'est ainsi que nous lisons dans le journal si intéressant d'un officier de marine, le brave et malheureux lieutenant Bellot, que le bâtiment qui le portait se trouvant engagé dans la baie de Baffin, au milieu des glaces, à côté d'un navire des États-Unis, l'ouvrage d'Alexis de Tocqueville fit les frais de la conversation entre l'officier français et le médecin du bâtiment américain : « Le docteur Kane, écrit Bellot, me dit que le livre de M. de Tocqueville est considéré comme tellement exact qu'il est pris pour ouvrage d'éducation aux États-Unis, et donné en lecture aux personnes sérieuses (2). »

La renommée littéralement *universelle* d'un ouvrage aussi sérieux, cette renommée déjà consacrée par le temps n'est-elle pas le signe le plus incontestable de la supériorité, et ne nous dispense-t-elle pas de défendre le sobre et mâle génie d'Alexis de Tocqueville contre ceux qui méconnaîtraient sa puissance? Disons seulement que si l'auteur de *la Démocratie en Amérique* a pu impunément dédaigner le secours des agrémens du bel-esprit, c'est qu'il a su saisir au corps le fait social le plus important, le plus général et le plus impérieux du XIXe siècle, le pénétrer, l'analyser dans toutes ses par-

(1) On sait que Montesquieu avait composé cette dernière invocation, très élégante d'ailleurs, pour être placée en tête du livre XX de l'*Esprit des Lois*. Un judicieux ami le détermina à y renoncer.

(2) *Journal d'un Voyage aux mers polaires*, par J.-R. Bellot, p. 72.

ties, le réduire par une synthèse vigoureuse à ses élémens les plus essentiels, et imposer l'attention au public tout à la fois par l'élévation, la profondeur, la netteté de ses idées et l'attrait d'une parole austère qu'émeut la formidable gravité des questions. Comment ne pas s'intéresser à un ouvrage, même un peu abstrait, où l'on rencontre dès le début des pages comme celle-ci?

« Le livre entier qu'on va lire a été écrit sous l'impression d'une sorte de terreur religieuse produite dans l'âme de l'auteur par la vue de cette révolution irrésistible, qui marche depuis tant de siècles à travers tous les obstacles et qu'on voit encore aujourd'hui s'avancer au milieu des ruines qu'elle a faites.

« Il n'est pas nécessaire que Dieu parle lui-même pour que nous découvrions des signes certains de sa volonté ; il suffit d'examiner quelle est la marche habituelle de la nature et la tendance continue des événemens ; je sais, sans que le Créateur élève la voix, que les astres suivent dans l'espace les courbes que son doigt a tracées.

« Si de longues observations et des méditations sincères amenaient les hommes de nos jours à reconnaître que le développement graduel et progressif de l'égalité est à la fois le passé et l'avenir de leur histoire, cette seule découverte donnerait à ce développement le caractère sacré de la volonté du souverain maître. Vouloir arrêter la démocratie paraîtrait alors lutter contre Dieu lui-même, et il ne resterait aux nations qu'à s'accommoder à l'état social que leur impose la Providence.

« Les peuples chrétiens me paraissent offrir de nos jours un effrayant spectacle ; le mouvement qui les emporte est déjà assez fort pour qu'on ne puisse le suspendre, et il n'est pas encore assez rapide pour qu'on désespère de le diriger : leur sort est entre leurs mains ; mais bientôt il leur échappe.

« Instruire la démocratie, ranimer s'il se peut ses croyances, purifier ses mœurs, régler ses mouvemens, substituer peu à peu la science des affaires à son inexpérience, la connaissance de ses vrais intérêts à ses aveugles instincts, adapter son gouvernement aux temps et aux lieux, le modifier suivant les circonstances et les hommes : tel est le premier des devoirs imposés de nos jours à ceux qui dirigent la société.

« Il faut une science politique nouvelle à un monde tout nouveau (1). »

C'est à trouver les lois de cette science politique nouvelle que l'auteur de *la Démocratie en Amérique* consacre toute la vigueur de son esprit. Il constate que les sociétés modernes, telles que les a faites le christianisme, sont mues en politique par deux idées, deux sentimens, deux forces, l'esprit d'égalité et l'esprit de liberté; que ces deux forces, souvent confondues ou vaguement distinguées avant lui (car nous ne prétendons pas qu'il les ait distinguées le premier), agissent dans un sens très différent et souvent contraire; que l'une, l'esprit d'égalité, est jusqu'ici beaucoup plus puissante

(1) Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique, introduction*, p. 9 et 10.

que l'autre, qu'elle a une sphère d'action beaucoup plus étendue, et que cependant l'esprit de liberté, plus indispensable encore à la vie morale des nations, est la seule digue qui puisse préserver l'humanité des dangers où l'entraîne le courant démocratique. Chercher les moyens de concilier ces deux forces en donnant à l'une ce que l'autre a de trop, et en les faisant concourir toutes deux au progrès régulier de l'individu et de la société, tel est en substance le problème que se posa Alexis de Tocqueville.

Si la façon dont il le posait et le discutait devait frapper les esprits judicieux, elle était aussi de nature à étonner et à irriter même les esprits ardens. Qu'on se souvienne de ce qu'était la France en 1835, avide en apparence de discussions et de liberté, jouissant avec délices du droit de tout juger, de tout contrôler, de tout dire, sinon de tout faire, et comprenant à peine qu'on pût supposer qu'elle y renoncerait!... C'est à ce moment qu'un écrivain, un philosophe de trente ans, venait lui démontrer dogmatiquement qu'elle était beaucoup moins libérale qu'elle ne le croyait, que l'esprit démocratique, qui était avant tout le sien, engendrait avec tous ses avantages une série d'idées, de goûts, de besoins, d'habitudes difficiles à concilier avec l'esprit de liberté, si bien qu'il pouvait arriver d'un moment à l'autre, pour peu que sa sécurité matérielle fût mise en péril, qu'elle s'arrangeât assez aisément, assez paisiblement, d'un pouvoir très fort et plus concentré que le pouvoir de Louis XIV.

Cette démonstration, qui résultait implicitement de chacun des chapitres des deux premiers volumes de *la Démocratie en Amérique*, et qui était encore plus accentuée dans les deux derniers, souleva de grandes clameurs parmi les démocrates d'alors; ils déclarèrent qu'Alexis de Tocqueville ne comprenait rien à la démocratie, inséparable, suivant eux, de la liberté, et qu'il n'y comprenait rien, parce qu'il n'était au fond qu'un aristocrate déguisé. Et cependant rien n'était plus nettement formulé que la déclaration d'impuissance adressée par l'éminent publiciste à toute tentative pour restaurer en France, directement ou indirectement, les privilèges aristocratiques. Cette idée reparaît sans cesse dans son livre, et surtout dans cette belle page, où elle est rendue avec autant de netteté que de force : « Je suis convaincu que tous ceux qui, dans les siècles où nous entrons, essaieront d'appuyer la liberté sur le privilége et l'aristocratie échoueront; tous ceux qui voudront attirer et retenir l'autorité dans le sein d'une seule classe échoueront. Il n'y a pas, de nos jours, de souverain assez habile et assez fort pour fonder le despotisme en rétablissant des distinctions permanentes entre ses sujets; il n'y a pas non plus de législateur si sage et si puissant qui soit en état de maintenir des institutions libres, s'il ne prend l'éga-

lité pour premier principe et pour symbole. Il faut donc que tous ceux de nos contemporains qui veulent créer ou assurer l'indépendance et la dignité de leurs semblables se montrent amis de l'égalité, et le seul moyen digne d'eux de se montrer tels, c'est de l'être : le succès de leur sainte entreprise en dépend. Ainsi il ne s'agit point de reconstruire une société aristocratique, mais de faire sortir la liberté du sein de la société démocratique où Dieu nous fait vivre (1). »

Nous n'entrerons pas dans le détail des moyens que l'auteur indique comme propres à faire vivre ensemble la liberté et la démocratie. Il suffit de reproduire sur ce grave sujet quelques lignes qui résument l'esprit de la politique d'Alexis de Tocqueville :

« Fixer au pouvoir social des limites étendues, mais visibles et immobiles, donner aux particuliers de certains droits et leur garantir la jouissance incontestée de ces droits, conserver à l'individu le peu d'indépendance, de force et d'originalité qui lui restent, le relever à côté de la société et le soutenir en face d'elle : tel me paraît être le premier objet du législateur dans l'âge où nous entrons.

« On dirait que les souverains de notre temps ne cherchent qu'à faire avec les hommes des choses grandes. Je voudrais qu'ils songeassent un peu plus à faire de grands hommes, qu'ils attachassent moins de prix à l'œuvre et plus à l'ouvrier, et qu'ils se souvinssent sans cesse qu'une nation ne peut rester longtemps forte quand chaque homme y est individuellement faible, et qu'on n'a point encore trouvé de formes sociales ni de combinaisons politiques qui puissent faire un peuple énergique en le composant de citoyens pusillanimes et mous (2). »

Appelé en mars 1839 à la chambre des députés par les électeurs du département de la Manche et de l'arrondissement de Valognes, Alexis de Tocqueville s'y montra constamment l'homme de ses doctrines. Il y arrivait, comme il le disait lui-même dans un de ses premiers discours, étranger à tout engagement et à tout esprit de parti; s'il inclina de plus en plus vers l'opposition, c'est que sur la base étroite qui portait la monarchie de juillet il voyait s'établir insensiblement des habitudes politiques et des procédés de gouvernement qu'il considérait comme très dangereux pour la conservation de cette monarchie, car il était très désireux de conserver, en élargissant sa base, ce gouvernement monarchique, démocratique et représentatif, qui, dans l'état présent de la France, lui paraissait le plus propre à résoudre le problème social tel que lui-même l'avait posé, et très préoccupé aussi de la crainte qu'une révolution nouvelle ne vînt remettre en question toutes les conquêtes de la liberté. C'était précisément cette crainte incessante d'une révolution nou-

(1) *De la Démocratie en Amérique*, t. IV, p. 322.
(2) *Démocratie en Amérique*, t. IV, p. 335.

velle qui le rendait parfois si ardent contre certains actes du pouvoir. Quand plus tard tous les combattans se trouvèrent également mis hors de combat, il consentait très volontiers à oublier les luttes qui l'avaient séparé de quelques hommes éminens comme lui et libéraux comme lui. Il rendait justice aux intentions et aux talens de chacun. Il disait volontiers : « Nous sommes tous des vaincus, et nous aurions mauvaise grâce à nous quereller dans notre commune défaite; » mais d'un autre côté, s'il aimait la paix entre vaincus, il faut bien ajouter, pour être exact, qu'il n'aimait pas plus qu'un autre qu'elle se fît à ses dépens ni aux dépens de ses doctrines, et que, semblable d'ailleurs en cela à tous les hommes dont les convictions sont très arrêtées, il ne voyait dans le présent qu'un motif de plus de croire qu'il avait eu raison dans le passé.

Il était du reste en droit autant que personne de n'éprouver que de la tristesse sans repentir, car il avait montré dans plus d'une circonstance, où de différens côtés la sagesse avait peut-être cédé à la passion, qu'il était un homme d'état plus qu'un homme de parti, et que ses passions étaient toujours dominées et réglées par ses principes. Nous pourrions citer ici un curieux discours prononcé par lui le 18 janvier 1842, dans lequel, insistant sur les conséquences, suivant lui funestes, des grands conflits personnels qui avaient agité la chambre en 1839, blâmant également tous ceux qui y avaient pris part, et ramenant tout à son idée fixe, la fragilité des institutions libres dans un pays tel que le nôtre, il indique hardiment, dans un avenir prochain peut-être, un genre de danger que personne ne prévoyait alors, celui de l'abandon par la France du gouvernement parlementaire et de son remplacement par un régime tout différent. Nous ne reproduirons pas ce discours, parce qu'il nous paraît inutile de réveiller des débats aujourd'hui éteints, et dont l'appréciation appartient à l'histoire. Nous parlerons seulement de l'attitude que prit Alexis de Tocqueville dans les orageuses luttes qui précédèrent la révolution de février. Cette attitude offre un caractère de sagesse et de clairvoyance si marqué, que c'est pour nous un devoir absolu de la mettre en pleine lumière.

Il voulait la réforme électorale et la réforme parlementaire; il combattit vivement pour elles, mais à la tribune seulement. Quand la plupart de ses amis politiques s'associèrent au parti radical et entreprirent d'agiter le pays, persuadé que la nation française n'était pas assez formée à la vie publique pour pouvoir être ainsi impunément remuée, que, s'il était facile de mettre la multitude en mouvement, il était beaucoup plus difficile de l'arrêter, et qu'enfin il valait mieux attendre plus longtemps une victoire certaine que d'en compromettre les résultats par l'emploi de moyens dangereux,

Alexis de Tocqueville refusa énergiquement de prendre la moindre part à ce qu'on a appelé la campagne des banquets, soit en province, soit à Paris. En revanche, à mesure que l'agitation allait croissant au milieu de la confiance aveugle des uns et du dédain également aveugle des autres, ses anxiétés patriotiques redoublaient, ses adjurations à la majorité et au ministère devenaient de plus en plus ardentes, pressantes, éloquentes et vraiment prophétiques. On ne peut relire aujourd'hui sans une espèce de frisson ce passage d'un discours du député de la Manche prononcé le 27 janvier 1848, c'est-à-dire un mois à peine avant la commotion qui allait bouleverser la France et l'Europe :

« Est-ce que vous ne ressentez pas, messieurs, par une sorte d'intuition instinctive, qui ne peut pas se discuter, s'analyser peut-être, mais qui est certaine, que le sol tremble de nouveau en Europe? Est-ce que vous n'apercevez pas... que dirai-je? un vent de révolution qui est dans l'air? Ce vent, on ne sait pas où il naît, d'où il vient, ni, croyez-le bien, qui il enlève. Et c'est dans de pareils temps que vous restez calmes en présence de la dégradation des mœurs publiques, car le mot n'est pas trop fort!...

« Je parle ici sans amertume, je vous parle, je crois même, sans esprit de parti, j'attaque des hommes contre lesquels je n'ai pas de colère, mais enfin je suis obligé de dire à mes antagonistes et à mon pays ce qui est ma conviction profonde et arrêtée. Eh bien! ma conviction profonde et arrêtée, c'est que les mœurs publiques se dégradent, c'est que la dégradation des mœurs publiques nous amènera dans un temps court, prochain peut-être, à des révolutions nouvelles... Est-ce que vous avez à l'heure où nous sommes la certitude d'un lendemain? est-ce que vous savez ce qui peut arriver en France d'ici à un an, à un mois, à un jour peut-être? Vous l'ignorez.

« Mais ce que vous savez, c'est que la tempête est à l'horizon, c'est qu'elle marche sur vous. Vous laisserez-vous prévenir par elle? Messieurs, je vous supplie de ne pas le faire, je ne vous le demande pas, je vous en supplie; je me mettrais volontiers à genoux devant vous, tant je crois le danger réel et sérieux, tant je pense que le signaler n'est pas recourir à une vaine forme de rhétorique. Oui, le danger est grand, conjurez-le quand il en est temps encore. »

Le danger ne fut ni conjuré ni combattu. Lorsque la tempête eut renversé à la fois tous les pouvoirs sociaux, Alexis de Tocqueville n'hésita pas à se mettre de nouveau au service de son pays pour la fondation d'un gouvernement régulier et libre. La même confiance que lui avaient accordée les électeurs censitaires, il la retrouva plus vive encore chez les électeurs du suffrage universel. Entré à l'assemblée constituante, ses travaux, sa renommée de publiciste, son caractère respecté de tous les partis, l'appelèrent naturellement à siéger dans le comité de constitution. Il avait trop profondément étudié l'histoire, les mœurs et l'esprit de notre nation, pour ne

pas se défier beaucoup de son aptitude à vivre sous un gouvernement républicain; cependant la France tout entière semblait vouloir cette expérience. Il s'y consacra loyalement, sans arrière-pensée, travaillant de son mieux à écarter ce qui devait l'empêcher de réussir; mais le vent révolutionnaire qui soufflait alors sur les esprits était plus fort que lui : il ne put empêcher cette vicieuse organisation des rapports du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif qui créait entre eux un antagonisme forcé et insoluble, dont le résultat, en se combinant avec les folies démagogiques, devait bientôt dégoûter le pays, non-seulement de la république, mais même de la liberté.

Après le vote qui appela le prince Louis-Napoléon à la présidence du nouveau gouvernement, Alexis de Tocqueville, dégagé de tout parti-pris monarchique ou dynastique, préoccupé avant tout de ce qui avait été la pensée de toute sa vie, de maintenir dans son pays des institutions libres, consentit à accepter une place dans le premier ministère formé par le chef de l'état. Il espérait que sous l'influence du sentiment des dangers et des maux d'une solution violente, qui devait peser également sur tous les bons esprits, un accord sincère pourrait s'établir entre le président et la majorité de l'assemblée législative, pour sortir régulièrement et pacifiquement de l'impasse où l'on se trouvait : améliorer d'abord et ensuite prolonger la situation sans engager l'avenir. Cette espérance, que les habiles dogmatiseurs après coup du fait accompli peuvent qualifier de chimérique, ne dura pas longtemps; mais ce qui prouve que la clairvoyance habituelle d'Alexis de Tocqueville ne l'abandonnait point, c'est que du jour où cette espérance ne fut plus la sienne, il ne partagea plus aucune des illusions dont se berçaient alors les différens partis qui divisaient l'assemblée. Nous avons sous les yeux une lettre écrite par lui à un de ses plus intimes amis le 26 octobre 1849, quelques jours avant le renvoi du ministère dont il faisait partie. Dans cette lettre, où il signale les torts de chacun et regrette que les chefs de la majorité de l'assemblée n'aient pas voulu accepter les nécessités de la situation, en soutenant plus énergiquement et plus constamment un ministère de conciliation et de légalité, Alexis de Tocqueville ne craint pas d'annoncer de la façon la plus précise l'événement qui devait arriver deux ans plus tard, et ne paraît pas douter du succès. Il va sans dire que cette conviction où il était du sort qui attendait l'assemblée ne le rendit que plus résolu à ne point se séparer d'elle : il appuya toutes les propositions qui avaient pour but de la défendre, et s'associa à tous les actes de résistance légale qui suivirent sa dissolution.

Rentré dans la vie privée et consacrant les loisirs que lui faisait

le nouvel état politique de la France à méditer sur les causes qui l'avaient produit, Alexis de Tocqueville voulut se rendre compte du spectacle que nous offrons au monde depuis 1789, des démentis que nous nous donnons à nous-mêmes, des élans, des retours, des mouvemens en sens contraire qui composent notre histoire politique depuis cette mémorable époque; mais avant d'étudier la France de la révolution, il éprouva le besoin de connaître à fond la France de l'ancien régime, et de voir comment l'une était sortie de l'autre. Fidèle à ses habitudes d'esprit incompatibles avec l'érudition de seconde main, ce n'est point aux livres écrits sur l'ancien régime qu'il s'adressa pour le connaître, mais à tous les témoignages directs qu'il a laissés de lui-même. Fouillant dans les archives de nos départemens, il y chercha avec soin comment vivaient entre elles les diverses classes de la société au XVIII[e] siècle, et quels étaient leurs rapports avec le pouvoir central. De ces recherches sortit un volume dans lequel l'auteur pose et résout les questions les plus importantes, les plus variées et les plus difficiles. Sans entrer dans l'examen détaillé d'un ouvrage qui a déjà trouvé ici même un appréciateur éminent, M. de Rémusat, nous voulons rappeler et mettre en relief le côté le plus curieux et le plus nouveau de ce livre.

L'originalité ne consiste pas ici en ce que l'auteur nous prouve à sa manière, après plusieurs autres, que la révolution ne fut point un accident fortuit né de telle ou telle cause passagère ou un accès de fièvre cérébrale que Dieu infligeait soudainement à la France pour la punir de ses méfaits. Cependant, si les esprits sérieux avaient encore besoin de se convaincre que la révolution qui a éclaté en 1789 datait de très loin, qu'elle est le résultat du travail de plusieurs siècles, le produit de causes très profondes et très diverses, c'est dans l'ouvrage d'Alexis de Tocqueville qu'ils en trouveraient la plus solide démonstration; mais à côté de cette démonstration on en rencontre une autre plus neuve : c'est que ce mouvement, qui entraînait la société française tout entière vers une grande transformation, avait déjà produit, au moment où la révolution éclata, un état de choses beaucoup plus semblable sous quelques rapports qu'on ne le croit communément à l'état de choses que nous avons l'habitude d'attribuer à la révolution elle-même, de telle sorte que cette révolution, si radicale par certains côtés, n'a été à la longue par certains autres qu'une imitation exagérée de l'ancien régime. Ainsi nous sommes accoutumés à nous représenter la France qui précède 89 comme un pays à peu près désorganisé, en proie à l'anarchie officielle : en haut par le conflit permanent des parlemens et de la royauté, des parlemens et du clergé, en bas par le conflit des juridictions, des prétentions des

légistes et des nobles, l'incohérente diversité des législations. C'est de ce chaos que nous faisons sortir la révolution. Tout cela existait certainement, mais c'est la partie la plus apparente du spectacle, ce n'est peut-être pas la principale; derrière cette façade représentant une société aristocratique en dissolution, Alexis de Tocqueville nous montre un édifice nouveau déjà presque tout formé, une centralisation administrative déjà très puissante, de plus en plus envahissante, éteignant la vie locale partout, sauf dans les pays d'état, qui échappent un peu plus à son action, mais qui forment à peine le quart de la France, se substituant partout aux corporations, aux municipalités, aussi bien qu'aux juridictions seigneuriales, et toutes choses enfin marchant déjà comme aujourd'hui par le ministre assisté du conseil du roi ou conseil d'état, par l'intendant de chaque province, c'est-à-dire le préfet, et par le subdélégué, équivalent du sous-préfet. La plus grande partie de ce que nous nommons les *conquêtes de la révolution* serait donc en réalité un produit de l'ancien régime.

Dans cette centralisation administrative antérieure à la révolution, Alexis de Tocqueville voit la cause de plusieurs des caractères que celle-ci présente; nous n'en signalerons qu'un des plus importans. En achevant de ruiner les influences aristocratiques, cette centralisation contribua à rendre de plus en plus odieux les priviléges qu'elle laissait à l'aristocratie; grâce à elle, la noblesse, de plus en plus éloignée de toute participation aux affaires locales, ne fut plus qu'une caste aussi inutile qu'insupportable à la nation, car on y entrait pour de l'argent, on n'y contractait et on n'y remplissait aucun devoir particulier, et on y gagnait le droit de faire subir au peuple une foule de vexations de détail et de s'exempter de l'impôt, qui pesait presque tout entier sur le pauvre. C'est en rappelant cette immunité d'impôts, le plus inique et le dernier des priviléges auquel s'attacha la noblesse française, qu'Alexis de Tocqueville signale l'esprit bien différent de l'aristocratie anglaise, qui se taxe pour les pauvres au lieu de leur imposer des taxes, et qu'il fait ce rapprochement aussi juste que frappant. « Considérez, je vous prie, où des principes politiques différens peuvent conduire des peuples si proches. Au XVIII[e] siècle, c'est le pauvre qui jouit en Angleterre du privilége en matière d'impôt; en France, c'est le riche. Là l'aristocratie a pris pour elle les charges publiques les plus lourdes, afin qu'on lui permît de gouverner; ici elle a retenu jusqu'à la fin l'immunité d'impôt pour se consoler d'avoir perdu le gouvernement. » Ainsi extension toujours croissante de la centralisation administrative, déchéance toujours croissante de l'aristocratie, devenant de jour en jour plus débile sans cesser d'être oppressive, telles sont les

deux principales sources d'où l'auteur fait découler et l'objet principal et le principal caractère de la révolution. Son objet principal a été de détruire tout ce qui restait des institutions du moyen âge, et son principal caractère est la passion de l'égalité. Ce n'est pas qu'Alexis de Tocqueville nie le rôle de l'esprit de liberté dans la révolution française, il reconnaît qu'il fut grand aussi, quoique cet esprit fût plus récent et moins enraciné que l'autre.

« Vers la fin de l'ancien régime, dit-il, ces deux passions sont aussi sincères et paraissent aussi vives l'une que l'autre. A l'entrée de la révolution, elles se rencontrent; elles se mêlent alors et se confondent un moment, s'échauffent l'une l'autre dans le contact, et enflamment enfin à la fois tout le cœur de la France. C'est 89, temps d'inexpérience sans doute, mais de générosité, d'enthousiasme, de virilité et de grandeur, temps d'immortelle mémoire, vers lequel se tourneront avec admiration et avec respect les regards des hommes, quand ceux qui l'ont vu et nous-mêmes aurons disparu depuis longtemps. Alors les Français furent assez fiers de leur cause et d'eux-mêmes pour croire qu'ils pouvaient être égaux dans la liberté. Au milieu des institutions démocratiques, ils placèrent donc partout des institutions libres. Non-seulement ils réduisirent en poussière cette législation surannée qui divisait les hommes en castes, en corporations, en classes, et rendaient leurs droits plus inégaux encore que leurs conditions, mais ils brisèrent d'un seul coup ces autres lois, œuvres plus récentes du pouvoir royal, qui avaient ôté à la nation la libre jouissance d'elle-même, et avaient placé à côté de chaque Français le gouvernement pour être son précepteur, son tuteur, et, au besoin, son oppresseur. Avec le gouvernement absolu, la centralisation tomba (1). »

Mais cette fusion des deux principes dura peu; Alexis de Tocqueville nous montre bientôt leur divorce. Tandis que l'esprit de liberté, découragé comme toujours par l'anarchie, s'affaiblit dans les âmes, la centralisation renaît de ses cendres, les habitudes, les mœurs, les idées qu'elle a fait naître de longue date, concourent à faciliter sa résurrection et à rendre plus difficile la pratique des institutions libres. C'est ce beau moment de 89 qui brille comme un jalon lumineux au point de départ de la révolution pour la ramener sans cesse dans la bonne voie dont elle s'écarte sans cesse, que nous aurions aimé à voir soumis à la pénétrante analyse de l'illustre écrivain: c'était là un des principaux objets du second ouvrage qu'il méditait et qu'il laisse malheureusement à l'état d'ébauche; mais il nous en dit assez pour nous permettre de rattacher sa conclusion aux conclusions précédemment émises par lui dans *la Démocratie en Amérique*.

Oui, depuis que la révolution a commencé jusqu'à nos jours, la

(1) *L'Ancien Régime et la Révolution*, p. 317-318.

passion de la liberté inexpérimentée, mal réglée, facile à décourager, à effrayer et à vaincre, ne s'est guère produite dans notre pays qu'avec des alternatives de fièvre et de defaillance, tandis que la passion de l'égalité occupe toujours le fond des cœurs, dont elle s'est emparée la première. Et cependant en dehors de l'état de guerre, où la dictature a sa raison d'être, la liberté reste non-seulement le besoin le plus impérieux de toutes les nobles âmes, qui l'aiment pour elle-même, comme le dit si bien Alexis de Tocqueville, « pour ses charmes propres indépendans de ses bienfaits, pour le plaisir de pouvoir parler, agir, respirer sans contrainte sous le seul gouvernement de Dieu et des lois ; » mais elle reste encore l'unique remède qui puisse lutter efficacement contre les vices naturels aux sociétés démocratiques. Quelques-uns de ces vices peuvent être combattus passagèrement sans elle; mais elle seule est l'antidote naturel et souverain. « Il n'y a que la liberté, dit l'auteur de *l'Ancien Régime et de la Révolution*, qui puisse retirer les citoyens de l'isolement dans lequel l'indépendance même de leur condition les fait vivre pour les contraindre à se rapprocher les uns des autres, qui les réchauffe et les réunit chaque jour par la nécessité de s'entendre, de se persuader et de se complaire mutuellement dans la pratique d'affaires communes. Seule elle est capable de les arracher au culte de l'argent et aux petits tracas journaliers de leurs affaires particulières pour leur faire apercevoir à tout moment la patrie au-dessus et à côté d'eux. Seule elle substitue de temps à autre à l'amour du bien-être des passions plus énergiques et plus hautes, fournit à l'ambition des objets plus grands que l'acquisition des richesses, et crée la lumière qui permet de voir et de juger les vices et les vertus des hommes (1). »

Personne plus qu'Alexis de Tocqueville n'était à l'aise pour invoquer cette lumière de la publicité qui permet de voir et de juger les vices et les vertus des hommes; il ne la redoutait pas : dans sa vie privée comme dans sa vie publique, il restait l'homme de ses principes, ou plutôt les préoccupations de l'homme public le suivaient jusque dans la vie privée.

Nous abordons ici un des points les plus intéressans et les moins connus de ce noble caractère. Nous avons vu par l'exposé de ses doctrines que dans sa conviction la liberté ne pouvait s'établir en France que sur une base essentiellement démocratique; il pensait aussi (car il n'était pas de ceux qui croient qu'il suffit d'affaiblir le pouvoir pour établir la liberté), il pensait, il le dit expressément, « qu'il est tout à la fois nécessaire et désirable que le pouvoir cen-

(1) *L'Ancien Régime et la Révolution, avant-propos*, p. 18 et 19.

tral qui dirige une nation démocratique soit actif et puissant. Il ne s'agit point de le rendre faible ou indolent, mais seulement de l'empêcher d'abuser de son agilité et de sa force (1). » Tout moyen destiné à remplir cette condition, mais pris en dehors du principe démocratique, en dehors du libre concours de tous à tout, lui paraissait radicalement frappé d'impuissance. Dès lors il voyait le salut de la société dans la formation naturelle du seul genre d'aristocratie que la démocratie comporte, aristocratie mobile composée de tous ceux que les avantages de l'instruction, les loisirs d'une fortune acquise ou conservée, mettent à même, s'ils le veulent, d'exercer autour d'eux, sur toute la surface du pays, une influence légitime, et de servir d'intermédiaires entre le gouvernement et la masse de la nation.

Les plus farouches démocrates, à moins qu'ils ne prétendent rétablir l'Agora d'Athènes, où le peuple se livrait directement à la discussion des affaires publiques, tandis que les esclaves tournaient la meule ou cultivaient la terre, — les plus farouches démocrates sont bien forcés d'admettre qu'il n'y a pas de milieu entre la soumission de tous à la volonté d'un seul et l'intervention sérieuse, permanente, en même temps que régulière du pays, dans ses grandes et dans ses petites affaires, au moyen d'une série de corps électifs composés par le peuple lui-même des citoyens réputés par lui les plus éclairés et les plus honnêtes. Que la pratique sincère de ce gouvernement démocratique et représentatif, que le mouvement régulier de tous ces corps électifs tournant à la fois sur eux-mêmes et autour du pouvoir central, garantissant la liberté sans troubler l'ordre et sans porter atteinte à l'égalité, — que tout cela soit difficile à concilier avec les habitudes que nous tenons du passé, avec la centralisation administrative et avec quelques-uns des vices du cœur humain que la démocratie elle-même favorise, on ne saurait le contester, et cette difficulté est un des points sur lesquels l'auteur de *la Démocratie en Amérique* et de *l'Ancien Régime et la Révolution* a toujours insisté le plus fortement. Cependant, comme après tout la solution de ce problème, malgré les difficultés qu'y ajoutent nos mœurs et nos goûts, est de toutes les tendances de l'esprit moderne celle qui, après la passion de l'égalité, paraît la plus invincible, celle dont la satisfaction peut bien être quelquefois ajournée ou éludée sous l'influence de circonstances particulières, mais ne pourra jamais être irrévocablement écartée; comme enfin la solution du problème dépend surtout des progrès que fera l'esprit de gouvernement dans le sens démocratique parmi les classes éclairées

(1) *De la Démocratie en Amérique*, t. IV, p. 323.

de la nation, Alexis de Tocqueville avait été tout naturellement amené à essayer de pratiquer lui-même dans sa sphère d'action le genre de conduite qu'il recommande dans ses livres, et à devenir un type très complet de ce que devrait être en France tout citoyen aisé et intelligent pour rester un homme influent dans une démocratie, et pouvoir s'arranger indifféremment de tous les modes d'application du principe électif, depuis le suffrage le plus restreint jusqu'au suffrage universel. Pour bien connaître l'auteur de *la Démocratie en Amérique,* il faut l'avoir vu dans son arrondissement, en particulier dans son canton, où était le siége principal de son influence. Il n'avait pas ce qu'on peut appeler une très grande fortune : elle s'était récemment augmentée par la mort de son père, qui a précédé sa mort de très peu d'années; mais durant plus de vingt ans elle n'avait pas dépassé 20,000 francs de rente. Il y a certainement encore en France un grand nombre de propriétaires dont la fortune égale ce chiffre. Il avait, il est vrai, un avantage plus rare peut-être, celui d'être établi dans un canton où sa famille avait joué un rôle important depuis plusieurs siècles. Il y avait même au village de Tocqueville un fait de perpétuité héréditaire beaucoup moins commun que le précédent : à côté de la famille des anciens seigneurs s'était maintenue la famille des anciens syndics, devenus maires du village de père en fils. Le dernier maire descendant de ces anciens syndics, fermier et petit propriétaire lui-même, continuait avec le représentant des Tocqueville les rapports de déférence affectueuse et confiante d'une part, de cordiale bienveillance de l'autre, qui avaient uni jadis les deux familles. Mais si ces faits exceptionnels pouvaient faciliter, sous certains rapports, l'influence d'Alexis de Tocqueville dans son canton, on reconnaîtra sans peine qu'à une époque telle que la nôtre, pour un homme qui n'aurait pas su ou n'aurait pas voulu se conformer à l'esprit de son siècle, ces mêmes faits auraient pu être aussi bien un obstacle qu'un avantage.

S'ils étaient un avantage de plus pour lui, c'est qu'il avait su transformer l'ancien patriciat de sa famille en un véritable patronage démocratique. Partant de ce principe, que la première condition pour être aimé du peuple, c'est de l'aimer et de le servir, il l'aimait sincèrement et le servait activement; aucune affaire intéressant soit sa commune, soit son canton, soit même des particuliers lésés dans leur droit, ne lui restait indifférente, quoiqu'elle lui fût personnellement étrangère, et jamais ses intérêts privés n'étaient recherchés aux dépens des intérêts de tous. S'il demandait par exemple au conseil municipal de sa commune la suppression d'un chemin qui lui était incommode, ce n'était jamais qu'en offrant à la commune en échange sur ses propriétés un chemin beaucoup plus

large et plus commode. L'assistance perpétuelle qu'il donnait aux pauvres se donnait sans étalage et avec une délicatesse telle que nous connaissons plusieurs hôtes du château de Tocqueville à qui nous avons appris (et nous l'avions appris nous-même par hasard) que chaque semaine on fabriquait au château le pain des pauvres. Cette part des pauvres était sans doute portée discrètement à domicile, car on ne voyait jamais un seul pauvre autour du manoir. On n'en voyait pas davantage dans le village même de Tocqueville : toutes les misères étaient placées directement sous la surveillance et la protection des maîtres du château, ainsi que tous les établissemens ayant pour but l'instruction des enfans du peuple.

Jusqu'ici on peut dire que ces procédés ne sont pas absolument rares, que d'autres aussi les emploient, et souvent sans obtenir l'extrême popularité qu'ils valaient à M. de Tocqueville; mais il faut ajouter que dans les cas de ce genre la forme est souvent aussi importante que le fond, et que sous ce rapport l'attitude de l'illustre écrivain avec les paysans, les ouvriers ou les bourgeois de son canton offrait une nuance particulière que nous avons bien rarement rencontrée chez d'autres hommes placés dans les mêmes circonstances que lui. Dégagée de toute espèce de morgue, sa tenue n'était pas moins étrangère à cette sorte d'affabilité accentuée à travers laquelle perce la condescendance calculée d'un personnage important qui veut être populaire. C'était une attitude *sui generis*, quelque chose de très simple et de très cordial, mais de très calme, plutôt froid que démonstratif, encourageant néanmoins la confiance, mais écartant la familiarité, et cependant respirant l'absence de toute préoccupation de supériorité. Un jour que devant lui-même nous cherchions à analyser ce genre de tenue instinctif chez lui et qui nous frappait : « Le sentiment qui me domine, nous dit-il, quand je me trouve en présence d'une créature humaine, si humble que soit sa condition, est celui de l'égalité originelle de l'espèce, et dès lors je me préoccupe encore moins peut-être de lui plaire ou de la servir que de ne pas offenser sa dignité. »

Cette ligne de conduite, dictée par les sentimens de son cœur, la tournure de son esprit et de son caractère, le rendaient tout naturellement et en tout fort attentif à tenir grand compte non-seulement des goûts, mais des susceptibilités de la démocratie, et à toutes les vertus du patronage qu'il exerçait, il joignait toutes les habiletés que de nos jours ce patriciat exige. Citons seulement à l'appui un détail que nous tenons de lui-même. Il y avait jadis dans le chœur de l'église du village de Tocqueville un banc assez somptueux, réservé de temps immémorial aux châtelains, et qui avait traversé les époques les plus révolutionnaires sans être supprimé. Ce banc,

qui ne choquait personne dans la commune, tenait néanmoins beaucoup de place, et il suffisait qu'il pût inspirer à quelqu'un l'idée qu'il était gênant pour qu'Alexis de Tocqueville prît la résolution de le faire enlever. D'un autre côté, comme il ne voulait pas avoir l'air de le supprimer par une mesure spéciale dont les gens du village auraient pu se demander la cause, et où ils auraient pu voir soit une faiblesse, soit un calcul de popularité, il attendit patiemment qu'une réparation générale se fît dans l'église, et un beau jour, à la suite de cette réparation générale, on vit le banc seigneurial supprimé et remplacé par un banc beaucoup plus modeste, placé à la lisière du chœur, tout à côté et sur la même ligne que le banc du maire et du conseil municipal.

C'est en combinant ainsi le dévouement le plus actif à ses concitoyens avec le respect scrupuleux de la dignité des plus humbles et une connaissance exacte de l'esprit des hommes de son temps, qu'Alexis de Tocqueville avait su se créer dans son canton, sous l'empire du principe électif, une puissance plus grande que celle dont aucun de ses ancêtres avait jamais joui sous le régime de l'hérédité des fonctions et du privilége. La popularité dont il était l'objet prenait quelquefois des formes que l'esprit normand rendait piquantes. Ainsi il aimait à raconter qu'en 1848, lors de la première application du suffrage universel, il était venu à pied voter à Saint-Pierre-Église, chef-lieu du canton, avec le maire, le curé et tous les électeurs de Tocqueville et des environs. Il était très fatigué, et, appuyé contre un des piliers de la halle de Saint-Pierre, il se plaignait de sa lassitude à ses compagnons de route groupés autour de lui, lorsqu'un vieux paysan du canton qu'il ne connaissait pas s'approche et lui dit avec l'accent du terroir : « Ça m'étonne bien, monsieur de Tocqueville, que vous soyez fatigué, car nous vous avons tous porté dans notre poche. » Tous en effet sans exception portaient dans leur poche le bulletin contenant son nom.

Quelquefois aussi le sentiment affectueux dont il était l'objet s'exprimait avec une nuance de fatuité populaire qui ne lui était point désagréable. Ainsi nous le faisions rire un jour en lui racontant qu'un voiturier qui nous avait conduit à Tocqueville nous disait : « M. de Tocquevillle est très aimé du peuple, mais aussi *il s'en montre bien reconnaissant.* » Le voiturier renversait peut-être un peu les rôles, mais il n'importait guère de quel côté devait être la reconnaissance, pourvu que des deux côtés l'attachement fût sincère et profond.

Nous venons de parler de tout le bien qu'Alexis de Tocqueville faisait autour de lui. Hélas! nous osons à peine ajouter, tant nous craignons de toucher à une de ces douleurs pour lesquelles il n'y a

pas de consolation ici-bas, nous osons à peine ajouter que ce bien, il ne le faisait pas tout seul, qu'il était dignement secondé par la noble compagne de sa vie, par celle qui depuis vingt-cinq ans partageait tous ses sentimens, toutes ses pensées, qui ne vivait que pour lui, et que sa mort laisse dans un vide affreux, car la Providence leur avait refusé des enfans, la grande joie du mariage. Cette circonstance, qui chez les âmes vulgaires relâche quelquefois le lien conjugal, n'avait fait ici que le resserrer plus étroitement. Jamais deux âmes d'élite ne furent plus intimement confondues. Libres par leur fortune de venir chercher à Paris toutes les distractions mondaines, on les voyait préférer, après vingt-cinq ans de mariage, la solitude et souvent le tête-à-tête de la campagne, même pendant l'hiver, occupés tous deux soit à embellir encore le charmant séjour qu'ils habitaient et qu'ils avaient déjà tant embelli, en fournissant ainsi du travail aux pauvres, soit à secourir les pauvres incapables de travail, soit à surveiller les écoles du village. Tandis qu'il se partageait entre les soins agricoles, les affaires de la commune et ses travaux littéraires, Alexis de Tocqueville trouvait dans sa compagne une constante préoccupation à éloigner de lui toute cause de malaise ou de trouble physique, moral ou intellectuel. On peut affirmer que si, avec sa constitution frêle et nerveuse, avec cette âme ardente qui souvent la mettait en péril, il a vécu jusqu'à cinquante-trois ans, c'est en grande partie à la sollicitude incessante en même temps qu'à la fortifiante sérénité de sa digne femme qu'il le doit.

On a dit souvent que la mort est la grande épreuve des caractères; mais il y en a une autre qui n'est pas sans importance pour l'appréciation d'un caractère, c'est celle du mariage. Tout homme, si distingué qu'il soit d'ailleurs, qui s'engage dans ce lien indissoluble et sacré sous l'influence d'un calcul de fortune ou d'ambition est un homme dont le moral est incomplet, et en qui la fierté du caractère et la délicatesse du cœur sont faiblement développées. Le mariage d'Alexis de Tocqueville était en parfaite harmonie avec toutes ses nobles qualités; il avait épousé jeune par suite d'un attachement profond, éprouvé par le temps et les obstacles, une jeune personne sans fortune, et il avait fait en définitive le meilleur des calculs, car il a dû à cette union vingt-cinq ans de ce bonheur intime du foyer où l'homme puise des forces pour braver les agitations de la vie publique et en même temps résister à ses séductions. Si Alexis de Tocqueville avait eu besoin d'être fortifié dans ses principes, il l'eût été par la noble compagne qu'il s'était choisie : il avait rencontré une âme qui, avec plus de calme, était de même trempe que la sienne, très ferme dans les grandes épreuves de l'existence,

supérieure à toutes les vanités, désirant pour son mari de la gloire plutôt que de la puissance, et ne comprenant l'ambition que dans la ligne du devoir

Aux plus grandes qualités de l'esprit et du caractère, Alexis de Tocqueville réunissait les plus séduisantes. Quiconque l'a connu n'oubliera jamais tout ce qu'il y avait d'attrait et dans sa figure si fine et si gracieuse, en même temps si ferme et si franche, et dans ses manières si dégagées de tout apprêt, si simples et en même temps si élégantes, et dans sa conversation, où le naturel le plus parfait redoublait l'agrément de l'esprit le plus vif, le plus ingénieux, le plus varié. Nous avons vu peu d'hommes considérables qui possédassent au même degré que lui ce don du naturel qui prend sa source dans un fonds de sincérité, de modestie et de dégagement de soi-même. Non-seulement il savait parler très bien sans s'écouter et plaire sans coquetterie, mais il savait écouter les autres, s'intéresser à leurs idées, soit en les combattant, soit en les approuvant, s'abandonner au mouvement général d'une conversation en s'oubliant complétement lui-même, et cela sans aucun effort de politesse, pour son plaisir à lui autant que pour celui des autres. Trop fier pour être vaniteux, doué d'une intelligence trop active et d'un cœur trop ardent pour connaître cet ennui qui poursuit quelquefois les hommes politiques inoccupés, il attachait très peu d'importance à une foule de bagatelles qui tiennent souvent une assez grande place dans la vie des personnages les plus sérieux. Quoiqu'il n'eût aucune sauvagerie, quoiqu'il se prêtât sans peine au commerce du monde, où il était naturellement très recherché et où il apportait tous les agrémens de son esprit, la part de futilités et d'aimables petites duplicités qui se mêle forcément à l'existence d'un homme de salon le fatiguait bientôt, et il aspirait à retourner à la vie simple et tranquille des champs. En général, il n'était jamais plus charmant que dans un très petit cercle. Un seul ami quelquefois suffisait pour alimenter le mouvement de son esprit. Entre sa femme et son ami, Ampère par exemple, il eût vécu joyeux dans une Thébaïde. Il est vrai que l'on pourrait être beaucoup plus mal partagé. « Nous sommes gens tous trois, lui écrivait-il, à nous consoler aisément à la maison de ce qui se passe au dehors, et c'est le cas de dire de nous trois ce que Pascal disait de lui seul, qu'il portait sa pluie et son soleil au dedans de lui. » Malheureusement ce *vagabond d'Ampère,* comme il l'appelait, lui échappait de temps en temps. Il savait alors s'arranger de la solitude, et il nous écrivait à nous ces lignes qui peignent assez bien son caractère, ce genre de gaieté douce, nuancée de mélancolie, que nous retrouvons assez souvent dans sa correspondance :

« Je mène toujours la vie que vous savez, écrivain avant le déjeuner, paysan après. Je trouve que ces deux manières de vivre font quelque chose de complet qui m'attache malgré la monotonie. Je me suis remis sérieusement à mon livre, et je bâtis une magnifique étable à cochons. Laquelle de ces deux œuvres durera plus que l'autre? Hélas! je n'en sais rien en vérité. Les murs que je donne à mes cochons sont bien solides. En attendant, la vie s'écoule avec une rapidité dont je commence à m'effrayer. »

Nous parlions plus haut de sa modestie, elle était aussi vraie que sa fierté. Il avait des convictions très absolues; mais quand il s'agissait de les communiquer au public, soit par la parole, soit par la plume, il était sans cesse en défiance contre lui-même, craignant toujours de ne pas les rendre avec toute la force et la précision désirables. De là dans ses discours de tribune, surtout au début de sa carrière politique, quelque chose de tendu, de laborieux, où l'effort de la méditation ne laissait pas assez de place aux bonnes fortunes de la parole improvisée. Cependant un de ses amis, M. Lanjuinais, nous faisait remarquer dernièrement qu'il y avait eu en lui de grands progrès sous ce rapport, et qu'il devenait de plus en plus un orateur quand la tribune s'est fermée. Nous nous rappelons en effet l'avoir vu très éloquent dans une des séances orageuses de l'assemblée législative qui suivirent l'expédition de Rome. Interrompu presque à chaque phrase par les vociférations de la montagne, il s'arrêtait, crispant ses lèvres fines, dont le mouvement indiquait la fermeté de son âme, et reprenait après chaque pause son argumentation avec des paroles chaleureuses, spontanées et aiguisées en quelque sorte par une articulation mordante. Malheureusement il manquait de force physique, et son cœur était trop passionné par ses convictions pour que sa frêle enveloppe pût supporter impunément de pareilles secousses.

Dans ses livres, sa défiance de lui-même n'avait plus les mêmes inconvéniens : l'art d'écrire, sauf de très rares exceptions, ne se concilie guère avec l'improvisation. Ici l'extrême facilité est presque toujours le signe caractéristique de la médiocrité. C'est évidemment au travail qu'il devait d'être un des écrivains de nos jours qui ont su renfermer le plus d'idées dans une page, et rendre avec la plus admirable précision les nuances les plus délicates d'une idée. Même après ce travail obstiné de la forme, il n'était pas encore tranquille, et avant de produire son œuvre devant le public, il éprouvait le besoin de la communiquer à ses amis, pour recevoir leurs avis, et non pour s'attirer leurs éloges; ce n'est pas qu'il fût enclin à changer facilement d'opinion sur le fond des choses, mais il tenait à savoir s'il avait bien rendu son opinion. Si on le critiquait, il se défendait avec ardeur, se tourmentait beaucoup; rentré chez lui, il

pesait la critique, et, s'il la trouvait juste, il se rendait avec une modestie et une ingénuité touchantes chez un homme d'un esprit tout à la fois si absolu et si supérieur. Nous en citerons un exemple. Avant de publier son dernier ouvrage sur *l'Ancien Régime et la Révolution,* il en avait communiqué les épreuves à un ami obscur, inférieur à lui sous tous les rapports, mais dont il se sentait véritablement aimé, et dans le jugement duquel il avait quelque confiance. L'avant-propos, qui contient aujourd'hui de si belles pages, était alors très écourté; la conclusion était moindre de moitié. L'ami lui fit remarquer que dans son ardeur à suivre toutes les manifestations de l'esprit d'égalité à travers l'ancien régime, il avait fait la part trop faible à l'esprit de liberté, que dès lors on pourrait induire de son livre qu'il n'accordait à cet esprit de liberté qu'un rôle insignifiant dans la révolution, et que cependant il ne pouvait méconnaître que la constitution de 91, expression directe de l'esprit de 89, ne fût aussi libérale que démocratique, qu'elle était même trop libérale, car, en réduisant trop les attributions du pouvoir exécutif, elle rompait trop brusquement avec des habitudes de centralisation déjà anciennes, et dont il avait le premier si bien constaté l'existence. Il reconnut cela, mais il répondit qu'il se réservait dans un prochain ouvrage spécialement consacré à 89 de faire la part de l'esprit de liberté; l'ami objecta, et il ne croyait point, hélas! prédire si juste, que l'on ne savait pas ce qui pouvait arriver, que ce prochain ouvrage pouvait tarder longtemps à paraître, et qu'en attendant, le sentiment libéral, qui certainement a sa part et une grande part dans le mouvement de 89, serait presque passé sous silence dans un livre où l'auteur conduisait souvent son analyse du sentiment de l'égalité jusqu'au seuil de cette grande époque. L'ami lui fit remarquer encore que le dessin de ce second et futur ouvrage, si important au point de vue libéral, n'était pas assez indiqué dans l'avant-propos du premier; que, pris dans son ensemble, cet avant-propos était trop sec; que s'il y avait beaucoup de gens qui ne lisaient pas les préfaces, en revanche il y en avait aussi beaucoup qui ne lisaient que cela, surtout quand le corps du livre était très sérieux. Il termina en l'engageant à refondre et l'avant-propos et la conclusion. Alexis de Tocqueville partit fort agité et médiocrement gai. « Notre conversation d'avant-hier, écrivait-il le surlendemain à son ami, m'a bien tourmenté, et j'espère bien servi. Je fais de mon mieux du moins pour introduire non-seulement dans l'avant-propos, mais dans le dernier chapitre qui est encore en épreuve, de quoi, j'espère, vous satisfaire. Je vous ferai parvenir celui-ci dès que je l'aurai en épreuve. » Et quelque temps après l'ami voyait revenir les épreuves de l'avant-propos et

de la conclusion, le tout refondu et orné des belles pages que tout le monde a admirées, et entre autres de celle que nous avons citée plus haut sur l'esprit de 89, avec ce billet d'envoi : « Je me hâte de vous envoyer la tête et la queue de mon œuvre. L'avant-propos est le fruit de la conversation que nous avons eue ensemble il y a quinze jours. J'espère qu'il répondra à l'idée que vous vous en faisiez, et vous paraîtra ce que vous croyiez qu'il devait être. »

Ce fonds de modestie, qui s'associait chez lui à une grande fierté de caractère, le rendait non-seulement facile à embarrasser par une louange trop directe, mais disposé à cacher même ce qui le flattait le plus dans les démonstrations sympathiques ou admiratives dont il était quelquefois l'objet. Après l'éclatant succès de son dernier ouvrage, il avait fait en 1857 un voyage en Angleterre; il y avait été reçu avec ce fanatisme que la haute société anglaise manifeste de temps en temps pour les étrangers illustres qui ont conquis son admiration et son estime. Les salons et les clubs les plus exclusifs de Londres se disputaient la faveur de sa présence. Le gouvernement anglais lui-même s'était associé au public en donnant à ce simple particulier un témoignage de considération aussi éclatant que délicat, car, au moment où il se préparait à se rembarquer dans le port le plus voisin de Cherbourg, un capitaine de frégate était venu lui annoncer qu'il avait reçu ordre de mettre son bâtiment à sa disposition, et que le gouvernement anglais voulait se donner le plaisir de le faire reconduire chez lui. Quelques heures plus tard, le navire anglais entrait dans la rade de Cherbourg, et, après les saluts d'usage, il déposait sur la rive un petit monsieur en paletot avec sa malle, et repartait immédiatement, afin de constater qu'il n'était venu que pour ce petit monsieur. Combien d'autres se seraient arrangés pour communiquer ce fait à tous les organes de la publicité! Alexis de Tocqueville en prit si peu de souci, que nous doutons qu'aucun journal de Paris en ait jamais parlé. Nous nous rappelons seulement qu'un journal étranger qui se pique d'être bien informé, apprenant qu'une frégate anglaise avait amené quelqu'un à Cherbourg, annonçait à ses lecteurs qu'il s'agissait d'un aide-de-camp de l'empereur des Français qui venait de régler le cérémonial d'une entrevue avec la reine d'Angleterre à Osborne, dont il était question alors, et que cette méprise faisait beaucoup rire Alexis de Tocqueville. Ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'un des meilleurs amis de ce dernier, qui l'avait précisément accompagné dans ce voyage d'Angleterre, mais qui était revenu avant lui, n'a tout récemment appris le fait que par nous-même.

C'est au commencement de l'automne dernier que l'affection de poitrine dont souffrait l'illustre écrivain lui fit sentir assez grave-

ment ses atteintes pour le déterminer à se transporter dans le midi de la France, à Cannes, avec M[me] de Tocqueville. C'est là que la mort l'a surpris, car, comme cela arrive parfois dans les cas de phthisie pulmonaire, il se croyait en voie de guérison au moment où son état n'offrait plus d'espérance; mais la mort l'a trouvé depuis longtemps préparé à la recevoir. Le sentiment religieux avait toujours tenu une grande place dans ses idées et même dans la pratique de sa vie. Cette disposition naturelle et ancienne a pu s'accroître encore dans ses derniers momens; mais, pour tous ceux qui l'ont connu, il n'y a point lieu de s'étonner, ainsi qu'on le pourrait faire d'après certains récits, qu'il soit mort comme il avait vécu, en chrétien, assisté également de toutes les consolations de la famille et de l'amitié. Outre sa femme, M. de Tocqueville avait autour de son lit de mort deux frères tendrement aimés, son neveu, sa belle-sœur, un ami d'enfance, M. Louis de Kergorlay; il avait eu le bonheur de passer quelques jours avec le fidèle compagnon de son voyage en Amérique, M. Gustave de Beaumont. D'autres amis bien dévoués aussi et bien chers, M. de Corcelle et M. Ampère, demandaient à venir lui prodiguer leurs soins; il les retenait loin de lui par discrétion, et aussi par suite de l'illusion qui le trompait sur la gravité de son état. Abusé jusqu'au dernier moment par ses lettres rassurantes et gaies, M. Ampère était venu de Rome se réjouir avec lui de sa convalescence, lorsqu'il apprit sa mort à Marseille; il n'arrivait à Cannes que pour rencontrer son cercueil.

Alexis de Tocqueville laissera dans notre histoire politique et littéraire une trace durable. Député, représentant du peuple, ministre, il n'a point figuré, il est vrai, parmi les chefs les plus puissans des partis qui ont divisé le pays. Il était enclin à suivre dans sa ligne de conduite ses inspirations personnelles plutôt qu'à se prêter aux exigences d'un rôle politique. Cependant, comme ses inspirations étaient toujours honnêtes, désintéressées, et souvent empreintes d'un rare caractère de sagacité, il a eu en de certains momens la bonne fortune de voir plus loin et plus clair dans l'avenir que beaucoup d'autres, et l'histoire lui tiendra compte de cette prévoyance. Écrivain, il a publié peu de livres, mais ce sont des livres excellens, et à une époque où l'on pèche en général par la surabondance des productions, sa sobriété même lui sera un titre de plus à l'attention de la postérité. Il a su du reste se faire auprès d'elle un titre plus sûr. Laissant de côté tous les faits passagers de son siècle, il s'est attaqué au grand problème du présent et de l'avenir, il a composé avec un admirable talent une œuvre qui s'est déjà répandue parmi toutes les nations, parce qu'elle les intéresse toutes également, et qui pourrait être, comme l'œuvre d'Eschyle,

dédiée *au temps;* elle a été écrite pour lui, et c'est le temps qui, au lieu de la détruire comme tant d'autres, la garantira de la destruction.

Un dernier trait enfin qui pour nous complète cette figure si noble et si pure d'Alexis de Tocqueville, c'est le sentiment tendre et poétique qui l'a porté à vouloir que sa dépouille mortelle repose dans l'humble cimetière du village où tous l'aimaient. Il montrait, il y a quelques années, à un de ses amis la place qu'il avait choisie. Ce n'est pas une pensée aristocratique qui lui a dicté cette dernière volonté : il n'y a point dans le cimetière de Tocqueville de tombeau réservé à sa famille, quelques-uns de ses ancêtres sont peut-être ensevelis dans les caveaux de l'église; mais ce qui est certain, c'est que son père, qui a vécu et qui est mort loin de cette résidence, n'y est point inhumé. S'il a voulu, lui, reposer dans ce petit cimetière délabré, planté de quelques pommiers (on met des pommiers partout en Normandie, jusque dans les cimetières), ceint d'un mur très bas qui en permet la vue à tous les passans, que l'on traverse d'ailleurs et qu'il a lui-même traversé tant de fois pour entrer à l'église, c'est que dans ce village, dans le manoir qui l'avoisine, dans les bois paisibles, dans les belles allées, dans les belles prairies qui l'environnent, Alexis de Tocqueville a vécu vingt-cinq ans heureux, avec une femme digne de lui, entouré de l'attachement, de la confiance, du respect d'une foule de cœurs simples que sa mort a plongés dans la tristesse, et qui garderont à jamais son souvenir. C'est là qu'il venait oublier les agitations et se consoler des déceptions de la vie politique, c'est là qu'il a passé en faisant le bien, travaillant avec sa plume à éclairer, à moraliser l'espèce humaine, tandis que sa main secourable soutenait et dirigeait tous ceux que la Providence semblait avoir plus particulièrement confiés à ses soins, et c'est au milieu de ceux-là qu'il a voulu dormir de son dernier sommeil. Sa tombe illustrera l'humble cimetière du village de Tocqueville. Plus d'un voyageur, soit de France, soit d'Angleterre, soit d'Amérique, en suivant la route de Cherbourg à Barfleur, s'arrêtera pour venir saluer cette tombe, car c'est celle d'un homme qui fut aussi grand par le cœur que par l'esprit, dont la vie fut sans tache, qui n'a jamais trahi la sainte cause qu'il avait embrassée dès sa jeunesse, et qui a bien mérité de son pays et de l'humanité.

Louis de Loménie.

RACHEL

HISTOIRE LOMBARDE DE 1848.

I.

Dans un district reculé de la Basse-Lombardie, à quelques heures de Pavie et tout près de la frontière du Piémont, loin des habitations élégantes et modernes de l'aristocratie et de la finance milanaises, on peut aujourd'hui encore voir une habitation dont l'aspect imposant annonce un château, et qui depuis longtemps déjà n'est plus qu'une ferme. D'épais taillis, des canaux remplis d'une eau presque stagnante entourent et isolent les bâtimens de ce rustique manoir. Huit tours délabrées, qui paraissent avoir servi autrefois de retraite aux farouches barons du moyen âge, se dressent aux angles de la cour principale. Sous ces tours s'ouvrent d'immenses souterrains que des éboulemens successifs ont rendus presque impraticables, et qui s'étendent à une distance de plusieurs lieues.

A l'intérieur du château devenu ferme, de vastes escaliers et de longs corridors voûtés, des murailles de quatre à cinq pieds d'épaisseur et des cheminées sous lesquelles eussent tenu commodément une douzaine de personnes, voilà tout ce qui restait, il y a quelques années, de l'ancienne grandeur de l'édifice. Les voûtes et les murailles paraissaient encore en assez bon état, mais les portes et les fenêtres ne consentaient pas plus facilement à se fermer qu'à s'ouvrir; les briques rouges qui formaient le plancher étaient dévorées

par l'humidité ou creusées par le frottement de gros souliers ferrés. Le mobilier était plus que simple. Quatre chambres seulement étaient réputées habitables, ou, pour mieux dire, elles étaient habitées. L'une au rez-de-chaussée servait de cuisine et avait été, selon toute apparence, une salle des gardes dans les beaux jours de la féodalité; elle possédait pour tout ornement une resplendissante batterie de cuisine, une grande table en noyer sur laquelle la famille prenait ses repas, et quelques petites chaises de paille placées en avant des bancs de pierre scellés dans le mur de l'immense foyer; ces chaises étaient réservées aux enfans, tandis que les grandes personnes se tenaient assises sur les bancs. Au premier étage, où l'on arrivait par un escalier qu'un escadron de cavalerie eût sans trop de peine monté au galop, on trouvait d'abord la chambre à coucher du fermier et de sa femme. Un lit immense en bois de noyer, à colonnes et à dais, composé de quatre matelas et d'une paillasse gigantesque rembourrée de feuilles de maïs desséchées, la courtepointe en moire antique, les draps en belle toile garnis en mousseline tuyautée, les longs oreillers posés symétriquement et garnis comme les draps, témoignaient au premier coup d'œil des mœurs patriarcales de la famille. Ce lit était ainsi fait et arrangé chaque matin depuis quelque trentaine d'années, et les mêmes ornemens qui avaient embelli la couche des jeunes époux, l'élégance qui avait souri à leur entrée dans la vie de famille, les réjouissaient encore dans leur paisible vieillesse. Ce lit, ce mobilier racontaient toute une histoire de bonheur monotone, de jours succédant aux jours, sans apporter d'autre changement que la lente succession des années; ils repoussaient victorieusement toute pensée d'orages, de bouleversemens, de catastrophes; les larmes mêmes qui avaient peut-être baigné ces oreillers ne pouvaient être que des larmes de résignation. Digne commentaire de tant d'ordre et de sérénité, un prie-Dieu aussi en bois de noyer flanquait chaque côté du lit et portait sur ses tablettes plusieurs petits livres de prières reliés en peau brune. Deux ou trois rameaux d'olivier entremêlés de fleurs artificielles étaient accrochés au mur au-dessus du chevet conjugal, et couronnaient comme d'un diadème de fleurs une gravure où la vierge Marie était représentée souriant à l'enfant Jésus, qui jouait avec un petit saint Jean vêtu de la traditionnelle peau de brebis. Au-dessous de cette gravure pendait un Christ en ivoire, auquel les gens du pays et les fermiers eux-mêmes attribuaient une vertu miraculeuse. Outre plusieurs armoires, commodes ou bahuts d'un âge vénérable, on eût pu encore remarquer dans un coin de la pièce une couchette réservée depuis nombre d'années aux plus jeunes enfans des fermiers, couchette occupée à cette heure par les deux filles qu'aucun mari n'a-

vait encore enlevées au toit paternel. Un grand paravent déroulé autour de la couchette l'isolait du lit conjugal.

Une petite porte percée dans le mur, auprès de la couchette, donnait accès à une seconde pièce presque aussi grande que la première, habitée jadis par les filles aujourd'hui dispersées dans leurs nouvelles familles. Deux grands lits de même dimension que celui du vieux couple, mais beaucoup plus simples, étaient réservés aux amis ou parens qui venaient parfois visiter le fermier. Dans les intervalles longs et nombreux qui séparaient ces visites, cette pièce inhabitée était le refuge favori des jeunes filles qui venaient y entasser leurs ouvrages commencés, leurs provisions de fil et d'aiguilles. Qui pourrait dire avec quel bonheur Philomène et Judith, quand elles parvenaient à dérober quelques instans aux soins officiels du ménage, couraient s'enfermer dans cette chambre, leur véritable domaine, pour y passer en revue les chiffons amassés par leur prévoyance? Que de chuchoteries, que de frais éclats de rire avaient résonné entre ces murailles nues, dans cette pièce abandonnée, qui eût paru sombre et triste à l'étranger, et qui ne rappelait aux jeunes filles que de riantes pensées, des heures d'oubli et de gaieté enfantine!

Vis-à-vis de la porte d'entrée de cette chambre, et par conséquent de l'autre côté du passage, était la chambre dite des garçons. Elle comptait aussi ses deux grands lits, et une couchette qui était devenue depuis peu l'apanage exclusif de l'aîné. Les quatre plus jeunes fils du fermier se partageaient, lorsqu'ils étaient à la maison, les deux grands lits; mais sortons de l'habitation et jetons un regard sur les dépendances de la ferme, afin de ne rien négliger de ce qui peut faire connaître le théâtre assez compliqué de ce récit.

Les huit tours composant l'ancien château étaient distribuées avec une certaine régularité autour d'un terrain carré dont elles avaient fait une cour fermée. Quatre de ces tours se dressaient aux quatre coins du carré, tandis que les quatre autres marquaient le milieu des murs d'enceinte s'étendant d'un angle à l'autre. Les moins ruinées des tours avaient été converties en laiteries, en fromageries, en divers magasins de grenailles et de fourrages. L'habitation des fermiers occupait la tour la plus considérable et la mieux conservée, qui s'élevait au centre du mur faisant face au midi. Vis-à-vis de celle-ci, une autre tour presque aussi vaste et en assez bon état renfermait le moulin à riz, ce qu'on nomme dans le pays la *pile* au riz, parce que le riz est *pilé* et non broyé comme le grain. Ces *piles* sont des espèces de mortiers à plusieurs *pilons* mis en mouvement par une roue plongée dans un cours d'eau. Au-dessus du moulin étaient les dépôts du riz avant l'égrenage et ceux du riz

sorti du mortier. D'immenses étables destinées les unes aux vaches, les autres aux bœufs ou aux chevaux de labour, de petits hangars pour la volaille, avaient été construits le long des murs d'enceinte de la cour, ou à deux pas de l'habitation des fermiers. D'énormes dogues erraient gravement au milieu de tous ces animaux, sans paraître se soucier d'aucun, tandis que sur les degrés conduisant au logis, ou sur l'appui extérieur des fenêtres de la cuisine, un ou deux chats somnolens et méditatifs semblaient craindre de salir leur blanche fourrure en s'aventurant au-delà de l'escalier.

Rien n'était aussi bruyant ni aussi animé que cette cour à l'heure du départ et du retour des travailleurs pour les champs. Le mugissement des bêtes à cornes, les hennissemens des chevaux, les cris des poules et des coqs, les jurons et les menaces des laboureurs, qu'accompagnaient le bruit monotone des pilons tombant dans les mortiers de pierre et celui non moins monotone de la chute d'eau, tout cela formait, chaque matin et chaque soir, un concert, disons mieux, un vacarme étourdissant. A une heure du matin aussi, heure fixée par presque tous les fermiers lombards pour traire leurs vaches, on entendait à quelques lieues à la ronde un bruit assez semblable au roulement d'un tambour : c'était le bruit du bâton des vachers frappant leurs sceaux de bois en guise d'appel et d'avertissement. A l'exception de ces trois momens, la cour de la ferme était calme, et on n'y rencontrait que les hommes spécialement employés à la confection des fromages, classe d'ouvriers, je devrais dire plutôt race d'hommes complètement distincte de toutes celles dont les campagnes lombardes sont remplies. Les fromagers sont des athlètes aux trois quarts nus par toutes les saisons, qui descendent des montagnes du Plaisantin, la plupart célibataires, ne faisant de long séjour chez aucun maître. Sombres et taciturnes, intéressés et vindicatifs, ils sont la terreur de ceux qui les emploient, et les chiens ne les reconnaissent jamais comme faisant partie de la famille. Pourtant ils s'éloignent rarement des étables ou de leur laboratoire. A quelque heure que vous alliez visiter l'une de nos fermes, vous apercevrez, debout, le dos appuyé au chambranle d'une porte d'étable et se detachant sur le fond sombre de l'intérieur, les bras croisés sur sa vaste poitrine, les cheveux hérissés, touffus, se projetant sur un front bas et large, les yeux baissés vers la terre, un ou plusieurs hommes vêtus seulement d'un double tablier de cuir commençant au-dessus des hanches et descendant jusqu'au genou. C'est parmi eux que se rencontrent les alcides de nos foires et de nos cirques.

On connaît maintenant ce qu'était la ferme des Huit-Tours à l'époque où commence ce récit, c'est-à-dire au début de la période

inquiète et troublée qui précéda en Italie les révolutions de 1848. Après avoir décrit l'habitation, il est temps de parler des habitans, et d'abord du fermier et de sa femme. Unis depuis leurs plus jeunes années, ils s'étaient mariés sans se connaître, obéissant au choix de leurs parens. L'un et l'autre appartenaient à une variété de l'espèce humaine presque perdue aujourd'hui, qui prenait au pied de la lettre tous les préceptes imposés à son enfance, et qui passait sa vie sans songer seulement à en examiner un. Pour de tels êtres, il n'y avait pas de plus ni de moins dans le péché, ou plutôt il n'y avait dans le monde qu'un seul grand péché, source de tous les autres, celui d'Adam, la désobéissance. Leurs parens étaient pour eux le Père céleste, ou du moins ses représentans sur la terre; le curé de leur paroisse n'était pas moins infaillible que le Saint-Esprit, et le pape était l'infaillibilité même. Quant aux autorités de la terre, rois, princes et commissaires de police, ils pouvaient avoir tort vis-à-vis de Dieu et de ses ministres, mais le rôle du sujet était d'obéir constamment, en tout cas, sans murmure, sans rancune et avec le plus profond respect. Une soumission si absolue de l'intelligence n'excluait pas la fermeté du caractère. Le fermier et sa femme s'aimèrent, d'abord parce qu'on leur expliqua au sortir de l'église que le prêtre leur avait ordonné de s'aimer; plus tard, ils s'aimèrent comme les nobles cœurs et les âmes pures savent aimer. Ils s'aimèrent dans la joie et dans les larmes, dans la prospérité et la détresse, dans la jeunesse et l'âge avancé. Le mari était le maître assurément, et jamais la femme ne conçut la pensée de murmurer contre cette autorité; jamais aussi la volonté du maître ne comprima brutalement les désirs de la servante. S'il commandait, ce n'était ni en son nom ni pour imposer ses goûts à sa compagne; c'était parce qu'il connaissait mieux qu'elle ses devoirs : or c'eût été manquer de charité que de voir sa femme prête à mal faire sans essayer de la retenir sur le bord de l'abîme.

La fermière, qui avait été jolie dans sa première jeunesse, perdit de bonne heure tous ses charmes, mais son mari ne s'en aperçut jamais. Pour lui, elle fut toujours fraîche et belle, aimable et digne en toute chose de son amour, puisque cet amour était à elle. En dépit des lieux communs sur l'injustice du sort, Dieu bénit cette union et ces pieux époux. Une nombreuse lignée, — cinq garçons et six filles, — naquit d'eux, et les patriarches des anciens jours n'eurent jamais de plus belle couronne que celle du *signor* et de la *signora* Stella (c'est ainsi qu'on les appelait respectueusement dans le pays).

Tous les fermiers des environs, même les parens collatéraux du signor et de la signora, — de M. et de Mme Stella, si on l'aime mieux,

— engloutissaient leurs économies en frais d'instruction et en dépenses de collége ou d'école. Notre couple agissait différemment. — J'ai fait valoir mes terres, disait M. Stella; j'ai obtenu de bonnes récoltes, j'ai mis au monde et j'ai élevé de beaux enfans, mes troupeaux prospèrent, mes greniers sont bien garnis, et ma femme est heureuse. Pourtant je n'ai pas été au collége, et je ne sais pas grand'-chose au-delà de ce qu'il me faut pour cultiver la terre et pour obéir aux commandemens de Dieu. Pourquoi mes enfans ne feraient-ils pas comme moi? Je suis heureux et content. Que peuvent-ils désirer, si ce n'est d'être un jour aussi heureux et aussi contens que moi? Pourvu qu'ils sachent obéir à leurs supérieurs, ils n'auront jamais rien à regretter. — A vrai dire, cette théorie rencontra quelque opposition dans la famille de la fermière. L'un de ses frères, gros négociant en fromage établi depuis nombre d'années dans un faubourg de Milan, mis par son commerce en rapport avec une multitude d'habitans des villes appartenant à différentes classes de la société, avait appris bien des choses qu'ignoraient son beau-frère et sa sœur. Comparé au reste de la famille, le marchand de fromage était presque un homme du monde, et il ne voyait pas sans frémir l'ignorante candeur de ses parens prête à se perpétuer dans leur progéniture. Il admettait que l'aîné de ses neveux, devant remplacer son beau-frère dans l'exploitation de la ferme, fût formé aussi complétement que possible sur le modèle du vieux Stella; mais il eût voulu voir les plus jeunes garçons élevés de façon à pouvoir se frayer un chemin dans ce bas monde. Aussi ne perdait-il pas une occasion de combattre les opinions si arrêtées de son beau-frère sur l'éducation. Chaque fois qu'un des garçons avait atteint l'âge d'entrer au collége, le marchand de fromage avait livré bataille aux vieux Stella, mais inutilement. Lorsque le tour du plus jeune fut venu, l'*homme du monde* revint à la charge, et avec plus d'ardeur que jamais, car c'était sa dernière chance. — Ton système d'éducation, dit-il un jour que le fermier s'était vanté de n'avoir rien enseigné à ses fils au-delà de ce que lui-même avait appris dans son enfance, ton système pourrait être bon, si ta femme et toi deviez vivre éternellement; mais tu es mortel, n'est-ce pas? et quand tu seras mort, que deviendront tes enfans, si tu ne leur apprends rien qu'à t'obéir? Commander est un art plus difficile qu'obéir, et pour commander avec profit, il faut savoir bien des choses que tu n'enseignes pas à tes enfans.

— Tu te trompes, mon frère, reprenait M. Stella; mes enfans n'obéissent pas à moi seul, et je leur ai enseigné à obéir à Dieu, à M. le curé et à l'empereur. Pourvu qu'avant ma mort ils aient bien appris cette leçon-là, je mourrai tranquille, car ils ne seront jamais

dans l'embarras. Quant aux affaires de la ferme, ils les régleront comme ils voient que je les règle depuis qu'ils sont au monde.

— Mais, répondait en insistant le beau-frère, on fait chaque jour des découvertes nouvelles qui changent les lois de l'agriculture, et tes enfans ne seront pas contens, s'ils voient les champs de leurs voisins rapporter plus que les leurs, parce que ceux-là auront profité de sciences qu'ils ignorent. Tu es heureux et content, dis-tu! Rien de mieux; mais sais-tu si tes enfans n'auront ni plus d'ambition ni plus d'amour-propre que toi? Sais-tu si cela leur fera plaisir d'être évincés de leur ferme pour céder la place à un autre fermier qui sera au courant des méthodes nouvelles, et qui offrira au propriétaire un loyer plus considérable?...

— Qu'il ne lui paiera jamais, dit en l'interrompant le signor Stella. Mes enfans ne promettront que ce qu'ils seront certains de tenir, et si certains propriétaires préfèrent les belles promesses aux belles et bonnes actions, ces propriétaires-là ne conviendraient pas plus à mes enfans que mes enfans ne leur conviendraient. Qui se ressemble s'assemble, dit le proverbe, et s'il dit vrai, mes enfans n'auront jamais affaire qu'à de braves et honnêtes gens, peu disposés à courir après ce que vous appelez le progrès et les grandes découvertes du jour. M'est avis que nos pères faisaient pousser les choux et les raves aussi bien que nous.

— Mais si nos pères avaient été aussi entêtés que toi, reprenait le beau-frère, ni eux ni nous n'aurions à cette heure nos riches prairies que nous coupons dix ou douze fois dans une année (1), ni nos grandes rizières. D'ailleurs tout le monde ne peut être agriculteur. Cette terre que tu cultives te donne de quoi vivre, mais tu n'as qu'une famille; tes enfans en formeront probablement cinq; là où tu as trouvé l'abondance, ils ne trouveront que la gêne ou la misère.

— Et penses-tu que je sois assez imprévoyant pour ne pas deviner une chose aussi simple? Penses-tu que j'aie follement mangé tout ce que j'ai gagné? Non pas, mon frère; mes enfans ne seront pas réduits à couper en cinq la portion qui suffirait à peine à un seul. J'ai économisé pendant ma longue vie, ma femme est une ménagère sans pareille, et nous mettons chaque année de côté ce qui, partagé à ma mort en cinq parts égales, mettra chacun de mes fils en état de louer une ferme et de la faire valoir pour son compte; tout

(1) Il existe aux portes de Milan des prairies arrosées par un fossé qui traverse toute la ville et se charge de toutes ses immondices; ces prairies sont fauchées régulièrement une fois par mois. Une si merveilleuse fécondité n'est pourtant qu'un fait exceptionnel, et le plus grand nombre des prairies lombardes est fauché trois fois par an. Entre ces deux extrêmes, il y a des degrés, et les prairies que l'on fauche huit fois par an ne sont pas rares en Lombardie.

cela est arrangé, et si je mourais aujourd'hui, mes enfans ne seraient pas des mendians. Si au contraire Dieu m'accorde encore quelques années de vie et de prospérité pareille à celle dont j'ai joui jusqu'ici, ils seront plus qu'à leur aise, bien plus que je ne l'étais moi-même en commençant.

Déjà quatre de ces discussions avaient fini par la défaite du négociant novateur; mais il était décidé cette fois à ne pas se laisser décourager. Le plus jeune des garçons n'était doué ni de la force corporelle, ni de l'énergie de caractère, ni de la bonne humeur de ses aînés. Atteint dès sa plus tendre enfance d'une fièvre nerveuse, il était resté faible et souffreteux. Ses parens n'avaient jamais osé le soumettre au régime qui réussissait si bien à ses frères, et dès lors Paolo ou plutôt Paolino, car c'était par ce diminutif qu'on le désignait d'ordinaire, devint une exception, une anomalie dans la famille. Le fermier n'était pas plus que sa femme de force à trouver ni à inventer des méthodes d'éducation appropriées aux caractères différens, aux constitutions variées de ses nombreux enfans. Ne pouvant appliquer leur méthode unique à Paolino, M. et Mme Stella se passèrent de méthode. Jugeant l'enfant trop délicat pour supporter la règle un peu sévère, mais bonne, qu'ils préféraient, ils l'affranchirent de toute règle, et eux-mêmes ne s'en imposèrent d'autres à son égard que de ne pas le contrarier. Toute la famille, père, mère, frères et sœurs, regardait Paolino avec une tendre commisération. Ces bonnes gens auraient cru commettre un crime en lui faisant verser une de ces larmes qu'eux-mêmes versaient vingt fois par jour sans se croire pour cela plus à plaindre. Paolino avait sans doute reçu en naissant une bonne part des solides qualités de ses parens, puisqu'ils ne parvinrent jamais à en faire un enfant gâté, c'est-à-dire un égoïste impérieux et un menteur. Il avait maints caprices, mais il renonçait volontairement à les satisfaire dès qu'il apercevait dans le regard de sa mère une expression de chagrin ou d'embarras; il aimait ses frères et surtout ses sœurs avec passion, apprenait en un clin d'œil ce qui avait coûté aux autres fils du fermier d'héroïques efforts de volonté et d'application, et n'était jamais aussi heureux que lorsqu'il s'apercevait qu'un objet à lui appartenant serait agréable à l'une des personnes qu'il aimait. Paolino était donc ce qu'on appelle un très gentil garçon, et l'affection si vive qu'il inspirait autour de lui était parfaitement justifiée. Malheureusement, il faut le dire aussi, Paolino était un détestable agriculteur. C'est à peine s'il distinguait l'épi du froment d'avec l'épi du seigle; il ne prévoyait un orage qu'après le premier coup de tonnerre, et s'il se décidait par hasard à suivre ses frères et son père aux champs, il ne tardait pas à se séparer

d'eux. S'enfonçant dans quelque sentier bien connu de lui seul, il s'asseyait sur le bord d'un fossé et s'endormait sur l'herbe fraîche, d'où il se relevait avec une courbature ou la migraine. Aussi, quand le moment arriva de décider de son avenir, le fermier fit ce qu'il n'avait jamais fait jusque-là : il prolongea la discussion avec son beau-frère, et appela l'enfant à y prendre part.

L'opinion du beau-frère nous est connue; voici maintenant le dialogue qui s'établit entre le signor Stella et Paolino, alors âgé de douze ans et demi, tandis que la fermière, assise sous le manteau de son immense cheminée et ravaudant des bas qui formaient devant elle une espèce d'obélisque, écoutait en silence et poussait de temps à autre des soupirs qui entretenaient la flamme dans l'âtre. Le beau-frère, qui avait réclamé cette consultation comme devant porter le coup de grâce aux préjugés cette fois ébranlés du fermier, fumait sa pipe dans l'embrasure d'une fenêtre, et avait promis de ne pas intervenir dans le débat. Le père de famille débuta ainsi : — Voyons, Paolino, tu vas avoir treize ans, et tu seras un homme un de ces quatre matins. Que veux-tu faire?

Paolino ne comprit pas la portée de cette question inattendue, et il répondit machinalement : — Ce que vous voudrez, mon père.

— C'est très bien, reprit le fermier, qui ne put s'empêcher de jeter un regard triomphant sur son beau-frère, c'est très bien; mais je désire connaître tes goûts, tes préférences, car tu n'es pas taillé dans la même étoffe que le reste de la famille. Voyons : aimerais-tu à posséder un jour une bonne ferme à faire valoir, et à passer ta vie comme j'ai passé la mienne, comme tes frères passeront la leur, à la campagne, à cultiver la terre, à élever des bestiaux, et à gagner honnêtement de l'argent?

Paolino tenait le regard attaché sur un coin du plancher et paraissait réfléchir profondément, mais il ne répondait pas. Le père répéta sa question, à laquelle l'enfant répondit alors par un *non* timidement accentué. Le signor Stella fit un soubresaut, et Paolino rougit jusqu'aux oreilles. Ses yeux se remplirent de larmes, et sa poitrine se souleva, comme si elle allait éclater en sanglots. Un sourire de sa mère le rassura un peu, et le fermier, qui comprit au mouvement d'épaules de son beau-frère qu'il ressemblait en ce moment à un tyran domestique demandant la vérité à son enfant de façon à lui faire dire vingt mensonges, reprit d'une voix plus douce que la sienne ne l'était ordinairement et avec un accent de reproche mêlé de quelque tristesse : — As-tu peur de moi, Paolino?... Que t'ai-je jamais fait ou dit pour te rendre si craintif? Si je désire connaître tes dispositions, c'est pour m'y conformer autant que cela me sera possible. Je n'ai nullement l'intention de forcer tes inclinations, et

je n'ai voulu le faire à l'égard d'aucun de mes enfans. Voyons, sois sincère. Je ne connais qu'une seule carrière, celle de l'agriculteur, du fermier, et je ne suis en état ni de t'en indiquer ni de t'en enseigner une autre: mais ton oncle prétend qu'il y a une foule de belles choses que l'on apprend dans les colléges, et que le premier paysan venu, pourvu qu'il en ait appris quelques-unes, peut du jour au lendemain devenir un grand personnage, un savant, un richard, que sais-je, moi! peut-être bien un comte ou un marquis... Te sentirais-tu disposé à courir la chance?

Les yeux de Paolino étaient maintenant fixés sur son oncle. On eût dit qu'un feu intérieur jusque-là caché sous les cendres s'était allumé soudain au son de ces paroles, pourtant un peu moqueuses. Le négociant en fromage ne crut pas alors pouvoir garder plus longtemps le silence. Son discours, qui était une réponse indirecte aux plaisanteries du vieux paysan sur les brillans résultats de l'éducation de collége, fut une revue des professions libérales dont cette éducation ouvre l'accès, terminée par quelques mots qui mettaient vivement le pauvre Paolino en demeure de se prononcer. — Le tout est de savoir, dit le philosophe de village, si tu as du goût pour l'état de ton père, et si tu te sens assez fort, assez bien portant pour mener la vie qu'il mène. Si tu réponds oui, Dieu te bénisse, et n'en parlons plus; mais, si tu te sens peu de goût pour cette vie, dis-le franchement, et prie ton père de te placer au plus tôt dans un collége, où tu apprendras ce qu'il faut savoir pour choisir un état et pour l'embrasser.

Paolino soupira; il regarda son père, puis sa mère, puis les murailles enfumées de la cuisine, et il soupira encore; il ouvrit la bouche pour parler, mais il ne dit rien. Enfin, après avoir à deux ou trois reprises passé la main dans ses cheveux, après s'être tenu d'abord sur sa jambe droite, puis sur sa jambe gauche, il balbutia d'une voix étranglée ces mots : — Mon père me verrait-il véritablement sans peine renoncer à la ferme et entrer au collége?

— Ton père, se hâta de répondre le fermier, te verra non-seulement sans peine, mais avec satisfaction, suivre la route qui doit te conduire au bonheur.

— Mais, ajouta l'enfant, qui semblait avoir perdu une partie de sa timidité, tant il éprouvait d'anxiété, mais n'est-ce point par pitié pour ma faiblesse et pour ce qu'il croit être mon caprice que mon père parle ainsi? Au fond du cœur, n'est-il pas convaincu que j'ai tort, et que je le reconnaîtrai plus tard?

— Si je le pensais, répondit le père, de plus en plus soucieux, je me dirais en même temps qu'il ne m'appartient pas de juger des choses que je ne connais pas. Suis ta vocation, enfant, sans égard

pour les préjugés de ton père, qui n'est peut-être après tout qu'un vieil ignorant entêté.

L'enfant avait saisi la main du vieillard, qu'il baisait respectueusement et mouillait de ses larmes. Le père, l'ayant doucement attiré entre ses jambes, lui prit la tête à deux mains, la leva un peu de façon à ce que leurs yeux se rencontrassent. Après avoir gardé un moment le silence, il dit encore sans lâcher la tête de l'enfant : — Paolino, aime, crains et sers le Seigneur; chéris et respecte tes parens; obéis aux autorités, et sois toujours honnête; avec cela, choisis tel état qu'il te plaira, et ton vieux père sera content et fier de toi. C'est une affaire conclue; tu entreras au collége à la reprise des classes. Est-ce bien, femme? Et toi, frère, occupe-toi de trouver un bon collége pour notre garçon, le meilleur où l'on puisse entrer pour son argent. Ne regarde pas à l'économie; quand on fait les choses, il faut les bien faire.

A partir de ce jour, un léger nuage sembla s'être arrêté sur la famille. On entrait dans l'inconnu, et cette pensée alarmait des natures simples et droites qui avaient constamment attendu un lendemain semblable à la veille. On allait d'ailleurs perdre de vue pour plusieurs mois, peut-être pour plus longtemps encore, cet enfant chéri pour lequel on avait si fort tremblé. Supporterait-il le travail et le régime du collége? Si la vie des champs était trop rude pour sa chétive nature, la vie des villes et presque du cloître ne l'étiolerait-elle pas complétement? Que deviendrait-il loin de sa mère et de ses sœurs? Oserait-il se plaindre s'il souffrait, ou croirait-il son honneur engagé à marcher sans faiblir jusqu'au but? Toutes ces pensées troublèrent ces bonnes gens; mais aucun ne les exprimait, et tous s'efforçaient de cacher leurs regrets et leurs craintes. C'est un travers du cœur humain, même du meilleur, lorsqu'il n'est pas accompagné d'un esprit supérieur, de vouloir paraître plus fort et plus dur qu'il ne l'est réellement. Jamais un honnête paysan n'affecte la sensibilité qu'il n'a pas; mais il lui arrive bien rarement aussi de montrer toute celle qu'il possède véritablement.

Paolino vit donc poindre le jour de son départ; il prit congé de ses parens et quitta le toit paternel sans se douter des déchiremens qu'il causait, ni des blessures qu'il laissait derrière lui. Il ne songea pourtant point à déplorer l'indifférence de sa famille. Il s'en savait aimé, et il l'aimait tendrement, mais sans se rendre compte ni des sentimens qu'il éprouvait, ni de ceux qu'il inspirait. On a beau dire, les affections que l'on ignore sont bien moins puissantes que celles dont on mesure l'étendue et la profondeur.

II.

Plusieurs années s'écoulèrent sans amener à la ferme d'autres changemens que l'insensible transformation des âges. Les enfans devinrent des hommes et des femmes, les hommes et les femmes presque des vieillards; mais ceux-là n'avaient perdu ni la docilité ni la bonne humeur de l'enfance, ceux-ci ne ressentaient encore aucune des infirmités ni des morosités de la vieillesse. Les quatre filles aînées avaient épousé des fermiers des environs; une sœur de M. Stella, veuve depuis plusieurs années, était morte laissant dans l'abandon et presque dans la misère deux jeunes filles que les fermiers avaient recueillies et pour ainsi dire adoptées. L'aînée, qui s'appelait Lucie, s'était appliquée, dès son arrivée à la ferme de son oncle, à partager avec ses cousines les travaux du ménage. Rachel, la cadette, qui n'était encore qu'une enfant, devint bientôt pour le beau-frère ennemi de l'éducation de village l'objet d'une sollicitude égale à celle que lui avait inspirée Paolino. L'opiniâtre discoureur ne laissa ni paix ni trève à M. et à Mme Stella qu'il ne les eût décidés à placer pour quelque temps Rachel dans un pensionnat de demoiselles au bourg de Melegnano (en français Marignan).

Rachel annonçait une beauté peu commune et une imagination très vive qu'il était prudent, disait le beau-frère, de soumettre sans retard à l'influence d'une bonne éducation. Le fermier, qui avait cédé lorsqu'il s'était agi de son fils, se laissa convaincre plus aisément encore lorsqu'il s'agit de sa nièce, au sujet de laquelle il n'avait pas de desseins arrêtés, et dont il ne connaissait qu'imparfaitement le caractère. La petite Rachel fut donc envoyée dans ce qu'on appelle en Lombardie un *collége de demoiselles*. Ce *collége* était une institution de troisième classe, où les filles des riches fermiers, des petits propriétaires et des négocians apprenaient, moyennant la somme de quatre cents francs par an, la lecture, l'écriture, l'orthographe, la grammaire, la géographie, l'arithmétique, un peu d'histoire, et les travaux à l'aiguille. Les leçons de danse, de dessin et de musique n'étaient pas comprises dans ce cours régulier d'études, et les parens qui voulaient en faire prendre à leurs enfans les payaient à part. Le fermier déclara d'abord qu'il ne prodiguerait pas aussi follement son argent, et qu'il paierait plutôt pour empêcher sa nièce de devenir artiste; mais on vanta si haut en sa présence la voix magnifique, le grand talent de la petite Rachel, et celle-ci soupira si bien, baissa les yeux avec un air de résignation si aimable, que le brave signor Stella consentit à ce qu'elle prît des leçons de musi-

que pendant un an. Ce grand talent ne se développa jamais à vrai dire. On n'en obtint pas moins à l'expiration de l'année d'épreuve que Rachel garderait son maître de musique, car sa voix était réellement fort belle, et pendant les vacances elle chantait une foule de chansons qui jetaient son oncle dans une sorte d'extase. Il se demandait pourquoi sa femme n'avait jamais chanté, et comment lui-même n'avait jamais songé à lui souhaiter ce talent. La jolie voix de Rachel lui valut une place à part dans le cœur et dans l'estime du fermier. Simple, quelque peu rude et grossier par nature et par habitude, le chant gracieux et naïf de cette enfant éveilla d'abord en lui une série d'impressions vagues et inconnues qui s'identifièrent peu à peu avec l'image et la personne de la chanteuse, si bien que tout ce que la nature avait mis de poésie dans l'âme du vieux fermier, et qui avait sommeillé jusque-là, devint pour ainsi dire la propriété de la jeune Rachel, qui fut bientôt à ses yeux un être à part. M. Stella avait pour sa nièce des soins et des attentions qu'il n'avait jamais eus pour personne. Il adoucissait sa voix en lui parlant, usait envers elle d'une indulgence tout à fait inusitée, prenait plaisir à l'entendre causer librement de ses occupations, de ses jeux, de ses compagnes, de ces mille riens qui composent la vie d'une pensionnaire dans tous les pays. Enfin le bon fermier en vint jusqu'à destiner à sa favorite le plus grand bonheur dont il pût disposer, c'est-à-dire la main de son fils aîné. — Rachel est pauvre, se dit-il, et mon fils pourrait prétendre à de meilleurs partis; mais est-ce la dot que ma femme m'a apportée qui m'a fait l'heureux vieillard que je suis aujourd'hui, qui m'a donné tant de joies et épargné tant de douleurs? Aurais-je été moins heureux si ma femme ne m'eût rien apporté qu'elle-même? Rachel est douce, elle est bonne, honnête et naïve; il y a quelque chose en elle qui chasse la mauvaise humeur et qui appelle la joie. Quelles richesses pourrait-on préférer à un don si précieux? Quand j'aurai donné à mon fils ce remède souverain contre la tristesse, lorsque j'aurai placé auprès de lui ce rayon de soleil qui réjouit et qui réchauffe, que je lui aurai fait présent d'une compagne affectueuse et reconnaissante, douce et économe, que lui manquera-t-il? Je le quitterai en me disant que je lui ai préparé une existence aussi heureuse et aussi paisible que l'a été la mienne, et cette pensée me donnera la force de bien mourir. Oui, Pietro sera heureux. Ah! que ne suis-je aussi tranquille sur l'avenir de mon cher Paolino!

Cependant les années avaient marché. Rachel, après trois ans d'études, avait quitté le pensionnat pour rentrer à la ferme. L'époux que son oncle lui destinait ne l'avait jamais quittée, et n'avait reçu que les leçons du maître d'école de la commune, homme aussi igno-

rant que le plus ignorant de ses élèves, et parfaitement incapable de comprendre même les quelques axiomes qu'il enseignait par routine. Pietro ne manquait cependant pas d'intelligence, et M. Stella pouvait à bon droit être fier de son fils. Grand et élancé pour son âge (Pietro avait dix-sept ans au moment où Rachel revenait à la ferme), robuste et sain, il rappelait les anciens Longobards, dont les habitans de cette partie du Milanais descendent presque sans mélange. Il en avait les cheveux d'un blond chaud, les grand yeux bleus, le nez droit, fin et recourbé par le bout, la bouche bien découpée, quoique grande, les dents belles, le contour du visage plein et régulier, le teint blanc, quoique cuivré par le soleil; il en avait aussi la force musculaire, la physionomie ouverte et le tempérament fougueux. La discipline chrétienne dans toute sa pureté et sa rigueur avait pesé sur le jeune descendant des barbares, et l'avait façonné à l'image de son divin auteur. Pietro ne connaissait ni les vices de la civilisation ni ceux de la barbarie; avouons franchement toutefois qu'il eût résisté aux premiers plus facilement qu'aux seconds. Aussi pieux et aussi chaste que sa mère, aussi intègre et aussi loyal que son père, son unique désir était de marcher constamment dans la voie qu'on lui avait tracée, sans qu'il se fût jamais demandé ce que cette persévérance pourrait lui coûter un jour d'efforts ou de sacrifices. Quoique son père ne lui eût jamais fait part de ses projets relativement à Rachel, Pietro n'avait pas tardé à les deviner; mais la pensée de sa future union avec cette belle enfant ne lui causait ni ravissemens amoureux ni froids regrets. Cette pensée eut pourtant pour effet de le rapprocher insensiblement de la jeune fille et de disposer son cœur à la tendresse. — Si je dois passer ma vie avec elle, se dit-il, si c'est à moi que son bonheur ici-bas et son bonheur éternel doivent être confiés, il faut bien que j'apprenne par quelles voies je puis l'assurer. — Puis il retrouvait dans ses souvenirs d'enfance bien des scènes d'amour et de bonheur conjugal dans lesquelles son père et sa mère, alors jeunes, avaient joué le principal rôle, et à côté de ces images à moitié effacées deux autres images, la sienne et celle de Rachel, remplissaient le même cadre et renouvelaient les mêmes épisodes. Il voyait Rachel plus grave et plus sédentaire, mais non moins belle ni moins sereine, tenant dans ses bras et lui présentant avec un sourire ému un enfant rose et frais comme ceux qu'il avait vus dans les bras de sa propre mère. A partir du jour où les projets du vieux fermier avaient été devinés par Pietro, Rachel avait ainsi revêtu à ses yeux un caractère presque sacré : il révérait dans sa jeune cousine la future maîtresse d'une demeure où elle était appelée à maintenir l'ordre, la joie et la sérénité.

Mais cette espèce de culte silencieux et réfléchi était-il de nature à être compris et goûté de celle qui en était l'objet? Rachel venait d'achever sa quinzième année, lorsqu'elle quitta son *collége* pour rentrer chez ses parens. Elle avait passé trois ans au milieu d'une soixantaine de jeunes filles à peu près de son âge, qui s'efforçaient d'oublier leur rustique origine et la rustique existence à laquelle la plupart étaient vouées, en imitant les façons et en se donnant les goûts des dames de la ville. Les directrices et les maîtresses de la pension appelaient cette transformation du nom de progrès, et se félicitaient de voir leurs élèves se dépouiller si rapidement de la rude écorce dont elles étaient enveloppées lors de leur arrivée au collége. Bien plus, les parens eux-mêmes, imprévoyans et aveugles, encourageaient les enfans et les directrices dans leur déplorable entreprise, et ne pouvaient se défendre de témoigner à leurs filles ainsi métamorphosées une sorte de respect et de déférence mêlés de honte et d'embarras pour leur propre ignorance, honte et respect que les rusées enfans apercevaient bien vite, et dont elles s'enorgueillissaient considérablement, tout en se promettant d'en tirer un bon parti dans l'avenir. Quoique Rachel fût une bonne petite fille lors de son entrée au collége et même lors de son retour à la ferme, elle n'était pourtant ni plus sage ni plus vertueuse que la majorité de ses compagnes, et elle n'avait pas résisté à la contagion de l'exemple. Elle rapportait de Melegnano une disposition à saisir les côtés ridicules de la vie de campagne qui ne s'était que trop aisément développée dans les conversations du pensionnat. A la ferme cependant, sa verve moqueuse ne trouvait plus occasion de s'épancher. Où aurait-elle rencontré des auditeurs capables de la comprendre? La jeune fille se replia donc sur elle-même, et son humeur ne tarda pas à se ressentir de cette contrainte. Elle avait tour à tour des accès d'ennui et de gaieté moqueuse. Ce changement ne fut aperçu ni du fermier ni de sa femme, tous deux se réjouissaient lorsqu'ils voyaient rire Rachel, et s'ils s'inquiétaient lorsqu'elle leur paraissait sérieuse, c'est qu'ils attribuaient cette disposition inaccoutumée dans la jeune fille à un dérangement de sa santé. Pietro ne partageait qu'en partie leur illusion : si la gaieté de Rachel l'avait charmé, s'il l'avait jugée de bon aloi, il ne put se défendre d'attribuer son changement d'humeur à l'ennui que lui causait la vie monotone de la ferme. Il s'efforça donc de la distraire et de l'amuser; mais il n'y réussit pas toujours à son avantage. Rachel ne tarda pas à s'apercevoir que Pietro la regardait autrement qu'il ne regardait sa sœur Lucie, et la pensée d'avoir fait en si peu de temps la conquête d'un aussi beau garçon réjouit sa vanité, car elle se souvenait fort bien des regards d'admiration,

quelquefois naïve et quelquefois effrontée, que ses camarades de la pension jetaient sur son grand cousin, lorsqu'il venait lui apporter soit un message, soit un présent de ses protecteurs. Elle ne devina point par malheur les tendres et graves pensées qui remuaient ce brave cœur, et les eût-elle devinées, il est douteux qu'elle eût su les apprécier à leur juste valeur. Le père et la mère, qui nourrissaient leurs projets de mariage, voyaient avec plaisir les attentions de Pietro pour sa cousine, n'imaginant pas que cette affection naissante pût devenir pour leur fils une source d'amères déceptions.

Tel était l'état des choses à la ferme, lorsque Paolino, ayant terminé ses études, revint y passer quelque temps en attendant qu'il eût fait choix d'une carrière. Il n'y demeura que quelques semaines avant de se rendre à l'université de Pavie, où il comptait poursuivre ses études et prendre le diplôme d'ingénieur, profession pour laquelle il s'était décidé après maintes délibérations avec son oncle, et qui exigeait encore au moins trois années de travail préparatoire. Pavie n'étant qu'à une petite distance de la ferme, on arrêta que le futur ingénieur passerait dans sa famille tous les jours de liberté que lui laisseraient ses professeurs, et cet arrangement, qui convenait fort au jeune homme, fut scrupuleusement suivi.

Paolo n'avait pas tenu toutes les promesses de son enfance, et ses professeurs avaient dû reconnaître qu'il ne serait jamais ni un Volta ni un Galvani. Ce n'est pas qu'il manquât d'intelligence; loin de là: il apprenait avec facilité et retenait fort bien ce qu'il avait appris; il aimait passionnément la lecture. Si Paolino était né en France, il se fût peut-être précipité dans la littérature: il eût commencé par écrire des odes, des élégies, puis des romans et des drames, pour finir par des articles de journaux; mais la vieille Lombardie n'est pas devenue encore un terrain favorable aux ambitions littéraires. Quiconque n'y est pas assez riche pour ne rien faire est condamné ou à travailler de ses mains ou à suivre une profession. Les cadres y sont tout faits; il faut les accepter ou mourir de faim. Rendons justice à Paolo : il se soumit sans trop murmurer aux conditions qui lui étaient imposées, et quoiqu'il ne trouvât dans les études sérieuses et positives auxquelles il était livré qu'ennui et dégoût, il n'eut pas un instant la pensée d'abandonner sa carrière, ni de regretter le choix qu'il avait fait. Ses distractions n'avaient non plus rien de coupable : ni le jeu, ni le vin, ni le libertinage n'avaient pour lui d'attraits, et il eût autant aimé se jeter dans le Tessin que de se présenter chez son père après une nuit d'ivresse, une perte au jeu ou une partie de débauche. Sa principale dépense était un abonnement à un mauvais cabinet de lecture, d'où il tirait autant d'ouvrages de littérature et de pamphlets politiques qu'on pouvait lui en fournir.

On approchait alors de l'année 1848, et les idées d'indépendance et de liberté agitaient déjà les cœurs. La jeunesse des universités marchait, comme d'habitude, à la tête de ce mouvement. Les étudians se rassemblaient, formant des sociétés qui n'avaient de secret que le nom, prononçaient des discours, et composaient des chansons. Paolo avait été élevé dans le respect le plus aveugle pour toute autorité; mais il connaissait actuellement la valeur de certains mots qui avaient pour son père un irrésistible prestige, et il se jeta sans réserve dans le tourbillon qui emporta de bien plus fortes têtes et de bien plus grands cœurs que la tête et le cœur de Paolo. Cette ardeur révolutionnaire nuisit quelque peu à ses études; mais qui peut s'acharner à découvrir le degré précis d'une pente ou la force nécessaire d'un arc-boutant, quand de si nobles intérêts sont en jeu? Si un pont s'écroule, si un cours d'eau inonde le terrain qu'il était destiné à arroser, par suite des distractions de l'ingénieur, ce n'est qu'un petit malheur, auquel on portera remède quand la patrie sera sauvée. — Ainsi parlait Paolo, et il ne corrigeait pas ses fautes de calcul. Il portait de longs cheveux pendans sur les épaules, une blouse en velours noir, un chapeau rabattu à la calabraise. C'était dans ce costume singulier, qui faisait ouvrir de grands yeux à M. et à Mme Stella, que Paolo se présentait d'ordinaire à la ferme.

Le jeune étudiant cachait prudemment ses opinions à toute sa famille; mais quelques mots qui lui échappèrent un jour devant Rachel, l'expression qui vint tout à coup illuminer le joli visage de celle-ci en l'écoutant, lui apprirent que, même dans cet humble milieu, il pouvait trouver un cœur capable de le comprendre. Ce fut une découverte féconde en événemens, en courtes joies et en longues douleurs. A partir de ce jour, Paolo initia peu à peu sa cousine à ses projets et à ses espérances, et l'élève fit de si rapides progrès qu'elle dépassa bientôt son maître en hardiesse et en ardeur. Personne ne sait ce qu'il y a de feu sous la cendre d'un sourire de jeune fille. Rachel, qui n'avait fait jusque-là que rire de tout ce qui ne lui donnait pas de l'humeur, ne rêva plus que batailles et victoires; elle ne prit plus aucun souci de tout ce qui l'intéressait la veille, pas même de sa toilette : les griefs des peuples, — et de son peuple en particulier, — devinrent les sujets de ses rêveries. Je ne sais si la jeunesse et la beauté du professeur (car j'ai oublié de dire que Paolo était beau, quoique d'une beauté tout opposée à celle de son frère) furent pour quelque chose dans le rapide développement du patriotisme de Rachel. Ce qui est certain, c'est que la belle orpheline entra de très bonne foi dans cette voie nouvelle, sans se douter que ses sympathies pour le maître fussent la source secrète de ses sympathies pour les doctrines. La jeune fille n'am-

bitionna plus dès lors que le rôle de Judith ou de Charlotte Corday. Les héroïnes de nature plus tendre étaient pour la jeune Lombarde comme si elles n'eussent jamais existé. Paolo ne cessait de lui envoyer des journaux prohibés, des brochures poursuivies par la police; elle-même fut chargée de quelques missions dangereuses, dont elle s'acquitta avec autant de courage que d'adresse, et avec un plein succès. Les louanges que Paolo lui prodigua en de telles occasions la remplirent d'une douce joie, qu'elle attribua à la conscience d'avoir fait son devoir. Les entretiens des jeunes gens roulaient toujours sur les malheurs de la patrie et sur sa régénération prochaine. Ces entretiens étaient longs, fréquens et secrets; faut-il s'étonner s'ils donnèrent naissance à des sentimens plus personnels que l'amour de la patrie?

On était arrivé cependant au 22 mars de l'année 1848. Légèrement blessé dans les rues de Milan, Paolo, qui s'était bravement battu sur les barricades, y avait reçu le commandement d'un corps de volontaires. Lorsqu'il revint à la ferme après la retraite des troupes autrichiennes, il portait un uniforme pittoresque et un peu théâtral qui lui allait à merveille. Rachel le reçut avec enthousiasme; elle lui plaça en bandoulière une écharpe tricolore qu'elle avait brodée à son intention, et se fit raconter dans les moindres détails tous les épisodes du combat. Les autres membres de la famille accueillirent d'abord plus froidement le jeune officier. L'idée que le gouvernement établi pût être dans son tort, qu'un peuple pût se révolter et triompher, ne pouvait entrer dans l'esprit de M. Stella ni dans celui de sa femme; mais lorsque Paolo leur eut raconté certains actes du gouvernement renversé, dont la connaissance n'était jamais parvenue jusqu'à eux, lorsqu'il leur apprit surtout qu'un pape avait déclaré qu'il n'y avait pour les Italiens qu'un seul devoir, celui de chasser les étrangers, lorsqu'il eut affirmé qu'actuellement même les révoltés lombards n'agissaient qu'à l'instigation et d'après les ordres du souverain pontife, dont les forces étaient déjà en mouvement pour se joindre à eux, le signor Stella demeura pétrifié. Il leva les épaules, fronça les sourcils et s'écria d'une voix dolente : — Je ne sais plus où j'en suis. Ah! mon frère a raison de dire que les temps sont changés. Il se peut que tu aies raison, mon enfant,... tu as même raison évidemment, si le pape est avec toi... (et il souleva sa casquette), l'empereur lui-même... (et il la souleva de nouveau); mais que voulez-vous? je suis trop vieux pour changer de principes. Si j'ai tort, et si ma façon de penser me rend impropre à porter ma part des malheurs et des troubles de mon pays, comme tout homme de bien doit le faire, je regrette de n'avoir pas placé tous mes enfans sous une autre discipline que la mienne, et j'en

demande pardon à Dieu et à ma femme. J'ai cru bien faire, c'est tout ce que je puis dire en ma faveur...

Les voix émues de la famille entière vinrent interrompre le vieux fermier. Que se passait-il donc dans le monde pour que la toute-puissance et l'infaillibilité paternelles se sentissent ébranlées dans l'un de leurs plus dignes représentans au simple contre-coup des événemens du dehors? Encouragé par cette émotion générale à prendre la parole, le taciturne Pietro s'approcha de son père. — Je comprends, lui dit-il, ce que vous éprouvez, et je crois que vous avez raison jusqu'à un certain point, mais pas entièrement. J'ai moi-même adopté vos principes, et il me serait impossible à cette heure d'en changer, de suivre par exemple la voie que mon frère a choisie. Pourtant les opinions qu'il vient de nous exposer, les actes qu'elles lui ont inspirés, ne peuvent déplaire à Dieu. Non, nous ne sommes pas propres à prendre notre part dans les événemens d'aujourd'hui ni dans ceux qui vont se succéder; mais si vous ne nous avez pas appris à nous mêler activement et dignement dans les troubles de notre temps et de notre pays, vous nous avez appris autre chose, mon père. Vous nous avez appris à vivre honnêtement selon la loi de Dieu, et à nous contenter de notre sort. Je comprends aujourd'hui combien les limites de la vie qui m'est faite sont étroites, et je ne l'en accepte pas moins telle qu'elle est avec reconnaissance. Que la raison et le bon droit combattent avec nos amis ou avec leurs ennemis, le pauvre cultivateur de ces campagnes n'a pas besoin de savoir ce qui en est pour semer ou pour récolter. Instruits ou non des causes de la guerre, le fils honorera toujours son père, le père de famille élèvera et chérira toujours ses enfans. Même dans notre humble sphère, nous trouverons peut-être l'occasion de rendre service à nos compatriotes, sans nous ériger en juges de leurs griefs. Convaincu donc que, tout en demeurant à l'écart des affaires publiques, j'ai encore bien des devoirs à remplir, je vous dis du fond du cœur : Merci, mon père, pour le sort que vous m'avez fait!

Mme Stella ne savait trop sous quelle bannière se ranger; mais pendant qu'elle hésitait, elle ne détachait pas son regard du visage de Paolino. Or cette contemplation lui apprit bientôt que jamais jusqu'à ce jour le jeune étudiant n'avait eu si bonne mine, l'œil si vif, le teint si coloré, et cette découverte l'absorba tellement qu'elle ne lui laissa plus le loisir de poursuivre ses délibérations intérieures. Elle se sentit néanmoins disposée à l'indulgence envers une révolution qui avait produit sur la santé de son bien-aimé plus d'effet que toutes les ordonnances jadis émanées des docteurs.

Après cette conversation, Paolo fut absent pendant plusieurs

jours, et quand il reparut, ce fut pour dire à sa famille un long adieu. Il partait avec sa petite troupe pour le Tyrol, où les volontaires lombards firent pendant l'été de 1848 une si héroïque, si malheureuse et si mystérieuse campagne.

Avant son départ pour le Tyrol, Paolo sortit un matin avec Rachel pour se promener avec elle dans les champs, et quelques paroles s'échangèrent entre les deux jeunes gens, qui ne devaient pas se revoir avant plusieurs mois.

— Penseras-tu un peu à moi pendant ma longue absence? demanda Paolo.

— Tu n'en doutes pas, répondit Rachel; tu seras toujours devant nos yeux à tous! Comment t'oublier un seul instant, lorsque nous te savons exposé à tant de dangers?

— Si ce n'est que la pensée des dangers que je vais courir qui t'empêche de m'oublier, répondit le jeune homme, blessé par cette explication, tu peux m'effacer de ton souvenir à l'instant même, car ces dangers ne valent pas la peine qu'on s'en inquiète.

— Mais je ne suis jamais tranquille lorsque tu es absent, et je le serai beaucoup moins encore lorsque je te saurai sous le feu de l'ennemi!

— Pourquoi ne parles-tu plus au nom de toute ma famille maintenant?

Rachel leva sur Paolo un regard étonné. — Pourquoi, lui dit-elle avec un accent de profonde tristesse, pourquoi me tourmenter ainsi? — Puis, tout en larmes, elle garda le silence.

Les hommes dont les manières sont les plus douces, et qui prétendent à une grande tendresse de cœur, éprouvent parfois un singulier plaisir à voir couler les larmes qu'ils font verser, tandis que les hommes aux manières et aux apparences rudes ne peuvent supporter un pareil spectacle. Les pleurs de Rachel n'amenèrent qu'un léger sourire sur les lèvres crispées de Paolo. — Qu'as-tu maintenant, Rachel? T'ai-je offensée? Je n'en avais pas l'intention. — Quelques mots que murmura la jeune fille parvinrent à peine aux oreilles de l'étudiant; il avait cru comprendre que Rachel l'accusait d'injustice, et des paroles presque dures lui échappèrent. — En quoi suis-je injuste? Tu me parles de tes sentimens, à toi, comme étant ceux de ma famille entière, et tu verses des larmes pendant que les yeux de mes frères sont secs! Je m'en étonne, j'ai tort : les femmes ont les larmes plus promptes que les hommes; c'est là toute la différence. — Paolo, s'écria l'orpheline, ne parle pas ainsi! Jamais je ne t'ai vu si cruel! — Encore! en quoi donc suis-je cruel? Je rends justice à la grandeur, à la générosité de ton cœur; mais, que veux-tu? puisqu'il ne m'appartient pas, je ne puis apprécier,

comme tu le voudrais, toutes ses belles qualités. — Et qui te dit qu'il ne t'appartient pas? Ah! Paolo! Paolo! pourquoi m'arracher de tels aveux?...

Aussitôt Paolo, se reprochant son mouvement de folle irritation, mit tout en œuvre pour rassurer, pour consoler Rachel. — Il l'aimait, lui dit-il, et il en fit le serment, à partir du jour où, petite fille encore, elle était arrivée à la ferme. Il l'avait toujours aimée depuis lors, et il l'aimerait aussi longtemps que son cœur battrait dans sa poitrine. S'il ne lui avait jamais déclaré son amour, c'était pour ne pas abuser de sa tendresse en l'engageant à unir son sort à celui d'un homme sans fortune et sans avenir, engagé dans de périlleuses entreprises; mais sur le point de la quitter, sans savoir même s'il la reverrait jamais, l'effort était trop grand, et il ne pouvait garder plus longtemps le silence. Emporterait-il du moins la consolante pensée qu'elle aussi l'aimait du même amour, et qu'elle le suivrait par la pensée dans sa vie aventureuse? — Tu me rends à la fois bien heureuse et bien malheureuse, Paolo, lui répondit Rachel. Je sais bien que je t'aime comme je n'ai jamais aimé personne; mais te voir partir, te savoir exposé à mille dangers, ignorer même l'époque de ton retour!... ah! il y a là de quoi troubler la plus grande joie!... Et d'ailleurs ton père consentira-t-il à notre mariage? Ne m'accusera-t-il pas d'ambition, de vanité, de coquetterie? Ne dira-t-il pas que je n'eusse jamais dû me permettre seulement de rêver une telle alliance?

— Cela signifie-t-il que, si nos parens ne consentent pas à notre mariage, ton intention est de rompre avec moi et de m'oublier, peut-être d'en épouser un autre?

— C'est aujourd'hui la première fois que j'aperçois de la méchanceté dans ton cœur, Paolo, et cette méchanceté, c'est sur moi que tu l'exerces!... Ce n'est pas à moi que je pense, mais à toi. Si tes parens nous refusent, tu seras libre, et je me sentirai consolée si je puis me dire : Je n'ai pas profité de son amour pour l'enchaîner irrévocablement à mon sort... Viens, Paolo, ne tardons pas davantage; il me semble que je les trahis aussi longtemps que je les laisse dans l'ignorance de ce qui se passe entre nous.

Rachel avait raison sans doute, mais Paolo n'était pas disposé à suivre ses conseils. Le moment lui paraissait mal choisi pour s'expliquer avec ses parens. N'avait-il pas répondu la veille à son père, qui lui demandait comment il s'arrangerait pour continuer ses études d'ingénieur, que le moment était venu d'oublier les intérêts personnels pour ne songer qu'à la patrie en danger? C'était la mode, il faut bien le dire, parmi les camarades de Paolo, et dans le monde où il vivait, de plaindre et même de traiter avec quelque

dédain ceux qui étaient attachés (ou qui avouaient l'être) à la société par d'autres liens que ceux du patriotisme. « Le vrai soldat ne doit avoir ni femme, ni enfans, ni maîtresse, » disaient ces jeunes gens, à peine sortis du collége, et qui pour la plupart avaient déjà eu plus d'une maîtresse. Paolo tenait d'autant plus à la bonne opinion de ses frères d'armes qu'il se sentait médiocrement apprécié par ses parens. Demander la main de Rachel dans la situation où il se trouvait, c'était encourir le blâme de ceux-là et se montrer encore plus enfant qu'il ne l'était réellement aux yeux de ceux-ci. Quand il reviendrait de sa première campagne, couvert de gloire, élevé à un grade considérable, favorablement connu de ses chefs et des membres du gouvernement, assuré par conséquent d'un brillant avenir, sa famille compterait avec lui, et, tout en regrettant peut-être qu'il n'eût pas fait choix d'un parti plus approprié à sa nouvelle fortune, elle n'oserait lui refuser un consentement dont il pourrait à la rigueur se passer. La pensée que Rachel fût un trop beau parti pour lui, et que ses parens en fussent convaincus, ne se présenta seulement pas à l'esprit de Paolo. Il ne céda donc pas aux instances, aux supplications de Rachel, et il exigea même d'elle la promesse de ne rien révéler de ce qui s'était passé entre eux, sans sa permission expresse, à aucun des membres de sa famille. Cette promesse, que Rachel se laissa arracher après une longue résistance, redoubla sa tristesse et son malaise; mais le jour de l'abdication de sa volonté était venu pour elle. En avouant son amour, elle avait courbé sa tête sous le joug et fait ce que bien d'autres ont fait avant elle.

III.

Paolo partit en emmenant son frère Filippo. Pietro, Cesare, Orazio demeurèrent à la ferme. Nous connaissons les opinions du premier. Cesare portait à l'extrême les principes paternels, et, peu accoutumé aux circonlocutions atténuantes, il proférait à chaque instant d'atroces blasphèmes contre le patriotisme. Tous les rebelles, disait-il par exemple, méritent le même traitement, une corde au cou. Tous ceux qui refusent d'obéir aux autorités établies sont des rebelles. Ceux qui jugent ou qui prétendent juger les actes de leurs maîtres sont aussi des rebelles, etc. — Quand M. Stella entendait ses propres sentimens ainsi mis en relief par son second fils, il commençait par sourire d'un air approbateur et satisfait; mais peu à peu ses sourcils se fronçaient, son visage se rembrunissait, il s'agitait sur son siége, et il finissait par quitter la place. Quant à Orazio, il était de l'avis de tout le monde, pourvu qu'on discutât sans se fâcher.

Il ne voyait pas l'application directe et pratique de toutes ces doctrines, et il s'étonnait de la chaleur qu'on mettait à des discussions purement spéculatives selon lui.

Filippo n'était ni inflexible comme Cesare, ni insouciant comme Orazio. Il avait voué à son frère Paolo une affection mêlée d'admiration pour ses facultés intellectuelles et de pitié pour sa faiblesse physique. L'idée du combat le jetait dans un ravissement inexprimable, et une sorte de pressentiment qu'il protégerait son frère sur le champ de bataille s'ajoutant à cet enthousiasme belliqueux, rien n'eût été capable de le retenir à la ferme, si ce n'est pourtant un ordre de son père. L'autorité de M. Stella se ressentait, à vrai dire, de l'ébranlement du trône, et si ses fils étaient tout aussi obéissans que de coutume, lui-même était moins impérieux, moins absolu dans ses volontés. Depuis qu'il s'était dit que ses opinions étaient peut-être surannées, depuis surtout que le pape semblait s'être rangé sous le drapeau révolutionnaire, M. Stella avait découvert que personne ici-bas ne pouvait se croire à l'abri de l'erreur, et sa confiance en lui-même s'était altérée. Aussi ne s'opposa-t-il pas au départ de son troisième fils Filippo, et lui donna-t-il, ainsi qu'à Paolo, sa paternelle bénédiction. — Soyez honnêtes et soyez chrétiens, leur dit-il. Je n'ose pas vous faire d'autres recommandations, puisque les temps sont changés, les hommes aussi, et moi qui ne change pas, peut-être suis-je dans mon tort. Allez, mes enfans; que Dieu vous protége et vous garde! Ayez soin de vous, ne commettez pas d'imprudence, et faites-nous savoir ce qui vous arrivera. Et toi, Filippo, qui es le plus fort, fais attention à ton frère. Adieu, adieu.

Puis, essuyant du revers de sa main les grosses larmes qui pendaient à ses cils, le vieillard rentra dans sa chambre, où sa femme s'était réfugiée après avoir embrassé ses enfans à l'écart, et tous les deux ils demeurèrent enfermés pendant une heure, échangeant leurs regrets, leurs craintes et leurs espérances. Le lendemain, ils reprirent le cours de leurs occupations quotidiennes, quelque peu abattus et silencieux, mais calmes et sereins comme tous ceux qui vivent habituellement dans la pensée de Dieu.

Rachel seule était profondément agitée. La contrainte toute nouvelle que Paolo lui avait imposée eût suffi à éteindre la vive gaieté de son caractère. Dans ce cas particulier, le remords s'ajoutait à la gêne, et ses inquiétudes sur le sort de Paolo, inquiétudes qu'elle se croyait tenue de cacher, lui ôtaient tout repos la nuit comme le jour. Pietro s'aperçut bientôt du changement survenu dans son humeur et dans son caractère : il l'attribua à ce qui en était en effet l'une des causes, mais il était loin de deviner tout ce qui se passait dans le cœur de la pauvre enfant. — Elle est inquiète pour mes

frères, se dit-il, et c'est fort aimable à elle, naturellement si vive et si étourdie, d'éprouver une si grande inquiétude pour de simples parens. — Pietro ne soupçonnait donc ni ce qu'était pour Rachel l'un de ces parens, ni les reproches qu'elle s'adressait sur sa conduite envers lui comme envers ses bienfaiteurs, tant il est vrai que les natures candides qui n'ont pas encore subi le contact du monde sont incapables de supposer et de reconnaître la dissimulation! A mesure qu'il admirait davantage la sensibilité de Rachel et qu'il déplorait les chagrins que lui causait cette sensibilité, Pietro devenait plus assidu auprès d'elle et lui témoignait plus d'affection que par le passé; mais, comme il arrive presque toujours à toutes les femmes, les attentions d'un amant qu'elle n'aimait pas causaient à Rachel des mouvemens d'impatience et de répulsion tels qu'elle n'en avait jamais ressenti de semblables. — Que me veut donc cet être grossier et stupide? se disait-elle parfois lorsque Pietro était demeuré plus longtemps que de coutume à ses côtés. Aurait-il par hasard formé des projets sur moi? Croit-il pouvoir réussir à me plaire? Quelle illusion!

Et Rachel, qui se reprochait avec un humble effroi ses prétentions à la main de Paolo, ne se disait pas que son cousin Pietro était le plus grand parti de la famille, le successeur immédiat et légitime de M. Stella, l'héritier désigné de son autorité et de sa fortune, tandis que Paolo n'était qu'un cinquième enfant encore sans carrière, par conséquent sans avenir, et ne possédant pas même un pauvre toit sous lequel il pût abriter sa compagne. Elle se sentait autant au-dessous de Paolo qu'au-dessus de Pietro, et cela parce qu'elle aimait le premier et qu'elle était aimée du second. C'est sur de semblables bases que femmes et hommes fondent presque toujours leurs jugemens.

Paolo écrivait de temps en temps, et ses lettres apportaient tour à tour la joie et la terreur dans la famille. Elles étaient courtes, contenaient en peu de mots le récit des principaux événemens auxquels il prenait part, et trahissaient parfois un profond et amer découragement. Ce découragement n'était pas sans motif. Eloignés de leurs amis, ignorant ce qui se passait autour d'eux, les volontaires envoyés dans le Tyrol recevaient irrégulièrement et indirectement des nouvelles souvent contradictoires et presque toujours exagérées des mouvemens des troupes en campagne. Leurs plaintes, leurs inquiétudes librement exprimées irritaient les chefs, pour la plupart anciens militaires accoutumés à l'obéissance passive et à la discipline des camps. Lorsqu'il s'agissait de combattre, de marcher, de supporter les privations, les fatigues, et de braver le danger, les volontaires faisaient merveille et étonnaient leurs commandans, qui ne

s'attendaient pas à tant d'héroïsme et de persévérance dans des jeunes gens accoutumés à l'oisiveté, à la vie molle des villes ou à la paisible activité des champs; mais les batailles ne forment que de courts et glorieux épisodes de l'existence du soldat, et les volontaires avaient assez de loisirs pour se communiquer leurs griefs et leurs soupçons.

Ces soupçons étaient-ils fondés? Tous ne l'étaient pas assurément. Quoi qu'il en soit, les faits semblèrent les confirmer. On n'avait jamais annoncé aux volontaires que des victoires remportées par les troupes italiennes sur les Autrichiens. On avait abandonné plusieurs points d'attaque et négligé plusieurs moyens de défense, parce que, l'ennemi étant aux trois quarts défait, tant de précaution semblait superflu. La capitulation de Mantoue et l'évacuation de Vérone par le vieux maréchal Radetzky étaient des événemens annoncés chaque jour comme imminens et inévitables. Ces beaux rêves furent suivis d'un réveil aussi soudain que terrible. Au milieu des réjouissances que l'on célébrait dans le camp des volontaires à l'occasion d'une prétendue victoire, arriva un courrier porteur d'étranges nouvelles. La bataille si heureusement commencée avait fini par une déroute, et les troupes autrichiennes avaient passé l'Adda à la suite des troupes italiennes en pleine retraite. L'ordre était donné de rassembler tous les corps de l'armée sous les murs de Milan, où se livrerait probablement une bataille décisive. L'espoir de cette bataille arrêta les murmures près d'éclater dans les rangs des volontaires. — Nous allons enfin nous mesurer face à face avec l'ennemi, se disaient-ils les uns aux autres en se serrant la main. C'est à Milan qu'il a senti d'abord la force de nos bras, c'est à Milan qu'il vient recevoir le coup fatal et décisif. Le lieu est de bon augure, et nous acceptons de grand cœur le rendez-vous. A Milan! à Milan! criait-on de toutes parts. — Et au son des chansons guerrières cette jeunesse ardente se préparait au combat.

Paolo éprouvait le contre-coup de cet enthousiasme; mais pour lui, hélas! tout espoir de prochains faits d'armes était perdu. Blessé dans une escarmouche quelques jours auparavant, il gisait à l'ambulance, souffrant de sa blessure et des tristes pressentimens que la fièvre lui inspirait. Il se ranima pourtant en voyant tous ces apprêts, et malgré son épaule à demi fracassée il voulut marcher avec ses camarades, ne consentant à profiter du petit nombre de charrettes attachées à l'ambulance qu'à de rares intervalles, et lorsque ses forces trahissaient complétement son bon vouloir. Ils arrivèrent ainsi jusqu'aux environs de Lodi, où d'affreuses nouvelles les attendaient. Les troupes piémontaises avaient continué leur retraite, toujours poursuivies par l'ennemi, jusque sous les murs de Milan, qui

les accueillit comme des frères et des libérateurs. La ville était animée des meilleures et des plus fortes intentions. Les rues avaient été couvertes de barricades, toute la population était à son poste, prête à combattre, et la veille du jour marqué pour la grande bataille, toutes les maisons avaient été spontanément illuminées, comme pour fêter à l'avance l'heure du combat. Au milieu de tant d'enthousiasme et de résolution, quel esprit s'était glissé dans les conseils royaux pour y souffler la défiance et le découragement?... Mais je n'écris pas l'histoire de 1848, je n'oublie pas surtout que justice a été pleinement rendue à cet héroïque et infortuné souverain que la douleur de sa défaite a tué, mais qui a laissé en mourant à son pays, à l'Italie tout entière, un successeur si loyal, si brave et si dévoué, qu'il suffit à justifier de tout reproche le père qui l'a formé. C'est de Paolino et de ses compagnons d'armes que j'ai seulement à m'occuper ici.

Parmi leurs officiers, quelques-uns affectaient de ne rien voir d'extraordinaire dans les événemens, et prétendaient s'y attendre depuis longtemps : cette retraite était une manœuvre fort habile; on verrait plus tard, et ceux qui murmuraient à cette heure reconnaîtraient avant peu leur méprise. D'autres partageaient l'étonnement et la douleur des soldats; ils étaient bouleversés, confondus, et ne savaient quel parti prendre. Les officiers satisfaits parlaient de se replier sur Novare et d'y attendre les ordres du roi Charles-Albert; les autres, et presque tous les soldats avec eux, déclaraient que mieux valait se livrer directement entre les mains des Autrichiens que de prolonger une résistance qu'on semblait croire inutile. Il arriva ce qu'on pouvait prévoir : le corps des volontaires fut dissous, et, à l'exception d'un petit nombre qui suivit son commandant en Piémont, le reste chercha son salut dans la fuite et l'isolement.

A demi mort de fatigue et de désespoir, Paolo s'était jeté vers le soir dans des sentiers détournés qu'il connaissait bien, et qui le conduisirent en quelques heures auprès d'un petit bâtiment en ruines qui servait pendant l'été d'abri aux troupeaux de son père. Filippo l'accompagnait, et tous deux se cachèrent dans l'intérieur d'un fossé bordé d'arbres et assez profond pour que deux hommes de haute taille pussent s'y tenir à pied et sans être aperçus de ceux qui travaillaient dans les champs ou qui suivaient le sentier. Ils se proposaient d'attendre ainsi la nuit close et de gagner alors une porte dérobée qui donnait dans l'intérieur de la ferme, à moins que quelque membre de leur famille ne vînt à passer auparavant à portée de leur voix.

Le soleil se levait alors sur l'horizon, et Paolo, qui avait marché toute la nuit malgré ses blessures et ses fatigues récentes, ne tarda

pas à s'endormir dans son humide abri. Deux heures s'étaient à peine écoulées, lorsque Filippo, qui avait l'oreille au guet, entendit le pas lourd d'un homme évidemment chaussé de fortes bottes, comme en portent les habitans de ces contrées marécageuses. Cet homme s'avançait en sifflant un air bien connu le long du sentier qui serpentait au-dessus de leur tête. Un chien accompagnait le campagnard. Arrivé à quelques pas de la cachette des deux frères, le chien s'arrêta court, fit entendre un aboiement étouffé, et comme s'il ne pouvait se donner le temps d'en dire davantage, il se précipita le museau contre terre dans l'intérieur du fossé. Filippo avait déjà reconnu un des chiens de la ferme; mais sa joie fut grande lorsqu'il reconnut aussi la voix mâle de son frère aîné. — Lampo, qu'y a-t-il? criait Pietro. Laisse le gibier tranquille, mon chien; je ne suis pas d'humeur à chasser.

— Descends par ici, Pietro, cria Filippo, tout en répondant aux caresses du chien qui lui léchait les mains, et qui, sans respecter le sommeil de Paolino, bondissait d'un frère à l'autre, à moitié fou de joie. Descends par ici, et tu ne seras pas fâché de voir le gibier qu'a déterré Lampo.

— Divine miséricorde! est-ce toi? est-ce vous? s'écria Pietro.

Et le pauvre garçon, pâle et tremblant d'émotion, embrassait ses frères et paraissait ne pouvoir se détacher d'eux. — Merci, Seigneur! disait-il, vous n'êtes pas morts! Ah! notre pauvre père, comme il va être content! Vous aurez peine à le reconnaître, hélas! tant il est changé! Ces derniers jours l'ont plus vieilli que les dernières quarante années. Et vous êtes vivans, bien portans! et vous n'êtes pas blessés! Si vous saviez quelles nouvelles nous avions reçues!

La joie de Pietro se calma subitement lorsqu'il s'aperçut qu'une partie de ses félicitations était hors de propos. Paolino s'efforça de le rassurer sur la gravité de son état; mais une blessure reçue à la guerre a pour les gens de la campagne quelque chose de mystérieux et d'effrayant. Filippo d'ailleurs se mit à parler de fuite, de dangers de capture, d'exécutions militaires, et Pietro se trouva bientôt aussi troublé qu'il s'était senti joyeux quelques minutes auparavant. Tous trois convinrent enfin que les bâtimens intérieurs de la ferme étaient la plus sûre retraite pour les fugitifs, pourvu toutefois qu'ils parvinssent à s'y introduire sans être aperçus des journaliers. On attendrait pour cette tentative la tombée de la nuit. Paolino demeurerait caché aussi longtemps que sa blessure exigerait du repos; Pietro ferait une course à la ville dès le lendemain; il y récolterait les nouvelles et les moindres bruits. Selon la gravité des événemens, on cacherait Filippo comme on cachait Paolino, ou bien

on l'aiderait à atteindre la frontière sarde. Pietro promit en outre d'envoyer Rachel aux proscrits avec des provisions pour le restant du jour; puis, ayant encore embrassé ses frères et après les avoir recommandés à la protection divine, il reprit le chemin de la ferme, le cœur rempli d'émotions diverses, où ne se faisait jour aucun sentiment égoïste.

Il n'eut pas de peine à trouver Rachel, qui se tenait d'ordinaire dans la grande chambre inhabitée, pour y pleurer et y rêver en liberté. — J'ai de grandes nouvelles à t'apprendre, lui dit-il à voix basse en y entrant; mais rassure-toi : ce sont plutôt de bonnes que de mauvaises nouvelles, et surtout j'ai à te charger d'une commission. Mes deux pauvres frères...

— Paolo! s'écria Rachel, devenue aussitôt plus pâle qu'une morte.

— Paolo et Filippo sont ici, reprit Pietro, frappé non-seulement de sa pâleur, mais du mouvement qui avait amené sur les lèvres de sa cousine un seul nom.

Rachel se leva en sursaut et fit un bond vers la porte, en criant : — Où est-il?

— Tous deux sont cachés dans le fond du fossé, près de la ruine. Ils sont fugitifs, poursuivis, obligés de se cacher pour sauver leur vie, et Paolino est de plus légèrement blessé... Calme-toi, ce ne sera rien. Nous les ferons entrer à la ferme quand la nuit sera venue, et nous garderons Paolino jusqu'à ce qu'il soit rétabli; quant à Filippo, nous verrons demain soir ce qu'il faudra faire pour lui. Mais ils ont marché toute la nuit, et ils doivent se tenir cachés pendant tout le jour; il faut donc leur apporter des provisions, et j'ai pensé que tu remplirais mieux cette commission qu'aucun de nous. Je ne pourrais, quant à moi, retourner maintenant d'où je viens, un paquet sous le bras, sans exciter des soupçons, et il importe que leur retraite soit ignorée de tous. Pars donc aussitôt que tu le pourras, et prends Lampo avec toi, car c'est lui qui les a découverts.

Rachel était demeurée immobile de surprise, de terreur et de joie pendant le récit de Pietro; mais, tout absorbée qu'elle était dans la pensée de son amour, l'orpheline remarqua la fixité du regard que son cousin attachait sur elle. Troublée par ce regard morne et soupçonneux, elle répondit non sans quelque aigreur : — Mais si vous voulez que je lui apporte des provisions, pourquoi me retenez-vous?

— Je ne songe pas à te retenir, Rachel... Et maintenant que je t'ai dit tout ce que tu devais savoir, pars et hâte-toi. N'oublie pas seulement qu'ils sont deux.

— Pourquoi l'oublierais-je? répondit encore la jeune fille, qui comprenait que Pietro avait lu dans son cœur. Celui-ci n'était pas homme cependant à perdre son temps en vaines doléances sur son

propre sort. Après être demeuré quelques minutes silencieux et la tête baissée sur sa poitrine, il se redressa brusquement de toute sa hauteur comme s'il reconnaissait que le poids si récemment tombé sur son cœur n'était pas trop lourd pour ses membres vigoureux. — Chacun a sa peine, murmura-t-il, et dans cette humble demeure, au milieu de nos paisibles travaux, au sein de notre modeste aisance, qui donc est sans souci? Cette chère et faible enfant ne porte-t-elle pas sa charge avec courage? Et mon pauvre père qui fléchit sans se plaindre, et se prépare résigné au dernier départ!... Soyons homme, et chassons ces misérables regrets.

Pietro trouva dans un champ peu éloigné le signor Stella, qui surveillait ses ouvriers. Le fermier n'était plus le vert et vigoureux campagnard que nous avons connu; les soucis l'avaient courbé, et les rides de son visage étaient creusées par de pénibles réflexions. Ses préjugés, un moment ébranlés par les ardentes paroles de son plus jeune fils et par les événemens, avaient repris sur lui tout leur empire, depuis que ces paroles avaient cessé de se faire entendre et depuis que les événemens semblaient avoir pris à tâche de les contredire en rompant l'alliance conclue entre les révolutionnaires et le souverain pontife. La loi martiale s'était appesantie sur les populations lombardes, et chaque jour se répandait en Lombardie la nouvelle d'exécutions sanglantes. Le vieux fermier sentait son sang se glacer au récit des violences qui désolaient son pays; mais ses anciens principes, ranimés et confirmés par les événemens, lui défendaient le murmure et jusqu'à la réflexion. Les pleurs de sa femme, de ses filles et de sa nièce lui retombaient sur le cœur, et avec l'injustice des partis il les imputait, non pas aux vengeances du pouvoir, mais aux actes qui avaient motivé ces vengeances. — Si tout le monde s'était tenu tranquille, disait-il, nous n'en serions pas où nous sommes.

Lorsque Pietro joignit son père dans les champs, aucun de ses frères n'était avec le vieillard. — J'ai des nouvelles à vous communiquer, mon père, lui dit-il à voix basse, et je voudrais vous parler un moment à l'écart.

Les mains du vieux fermier tremblèrent en secouant la lourde canne qui lui servait d'appui. Il interrogea du regard la physionomie de son fils comme pour y lire de quelle nature étaient ces nouvelles, et ce qu'il y vit lui rendit quelque assurance. Faisant signe à Pietro de le suivre, il se dirigea lentement vers un champ contigu à celui dans lequel travaillaient ses ouvriers. Après avoir mis une distance suffisante entre ces derniers et lui, il se tourna vers Pietro et lui dit d'une voix mal assurée : — Ils ne sont pas morts, Pietro?

— Non, mon père; ils vivent et sont en bonne santé. Paolino est légèrement blessé, mais ce n'est rien, et quelques jours de repos le rétabliront.

— Du repos? Où peuvent-ils en trouver? où sont-ils?

— Ici près, mon père.

Le vieillard fut pris d'un frisson plus violent, et Pietro poursuivit en lui prenant respectueusement le bras : — Du courage, mon père. C'est à présent que nous allons avoir besoin de toute votre énergie, de toute votre sagesse. Paolino et Filippo doivent demeurer cachés. J'irai demain à Milan voir comment vont les choses, et d'après les nouvelles que j'en rapporterai, vous jugerez s'il est nécessaire ou non que Filippo passe la frontière. Quant à Paolino, il a besoin de repos et de soins. Il nous faudra le cacher dans la ferme et l'y garder pendant quelques jours. Comment faire?

Le vieillard ne l'écoutait plus : il ne voyait que ses fils proscrits, l'un d'eux blessé, sanglant, poursuivi par les gendarmes, saisi, exécuté sous ses yeux. — Oh! mon enfant! mon enfant! s'écria-t-il enfin en levant vers le ciel ses mains tremblantes et son visage couvert de larmes. Qui m'eût dit, lorsque la vieille Anna vint te placer dans mes bras au moment de ta naissance, lorsque je te vis si faible et si chétif et que je priai Dieu de te donner ce qu'il avait donné à tes frères, les forces et le cœur d'un homme, qui m'eût dit que ce jour viendrait? Ce que je demandais à Dieu pour toi, c'était la santé, et toujours la santé. C'était là, me disais-je dans ma folie, tout ce qui pouvait te manquer! Dieu m'a puni de ne pas avoir accepté de ses mains ta faiblesse comme tout autre de ses dons. J'ai manqué de soumission, et c'est pourquoi Dieu me punit.

Pietro ramena adroitement l'esprit du vieillard aux nécessités du moment. Ils convinrent ensemble de l'heure et de l'endroit précis où l'on irait chercher les deux fugitifs, de la chambre où l'on enfermerait Paolino, des moyens de se procurer les objets indispensables au traitement de sa blessure, des explications à donner aux domestiques. Il fallut ensuite avertir la famille, et c'est le vieillard qui se chargea de ce soin. Tous ces hommes au cœur chrétien comprirent aisément quels devoirs nouveaux leur étaient imposés, et se préparèrent à les remplir.

Rachel pourtant, guidée par son cœur et par le fidèle Lampo, avait découvert sans peine la retraite de ses cousins, et leur avait apporté de quoi soutenir leurs forces pendant la journée. Elle se fût précipitée volontiers dans les bras de Paolino; mais la présence de Filippo, la réserve de Paolino lui-même la retinrent. Les malheurs de son pays, ses propres souffrances et ses propres dangers, le soupçon vague d'une trahison qu'on ne savait à qui imputer et

qui planait sur tous, mille pénibles préoccupations absorbaient presque entièrement le chef des volontaires, et il accueillit Rachel plutôt comme une affiliée qui devait pourvoir à son salut que comme une femme aimée qui accourait partager et soulager sa douleur. Il lui demanda des nouvelles, reçut celles qu'elle lui apportait avec désespoir, et passa minutieusement en revue toutes les précautions qu'il faudrait prendre pour empêcher qu'on ne découvrît son séjour à la ferme. La crainte de compromettre sa famille entrait sans doute pour une large part dans ses appréhensions; mais Rachel eût désiré qu'il s'en rapportât à elle pour éviter ce péril, et qu'il s'occupât d'autre chose que de son salut. Ce n'est pas qu'il négligeât tout le reste, car il raconta dans les moindres détails les événemens auxquels il avait assisté pendant la campagne du Tyrol, les soupçons qui l'avaient poursuivi durant tout ce temps, les efforts qu'il avait faits pour s'en délivrer, et les motifs qu'il croyait avoir d'y persister. Tout cela n'avait aucun rapport direct avec sa sûreté personnelle, et pourtant Rachel ne l'écoutait pas sans impatience. — Ne m'aime-t-il donc plus, que tous ces intérêts l'occupent seuls au moment où il me retrouve après une si longue absence? Ah! que mon amour est différent du sien! Moi aussi, j'aime mon pays, je lui sacrifierais ma vie, si ma vie pouvait lui être de quelque utilité; mais en un moment pareil je pourrais bien l'oublier, s'il ne m'en parlait pas constamment.

Et elle écoutait les récits de Paolino d'un air distrait, que celui-ci n'eut garde d'interpréter avec bienveillance. — Toutes les femmes, se ressemblent, pensait-il; un enthousiasme passager, mais point de constance! Les grandes pensées les fatiguent, les revers les accablent et les dégoûtent. Les meilleures même sont faites ainsi.

La nuit suivante vit les fugitifs installés dans une partie reculée de l'habitation, où l'on avait rassemblé à la hâte tout ce dont ils pouvaient avoir besoin. La pauvre mère de famille était toute tremblante, sans savoir au juste pourquoi. Ayant passé toute sa vie dans l'intérieur de sa famille et de cette ferme isolée, les puissans du monde étaient pour elle une sorte d'abstraction, comme le sont pour nous les personnages de l'histoire ancienne. Jamais elle ne s'était trouvée en contact avec les représentans ni avec les exécuteurs de la loi, et si on lui eût demandé tout à coup de jurer qu'il y avait dans ce bas monde des juges et des gendarmes, sa conscience se fût alarmée. Aussi la pensée qu'on pût découvrir ses fils et les arracher de ses bras ne l'atteignit pas, et sauf une vague terreur dont elle ne se rendait pas compte et qu'elle se reprochait comme un enfantillage, la blessure de Paolino l'inquiétait seule.

Mieux informé, le signor Stella était par conséquent moins ras-

suré, mais il avait eu soin de placer les proscrits dans une partie des bâtimens qui communiquait avec les vastes souterrains de la ferme. Dès la première nuit qui suivit le retour des deux enfans, le vieillard et ses quatre robustes fils avaient déblayé une partie de ces souterrains, et en avaient soigneusement obstrué l'entrée, préparant ainsi aux deux fugitifs une retraite ignorée de presque tous et à peu près inaccessible.

Les nouvelles que Pietro rapporta le lendemain de Milan étaient des plus tristes, les exécutions se succédaient presque sans intervalle, et les prétextes les plus frivoles suffisaient pour faire périr un innocent. Des soldats en uniforme autrichien (de faux soldats peut-être) parcouraient les rues, entraient dans les boutiques et dans les maisons, importunant les citoyens pour leur arracher des aumônes qu'ils obtenaient soit de la pitié, soit de la peur; mais à peine le confiant citoyen avait-il déposé son offrande dans la main du soldat, que celui-ci se jetait sur lui et le traînait, secondé par ses camarades, jusqu'au poste voisin, où il l'accusait de lui avoir donné de l'argent pour l'engager à déserter. Il montrait l'argent, et on ne demandait pas d'autres preuves. Le prétendu suborneur était fusillé sur-le-champ. Deux des amis du signor Stella avaient déjà péri, victimes de ces odieux attentats, et la terreur s'était emparée de toutes les âmes. — Mon avis, dit Pietro, c'est que Filippo gagne sur-le-champ la frontière. Quant à Paolino, il n'y faut pas songer, son état exige des soins; mais Filippo s'exposerait, en demeurant ici, à un danger qu'il peut éviter. Du reste, ce que mon père ordonnera sera bien.

Le signor Stella consulta ses autres enfans, qui partagèrent tous l'avis de Pietro, et la résolution de la famille fut bientôt arrêtée. Depuis plusieurs jours, il était question d'envoyer Orazio ou Cesare au marché de Vigevano pour y acheter des moutons, et les serviteurs de la ferme connaissaient ce projet. On décida donc que Filippo et Orazio partiraient la nuit suivante après que tous les serviteurs seraient couchés, et qu'on leur annoncerait le lendemain le départ du second. Les fermiers de cette partie du Milanais sont ordinairement munis d'un *laisser-passer* qu'ils renouvellent à certaines époques déterminées, et qui leur sert de passeport dans les fréquens voyages que leurs affaires les forcent d'entreprendre, soit en Suisse, soit en Piémont. Chacun des quatre fils agriculteurs du signor Stella possédait un de ces laisser-passer sur lequel un serviteur était mentionné, et rien n'était plus facile que de gagner la frontière en quelques heures. Arrivé à Vigevano, Orazio devait faire ses emplettes et laisser le bétail entre les mains d'un ami jusqu'à ce qu'on l'envoyât chercher. Si on l'interrogeait au retour sur ce qu'il avait

fait de son domestique, il devait répondre qu'il l'avait chassé pour s'être enivré, et sans savoir ce qu'il était devenu. Tout ayant été arrêté ainsi, Filippo prit congé de ses parens, qui le virent partir avec une douleur qu'ils essayèrent vainement de dissimuler.

Quoique privé des conseils d'un médecin, Paolino fut bientôt guéri de sa blessure. Les soins ne lui manquaient pas. Rachel, qui avait toujours vécu un peu à l'écart du reste de la famille, et qui n'avait jamais pris une part fort active aux travaux du ménage ni à ceux de la ferme, pouvait disparaître plus aisément que sa sœur et ses cousines sans exciter d'étonnement. Aussi passait-elle une grande partie de ses journées dans la cachette occupée par le jeune homme, tandis que les serviteurs la croyaient enfermée dans la grande chambre qui était devenue la sienne. La signora Stella consacrait ses soirées et ses nuits à son cher blessé, mais elle n'osait le visiter pendant le jour qu'à la dérobée et pour de courts instans. Le fermier demeurait aussi une partie des nuits auprès de son fils, et consentait seulement à prendre quelques heures de repos vers le matin. Les frères et les sœurs de Paolo ainsi que la sœur de Rachel allaient et venaient sans cesse de la cachette aux autres parties de la maison. Quant à Pietro, tout en visitant son frère aussi souvent que les autres membres de la famille, jamais il n'interrompait les tête-à-tête des deux amans. Paolino et Rachel ne remarquèrent pas cette réserve, ou, s'ils la remarquèrent, ils en firent honneur au hasard et à leur étoile. Profitèrent-ils au moins de tant de liberté? Pas précisément. Rachel était découragée, et Paolino impatient. Rachel craignait de lui être importune en l'entretenant constamment d'un amour dont il ne se montrait guère en peine; mais elle ne pensait pas à autre chose, et ce désaccord entre ses paroles et ses pensées lui donnait un air contraint qui déplaisait à Paolino. — Comme elle est changée! se disait-il parfois. Comme elle est indifférente aux malheurs de la patrie! Elle jadis si enthousiaste, elle qui animait mon ardeur et me reprochait ma modération, qu'elle appelait du nom de tiédeur! Ma tiédeur est de la flamme auprès de sa glace! — Et tandis que Paolino la condamnait ainsi, Rachel se disait de son côté : Avec quelle facilité il oublie que mon sort est attaché au sien! Son silence n'est-il pas une muette déclaration du changement survenu dans son cœur, et ne s'étonne-t-il pas en secret de ma lenteur à le comprendre? — Cette pensée s'empara si fortement de la pauvre Rachel qu'elle finit par se sentir incapable de la cacher, et qu'elle se décida à obtenir de Paolino une explication formelle. Rien pourtant n'est plus difficile que de provoquer une explication qu'on craint de recevoir, et Rachel ne connaissait pas d'artifice. Elle essaya maintes fois d'articuler cette simple question : « Paolo, m'aimes-tu

toujours? » Mais comment placer une semblable question au bout d'une tirade politique? Et si Paolino, se disait-elle, lui répondait par un mouvement d'impatience ou d'ennui? Et si sa réponse était *non?* Ou bien même si c'était un *oui* prononcé d'un air distrait et indifférent?

Ainsi poussée en sens contraires, Rachel se trouva amenée sans trop savoir comment à suivre ce qu'on appelle en Italie *una via di mezzo*. Elle imagina de demander à Paolino s'il ne pensait pas que le moment fût arrivé de tout confier à leurs parens. — Tu vas t'éloigner, lui dit-elle, et Dieu sait pour combien de temps! Qui sait si tu reverras jamais ton père? S'il mourait pendant ton absence, ne penses-tu pas que tu regretterais éternellement le pardon qu'il ne pourrait plus t'accorder? Ne penses-tu pas que, même au sein de la félicité la plus parfaite, nous regretterions toujours de ne pas avoir obtenu son consentement et sa bénédiction? Et moi, Paolo, songe à ce que j'aurais à souffrir en recevant son dernier adieu un mensonge sur les lèvres, un masque sur le front! Évite-moi ce déchirement, je t'en conjure, et ne nous quitte pas sans avoir tout avoué à tes parens.

A ces paroles, prononcées d'une voix profondément émue, Paolo répondit avec un grand calme : — Je ne puis partager ta manière de voir à ce sujet, chère Rachel. Je me suis aperçu comme toi de l'abattement et du dépérissement de mon pauvre père, et c'est là surtout ce qui rend mon départ si douloureux, car s'il ne s'agissait que de quitter ce malheureux pays, le plus tôt serait le mieux; mais c'est précisément par ménagement pour mon père que je me garderai bien de suivre ton avis.

— Ce n'est pas un avis, Paolo, c'est une prière.

En honnête garçon qu'il était, Paolo aimait Rachel de tout son cœur, pas assez peut-être pour faire une folie, trop assurément pour lui en faire commettre une. Aussi longtemps qu'il s'était agi pour lui de gagner le cœur de Rachel, la nature lui avait enseigné ces innocens artifices, comme elle lui avait inspiré ces expressions ardentes qui ont tant de pouvoir sur les sentimens des jeunes filles; mais il s'était calmé depuis qu'il se savait aimé. Cela est arrivé à bien d'autres. Il voyait clair maintenant, il raisonnait comme un homme sage; le bon sens prédominant chez les habitans des campagnes avait ressaisi son empire. Nul doute que l'exil auquel il était forcé de se soumettre ne lui eût semblé infiniment moins amer si Rachel l'eût partagé avec lui; mais il savait que l'exil marchait toujours en compagnie de la pauvreté, et il ne voulait pas y condamner Rachel, car, se disait-il en vrai mathématicien qu'il était, les souffrances de la pauvreté sont de celles qu'une compagne mul-

tiplie, au lieu de les amoindrir, en les partageant. — Il est bon d'ajouter que l'imagination de Paolino ainsi que son enthousiasme étaient presque entièrement engagés au service de la patrie, et que tout autre objet, sans même excepter Rachel, le laissait comparativement froid. Le cœur était aussi fidèle que tendre et vrai; mais on ne sait pas assez combien les affections du cœur, même les plus pures et les plus saintes, peuvent paraître froides et mesquines lorsqu'elles n'empruntent aucune des brillantes couleurs de l'imagination.

Tous les sentimens, toutes les craintes qui agitaient Paolino se trahirent dans le cours de son entretien avec Rachel. Accoutumée à des attentions incessantes, à des discours passionnés, la jeune fille fut douloureusement surprise de ce changement. Elle avait cru reconnaître dans l'adoration dont elle se voyait l'objet l'une de ces passions effrénées dont elle avait lu quelque chose dans certains romans du début de ce siècle. Trop fière et trop timide à la fois pour se plaindre, elle cacha son désespoir sous un air d'indifférence et de dignité auquel Paolino ne se laissa prendre qu'à demi. Il vit qu'elle était blessée, mais sans se rendre compte de la profondeur de la blessure, et, se sentant en paix avec sa propre conscience en ce qui concernait Rachel, il se dit que ce moment d'humeur se dissiperait sans laisser de traces. Il continua de se montrer pour elle tendre et bon; il prit même parfois, et à son insu sans doute, un air de paternelle indulgence qui mit à de rudes épreuves la patience de la pauvre enfant. Leurs cœurs pourtant n'étaient pas changés, et il est probable qu'après un temps d'orage plus ou moins long, ils fussent revenus l'un à l'autre et eussent recommencé à s'entendre parfaitement; mais le séjour de Paolino à la ferme était accompagné de mille dangers et pour lui et pour les siens. La nouvelle de perquisitions faites dans un village voisin à la recherche d'un déserteur redoubla les craintes de tous, et hâta le départ du proscrit. La signora Stella, d'abord si confiante et si rassurée, avait perdu le sommeil, et son visage exprimait à toute heure une inquiétude si vive, qu'il était impossible de l'aborder sans lui demander ce qui la troublait ainsi, question qui redoublait encore l'effroi de la pauvre femme.

Une telle situation ne pouvait durer : la frontière piémontaise n'était qu'à trois heures de distance de la ferme, et ce trajet pouvait être fait en voiture. Il faudrait franchir à pied le court espace qui sépare le poste autrichien du poste piémontais, ou, pour mieux dire, quitter la grande route avant d'atteindre le premier des deux; mais pour un campagnard accoutumé aux longues courses dans les champs et à la chasse dans les marais, une promenade d'une heure

ou deux aide la convalescence, au lieu de l'arrêter. Paolo courait d'ailleurs des dangers bien autrement graves en prolongeant son séjour dans le Milanais, et son départ fut décidé; il fut convenu que Paolo partirait pour le Piémont, et que son père l'accompagnerait jusqu'à la frontière. Pietro aurait voulu les suivre, mais le fermier jugea prudent de laisser la ferme sous sa garde, et de n'emmener avec lui, outre le fugitif, qu'un de ses plus jeunes fils, Orazio, celui qui avait déjà facilité l'évasion de Filippo.

Un soir, après que les domestiques et les ouvriers se furent couchés, Pietro, Cesare et Orazio attelèrent sans bruit la calèche qui était sous un hangar, au fond de la cour principale. Ils ouvrirent ensuite une porte qui donnait de la remise même dans les champs, et ils conduisirent la voiture, attelée de deux forts chevaux, à quelque distance de la maison, sur la route de Pavie. Là ils allumèrent les réverbères, et Orazio s'installa sur le siége, tandis que Pietro et Cesare rentraient à la ferme. Toute la famille était rassemblée dans la chambre de Paolino; tous pleuraient, et les pleurs redoublèrent à l'arrivée des deux frères qui donnaient le signal du départ.

— Allons, mes enfans, finissons ces tristes adieux; épargnez votre pauvre mère...

Un coup frappé violemment à la porte extérieure du bâtiment interrompit le signor Stella. La même pensée traversa aussitôt tous les esprits. La police était là. — Descendez par l'escalier dérobé, dit à voix basse le fils aîné à son père; passez par la porte de derrière dont voici la clé, gagnez la voiture qui vous attend avec Orazio sur la route de Pavie, et laissez-nous occuper la police. Vite, pas un mot! partez.

L'épouvante avait en quelque sorte vaincu la douleur. Tous les yeux étaient secs. Le vieux Stella embrassa sa femme, dit adieu au reste de la famille, et, saisissant son fils par le bras, il l'entraîna, suivi de Pietro, qui voulait les voir hors des murs de la ferme avant d'introduire la police.

CHRISTINE TRIVULCE DE BELGIOJOSO.

(La seconde partie au prochain n°.)

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mai 1859.

L'inconséquence est l'accusation qui revient le plus fréquemment contre les opinions et contre les hommes publics dans la vie politique. Le reproche est grave s'il est mérité, nous le reconnaissons; mais nous savons aussi qu'il est banal, et que le plus souvent c'est la mobilité des choses qui attire aux opinions cette prodigue accusation de versatilité. Quand certaines idées ont été impuissantes sur les déterminations d'où naissent les événemens qui nous emportent, l'on est bien contraint de prendre congé d'elles. L'on a mis à l'égard du fait accompli sa responsabilité à couvert; s'est-on pour cela dépouillé de toute responsabilité vis-à-vis des faits à venir? — Le vaisseau a fait voile malgré moi; mais qu'il me mène à la tempête ou qu'il me porte triomphalement aux rivages promis, je suis de l'équipage, mon cœur bat à l'unisson du flot qui frappe mon navire, et mon âme est suspendue à son glorieux pavillon. — De nouveaux sentimens se réveillent, sera-ce une inconséquence de les partager? De nouveaux devoirs commencent, sera-t-on versatile pour les remplir?

Nous avons fait bon marché, pour notre compte, de ces reproches prévus le jour où notre pays, engagé par une politique antérieure, est passé, sur une résolution téméraire de l'Autriche, de l'état de paix à l'état de guerre; mais ce qui nous étonne, c'est qu'un blâme pareil soit adressé à la nation elle-même. La France, comme l'opinion libérale, n'avait témoigné aucun goût pour la guerre tant que la guerre s'était présentée à elle sous une forme abstraite, comme un parti qu'elle serait libre d'accepter ou de refuser. Devant le fait de la guerre, ses répugnances se sont évanouies, et elle aborde avec une confiante bonne humeur les difficiles, mais glorieuses nécessités d'une situation qui s'impose à elle, et dont elle n'est point l'auteur. Cet entrain de la France surprend le grand organe de l'opinion anglaise, le *Times*. Il nous compare au peuple chrétien d'Alexandrie au ve siècle, quit-

tant les sermons et les litanies pour aller contempler et applaudir avec un délire païen les gladiateurs au cirque. « Il en est ainsi des Français, dit-il. Il y a un mois, ils étaient unanimes contre la guerre. S'ils avaient eu une tribune et la liberté de la presse, il n'y aurait pas eu de guerre d'Italie... Mais le simple fait de la guerre a éteint les antipathies du peuple français... A peine le bruit des armes a-t-il retenti, à peine les manifestes ont-ils été affichés, que les visions de gloire et d'agrandissement territorial ont ébloui la nation. » Une telle critique est étrange de la part du *Times*. Certes le gouvernement anglais ne ressemble en aucune façon au gouvernement de la France. Toutes les dissidences politiques peuvent, de l'autre côté de la Manche, s'exprimer sans réserve. L'état de guerre n'empêche même pas les hommes politiques anglais de blâmer à l'occasion la politique belliqueuse de leur gouvernement. Pendant toute la durée des guerres de la révolution et de l'empire, Fox, lord Grey et leurs amis ont pu, sans que la sincérité de leur patriotisme fût mise en question, déplorer la guerre et recommander la paix à leur pays. Sous nos yeux, pendant la guerre d'Orient, M. Bright a bravé les sarcasmes de lord Palmerston et failli compromettre sa popularité en défendant la paix avec la candide et inflexible ténacité d'un disciple de William Penn; mais la masse de la nation anglaise, dès que les armes britanniques étaient engagées, ne s'est-elle pas toujours précipitée dans la lutte avec cet emportement qui laisse la discussion en arrière, avec ce feu qui distingue les peuples de race? Sans doute le philosophe ne peut se défendre d'un sentiment de tristesse devant cette sublime insouciance populaire qui abreuve de sa sueur et de son sang la sainte idole de l'honneur national; mais cette tristesse est inséparable d'une sympathique admiration. Un des plus aimables écrivains de l'Angleterre, Goldsmith, a rendu d'une façon exquise, dans l'histoire de son vieux matelot, cette héroïque naïveté que le peuple apporte à la guerre, et cette joie patriotique qui est le seul profit qu'il retire des victoires nationales. Tout le monde vient de ressentir en France cette généreuse émotion que donne la vue d'un peuple de soldats partant pour les batailles, et couvrant le bruit des wagons qui les emportaient sous les accens de notre héroïque chant de guerre et de révolution, *la Marseillaise*.

Les prévisions de l'intelligence, telles que les expriment les premiers hommes d'état de l'Europe, et les pressentimens de l'instinct, tels qu'ils se manifestent dans l'émotion qui travaille tous les peuples du continent, sont d'accord sur ce point: — la guerre présente est le commencement d'une ère nouvelle dans la politique du monde. Nous cinglons vers un grand inconnu. Nous n'abdiquons point assurément dans ce voyage les lumières de la raison, qui, autant que possible, ne perd jamais de vue la réalité et ne s'éloigne pas du probable; mais nous réclamons, nous aussi, notre part dans ces vagues et belles espérances dont tressaillent en ce moment tant de cœurs. L'espoir qui est notre viatique, c'est l'espoir qu'après avoir combattu pour l'indépendance des peuples, la France se sentira digne de la liberté. Néanmoins, tout en faisant aussi large que possible la part de l'imprévu dans les chances d'une si vaste entreprise, et sans oublier un instant parmi ces chances le succès des idées d'émancipation politique qui nous sont chères,

nous devons ramener d'abord nos réflexions sur les conditions pratiques de la réussite de la guerre de l'indépendance italienne soutenue par la France. Qu'avons-nous à redouter, et que devons-nous souhaiter dans la conduite de cette guerre? Parlons d'abord de ce que nous avons à craindre.

Nous avons à craindre tout ce qui agrandirait le théâtre de la guerre, tout ce qui en compliquerait la nature et en changerait le caractère. Bien des faits en Europe, et même en Italie, pourraient produire ce résultat. Il dépend en grande partie de la politique du gouvernement français de prévenir ce que nous appellerons les déviations européennes et les déviations italiennes. Les premières en effet pourraient être le résultat des ombrages que nous donnerions aux puissances neutres, nous ne disons pas seulement en dépassant le cercle du champ de bataille italien, mais en affectant et en affichant certaines alliances qui pourraient inspirer quelques appréhensions sur nos projets ultérieurs. Elles proviendraient encore de faits qui éclateraient à l'occasion de la guerre en dehors de l'Italie, qui soulèveraient des questions européennes égales ou supérieures à la question italienne, et qui mettraient directement en jeu les intérêts des puissances neutres. Ces deux sortes de péril à éviter, à prévenir, à conjurer, sont en première ligne l'affectation de l'alliance russe et les complications en Orient. L'Allemagne et l'Angleterre, il n'y a pas à en douter, auraient bientôt pris part au conflit, si à l'occasion de la guerre d'Italie, et sous le couvert d'une entente peu dissimulée entre la Russie et la France, l'Orient éclatait. Alors la question italienne cesserait d'occuper le premier plan. Ce ne serait plus une seule nationalité, ce seraient toutes les nationalités qui seraient en l'air. Ce serait l'anarchie politique dans la guerre. Les intérêts réguliers et organisés, souvent supérieurs aux intérêts de certaines nationalités, non-seulement par leur force, mais par les considérations morales qui président à la marche de la civilisation, s'uniraient et s'élèveraient contre cette anarchie. En avant, en arrière, à côté de nous, nous aurions à faire face, pour d'autres querelles, à d'autres ennemis. Que deviendrait alors l'Italie dans nos préoccupations? Dans une guerre générale et nécessairement prolongée, les considérations stratégiques priment toutes les autres. Au nom de notre propre conservation, nous serions contraints de renoncer provisoirement aux idées désintéressées qui nous conduisent maintenant en Italie : nous serions obligés d'y détenir des positions, des gages, des avant-postes contre nos ennemis. Que serait-ce encore, si les déviations italiennes s'ajoutaient aux déviations européennes, si le grand intérêt catholique dont Rome est le siége était atteint par l'ébranlement universel, et si, sans parler des scrupules des catholiques français, nous nous attirions involontairement, mais par une fatalité que nous ne pourrions maîtriser, la malveillance des catholiques du monde entier? Ne nous le dissimulons pas : pour éviter de tels dangers, il faut les avoir constamment devant les yeux; pour les conjurer, les bonnes intentions ne suffisent pas : il faut une adresse infinie et un rare bonheur. Ne croyons pas que nous aurons tout sauvé en proclamant sincèrement que nous n'entendons pas retomber dans les erremens du premier empire. Il y a eu dans les entreprises de Napoléon moins de caprice et d'arbitraire que le vulgaire ne l'imagine : c'était le point de départ qui était quelquefois ro-

manesque, mais l'enchaînement des faits qui ont conduit sa politique à des conséquences souvent si outrées se produisait avec une nécessité qui échappait même à l'action de ses fortes volontés. C'est parce que nous avions présentes à la pensée ces nécessités indomptables déchaînées par la guerre que nous avons patriotiquement défendu la paix tant que la paix a été possible.

Dire ce que nous avons à craindre, c'est dire ce que nous devons vouloir non-seulement d'intention, mais par nos actes. Notre premier intérêt, tout le monde le sent, c'est que nous conservions le tête-à-tête avec l'Autriche entre le Pô et les Alpes. La condition principale de cette concentration de la guerre dépend de nous, et nous la remplirons en ne portant point au-delà de ses possessions italiennes notre attaque contre l'Autriche. Il ne nous suffira point de limiter ainsi notre champ de bataille; il nous importe également de ne pas provoquer de diversions en notre faveur, ou de décourager celles qui ne voudraient pas attendre notre signal. Toute insurrection dans l'empire ottoman et toute manifestation de la politique russe de ce côté, au lieu de nous venir en aide, seraient pour nous un grave embarras. Limiter ainsi la guerre, il faut en convenir, c'est accepter une lutte qui peut durer aussi longtemps que l'ennemi pourra conduire des forces fraîches sur le champ de bataille. En y réfléchissant cependant, l'on reconnaîtra que le système qui empêchera la guerre de s'étendre sera encore le plus sûr moyen de l'abréger. La guerre, réduite à un duel entre la France et l'Autriche dans le champ clos de la Lombardie, aura dans cette hypothèse pour témoins les trois puissances neutres, l'Angleterre, la Prusse et la Russie. Les questions qui se débattront dans ce duel, questions de changement des possessions territoriales, d'équilibre des puissances, d'organisation d'un nouveau système politique en Italie, intéressent au plus haut degré ces trois grands neutres; elles ne peuvent en aucun cas être résolues sans leur participation. Il arrivera un moment où les chances de la guerre et les manifestations nationales de l'Italie se seront prononcées de telle façon que les neutres apercevront nettement la solution réclamée par les circonstances. Après s'être mis d'accord entre eux sur cette solution, ils la proposeront aux puissances belligérantes, et celles-ci, la victorieuse et la vaincue, seront heureuses de pouvoir mettre ainsi un terme à la lutte. Puisque la politique française ne peut songer à aller dicter la paix à Vienne, car un tel dessein équivaudrait à la guerre européenne, c'est de ce côté, c'est d'une médiation des puissances neutres que nous devons attendre la fin de la guerre qui commence. C'est pour nous un motif pressant de mettre toute notre application et toute notre habileté à ménager ces trois neutralités de l'Angleterre, de la Prusse et de la Russie, à empêcher par notre sagesse et notre vigilance les unes de se tourner en hostilités, et les autres de s'échapper en amitiés maladroites et compromettantes.

Mais c'est dans les faits mêmes et dans les circonstances actuelles qu'il faut chercher la base et le point d'appui de la direction que devra suivre la politique française. Parmi ces faits, celui qui domine tout, c'est la guerre elle-même et l'aspect sous lequel la campagne se présente à notre armée réunie en Piémont. Après la situation de la guerre viennent les ressources financières à l'aide desquelles nous nous préparons à la conduire, l'emprunt

de 500 millions, dont la souscription s'achève en ce moment. Il faut considérer ensuite ce qui se passe en Italie et ce que font les Italiens pour leur propre cause; il faut étudier enfin de quelle façon se dessinent les dispositions des grandes puissances neutres.

La campagne s'ouvre sous d'heureux auspices pour les nôtres. L'on avait pu craindre, lorsque l'Autriche a envoyé au Piémont son fatal ultimatum, que les opérations de l'armée autrichienne massée à Pavie ne suivissent promptement le défi diplomatique, et que nos troupes ne pussent arriver assez tôt pour sauver le Piémont d'un désastre. Il y avait lieu aussi d'appréhender que l'armée autrichienne ne prît ses positions de façon à empêcher ou à contrarier sérieusement la jonction de celles de nos troupes qui arrivaient par Suze avec celles qui débarquaient par Gênes. On redoutait que l'Autriche n'eût pris l'initiative de l'agression diplomatique pour prendre à son profit l'initiative d'une vigoureuse agression militaire. Heureusement, que nous en soyons redevables aux derniers tâtonnemens de la cour de Vienne, ou à la proverbiale lenteur des armées autrichiennes, ou aux accidens de la saison, ces craintes ne se sont point réalisées. L'armée autrichienne est demeurée dans la plaine bordée presque parallèlement par le Tessin et la Sesia et fermée au midi par le Pô. Elle a feint ou essayé de manœuvrer sur la rive droite du Pô, elle a fait quelques pointes au-delà de la Sesia; mais elle a repassé cette rivière, et, se contentant du profit peu glorieux de vivre quelques jours aux dépens de l'ennemi, elle semble attendre dans une attitude défensive l'attaque de notre armée. Quant à nos troupes, massées vers Alexandrie, l'empereur étant arrivé, elles ne tarderont pas à prendre l'offensive. On dit que le plan des opérations de l'armée française sera décidé le 15 dans un conseil de guerre. Que ne pourront faire nos généraux avec une si magnifique armée! Nous ne tomberons point dans le ridicule de tracer des plans de campagne hypothétiques. Nous ne croyons point cependant qu'il soit téméraire de penser que les Autrichiens se replieront bientôt vers la Lombardie. A en juger par ce qu'ils nous laissent voir de la circonspection de leur tactique, il ne semble point probable qu'ils acceptent une bataille décisive sur le territoire piémontais. Il serait également peu prudent à eux de livrer une pareille bataille entre le Tessin et Milan. Une défaite à une si longue distance de leurs forteresses du Mincio et de l'Adige entraînerait peut-être la destruction de leur armée. Il est donc vraisemblable qu'ils se retireront devant nous en combattant, mais en éludant les batailles décisives, jusqu'à leur fameux quadrilatère de Peschiera, Mantoue, Vérone et Legnago, et c'est là que se déciderait le sort de la guerre; mais dans ce cas notre armée serait entrée à Milan, et les populations lombardes auraient pu se lever pour leur propre cause, et prouver au monde, par l'unanimité de leurs manifestations, leurs titres à l'indépendance.

Nous ne voulons nous dissimuler ni les difficultés que nos soldats auront à surmonter, ni la valeur des ennemis qu'ils auront à combattre; mais, nous le répétons, nous attendons tout d'une telle armée. Cette armée sera d'ailleurs soutenue par les ressources de la France. C'est ici surtout que l'infériorité de l'Autriche est manifeste. Que l'on compare la banque de Vienne,

déjà écrasée par les précédens emprunts du gouvernement autrichien, obligée d'accroître encore indéfiniment ses prêts à ce gouvernement et suspendant ses paiemens, avec la Banque de France, qui est au contraire débitrice envers l'état, et qui a dans ses caisses plus de 500 millions en numéraire! Que l'on compare l'échec de l'emprunt autrichien à la bourse de Londres avec le succès immense de notre emprunt de 500 millions! La France aurait pu, avec de simples ressources de trésorerie, faire les frais d'une première campagne. Nous pensons qu'elle a bien fait cependant de se préparer des ressources plus régulières en présence des éventualités que la guerre fait naître. Sur ce point, nous croyons toutefois devoir faire une réserve quant au mode employé encore chez nous pour faire face aux dépenses extraordinaires de la guerre. Nous sommes très heureux que les emprunts réussissent, puisque l'on n'a pas encore songé en France à pourvoir d'une autre façon aux frais de la guerre; mais nous ne partageons pas complétement l'enthousiasme qu'excite chez les esprits peu réfléchis la facilité avec laquelle se couvrent nos souscriptions d'emprunts. Qu'y a-t-il de surprenant que dans un pays riche comme la France les capitaux se précipitent lorsque l'état leur offre des fonds publics à 3 ou 4 pour 100 au-dessous du cours? Quand a-t-on vu les capitaux se montrer indociles à l'aspect d'un tel profit? L'Angleterre, du temps des guerres de la révolution et de l'empire, fit, comme on sait, un usage excessif des emprunts; aussi la classe des capitalistes était la partie de la nation chez laquelle la guerre était le plus populaire. Avec le système des emprunts, c'est en effet la génération qui se laisse aller aux entraînemens de la guerre qui en recueille les bénéfices financiers. Toutes les charges en retombent sur les générations futures, obligées de payer à perpétuité les rentes créées par les emprunts, et entravées ainsi, par la nécessité de maintenir de lourdes taxes, dans leur développement industriel et commercial et dans l'amélioration du sort des classes laborieuses, qu'affecte principalement le poids des impôts. Aussi M. Gladstone s'est-il acquis un impérissable honneur en établissant dans la politique financière de l'Angleterre, lors de la guerre d'Orient, ce grand principe de justice et de bon sens, que les frais d'une guerre ne doivent pas être imputés à perpétuité à la postérité, qui blâmera peut-être l'entreprise pour laquelle ils auront été encourus, mais qu'ils doivent être supportés par les générations contemporaines, qui ont voulu la guerre ou qui l'ont jugée politique et nécessaire. Depuis lors la politique anglaise admet que la guerre doit être faite non avec des emprunts, mais avec des augmentations temporaires d'impôts. Le grand avantage de ce système, s'il était adopté par toutes les nations civilisées, serait de mettre un frein matériel et moral à cette passion de la guerre qui s'empare quelquefois des gouvernemens et des peuples. Les Anglais ne songent point à l'abandonner : l'autre jour encore, le chancelier de l'échiquier, M. Disraeli, parlait de notre emprunt devant ses électeurs du comté de Buckingham, et il faisait remarquer avec orgueil à son auditoire que, si l'Angleterre avait aujourd'hui besoin de 500 millions pour la guerre, ce n'est point à l'emprunt qu'elle les demanderait, mais à l'impôt : non à l'emprunt, qui est une occasion de bénéfice pour quelques-uns dans le présent et une charge perpétuelle pour tous dans l'avenir, mais à l'impôt temporaire,

qui est un sacrifice pour le présent, et par cela même exprime l'adhésion la plus péremptoire de la nation qui l'accepte à la politique qui le rend nécessaire, à l'impôt temporaire, qui n'aliène ni la liberté ni la richesse de l'avenir. La réserve que nous exprimons ici sur la façon dont les ressources de la France doivent être appliquées à la guerre ne saurait avoir de portée pratique dans le moment présent; mais il serait à souhaiter qu'elle pénétrât dans l'esprit public et dans les régions politiques élevées pour fortifier encore les principes et les intérêts qui nous commandent la modération dans la guerre actuelle et nous pressent de l'abréger, si cela dépend de nous.

Après la France, notre premier souci dans cette entreprise doit être pour l'Italie. Si, après la victoire, l'Italie ne s'était pas constitué une force militaire suffisante pour défendre son indépendance et pour protéger l'ordre et la sécurité des gouvernemens réorganisés au sein de la péninsule, c'est vainement que nous aurions vaincu l'Autriche; notre œuvre aurait avorté. Il faut donc avant tout que l'Italie profite de la guerre pour constituer sa future armée; il faut que de toutes les parties de la péninsule les Italiens s'associent à la guerre de l'indépendance. L'on irait, suivant nous, contre le but de la lutte actuelle, si, dans la crainte d'encourager les tendances unitaires, l'on reculait devant les moyens nécessaires pour former une véritable et forte armée italienne. Ces moyens, nous sommes forcés de le reconnaître, sont révolutionnaires. Rien de plus irrégulier assurément que ces circulaires de Garibaldi qui, donnant une direction à l'enthousiasme national, ont appelé autour de lui de si nombreux volontaires. Le général Garibaldi nous paraît être pénétré de la nécessité de mettre à profit une occasion unique pour organiser une grande force italienne. Il soumet, dit-on, ses volontaires à une discipline rigoureuse, et l'on raconte à Turin qu'il n'a pas hésité à faire passer par les armes des soldats et même des officiers de son corps qui ne voulaient pas se plier à ce grand devoir de patriotisme. Mais la nécessité révolutionnaire par excellence de la situation est celle qui oblige les populations à se soulever contre ceux des gouvernemens italiens qui refusent de s'unir à la cause nationale. C'est ce qui est arrivé en Toscane. Hâtons-nous de dire que la façon dont s'est accompli dans ce clément pays le changement de gouvernement est d'un heureux augure pour la révolution italienne. Il nous faut ordinairement trois jours, à nous autres Français maladroits, pour faire une révolution: quatre heures ont suffi aux Florentins pour déposer leur grand-duc. L'excellent marquis de Lajatico, don Neri des princes Corsini, a déjà écrit cette histoire de quatre heures: *Storia di quattro ore.* Ce récit est contenu dans une simple lettre adressée à son fils le duc de Casigliano à Rome. Il est complété par une *Breve Nota* du marquis Ridolfi. Voici ce que nous ont appris ces écrits et quelques correspondances particulières. Les Toscans, avec le patriotisme qui sied si bien à cette partie privilégiée de l'Italie, voulaient s'associer à la guerre de l'indépendance: ils demandaient l'alliance avec la France et le Piémont. Le grand-duc, trompé par les souvenirs de 1848 et par les liens de sa maison avec l'Autriche, voulait s'en tenir au système de la neutralité, et ses ministres à ce propos signalaient ingénûment l'exemple de l'Angleterre; mais l'agitation de la population, manifestée par d'éloquens écrits dont nous avons déjà parlé et par les

départs des volontaires pour le Piémont, devait éclater à l'envoi de l'ultimatum autrichien. Des meneurs, qui, nous écrit-on, n'étaient plus les chefs du parti constitutionnel, préparaient une grande manifestation pour peser sur le gouvernement. Dès le 25 avril, les libéraux modérés envoyaient aux ministres des avis dictés par un honnête esprit de fidélité à la dynastie toscane et par le désir de la voir se rendre au vœu populaire, qu'elle serait impuissante à comprimer. On dit que les conseils du patriarche vénéré du libéralisme toscan, le marquis Gino Capponi, se joignirent à ces pressantes instances. Jusqu'au dernier moment, le gouvernement hésita. Le symptôme le plus grave de l'émotion populaire, c'est, le 26 avril, ce cortége de la foule silencieuse autour du général Ferrari, que le marquis de Lajatico nous dépeint faisant, *vestito della sua uniforme,* la visite des casernes. Les Florentins n'ont pas eu à vaincre, grâce à Dieu, de plus terrible démonstration militaire que celle de l'uniforme du général Ferrari. Ce fut le 27 avril que le grand-duc prit enfin une résolution; il manda le marquis de Lajatico, qu'il chargea de la composition d'un ministère, se déclara prêt à accéder à l'alliance piémontaise, à la guerre nationale, et promit une constitution; mais en ce moment les tergiversations du grand-duc avaient déjà lassé les meneurs et la foule : on lui demandait un nouveau sacrifice, son abdication. Le marquis Ridolfi avait pris sur lui de faire connaître au grand-duc la pénible démarche que l'opinion attendait de lui par une lettre respectueuse et forte qu'il vient de publier. Le marquis de Lajatico, avant de se rendre au palais Pitti, avait pris langue à la légation sarde; il y revint après avoir reçu la mission de former un ministère. Ce fut à la légation qu'il reçut le programme des conditions écrites que l'on imposait au prince. La première était l'abdication du grand-duc en faveur de son fils, le prince héréditaire; puis l'on demandait l'alliance offensive et défensive avec le Piémont, une prompte coopération à la guerre avec toutes les forces de l'état sous le commandement du général Ulloa. Enfin le programme disait, et cette disposition mérite d'être notée comme indiquant la tendance dans laquelle est dirigé le mouvement italien, que « l'organisation des libertés constitutionnelles du pays devra être réglée conformément à l'organisation générale de l'Italie. » Muni de ce programme, le marquis de Lajatico retourna au palais Pitti. Le grand-duc refusa d'abdiquer, et préféra quitter Florence. Nous sommes de l'avis du marquis Ridolfi : après avoir cédé sur la question de la guerre, il est surprenant qu'il ait refusé de céder sur une question personnelle, lorsqu'il s'agissait pour lui de la conservation du pouvoir dans sa dynastie et de l'ordre établi en Toscane. Le marquis de Lajatico revint donc à la légation sarde raconter son échec. Il prononça quelques chaudes paroles (*calde parole*) sur les mesures à prendre pour la sécurité du grand-duc, disant qu'au besoin il lui ferait un rempart de son corps (*io ero pronto al bisogno a fare scudo del mio petto al suo*); puis il se retira. « Une heure de l'après-midi sonnait, dit le noble écrivain; ainsi s'achevaient les quatre heures dans le cours rapide desquelles tout pouvait être sauvé, et tout fut perdu. » Et il ajoute, car ceci est une lettre à son fils : *Abbraccia per me la tua cara e buona moglie.* Heureuses les révolutions dont l'histoire palpitante peut se terminer par les effusions consacrées de l'affection domestique!

Sérieusement il faut désirer que l'adhésion des diverses parties de l'Italie à la guerre nationale se puisse faire toujours avec la spontanéité et la douceur qui ont distingué la révolution florentine. Non loin de là, à Parme, quelques heures ont vu, sans plus de malheurs, s'accomplir une restauration après une révolution. Les choses ne s'arrangeront probablement pas aussi facilement dans le duché de Modène, car le gouvernement de ce petit pays, plus engagé dans les liens de l'Autriche, est loin d'avoir montré dans sa politique habituelle la mansuétude qui distinguait les gouvernemens de Toscane et de Parme. Qu'arrivera-t-il à Naples? L'on dit que le duc de Calabre a blâmé dans une occasion récente la politique de son père. Si la mort du roi est le signal d'un mouvement, du moins il y a dans la famille royale un prince, le prince de Syracuse, qui a donné de vieux gages à la cause libérale, et qui pourra conserver quelque ascendant sur les esprits. Mais le point délicat de l'Italie, aujourd'hui plus que jamais, c'est l'état romain. Le parti de l'indépendance nationale fera un grand acte d'habileté, s'il se contente de recevoir des Légations, de la Romagne et de Rome les libres volontaires que ces pays lui envoient, et s'il s'abstient de troubler la neutralité du saint-père. L'imprudente insurrection du parti révolutionnaire contre le pape en 1848 a été à cette époque l'achoppement de la cause italienne. Des troubles inconsidérés dans les États-Romains risqueraient encore de compromettre l'Italie en soulevant contre elle les intérêts et les passions catholiques. C'est donc aller aujourd'hui non-seulement contre la véritable politique de l'Italie, mais contre la politique nécessaire de la France, que d'irriter, comme vient de le faire un de nos plus jeunes et plus spirituels romanciers, M. Edmond About, la plaie cuisante de Rome. Nous ne reprocherons pas à M. About d'avoir fait un livre qui n'émeut pas, il n'a pas la fibre sympathique, et qui n'amuse point, M. About a tenu à être sérieux; mais nous lui reprocherons d'avoir manqué de tact autant que de mesure. Il a oublié, en écrivant le portrait du cardinal Antonelli, que l'invective ne demeure littéraire que lorsqu'elle sait se contenir, et il a méconnu, en publiant son livre aujourd'hui, les intérêts les plus évidens de l'Italie et de la France dans la crise actuelle.

La question des neutralités se présente sous un jour aussi favorable qu'on pouvait l'espérer. Parmi les neutralités, c'est celle de l'Angleterre qui nous importe le plus. Or l'Angleterre vient de la proclamer à sa façon, par les manifestations populaires dans les élections, par la voix de l'opinion publique dans ses journaux, par l'organe de ses représentans et de ses hommes d'état sur les *hustings*. La neutralité de l'Angleterre pendant la guerre où la France et l'Autriche sont engagées est le vœu sincère comme la déclaration unanime de la nation anglaise. C'est que, de tous les peuples, le peuple anglais est le seul qui sache se rendre un compte exact, précis, pratique, de ce qu'est la guerre. Les Anglais, quand ils y sont contraints par la nécessité, font la guerre avec plus de vigueur peut-être et de persévérance qu'aucune autre nation; mais ils en connaissent si bien les souffrances, le prix, et dans trop de cas la stérilité, qu'ils n'auront jamais d'empressement à se jeter dans une guerre générale. — Pour comprendre leurs dispositions, il faut savoir que depuis 1815 toute leur politique intérieure a été une longue enquête, une discussion approfondie et une réforme per-

sévérante des maux de la guerre qui a rempli la fin du dernier siècle et le commencement du nôtre. Les Anglais n'ont travaillé depuis lors qu'à ceci : d'abord payer moins de taxes ou mieux répartir les impôts qui alimentent leurs revenus, ensuite par ces réformes financières agrandir leur prospérité commerciale et industrielle, puis encore, au moyen des progrès industriels combinés avec les réformes fiscales, améliorer la condition matérielle et morale des ouvriers, répandre l'instruction et l'aisance dans le peuple, enfin appeler progressivement à la vie politique les classes populaires, ainsi élevées par les travaux et les conquêtes de la paix. Dans cette carrière, tous les obstacles contre lesquels ils ont eu à lutter, la nécessité des gros budgets, le service d'une dette énorme et les impôts, étaient le legs de la guerre. C'est par cette lutte morale contre les résultats de la guerre qu'ils ont appris à la détester dans le passé et à la redouter surtout pour l'avenir. Les intérêts permanens de leur politique maladroitement attaqués ou leur honneur national gratuitement offensé pourraient seuls leur faire accepter une guerre nouvelle, qu'ils pousseraient sans doute avec d'autant plus d'acharnement qu'ils auraient eu plus de répugnance à surmonter pour s'y résoudre. Nous avons donc confiance dans la sincérité de la neutralité anglaise. Nous venons de voir quelle est la nature des périls qui menaceraient cette neutralité précieuse par l'alerte qu'a donnée à l'Angleterre la nouvelle, depuis démentie, de l'existence d'un double traité conclu entre la France et la Russie. Nos pires ennemis ne pouvaient pas produire une invention qui dût nous être plus funeste dans l'opinion anglaise. Sans doute les explications officielles ont effacé ou atténué l'assertion inexacte qui avait annoncé au monde l'existence d'une alliance franco-russe; l'impression n'est point cependant encore entièrement détruite dans l'esprit de certains Anglais, et nous devons nous attendre à voir la défiance éveillée à ce sujet trouver des organes dans les premières discussions du prochain parlement.

La neutralité de la Prusse a été exposée et justifiée avec une droiture et une franchise auxquelles nous ne pouvons qu'applaudir dans les explications présentées au parlement prussien par M. de Schleinitz, et dans le rapport de la commission chargée d'examiner les propositions financières et militaires du gouvernement. La Prusse reconnaît que la neutralité convient à son rôle de grande puissance, et qu'elle n'est point tenue, par ses devoirs envers la confédération, de défendre la domination de l'Autriche en Italie. Cette modération sensée de la Prusse n'a point réussi encore malheureusement à calmer l'effervescence qui règne depuis plusieurs mois dans les états secondaires du midi de l'Allemagne. L'incident politique que nous annonce le télégraphe, la retraite du ministre des affaires étrangères d'Autriche, M. de Buol, se liera-t-il à quelque modification dans l'attitude de la confédération ? Il nous est impossible d'apprécier encore la portée de cet événement imprévu. L'on avait dit que M. de Buol ne s'était prêté qu'avec répugnance aux volontés de l'empereur qui ont précipité la guerre? M. de Buol se retire-t-il comme trop peu docile aux inspirations d'une politique belliqueuse? On sait aussi que depuis longtemps cet homme d'état est odieux au cabinet de Pétersbourg. L'empereur le sacrifie-t-il, et offre-t-il comme un gage à la neutralité russe la démission du ministre qui avait associé l'Autriche à la politique des puissances occidentales pendant la guerre d'Orient?

Le successeur désigné de M. de Buol est le comte de Rechberg, en ce moment président de la diète germanique. M. de Rechberg, qui appartient à une famille wurtembergeoise, est entré depuis longtemps dans la diplomatie autrichienne. Il a été placé à la tête de l'administration civile en Italie comme *ad latus* du maréchal Radetzky. C'est, dit-on, un esprit ardent, un caractère loyal, mais avec de l'aigreur et peu sympathique à l'Italie. Il passait autrefois pour hostile à la Prusse, et lorsqu'il remplaça M. de Prokesch à la présidence de la diète, on vit dans ce choix une manœuvre agressive du cabinet de Vienne contre la cour de Berlin.

Les élections anglaises sont à peu près terminées. Le parti tory y a dépensé beaucoup d'argent : l'on assure que lord Derby seul avait souscrit pour 20,000 livres sterl. au fonds commun réuni par le Carlton-Club, afin de subvenir aux dépenses électorales. Le ministère n'aura pourtant gagné qu'une vingtaine de voix. Le parti conservateur arrivera avec environ 300 voix à la chambre des communes en face de plus de 350 libéraux. L'avantage des conservateurs est, il est vrai, de former un parti compacte et discipliné, tandis que la majorité libérale se subdivise en trois ou quatre fractions qu'il est difficile de mettre d'accord, si ce n'est sur certaines questions générales. La discipline des tories réussira peut-être à conserver le pouvoir aux chefs de leur parti; M. Disraeli s'est même vanté devant ses électeurs d'être autorisé à compter sur l'appui de plusieurs membres du parti libéral. Au surplus il ne semble pas que le cabinet puisse vivre sans modification. L'on assure que lord Derby voudrait conquérir lord Palmerston, vivement courtisé d'un autre côté par les whigs. Avec ses antécédens mêlés de torysme et de libéralisme, le noble lord se voit encore, à la fin de sa carrière, dans la flatteuse situation de l'homme aux deux maîtresses.

E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

—

Mme ELLIOTT ET SES SOUVENIRS SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

Journal of my life during the French Revolution,
by Grace Dalrymple Elliott; London, Richard Bentley, 1859.

Parmi les grands événemens de l'histoire qu'on se lasse le moins d'étudier et d'interroger, il faut mettre en première ligne la révolution française. La postérité en recherche tous les détails avec une ardeur insatiable. Tout ce que l'imagination peut même ajouter à l'exactitude des récits authentiques nous attire et nous séduit encore. Qu'est-ce donc lorsqu'il nous arrive de retrouver une page véritable de l'histoire, lorsque nous pouvons entendre parler un témoin réel et accrédité! Les *souvenirs* de Mme Elliott, qui viennent de paraître à Londres sous les auspices de sa petite-fille, ne composent ni un essai critique sur notre révolution française ni un récit détaillé : ce

sont les simples réminiscences de ce qu'une jeune étrangère a entrevu et enduré personnellement au plus fort de la tourmente, et qu'elle a consignées plus tard dans un milieu plus tranquille. En position de beaucoup voir comme aussi de beaucoup souffrir, Mme Elliott saisit vivement l'attention dès le début pour la captiver jusqu'à la fin par l'évidente sincérité de sa narration, comme par l'ardeur et la constance de ses sentimens; mais avant d'en juger par quelques extraits, il convient de résumer ce que nous avons pu recueillir sur la personne et la vie de l'auteur.

Nous n'avons affaire ici ni à un pseudonyme ni à un personnage fictif. Née en 1765 en Écosse, où sa famille tient un rang distingué, élevée dans un couvent français, Grace Dalrymple avait épousé, dès sa première jeunesse, un homme plus âgé que son père, et qu'elle n'aima jamais. En butte aux dangereux hommages que lui attirait sa situation autant que son extrême beauté, Mme Elliott, qui portait sans doute alors le titre de lady Elliott, ne tarda pas à succomber aux séductions qui l'assiégeaient. Il en résulta un de ces scandaleux procès trop communs dans les annales de la justice britannique, et sir John Elliott obtint avec le divorce 12,000 livres sterling à titre de *dommages*. Sa jeune femme fut reconduite par son frère dans un couvent français pour être ensuite ramenée en Angleterre sous la trop ostensible protection d'un grand seigneur de son pays, lord Cholmondeley. Le prince de Galles, depuis prince-régent, et qui fut roi ensuite sous le nom de George IV, était alors dans tout l'éclat de sa brillante jeunesse. Lié avec lord Cholmondeley, il vit dans son château, à Houghton, un portrait où les charmes incomparables de la jeune divorcée étaient fidèlement retracés; il demanda avec instance à la connaître, et ses ouvertures ne furent point repoussées. Mme Elliott vivait à une époque où le dévouement envers les princes était difficile et fort périlleux. Dans un moment où tant de haines se déclaraient contre les personnes royales, ne recherchons pas trop curieusement jusqu'où la séduisante Écossaise a pu porter l'exagération du sentiment contraire. Toujours est-il qu'un matin à l'église de Mary-le-Bone, à Londres, lord Cholmondeley, accompagné de deux personnes que l'on ne nomme point, faisait tenir sur les fonts de baptême une fille nouvellement née, qui reçut les noms de Georgina Augusta Frederica Seymour. C'est elle qui devait épouser lord Charles Bentinck. Plus tard, le feu duc de Cambridge, ayant un jour remarqué dans les environs de Londres une voiture particulière écartelée des armes royales d'Angleterre, signala le fait au prince-régent, son frère; celui-ci n'en témoigna ni surprise ni indignation. Il fit cependant dire à qui de droit qu'une démonstration aussi publique, étant sans exemple depuis le règne de Charles II, de joyeuse mémoire, ne saurait être permise dans un siècle plus grave. Nous n'avons d'ailleurs à parler de lady Charles Bentinck que comme du lien qui rattache plus précisément la mémoire de sa mère aux souvenirs contemporains.

Vers l'époque où naissait cette enfant d'un mystère aussi transparent, et quand lord Cholmondeley et son royal ami se livraient également l'un et l'autre, assure-t-on, à la joie que devait répandre un aussi heureux événement, M. le duc d'Orléans paraissait à la cour et dans la société de Londres pour balancer, dans les régions les plus élevées de la fashion et du sport, les triomphes mêmes du prince de Galles. Entre lui et Mme Elliott, il ne tarda

point à s'établir une amitié dont je me bornerai à dire que, si l'aimable Anglaise sacrifia aux agrémens du Palais-Royal ceux de Carlton-House, ce ne fut que pour y retrouver une position et des hommages semblables. Déjà cependant tout n'était plus joie, plaisirs et fêtes dans ce brillant et redoutable Paris; déjà les allées ombragées du Raincy et de Monceaux aboutissaient aux prisons de la république et jusqu'au pied même de l'échafaud. Évidemment il faut accepter avec réserve les jugemens de Mme Elliott, qui, témoin et victime de tant d'événemens épouvantables, enveloppe dans une réprobation beaucoup trop générale et les hommes et les idées de la période révolutionnaire. Il importe d'ailleurs de le constater, son livre, bien que publié aujourd'hui sous le titre de *Journal*, n'a point été et n'aurait pu être écrit jour par jour au milieu des scènes qu'elle retrace. Sous la terreur, c'était beaucoup que de pouvoir s'écrier avec Sieyès : « J'ai vécu! » C'eût été trop de pouvoir dire : « J'ai rédigé. » Aussi la narration de Mme Elliott ne fut-elle entreprise qu'après son retour en Angleterre, à la suite de lord Malmesbury, et sur la demande expresse de George III. Sir David Dundas, médecin du vieux roi, l'était aussi de la belle aventurière; souvent il racontait à l'auguste malade les anecdotes qu'il tenait d'elle. Le roi s'y intéressa tellement qu'il réclama une relation écrite, et c'est ainsi, et pour cette seule fin, que fut rédigé le manuscrit, porté, jour par jour et presque feuille par feuille, au palais.

Voyons maintenant le livre lui-même. Mme Elliott ne fait pas languir ses lecteurs plus que ses soupirans. Dès la première ligne, elle nous introduit *in medias res*. Le rideau se lève, et déjà toute l'émotion du drame nous gagne et nous saisit. « En 1789, le 12 juillet, qui était un dimanche, j'allai avec le duc d'Orléans, le prince Louis d'Aremberg et d'autres personnes dont les noms m'échappent, pour pêcher et dîner dans le château du duc, au Raincy. Nous revînmes le soir même à Paris pour aller à la Comédie-Italienne. A notre départ, le matin à onze heures, tout était parfaitement tranquille; mais en arrivant vers huit heures du soir à la Porte-Saint-Martin, où la voiture de ville du duc et la mienne nous attendaient, mon domestique me dit que je ne pourrais point aller au spectacle, les théâtres étant fermés par ordre de la police, que dans Paris tout était confusion et tumulte, que le prince de Lambesc avait pénétré dans le jardin des Tuileries et mis tout le monde en fuite, que les gardes-françaises et le régiment de royal-allemand, qui était celui du prince de Lambesc, combattaient en ce moment même sur le boulevard de la Chaussée-d'Antin, en face de la caserne des gardes-françaises, que beaucoup de cavaliers et de chevaux avaient été tués, qu'enfin la foule insurgée portait dans les rues les bustes du duc d'Orléans et de Necker.

« Quand mon domestique m'eut donné ces renseignemens, je priai le duc de ne point rentrer à Paris dans sa propre voiture; il me semblait de la dernière imprudence pour lui de paraître en public dans un pareil moment, et je lui offris la mienne. Jamais je ne vis surprise plus sincère que celle qu'il témoigna en apprenant la situation de Paris. Il monta dans ma voiture et me pria de le conduire au *salon des princes*, club fréquenté alors par toute la noblesse, et où il espérait rencontrer des personnes qui lui diraient des nouvelles exactes; mais, arrivés au club, nous le trouvâmes fermé, ainsi que tous les autres, par ordre de l'autorité. Nous nous rendîmes alors à la mai-

son du duc, à Monceaux, et nous y arrivâmes vers neuf heures. Le duc trouva ses domestiques dans une confusion et une inquiétude extrêmes, car personne au Palais-Royal ne savait où il était allé, et le bruit s'était répandu dans tout Paris qu'il avait été conduit à la Bastille et décapité d'après les ordres du roi. Ils lui dirent que les princes du sang et tous ses amis avaient été au Palais-Royal et à Monceaux pour savoir de ses nouvelles, et qu'ils étaient dans une alarme et une consternation extrêmes. Le prince donna l'ordre à son suisse de ne laisser entrer personne auprès de lui, sauf le duc de Biron, disant qu'il coucherait à Monceaux, mais qu'il verrait Mme de Buffon, si elle venait. Je lui demandai ce qu'il comptait faire. Il se montra fort indécis; il voulait surtout savoir au juste ce qui se passait à Paris, bien que ses gens lui eussent déjà confirmé tout ce que mon domestique nous avait rapporté. Il demanda au prince Louis d'Aremberg de voir le duc de Biron afin d'en savoir davantage, et de le mettre à même de régler en conséquence sa conduite durant la nuit.

« On ne permettait plus aux voitures de circuler dans Paris après dix heures. Le duc désirant rester seul, je me rendis à pied chez le duc de Biron avec le prince Louis. Nous vîmes beaucoup de groupes assemblés dans les rues voisines des Tuileries et de la place Louis XV. J'étais très inquiète de la situation du duc, et je désirais vivement savoir l'opinion du public à son égard. Nous nous mêlâmes donc à ces groupes, qui discutaient la question à des points de vue différens, les uns très bien disposés en faveur du prince, les autres non moins violens contre lui, et l'accusant de vouloir détrôner le roi. Cette dernière accusation m'émut si vivement que je retournai à Monceaux pour lui dire quelles horreurs on lui imputait. Je le trouvai avec Mme de Buffon, et comme les opinions de celle-ci étaient fort opposées aux miennes, je fis appeler le duc dans les jardins, et nous nous y promenâmes jusqu'à deux heures du matin. Là, je le conjurai à genoux d'aller à Versailles à l'instant même, de ne point quitter le roi tant que Paris serait dans un pareil état, de montrer ainsi que la foule insurgée se servait de son nom à son insu et sans son aveu, de témoigner enfin combien il était réllement et sincèrement affligé de tout ce qui se passait. Il me répondit qu'il ne pouvait aller à Versailles à une heure pareille, que les avenues étaient gardées, que le roi serait couché et ne le recevrait point; mais il me donna sa parole d'honneur qu'il s'y rendrait le lendemain matin à sept heures.

« Ce fut aussi le lendemain que le comte d'Artois, le prince de Condé et le duc de Bourbon s'éloignèrent. Ils firent parfaitement bien, car ils eussent assurément été massacrés; mais ils ne songeaient point alors sans doute à quitter définitivement leur pays. Durant toute cette journée du 13 juillet, des scènes de tumulte et d'horreur se succédèrent dans tout Paris. Le meurtre de MM. de Foulon et Flesselles, prévôts des marchands, n'est que trop bien connu. J'eus le malheur, dans le courant de la soirée, de tenter de me rendre chez mon bijoutier, et je rencontrai dans la rue Saint-Honoré les soldats des gardes-françaises qui portaient, à la lueur des flambeaux, la tête de M. de Foulon. Ils l'avancèrent jusque dans ma voiture; à cette horrible vue, je poussai des cris d'effroi et perdis connaissance; si je n'avais eu à mes côtés une dame anglaise qui eut le courage de haranguer les insurgés et de leur dire que j'étais une patriote d'Angleterre, ils m'eussent assurément massa-

crée, car déjà ils commençaient à m'accuser d'être une amie du malheureux Foulon et de vouloir faire manger du foin au peuple, propos qu'on lui prêtait. Je n'essayai point d'aller plus loin, et rentrai chez moi à demi morte. On me mit au lit et on me saigna, car j'étais tout à fait malade. Ayant reçu bientôt après un billet du duc d'Orléans pour m'engager à me rendre sans retard à Monceaux, je dus m'excuser sur l'état où je me trouvais. Le duc vint auprès de moi sur-le-champ, et parut fort alarmé en me voyant si souffrante. Je lui demandai comment il avait été reçu à Versailles, et pourquoi il en était si tôt revenu, car les états y siégeaient alors dans la salle du Jeu de Paume, et il avait ses appartemens au château. Il me dit qu'à son arrivée il s'était rendu directement au lever du roi, qui était au moment de quitter le lit. Le roi ne fit aucune attention à lui ; mais comme il était d'étiquette pour le premier prince du sang, quand il était présent, de passer la chemise du roi, le gentilhomme de la chambre donna la chemise à cet effet au duc d'Orléans. Il s'approcha du roi, qui lui demanda ce qu'il voulait. « Je viens, répondit le duc en passant la chemise, prendre les ordres de votre majesté. » Le roi répondit avec beaucoup de dureté : « Je ne vous demande rien ; retournez d'où vous êtes venu. » Le duc fut profondément irrité et blessé. En quittant la chambre, il se rendit aux états, qui, je le crois, étaient déjà en séance au Jeu de Paume, et le soir même il revint à Paris. Il était beaucoup plus mécontent que je ne l'avais encore vu. « Le roi et la reine, me dit-il, me détestent et chercheront à me faire empoisonner. Quelque désir que j'eusse de leur être utile, jamais ils ne croiront à ma sincérité. Aussi suis-je décidé à ne plus les revoir, car ils m'ont traité trop cruellement au moment même où je voulais réellement servir le roi : s'il m'avait bien reçu à son lever, peut-être les choses auraient-elles été mieux pour tout le monde; mais maintenant je me ferai des amis à moi. » Il me sembla en effet dès ce moment que le duc devint plus exalté en politique, et, bien que jamais je ne l'aie entendu parler sans respect du roi, je l'ai certainement entendu s'exprimer sur le compte de la reine avec une extrême vivacité. Je fus très affligée de cet incident. La cour aurait certainement dû considérer la puissance du duc et ne point l'offenser si légèrement : en lui montrant de la considération et de la confiance, elle aurait pu encore le détacher des êtres affreux qui l'environnaient, et dont les derniers ne le quittèrent qu'après l'avoir perdu sans retour et conduit à l'échafaud. »

Je chercherai à résumer plus loin ce que Mme Elliott a consigné de plus essentiel sur les incertitudes, les faiblesses, les bonnes dispositions trop souvent contrariées ou méconnues du duc d'Orléans. C'est évidemment de ce prince qu'elle peut parler avec le plus d'exactitude et d'autorité. Les souvenirs de Mme Elliott n'offrent pas d'ailleurs que ce seul mérite. Son royal admirateur lui reprochait à tort d'être « une fière Écossaise qui n'aimait que les rois et les princes. » Elle aimait aussi, non sans quelque passion, les reines et les princesses, et nous la trouvons dans tous ses malheurs plus occupée des souffrances de la famille royale que des siennes. Mme Elliott avait loué à Issy une maison de campagne avec un parc, qui avait appartenu à la duchesse de l'Infantado, dévouée à la reine. Souvent Marie-Antoinette s'y rendait pour se dérober quelques heures aux persécutions et aux chagrins chaque jour croissans des Tuileries. Le village d'Issy était rempli

de jacobins, qui, à force d'accusations et d'insultes, contraignirent la duchesse à s'éloigner; mais deux fois encore, pendant que Mme Elliott y résidait, Marie-Antoinette lui demanda la permission de se promener dans les jardins, afin d'échapper à l'outrageante surveillance de la garde nationale. Mme Elliott avait déjà eu l'honneur d'approcher la reine à Saint-Cloud, « sa majesté, dit-elle, ayant remarqué ma petite fille, qu'elle daigna trouver très jolie, et l'ayant envoyé chercher par le duc de Liancourt pour la tenir sur ses genoux pendant tout le dîner. » Souvent aussi elle voyait passer Marie-Antoinette, « dans sa voiture à six chevaux, avec le dauphin, Mme Royale, Mme Élisabeth et Mme de Tourzel, gouvernante des enfans de France. Ils paraissaient alors toujours tristes, abattus, et non sans raison, car peu de personnes leur témoignaient le moindre respect, tandis que bien d'autres qui, quelques mois auparavant, se fussent prosternés à leurs pieds, les dépassaient maintenant et les éclaboussaient sans ménagement. Pour ma part, je leur montrais tous les égards qui étaient en mon pouvoir, et sa majesté daignait me faire voir qu'elle le remarquait. » Plus tard même, Mme Elliott entreprit le voyage de Bruxelles pour remettre une lettre et un petit coffret de la part de Marie-Antoinette à l'archiduchesse Albert; mais celle-ci avait déjà quitté les Pays-Bas. Voici des lignes curieuses sur la reine et sur la dernière soirée où elle parut en public :

« Je crois fermement que jamais princesse meilleure ni plus aimable n'a vécu. Elle a été cruellement calomniée par la nation française. J'ai intimement connu ceux qui ont approché sa majesté de plus près, et pour lesquels elle n'avait rien de caché : — tous m'ont assuré qu'elle était la bonté même, — une maîtresse des plus douces et des plus affectueuses. A vrai dire, elle l'était trop pour bien des gens qui ne méritaient point ses bontés. Le malheur de la reine, amenée très jeune à la cour de Louis XV, ce fut d'être exposée à y voir de trop près une société légère et sans mœurs. Elle y contracta le goût et l'habitude d'amusemens publics et frivoles que lui eût défendus absolument la sévérité de l'étiquette. C'est ainsi qu'elle se fit beaucoup d'ennemis parmi les vieilles dames formalistes de la cour qu'elle n'aimait point, et qu'elle s'attacha à des personnes plus jeunes dont les dispositions étaient plus conformes aux siennes. La vieille noblesse ne le lui pardonna jamais; ses actes même les plus innocens furent dénaturés, et ses ennemis lui imputèrent toute sorte de vices..... Après le 20 juin, les personnes qui voulaient du bien au roi et à la reine désiraient que sa majesté se montrât quelquefois en public avec le petit dauphin, le plus joli et le plus intéressant des enfans, et sa charmante fille, Mme Royale. Elle se décida en conséquence à se rendre à la Comédie-Italienne avec ses enfans, Mme Élisabeth et Mme de Tourzel. Ce fut la dernière fois que sa majesté parut en public. J'étais dans ma loge, à peu près en face de celle de la reine. On donnait *les Événemens Imprévus*, et Mme Dugazon jouait la soubrette. Dès son entrée, sa majesté semblait fort abattue. Les applaudissemens l'émurent profondément, et plusieurs fois je la vis essuyer ses larmes. Le petit dauphin, qui resta sur ses genoux toute la soirée, paraissait rechercher sans cesse la cause des pleurs de sa mère infortunée. Elle s'appliquait à le rassurer, et l'auditoire se montrait généralement sympathique. Dans le cours de la pièce, il est chanté un duo par la soubrette et le valet, où Mme Dugazon dit : « Ah!

que j'aime ma maîtresse! » A ces mots, elle regarda la reine avec intention, mais quelques jacobins présens s'élancèrent sur la scène, et auraient assassiné Mme Dugazon, si les autres acteurs ne l'avaient dérobée à leurs poursuites. On entraîna hors de la salle la pauvre reine et sa famille, et c'est tout au plus si les gardes purent les conduire en sûreté jusqu'à leurs voitures. »

Revenons au duc d'Orléans. Nous avons vu que notre fière Écossaise n'épargnait point à ce prince les plus salutaires conseils : bientôt nous la retrouverons plus prodigue encore d'avertissemens et de reproches; mais en condamnant ses erreurs avec la plus implacable sévérité, elle leur trouve des causes réelles dans la faiblesse, l'irrésolution, l'entraînement des circonstances et les plus déplorables relations. Cette lecture donne la conviction que le prince n'était ni méchant, ni pervers, ni même très ambitieux. Et pourtant telle fut l'impérieuse pression des événemens, que nous le voyons, jour par jour et presque à son insu, engagé, compromis, entraîné bien au-delà de ce qu'il eût jamais voulu ou imaginé. Sa position avait été dès l'origine d'une difficulté immense. Naturellement modéré, libéral, « anglomane, » comme on disait alors, il se trouva en lutte avec les vues extrêmes et les fougueuses passions de la cour. Froissé, blessé, repoussé trop souvent de ce côté avec un inconcevable aveuglement, il se laissa d'autant mieux aller aux espérances enthousiastes et irréfléchies qui se produisaient autour de lui.

Il est des situations et des époques où les plus grands cœurs semblent seuls capables des vertus ordinaires. Évidemment ce qui manquait le plus au duc d'Orléans, c'était un juste discernement des hommes et cette règle intérieure, cette lumière vraiment divine des âmes d'élite qui trace et éclaire le chemin de l'honneur et du devoir au milieu de l'aberration universelle. Ce prince ne savait pas résister. Mme Elliott nous le montre à chaque page doutant, hésitant, voulant le bien, déplorant le mal; mais l'ardente Écossaise avait beau conjurer et même convaincre son royal ami, l'entourage révolutionnaire reprenait de plus en plus chaque jour son fatal ascendant. « Vous en parlez à votre aise, répondait le prince. Le torrent m'entraîne, et je ne suis maître ni de mes actes ni de mon nom. » Parole de la plus amère vérité, car c'est l'abus de son nom, fait trop souvent à son insu et sans son aveu, qui, en lui créant une popularité factice, excita contre lui la défiance de tant d'honnêtes gens, et parut justifier celle de la cour. Que n'eût-il donné alors pour pouvoir échanger sa position princière, sa fortune, tout ce que les accidens révolutionnaires pouvaient ouvrir de perspectives à son ambition, contre une modeste existence de gentilhomme campagnard en Angleterre! Toujours il avait aimé et admiré cette patrie de la liberté paisible et régulière; mais c'est en vain qu'à grands frais il avait fait établir ses jardins de Monceaux sur le modèle d'un de ces grands domaines patrimoniaux, véritables monumens du génie propre d'une race si voisine et si différente : il ne devait plus y retrouver le repos et la sécurité, et, pour les poursuivre ailleurs, il fallait savoir se décider. Je me rappelle avoir entendu raconter au comte Étienne de Durfort, longtemps lié avec le duc d'Orléans, qu'un jour son départ pour les États-Unis semblait définitivement résolu : au dernier moment, il y eut contre-ordre; ses amis re-

doublèrent d'instances. « Vous me connaissez, objecta le prince. Comment pourrais-je vivre sans l'Opéra? » Et pourtant le *torrent* montait et grossissait sans cesse. Voici quelques détails donnés par Mme Elliott sur le vote du 19 janvier et sur la mort du malheureux prince : on verra si dans ses relations avec lui elle portait moins de franchise que d'abandon.

« Le jeudi 17 janvier, le duc d'Orléans et le duc de Biron se rencontrèrent chez moi. Depuis quelque temps, je voyais peu le premier. Je lui demandai ce qu'il pensait maintenant de cet épouvantable procès, et je lui exprimai l'espoir que jamais il ne s'approcherait plus de ces vils mécréans. Il me dit qu'étant membre de la convention, il était obligé de se rendre aux séances. « Comment, m'écriai-je, pouvez-vous rester là pour voir votre roi et votre cousin traîné devant ces forcenés, et qu'on ose l'insulter par de pareilles questions? J'aurais bien voulu y être, moi, à la convention : j'aurais retiré mes deux souliers, et je les aurais jetés à la tête du président et de Santerre pour avoir osé outrager ainsi leur roi et leur maître. » Je m'animais beaucoup, et le duc d'Orléans semblait irrité de son côté. M. de Biron lui fit quelques questions sur le procès. Je ne pus m'empêcher de dire : « J'espère au moins, monseigneur, que vous voterez pour la délivrance du roi. — Certainement, répliqua-t-il, et pour ma propre mort. » Je vis qu'il était blessé, et le duc de Biron dit : « Le prince ne votera pas. Le roi s'est toujours conduit très mal pour lui; mais il est son cousin, il se dira malade et restera chez lui samedi, jour de l'appel nominal qui décidera du sort du roi. — Monseigneur, m'écriai-je, je suis sûre que vous n'irez pas à la convention samedi. Je vous en conjure, n'y allez pas! » Il m'assura qu'il n'irait point, et que jamais il n'avait eu l'intention d'y aller..... Le samedi je me trouvais chez le duc de Biron, qu'on appelait alors le général Biron, à l'hôtel Saint-Marc, rue Saint-Marc, avec Dumouriez et Mme Laurent. Il était sept heures et demie du soir, et nous étions tous fort abattus. De demi-heure en demi-heure, on nous envoyait la liste des votans, et nous vîmes tous avec angoisse que beaucoup d'entre eux s'étaient prononcés pour la mort. Nous apprîmes ensuite qu'à huit heures le duc d'Orléans avait paru à la convention, ce qui nous surprit profondément. Je craignais beaucoup qu'il ne votât pour la réclusion, mais je n'appréhendais rien de pire. Cependant chaque liste devenait de plus en plus alarmante, jusqu'à ce qu'enfin la triste et fatale nomenclature nous parvint avec la condamnation du roi et le vote du duc d'Orléans. Jamais je n'ai éprouvé un tel saisissement. Nous étions tous dans les larmes et la désolation : le pauvre Biron lui-même, qui, hélas! était républicain, en eut presque une attaque. Un jeune homme qui était aide de camp du duc ôta son habit et le jeta au feu, disant qu'il rougirait de le reporter jamais. Il se nommait Rutaux; il était noble et natif de Nancy. C'était un excellent jeune homme, qui n'avait point émigré par affection pour Biron, bien que son cœur fût toujours avec les princes. Dès que ma voiture fut venue, je rentrai chez moi; mais chaque endroit me semblait désolé et taché de sang. Mes domestiques étaient consternés. Jusqu'alors je m'étais flattée que le duc d'Orléans n'était qu'égaré, entraîné par d'autres. Je jetai loin de moi tout ce qu'il m'avait donné, ne voulant rien conserver de ce qui lui avait appartenu...

« J'étais dans ma prison à Versailles quand, le 5 novembre, j'appris le sort de l'infortuné duc d'Orléans. Il serait superflu de dire tout ce que j'éprouvai à cette occasion. Je ne croyais même pas qu'il eût été ramené de Marseille à Paris. Je sais qu'il est mort avec courage. En deux heures de temps, il fut jugé, condamné, exécuté. Un de mes domestiques rencontra par hasard la charrette où il se trouvait dans la rue du Roule, près du Pont-Neuf. Il savait bien qu'elle portait des condamnés, mais il fut accablé quand il reconnut le duc d'Orléans. Il y avait très peu de monde dans les rues jusqu'au moment où l'on gagna le Palais-Royal, et alors le peuple se réunit et se pressa autour de lui. Personne n'avait encore la moindre idée que le duc eût été mis en jugement. On l'arrêta durant dix minutes sous les fenêtres de son palais. D'après ce que me raconta mon domestique, le prince avait cet aspect grave qu'on remarquait chez lui autrefois quand il sortait pour quelque cérémonie. Il était fort poudré et avait très bonne mine. Il avait les mains liées derrière le dos et l'habit rejeté sur les épaules. Son habit était gris clair avec un collet noir. Quand la charrette s'éloigna du Palais-Royal, il lança sur la foule un regard d'indignation. Il ne témoigna aucune émotion et portait toujours la tête très haute jusqu'au moment où la charrette tourna pour entrer dans la place Louis XV. Alors, voyant l'échafaud tout devant lui, il pâlit, mais sans changer d'attitude. Trois autres prisonniers étaient avec lui dans la charrette : une Mme de Kolly, d'une grande beauté, femme d'un fermier-général, — un député de la convention, nommé Coustard, du parti de la Gironde, et un serrurier du nom de Brouce, qui avait fait une clé pour mettre quelques papiers en sûreté. Il était près de quatre heures quand on atteignit l'échafaud, et il faisait déjà sombre. Le duc fut exécuté le premier pour qu'on pût montrer sa tête à la foule. Il s'élança sur l'échelle, regarda fixement tous ceux qui l'entouraient, aida lui-même le bourreau à dénouer sa cravate, ne proféra point une parole et ne fit aucune résistance. »

On a vu dans quels lieux Mme Elliott avait appris ce tragique dénoûment. On ne s'étonnera point qu'avec cette chaleur de sentimens et de langage dont elle nous a donné quelques indices, les prisons se soient promptement ouvertes pour elle. A vrai dire, elle ne se bornait point à bien penser et à bien parler, elle mettait non moins d'ardeur et de dévouement à bien agir. Rien n'est plus attachant que la relation de toutes ces vicissitudes d'une fortune si diverse. Le 10 août, elle recueille chez elle trois ou quatre soldats suisses à qui elle sauve la vie; puis, effrayée de l'état de Paris, elle s'évade la nuit pour se réfugier dans sa résidence de Meudon, où elle se traîne seule, et les pieds ensanglantés, ayant dû faire toute cette route pierreuse dans des souliers de satin blanc. Durant l'effroyable journée du 2 septembre, elle n'hésite pas à rentrer à Paris sur une communication secrète, que sa présence pourrait y être utile à une personne très malheureuse. Arrivée dans sa maison du faubourg Saint-Honoré, elle apprend qu'il ne s'agit de rien moins que de venir au secours du marquis de Champcenetz, gouverneur des Tuileries, que depuis le 10 août on poursuivait et traquait comme une bête fauve dans tout Paris. L'infortuné proscrit n'était nullement de ses amis : il s'était conduit fort mal envers le duc d'Orléans, qui l'avait beaucoup protégé et servi au début de sa carrière. Mme Elliott ne s'en applique pas moins à sauver les jours du marquis au péril extrême des siens. Jamais peut-être

victime ne fut arrachée à tant de dangers de mort avec plus de persistance, d'obstination et de présence d'esprit. Après avoir parcouru dans tous les sens les rues de Paris avec M. de Champcenetz, pour essayer de l'en faire sortir, elle se décide à le recueillir chez elle, malgré les inquiétudes que lui causait l'exaltation révolutionnaire d'une partie de ses gens. Tout à coup on lui annonce une de ces visites domiciliaires commandées dans toutes les sections de Paris. Il ne reste plus qu'une chance de salut : elle défait en toute hâte son lit, « qui était très grand, » cache le marquis entre les matelas, et se couche elle-même en faisant éclairer. A quatre heures du matin, la visite annoncée s'accomplit. Quarante forcenés se précipitent dans toute la maison, en parcourent tous les recoins, sondent tous les meubles à grands coups de baïonnette, et finissent par s'installer dans la chambre à coucher de la belle étrangère, qu'ils trouvent même tout à fait à leur goût. A force de courage, d'adresse, de sang-froid, Mme Elliott les décide enfin à s'éloigner, et le malheureux Champcenetz, qui étouffait de chaleur et d'angoisse, peut respirer un instant. Il n'était point au bout de ses alarmes, car on l'avait entrevu et reconnu la veille, et les poursuites dirigées contre sa personne continuaient dans tout Paris. Ce fut à la généreuse intervention du duc d'Orléans qu'il dut les moyens de quitter la France pour se réfugier en Angleterre. Mme Elliott devait, en 1815, le revoir encore une fois gouverneur du château des Tuileries.

Un tel acte de dévouement, et d'autres qu'on lui attribua, ne tardèrent point à lui rendre également insupportables le séjour de Paris et celui de Meudon. Chaque jour c'étaient des dénonciations, des perquisitions nouvelles. Enfin, pendant une visite domiciliaire où l'on avait beaucoup fouillé et beaucoup pillé aussi, on découvrit une lettre cachetée, à l'adresse de M. Fox, que lui avait envoyée de Naples un de ses compatriotes, sir Godfrey Webster : il n'en fallait pas davantage pour la convaincre, aux yeux de sa section, des manœuvres les plus perfides contre la révolution. A deux heures du matin, on l'entraîna à pied, entourée de soldats, d'abord à un corps de garde où elle passa la nuit, ensuite à la mairie voisine du Palais de Justice. Là, dans une étroite pièce, plus de deux cents prévenus étaient entassés, pour la plupart des femmes ou des gens de qualité. Il n'y avait que dix chaises, et durant les trente heures qu'elle y passa, on ne cessait de se trouver mal autour d'elle de fatigue et d'épuisement. A la fin, on l'interrogea sur la lettre; mais le cas était trop grave, et on la renvoya, toujours à pied, devant le comité de surveillance, aux Feuillans. Là siégeaient plus de quarante conventionnels, notamment Vergniaud, Guadet, et l'ex-capucin Chabot. Que contenait cette lettre? Évidemment c'était une conspiration royaliste. On ouvrit la lettre, mais personne ne savait un mot d'anglais : la prévenue fut obligée de traduire elle-même. Heureusement la lettre se trouva remplie d'éloges et d'admiration pour le mouvement révolutionnaire, et Vergniaud, qui dès l'abord s'était prononcé dans le sens de l'indulgence, insista pour la mise en liberté; mais Chabot restait convaincu qu'il y avait conspiration, et ne voulut pas se désister. Le courage de la malheureuse étrangère l'abandonna un instant. « Les pleurs ne nous font rien, s'écria le farouche défroqué. Si nous avions seulement les larmes répandues dans cette pièce, elles fourniraient de l'eau à toutes les maisons de Paris. »

Enfin Vergniaud l'emporta, et Mme Elliott put rentrer chez elle, mais pour y subir de la part de sa section des persécutions incessantes.

Arrêtée bientôt une seconde fois, elle fut conduite à Sainte-Pélagie, ce qui lui procura la connaissance de Mme Du Barry. Souvent celle-ci venait s'asseoir sur son lit pour lui raconter durant des heures entières des anecdotes sur le roi Louis XV et sur sa cour, et déjà la malheureuse laissait voir les angoisses qu'elle devait trahir plus tard sur l'échafaud. Ici Mme Elliott fait observer avec raison que si ces scènes violentes s'étaient plus souvent répétées, la foule eût été plus émue qu'au spectacle de l'impassible héroïsme généralement déployé alors, et eût peut-être mis plus tôt un terme à ces indignes exécutions. De Sainte-Pélagie, Mme Elliott fut conduite devant le comité de salut public, qui visitait alors les papiers du duc d'Orléans. Tout s'y passa bien, et elle fut de nouveau rendue à une mensongère liberté. Cependant les membres de sa section avaient juré sa perte et le lui dirent, si bien qu'elle s'évade encore de Paris pour réclamer son arrestation à Meudon, où les dispositions lui étaient moins hostiles. Par une pluie battante, on la conduit à Versailles dans une charrette, pour l'écrouer, trempée jusqu'aux os, dans la prison dite des Récollets. Elle y est renfermée dans une grande pièce, d'une saleté épouvantable, avec des condamnés dont les égaremens avaient été totalement étrangers à la politique. Rien de plus affreux que le régime de cette prison, si horriblement humide, que la plupart des prévenus y perdaient leurs dents : du pain d'orge, des harengs saurs; les jours de fête, des potages où la dépouille mortelle du cheval et de l'âne entrait comme élément principal. En revanche, on faisait aux Récollets des connaissances agréables. Un jour, notre belle prisonnière entre dans la chambre du geôlier, et y rencontre un jeune homme, beau, bien mis, qui buvait avec lui un verre de vin. On l'engage à se mettre de la partie, et elle n'ose refuser. Le jeune homme regarde sa montre et se lève. « Il faut le cultiver, s'écrie le geôlier, c'est le jeune Samson, et peut-être sera-ce lui qui vous coupera la tête. — Ce ne sera pas long, remarqua celui-ci en lui prenant le cou : vous êtes si fine et si mince d'ici, que je ne vous ferai pas languir, si c'est moi qui dois vous expédier. »

Elle ne devait cependant pas avoir recours aux bons offices du jeune Samson. Sous je ne sais quel prétexte, on la transfère un beau matin à Paris, au milieu des outrages de la populace, pour l'enfermer d'abord aux anciennes écuries de la reine, toutes remplies de malheureux prisonniers qui venaient de faire la route entière de Nantes à pied, et qui couchent à ses côtés sur la paille dans l'état le plus pitoyable. Alors tout était prison à Paris, pourvu que l'espace s'y trouvât, et pourtant l'espace manquait encore, car tout regorgeait de détenus. On trouve enfin à la placer aux Carmes, lieu célèbre par le massacre récent des prêtres et de l'évêque d'Arras. Là, quelle étrange réunion ! La duchesse d'Aiguillon, Mme Lamotte, M. et Mme de Custine qui s'aiment éperdument, M. et Mme de Beauharnais, longtemps séparés et qui se retrouvent au pied de l'échafaud, où lui seul pourtant devait monter; le général Hoche, très aimable; Santerre, plus empressé encore et toujours aux petits soins avec ses compagnons d'infortune. C'est aussi aux Carmes que Mme Elliott revoit la comtesse de Jarnac, dont elle parle souvent dans sa relation, et notamment pour avoir recueilli chez elle, au plus fort

de la tourmente, les deux jeunes enfans de la comtesse Archambaud de Périgord, la duchesse de Poix et le duc de Dino-Talleyrand.

Que de scènes lamentables et touchantes! que d'amitiés improvisées! que de passions naissantes interrompues par l'effroyable appel nominal! On se rapproche, on se resserre davantage en attendant celui du lendemain. Un jour, ce sont cinquante victimes que réclame l'échafaud; le geôlier lui-même s'étonne, quoique très jacobin. Au moment où on enlève ses prisonniers, deux malheureux se précipitent au bas de l'escalier et se donnent la mort; on en prend deux autres au hasard, car il faut absolument le compte rond des cinquante; M. de Beauharnais était du nombre. Quant à Mme de Beauharnais, elle ne témoignait pour son propre compte aucune inquiétude; une diseuse de bonne aventure de son pays lui avait prédit, après quelques journées d'épreuve, une destinée des plus éclatantes. Aussi plus tard Mme Elliott la revit-elle un jour au moment où elle venait d'ôter une robe bleu et argent d'une rare magnificence; le matin même, elle s'était mariée à la municipalité. « Le général Buonaparte! s'écrie son amie; comment donc avez-vous pu épouser un homme avec un nom aussi affreux? » Barras le lui avait conseillé, et d'ailleurs c'était dans l'intérêt de ses enfans. En définitive, il paraîtrait que les détentions diverses de Mme Elliott ont duré environ dix-huit mois. L'éditeur dit qu'elle rentra en Angleterre à la suite de lord Malmesbury, après la conclusion de la paix d'Amiens; mais ici il y a probablement une erreur. Ce n'est plus lord Malmesbury, c'est lord Cornwallis, qui représenta l'Angleterre aux négociations d'Amiens : celles qui furent confiées à lord Malmesbury, et qui demeurèrent infructueuses, datent de 1796, et c'est dès lors sans doute que Mme Elliott retourna dans son pays. Peu après, un ami du prince de Galles, l'ayant rencontrée dans les environs de Londres, piqua très vivement la curiosité de ce dernier en lui annonçant qu'il avait vu une apparition d'outre-tombe, plus belle que jamais. Ravi de cette nouvelle inespérée, le prince fit mander sur-le-champ la charmante ressuscitée, et leurs anciennes relations se renouèrent. Elle retourna en France en 1814 et mourut pendant la restauration à Ville-d'Avray.

Mis quelque peu à l'aise, je l'avoue, par le dédommagement de 12,000 livres sterling que s'était fait allouer sir John Elliott, comme nous l'avons vu dès l'abord, je me suis franchement laissé aller à l'intérêt que m'a inspiré non-seulement le récit de Mme Elliott, mais sa personne, ses sentimens et son généreux dévouement. Femme avant tout, et femme très passionnée, elle enveloppe dans une malédiction commune tous ceux qui aux degrés les plus différens ont pu entrer dans le mouvement ou les idées de 89. Il me serait impossible notamment de citer les termes plus que familiers qu'elle applique à M. de La Fayette, auquel elle se plaît à attribuer personnellement tous les malheurs survenus à la famille royale durant et après les tristes journées des 5 et 6 octobre. On ne raisonne point avec une passion féminine exaltée et surexcitée à ce point. Néanmoins je serais curieux de savoir si ceux qui ont donné à la « fière Écossaise » les tristes détails du retour de Versailles lui en ont rapporté un incident souvent raconté depuis : au moment où M. de La Fayette traversait l'Œil-de-Bœuf, un courtisan, laissant éclater ces aveugles préventions que Mme Elliott n'était point seule à nourrir, s'écrie : « Voilà Cromwell! — Monsieur, répond le général, Cromwell ne serait pas venu tout seul. »

On a pu le voir au reste, l'ouvrage de Mme Elliott n'est pas de ceux qui donnent prise à la critique, ou plutôt il y échappe à force de la braver. Si l'on ne peut lire sans émotion ce qu'elle raconte des événemens dont elle a failli devenir victime, personne ne voudra demander à ce récit des jugemens sérieux et équitables sur la situation de la France durant cette terrible époque. On ne peut signaler ici de telles appréciations que pour se défendre d'y adhérer, tout en rendant justice à ce que les sentimens personnels de l'écrivain ont incontestablement d'élevé et de généreux. Venue en France pour y chercher librement les plaisirs enivrans de la plus brillante ville du monde, Mme Elliott n'y trouve bientôt que la persécution et la ruine. Comment n'aurait-elle point maudit ceux qui lui semblaient les auteurs de cette catastrophe, oubliant que la monarchie avait elle-même convié les représentans des nouvelles idées à tenter la reconstruction de l'édifice social? Dans la mesure de ce qu'il est raisonnable de lui demander, le livre de Mme Elliott contient après tout des informations qu'il n'est pas permis de dédaigner, et qui s'accordent singulièrement avec les récits des témoins plus accrédités encore que j'ai eu l'occasion d'interroger tant de fois; tous ceux qui s'intéressent à la plus mémorable époque de notre histoire trouveront en définitive plaisir et profit à cette lecture. Cte DE JARNAC.

LES ARYAS PRIMITIFS.

Les Origines indo-européennes ou les Aryas primitifs, etc., par Adolphe Pictet (de Genève), 1re partie; 1 fort vol. grand in-8o, Cherbuliez, Paris et Genève 1859.

Il est impossible de songer sans émotion aux époques reculées où commencèrent à s'agiter dans les profondeurs de l'Asie centrale les tribus émigrantes qui allaient se déverser sur l'Orient et sur l'Occident. Ces peuples, que l'histoire ne devait pas connaître avant leur dispersion, étaient les Aryens primitifs. Ils se séparèrent d'abord en deux branches, l'une qui descendit vers l'Inde, l'autre qui s'arrêta dans la Perse. Pasteurs plutôt que guerriers, les Aryens marchèrent librement à la découverte des beaux climats et des riches pâturages. Un instinct irrésistible les poussait en avant. Ils s'élançaient avec espérance vers les régions inconnues, confians dans l'avenir que la Providence leur réservait. N'étaient-ils pas appelés en effet à dominer un jour sur la presque totalité du globe? Tandis que les deux rameaux hindou et iranien s'étendaient en Asie, d'autres migrations successives et multipliées portaient dans toute l'Europe, par l'Hellespont et par le Pont-Euxin, des masses de peuplades appartenant à la même famille. Les plateaux de la Haute-Asie continuaient de peupler le monde; mais il y avait dans ces derniers rejetons de la race âryenne une énergie sauvage, une impétuosité violente qui contrastaient avec le calme et la sagesse du vieil Orient. Il était donc difficile de supposer que les Barbares devenus la terreur de Rome fussent les frères de ces autres peuples chez lesquels les anciens avaient puisé les premières notions des sciences, de l'industrie et du commerce.

Les Barbares venaient de l'Asie; on les voyait se pousser, comme les flots

d'une mer agitée, depuis le Caucase jusqu'à travers les Gaules. Ils sortaient d'une région froide et cherchaient le soleil; mais le nom que portait cette patrie lointaine, ils l'avaient oublié pendant un long voyage qui avait duré des siècles. De leur côté, les peuples établis dans la Perse, et ceux qui s'étaient répandus dans l'espace compris entre l'Himalaya et l'Indus, ne se rappelaient plus leur commune origine. Les premiers croyaient être nés dans l'Iran, où leur civilisation s'était développée sans effort; les seconds, ayant voyagé plus longtemps et rencontré plus d'obstacles en chemin, avaient gardé un vague souvenir de leur ancienne patrie. Aux heures de découragement et d'épreuve, la terre inhospitalière dont ils s'étaient éloignés sans regret, et qu'ils fuyaient toujours, leur apparaissait comme une terre sacrée vers laquelle ils se reportaient avec respect et attendrissement. Environnés de peuplades sauvages, au teint noir, dont ils redoutaient les attaques, les Aryens de l'Inde, pour s'encourager dans leur entreprise, invoquaient les dieux de leurs ancêtres, et offraient des libations aux divinités tutélaires selon les rites traditionnels. Dans les jours de triomphe et de prospérité, le pays des aïeux demeurait encore pour ces mêmes peuples celui des hommes forts et respectables, à la tête desquels ils plaçaient les patriarches, les chefs de tribus, sortes de demi-dieux qui avaient vécu dans l'âge d'or. Les émigrans âryens, isolés au milieu de régions inconnues où tout était nouveau pour eux, où tout dans la nature, excepté l'homme, paraissait magnifique et grandiose, se considéraient eux-mêmes comme une race privilégiée, supérieure aux races autochthones, et destinée à imposer à celles-ci sa langue, ses mœurs et ses croyances. Lorsque ces mêmes Aryens, descendus des froids plateaux de l'Asie centrale, et marchant toujours depuis des siècles, se furent choisi sous les plus chaudes latitudes une nouvelle patrie, le souvenir de l'autre s'effaça peu à peu de leur esprit. Leurs livres sacrés en gardèrent la mention, ou plutôt on reconnut, en étudiant ces textes anciens, que les Hindous avaient dû vivre sous des climats plus sévères; mais quelle route ils avaient suivie dans leur migration, quel avait été leur point de départ, eux-mêmes ne le savaient plus. Toutefois ces Aryens de l'Inde, qui ne montraient nul souci de la science historique, conservaient une langue antique, et cette langue devait servir à éclairer en partie les questions ethnographiques les plus importantes et les plus dignes d'intérêt.

Pour que l'Europe arrivât à percer les mystères de sa propre origine, il a fallu que les rameaux de la grande famille âryenne se fussent étendus sur tout l'ancien monde; il a fallu aussi que les derniers civilisés d'entre ces peuples sortis de l'Asie devinssent les premiers dans la science. Enfin il a été nécessaire que l'érudition, remontant au-delà de l'antiquité grecque, osât interroger les monumens primitifs, ceux-là mêmes dont il ne reste que des débris. C'est ainsi que le temps a fini par dissiper les nuages qui s'étaient accumulés durant tant de siècles. Au moment où tous les peuples civilisés tendent à se rapprocher, au moment où les plus arriérés et les plus récalcitrans sont contraints, bon gré, mal gré, d'entrer en communication avec le reste du monde, la science philologique découvre et affirme que la plupart des préjugés de races portent à faux. Elle fait toucher du doigt les liens de parenté qui unissent tant de nations voisines ou éloignées les unes des autres. Il est dit dans l'Évangile : « Les derniers seront les premiers. »

Et cette grande parole s'applique aux peuples comme aux individus. Les Celtes aussi bien que les Grecs, les Germains et les Slaves comme les Romains, appartenaient à cette race âryenne, à cette race asiatique qui s'écoula sur l'Europe par couches successives, avec ses aptitudes variées, son esprit d'entreprise, son imagination mobile et ses instincts rêveurs. Établis de bonne heure sur les belles plages qu'ils devaient illustrer, les Hellènes avaient eu le temps de développer leur civilisation, d'atteindre à la perfection dans les arts et dans la poésie, et même d'arriver à l'âge de la décadence avant que le flot des migrations eût cessé de jeter derrière eux et de pousser lentement à travers les forêts de l'Europe septentrionale, sur les îles sauvages et lointaines, d'autres peuples d'origine âryenne, grossiers et turbulens. Quand les espaces vides qu'il restait à peupler furent remplis, ces hordes se heurtèrent violemment, avec fracas; les plus jeunes réagirent contre les plus anciennes, et la civilisation romaine, qui avait succédé à la civilisation grecque en l'imitant, fut humiliée à son tour par les Barbares. Le christianisme, qui soumit successivement à sa loi toutes les nations de l'Europe, arrêta les guerres sanglantes dans lesquelles les peuples de même race se déchiraient impitoyablement. La barbarie fit place à une civilisation moins brillante à son début, mais plus complète que l'ancienne, plus morale, et qui reposait sur une base à la fois plus large et plus solide. Peu à peu les fils des Barbares, conquis et domptés par l'Évangile, empruntèrent aux sociétés anciennes le goût des arts, des sciences, de l'industrie, tout ce qui avait donné de l'éclat aux nations de l'antiquité. Cette initiation, qui étonne au premier abord, fut d'autant plus facile aux peuples de l'Europe moderne, qu'ils portaient en eux le germe des mêmes aptitudes : sous leur rude enveloppe couvait ce génie expansif qui deux fois déjà, d'Athènes et de Rome, avait rayonné sur l'ancien monde.

L'histoire des premiers siècles de notre ère assignait, il est vrai, une origine commune aux hordes qui étaient arrivées en Europe par la même route; elle montrait les Barbares sortant de l'Asie à diverses époques pour se fixer, le plus souvent d'une façon passagère, sur les bords du Danube, dans les steppes de la Hongrie, ou dans les forêts de la Germanie et des Gaules. Quant aux langues que parlaient ces Barbares, on ne s'en inquiétait guère ni à Byzance ni à Rome. On avait reconnu entre plusieurs de ces idiomes une certaine similitude; mais qui soupçonnait alors qu'il pût exister entre le langage des Athéniens et celui des Germains, entre la langue de Virgile et celle dont se servaient les pêcheurs finnois, des affinités quelconques? Ces affinités, plutôt latentes que manifestes, on a commencé à les deviner en Europe il y a tout au plus un demi-siècle, et pour les établir d'une manière victorieuse, les savans ont dû se rendre maîtres de deux langues asiatiques marquées au coin de la plus haute antiquité; mais ces deux langues anciennes, qui se ressemblent sans être identiques, ne dérivent-elles pas elles-mêmes d'une langue-mère qui aurait été parlée par un peuple aïeul de tous ceux qui emploient des idiomes dans lesquels on retrouve des mots empruntés à la même source?

Telle est la question que M. Adolphe Pictet s'efforce de résoudre dans l'ensemble du grand ouvrage dont il a publié la première partie, et qui a pour titre *les Origines indo-européennes*. Les deux langues sœurs dont nous ve-

nons de parler sont le sanscrit et le zend. La première, qui ne se parle plus, s'écrit encore, et dans ce sens on peut dire qu'elle vit toujours. Il n'en est pas de même du zend, la langue des anciens *Parses*, dont la reconstruction, véritable conquête philologique, n'a pu s'opérer que par une série de travaux dus à des critiques européens. Commencée par Anquetil du Perron avec un zèle admirable, cette entreprise fut poursuivie avec un rare succès par M. Eugène Burnouf, qui sut y apporter la sagacité et la sûreté de coup d'œil dont ses beaux et importans travaux offrent tant d'exemples. Une fois admis le lien de parenté qui unit le sanscrit au zend, la langue des mages à celle des brahmanes, on a été conduit à cette conclusion, qu'il a existé une langue-mère primitive, et par conséquent aussi un peuple, de pure race âryenne, qui la parlait. Dans la première partie de son vaste travail, M. A. Pictet ne s'occupe que de rechercher cette langue antique, et pour la recomposer, il compare entre eux toute une classe de mots appartenant au sanscrit, au zend, au persan moderne, au grec, au latin, et aux idiomes germaniques, celtiques, etc., qui peuvent se rapporter au même radical. A cet appel fait aux langues de tant de nations obscures et illustres, anciennes et modernes, qui ont vécu ou vivent encore dans l'espace immense compris entre l'Himalaya et l'Armorique, les glaces de la Scandinavie et l'Océan-Indien, le Golfe-Persique et la Méditerranée, on voit paraître des mots évidemment nés de la même racine, et qui portent tous les caractères d'une incontestable fraternité. En lisant le résultat de ces patientes investigations, qui nous ramènent tous à une origine asiatique et nous classent nous-mêmes dans la grande famille âryenne, on se sent pris de respect pour les vieux idiomes de l'Europe à peine connus, et dont chaque année enlève quelque débris. Ce sont eux qui conservent les plus précieux témoignages de cette antiquité vénérable dont nous pourrions nous vanter aussi bien que les brahmanes, si nous ne trouvions dans la civilisation moderne des titres plus glorieux au respect des nations asiatiques. Mais, ne l'oublions pas, c'est l'existence d'un peuple *pré-historique*, d'un peuple âryen pur de tout mélange, inconnu à la tradition, mais révélé par la science philologique, que M. A. Pictet se propose d'étudier et d'évoquer même, en comparant avec soin les langues indo-européennes. Pour donner une idée nette de ce travail de reconstruction entrepris sur une si large échelle, il n'a pas craint de nommer son ouvrage un *Essai de Paléontologie linguistique.*

Certes voilà un titre peu attrayant et mieux fait pour éloigner les lecteurs que pour les séduire. Il s'agit donc de prendre un radical fossile et de recomposer à l'aide de ce fragment un mot qui peut-être n'est plus en usage! A cette question, l'auteur répond sans se troubler : « ...Les mots durent autant que les os, et de même qu'une dent renferme implicitement une partie de l'histoire d'un animal, un mot isolé peut mettre sur la voie de toute la série d'idées qui s'y rattachaient lors de sa formation. » Cette affirmation est de celles qui surprennent tout d'abord et éveillent la défiance du lecteur. Cependant nous croyons devoir le rassurer pour plusieurs raisons : d'abord l'ouvrage que l'auteur offre maintenant au public est le résultat d'études persévérantes qui l'ont occupé pendant bien des années. En second lieu, M. A. Pictet développe avec clarté la méthode qu'il a suivie dans la comparaison des radicaux et des dérivés, méthode prudente et qui convient aux

esprits sérieux toujours en garde contre les conjectures hasardées. Enfin cet *essai de paléontologie linguistique* n'a point pour but d'exposer un système sorti tout d'une pièce du cerveau de l'auteur. Il nous semble que M. A. Pictet s'est dit : Il est temps de rattacher à un plan général les découvertes que les savans d'Europe, ceux d'Allemagne surtout, ont faites en tous sens dans le domaine de la philologie. Les mots sans nombre appartenant aux langues de l'Inde, de la Perse, et à toutes celles de l'Europe ancienne et moderne qui offrent entre eux des rapports certains, attestent entre les peuples qui les parlent une origine commune : faisons comme le mineur qui, après avoir remarqué des parcelles d'or dans tous les cours d'eau d'une même vallée, remonte pour trouver le pur filon du précieux métal jusqu'au sommet de la montagne perdu dans les nuages.

M. A. Pictet remonte en effet jusque dans la nuit des temps; mais si la vue vient à lui faire défaut, il touche du doigt les radicaux, qu'il explique, et il rend sensible à tout lecteur attentif la transformation qu'a subie dans ses longs voyages un petit mot, symbole d'une grande idée. Prenez un radical qui commence par une consonne d'une prononciation équivoque, un *h* par exemple, et vous verrez ce mot, courant à travers le monde, éprouver tant de vicissitudes qu'à chaque nouvelle étape on croit qu'il a péri. Il n'en est rien; chaque peuple l'a marqué du sceau de son accentuation plus ou moins rude, mais il vit toujours. Ainsi l'hindou appelle l'hiver, la gelée, *hima;* l'ancien perse disait *zima,* dont le perse moderne a fait *zam, zamistân,* hiver, et *zimistâni,* hivernal ; le boukhare, le kourde, l'afghan et l'ossète ont gardé ce mot à peu près intact sous la forme de *zimestân, zerestân, zemei, zimag.* Les Grecs, qui se rapprochent volontiers de la prononciation iranienne, ont appuyé sur le *z* persan ; ils ont dit χεῖμα, tandis que les Latins sont demeurés plus près du sanscrit dans *hiems,* qu'il est impossible de ne pas reconnaître pour un dérivé de *hima.* Dans les langues celtiques, c'est le *g* qui remplace l'*h ;* les gutturales devaient avoir un rôle marqué chez ces peuples un peu rudes, dont le bruit de la mer battant les rochers rendait l'ouïe moins délicate. Maintenant retournons au centre de l'Europe septentrionale pour redescendre ensuite vers la Méditerranée, nous retrouvons dans le lithuanien, le bohême et l'illyrien la prononciation *zem, zema, zima* et *sima.* Les langues germaniques, on a pu le remarquer, n'apportent point leur contingent de dérivés au radical âryen *hima ;* mais *hima* exprime plutôt l'idée de neige éclatante et brillant aux rayons du soleil sur les pics des montagnes que celle d'un froid rigoureux et qui glace. Or le sanscrit possède un radical stérile à la vérité et sans dérivé, *çrind, frigidum esse,* d'où l'on peut tirer *vint-rus, vet-r, wint-er,* qui sont les noms de l'hiver dans le gothique, le scandinave, l'anglo-saxon, etc. Ainsi se retrouveraient vivans et bien conservés dans certains idiomes de l'Europe des radicaux âryens usés dans les langues âryennes de l'Asie, et morts depuis plus de trente siècles! Pourquoi le mot que nous venons de citer a-t-il cessé de produire des dérivés en sanscrit? Peut-être parce que les Aryens de l'Inde, en s'éloignant des régions septentrionales, ont perdu peu à peu la sensation du froid rigoureux, de l'hiver long, pénible, que ne leur rappelait guère l'aspect lointain des blancs sommets de l'Himalaya.

En étudiant de plus près ces petits mots qui ont disparu ici pour repa-

raître ailleurs, on arriverait à fixer approximativement l'époque des migrations de certains peuples et à connaître à quelle branche de la famille âryenne il convient de les rattacher; mais ce sont là des hypothèses hardies qu'on ne pourrait encore asseoir sur des bases solides. Ce qu'il y a de plus certain, c'est qu'un mot vieilli a été jeune; si la nation qui l'employait l'a mis au rebut, c'est que l'objet représenté par ce son ne frappait plus ses regards. Les débris du langage ne prouvent-ils pas aussi bien que les ruines d'un édifice couché dans la poussière l'existence d'un peuple disparu? Pour recomposer le langage *pré-historique* cherché par M. A. Pictet, il faut interroger tous les idiomes, et recueillir tous les fragmens, toutes les pierres qui peuvent se rapporter à l'ancien édifice. Quand le langage aura été trouvé, en partie du moins, on entendra parler ce peuple âryen primitif, antérieur à l'histoire, mais sans le voir encore. Par son langage cependant, on pourra juger de la nature de ses impressions et de ses idées; on reconnaîtra dans quel milieu la Providence l'avait placé, quelles étaient ses joies, ses peines, ses espérances, ce qu'il redoutait et ce qu'il aimait. Par induction, on arrivera à lui assigner sa véritable patrie, puis à comprendre les habitudes de sa vie, enfin à percevoir nettement sa physionomie. L'être fossile retrouvera ses muscles et sa chair, se revêtira de sa peau, et il se montrera debout dans la perspective lointaine des siècles écoulés : ce sera là un résultat magnifique. Pour savoir si M. A. Pictet a touché le but qu'il se propose, il faut attendre que la seconde partie de son ouvrage soit publiée. Nous n'avons encore sous les yeux que la *paléontologie linguistique*, c'est-à-dire le travail préparatoire, la plus aride moitié de ce grand essai. Malgré son aridité inévitable, cette longue et consciencieuse étude éveille tant de pensées et fait naître tant de réflexions, qu'elle se recommande à tous les esprits attentifs. N'est-il pas intéressant de savoir d'où l'on vient, quelle place on occupe dans la grande famille humaine? En considérant la marche suivie par les peuples de l'Europe, qui sortaient de régions lointaines où nulle lumière ne brillait pour arriver aux lieux que devaient éclairer le christianisme et la civilisation, on admire la sagesse divine et on a foi dans la destinée des nations que la Providence, avec une bienfaisante sollicitude, a retirées du milieu des ténèbres. Ce point de vue n'est pas étranger aux convictions que professe M. A. Pictet dans ses *Origines Indo-européennes*. Le peuple pré-historique dont il poursuit la découverte en recomposant son langage ne sera point un défi jeté aux traditions bibliques. L'assurance que l'auteur nous en donne lui-même nous rend plus sympathique encore à son entreprise, et nous croyons, avec beaucoup de gens sensés, que la science, pour se faire écouter, n'a pas besoin d'être systématique et agressive.

TH. PAVIE.

REVUE DRAMATIQUE.

Depuis quelque temps, la mode est venue de donner à certaines œuvres dramatiques le titre de *pièce*. Si cette nouvelle appellation est assez vague, elle n'en est pas moins ambitieuse. Que faut-il voir dans une *pièce?* Une sorte de composé hybride des lazzis du vaudeville, des railleries et des ana-

lyses satiriques de la comédie, des sombres accidens du drame. Est-ce une révolution dans l'art que l'on tente ainsi d'accomplir? Il est permis de douter qu'en liant dans un seul faisceau la batte d'Arlequin, la verge de Thalie et le poignard de Melpomène, on réussisse à composer un sceptre pour la muse dramatique moderne. Cependant, si même l'on admet comme possible une certaine transformation dans les genres, serait-il pour cela nécessaire de renoncer à l'ancienne division théâtrale, comédie d'une part, de l'autre tragédie ou drame? Une comédie n'est pas forcément une œuvre qui fasse rire, et je ne vois pas ce que *Tartufe* et *le Misanthrope* par exemple offrent de si plaisant. On peut aller plus loin et soutenir que la comédie demeure dans ses véritables limites alors même que le développement de la passion et les ressorts d'une action logique veulent qu'on y voie succomber quelque personnage sous le poids des influences morales. La comédie serait donc l'étude infinie des sentimens et des caractères mis en contact avec les faits de la vie commune. Le drame, qui sacrifie les personnes aux événemens, serait contenu dans le cercle bientôt parcouru des aventures et des combinaisons toutes matérielles d'accidens uniquement destinés à surprendre.

Quelle place dans cette classification assigner à la nouvelle *pièce* de M. Mario Uchard? Elle appartient à un genre factice qu'il n'est pas très facile de définir. Cette obscurité provient peut-être autant des réelles qualités de l'auteur que de certains défauts qui sautent aux yeux tout d'abord. Les œuvres de M. Uchard témoignent jusqu'à présent d'un véritable tempérament dramatique, mais c'est à ce tempérament même, encore à l'état d'instinct, que l'auteur de *la Seconde Jeunesse* doit sans doute de rechercher les procédés artificiels au détriment de la simplicité et de la vérité, qui forment pourtant la base de ses conceptions. Il est rare qu'une balance exacte s'établisse entre deux tendances aussi opposées, et c'est la prédominance un peu fortuite de l'une ou de l'autre qui a fait tantôt accueillir avec faveur *la Fiammina*, tantôt repousser *le Retour du Mari*. *La Seconde Jeunesse* est une œuvre très défectueuse, et pourtant c'est une œuvre vivante; les situations en sont vraies et frappantes, et pourtant elles ne sont qu'indiquées : en un mot, la pièce est bien distribuée, mais elle n'est pas faite. A quoi cela tient-il? Devons-nous en chercher la raison dans les obstacles qui ont pu être apportés aux modifications jugées nécessaires par l'auteur? On peut et on doit sans doute tenir compte de ces empêchemens, puisqu'ils ont reçu en quelque sorte une publicité officielle; mais il est aussi permis de penser que, tout en améliorant l'œuvre, certaines coupures et certains développemens nouveaux n'eussent pas modifié ce que la représentation met suffisamment en lumière, à savoir l'esprit du drame et le plan dans lequel il a été conçu.

Le sujet de *la Seconde Jeunesse* est vrai, il est puisé tout entier dans nos mœurs. M. de Lirmay, un homme du monde, un de ces agréables compagnons que nous coudoyons tous les jours, sans grandes vertus ni grands vices, se prend à cinquante ans d'une de ces passions violentes dont l'individu peut quelquefois s'enorgueillir, parce qu'elles font surgir en lui des facultés qu'il ne se connaissait pas et qu'elles lui révèlent des jouissances ignorées, mais que la société a le droit de condamner lorsqu'elles ne peu-

vent se manifester sans porter atteinte aux devoirs les plus sacrés et les plus impérieux. M. de Lirmay n'a pas sacrifié seulement à cet amour sa fortune et le bonheur domestique, il lui a sacrifié aussi la fortune et l'honneur de sa famille : Renée était en effet une jeune fille confiée à sa garde et qui vivait dans sa maison. M. Uchard a su tout d'abord rendre sympathique ce dernier personnage, qui n'appartient ni par ses paroles, ni par ses actes, à la race avide des femmes perdues. Sans doute Renée a trahi les devoirs de l'hospitalité, elle s'est laissé séduire par le mari de sa bienfaitrice; mais jusqu'à quel point pouvait-elle résister à cette séduction? Jusqu'à quel point une jeune fille pauvre et isolée, à qui son éducation a donné le goût du luxe, qui ne serait pas femme si, dans une position presque humiliante, elle ne se sentait mordre par la jalousie et la vanité, pouvait-elle se refuser à la secrète satisfaction de ses désirs, alors qu'elle s'y voyait sollicitée par celui-là même qui eût dû la préserver?

Au moment où la pièce s'ouvre, l'oubli des devoirs mutuels est déjà suivi, chez la jeune fille, de repentir et de dégoût; pour M. de Lirmay, il est accompagné de la ruine, qui est imminente et que tout à l'heure il ne pourra plus cacher. C'est alors qu'un parent de Renée, celui qui l'a confiée autrefois à Mme de Lirmay, et qui, pour lui gagner une fortune, s'est volontairement expatrié, apprend à son retour d'Amérique le déshonneur de celle qu'il aime. Deux scènes, très vives et très bien faites, se succèdent : dans l'une, Julien, calme et digne, vient reprocher à Renée la honte dont elle s'est couverte et l'ingratitude dont elle a payé son dévouement; dans l'autre, Renée, frémissante et ayant horreur d'elle-même, repousse M. de Lirmay et lui déclare qu'elle ne le connaît plus. En vain celui-ci prie et pleure, en vain s'écrie-t-il que cet amour qui lui est enlevé, c'est sa jeunesse qui s'en va pour ne plus revenir désormais : sa maîtresse demeure inexorable.

A de pareilles fautes, le repentir ne suffit point; elles exigent une sérieuse expiation, et tel est le but que poursuit la seconde moitié du drame de M. Mario Uchard. Julien exige de Mme de Lirmay le nom du séducteur de Renée. A son trouble, il croit d'abord que c'est de son fils qu'il s'agit, lorsqu'il comprend bientôt que c'est au mari et au père qu'il doit demander une sanglante réparation. Et maintenant celui-ci arrive, le malheureux! courbé sous le désespoir d'une passion qui ne sait plus où se prendre et sous un désastre connu aujourd'hui de tout le monde. Il lui faut subir les remontrances doucereuses de ses amis, les reproches plus amers de son gendre, de sa fille, dont il a compromis la dot, et, douleur plus poignante peut-être, la muette résignation de sa femme, dont il n'a point épargné la fortune. Devant un pareil malheur, devant le pardon accordé au mari par l'épouse offensée, Julien peut-il forcer M. de Lirmay à se battre avec lui, et s'il ne le peut pas, où sera la réparation, où sera la *moralité* de la pièce? Elle est tout entière là où elle devait être, dans l'hommage rendu à Mme de Lirmay, aux pieds de laquelle Julien humilie Renée, et quand celle-ci, après un tel effort, se relève presque purifiée, qui oserait contester à Julien le droit de sauver complétement celle qu'il aime en lui criant : « Je t'épouse! » Ce cri, quoi qu'on en ait dit, n'éclate pas comme une note discordante, et ce n'est point un effet combiné contre nature pour les besoins du dénoû-

ment. Sans doute le mot aurait pû ne pas être prononcé, mais il est dans la logique et dans la raison; il a pu surprendre peut-être quelques auditeurs, mais ceux dont il a brisé les oreilles ignorent sans doute que, dans la littérature comme dans la vie réelle, la passion et le dévouement sont au-dessus de tous les intérêts humains. Et d'ailleurs on peut être indulgent, car dans les œuvres d'imagination même il est aujourd'hui si rarement permis au cœur de ne pas calculer ses inspirations!

Certes voilà toute la pièce de M. Mario Uchard, voilà du moins les traits qui intéressent et qui frappent; j'ai passé sous silence les scènes intermédiaires, molles, vides, inutiles. J'ai cité les personnages indispensables à l'action, mais j'ai omis tout autant de masques épisodiques, de comparses inintelligens, que l'éducation dramatique de M. Uchard lui fait admettre et regarder comme nécessaires, parce qu'il cherche à satisfaire le goût du public pour toute espèce d'intermèdes, parce qu'il croit le succès d'une pièce impossible, si elle n'est égayée par la présence d'une figure comique ou bizarre. Et même des personnages sérieux, aucun n'est véritablement individuel. Sauf M. de Lirmay, dont le propre est précisément de représenter un caractère faible et indécis, tous les autres n'ont rien qui les distingue, et ne doivent un peu d'originalité qu'aux artistes qui les interprètent. Il n'y aurait pas même besoin de les désigner par leur nom, des appellations abstraites suffiraient: c'est la mère, c'est le gendre, c'est la fille séduite, c'est l'amant. Le mérite de *la Seconde Jeunesse* est dans la manière dont le drame est posé et dans l'agencement des scènes principales; il est aussi dans le sujet, qui nous transporte hors du monde interlope et des intérêts matériels, dans le domaine de l'analyse et de la passion. La composition est bonne, l'œuvre nous intéresse et nous émeut: que lui manque-t-il donc pour être une véritable comédie? Le style, et cela seulement, car c'est par le style que les personnages indécis de l'ébauche se limitent, se définissent et deviennent des caractères.

A l'Odéon, la pièce de MM. A. Rolland et Ch. Bataille, *un Usurier de Village*, est un pur mélodrame, et encore un mélodrame en sabots et en haillons. J'ignore quel intérêt peut s'attacher à des horreurs d'aussi bas étage. Il est possible qu'elles existent dans la réalité; est-ce toutefois une raison suffisante pour les reproduire dans une œuvre d'art? Acceptons-les un moment, et voilà que la manière dont elles sont présentées nous les fait immédiatement repousser. Je cherche vainement dans ce milieu rustique quelque chose de naturel et de simple; il est des crimes grossiers qui ont eux-mêmes, je le suppose, une certaine naïveté. L'action ici est au contraire portée sur des combinaisons violentes qui se dénouent par les moyens les plus vulgaires. Mais que dire des personnages? Sont-ce des paysans? N'est-ce pas plutôt de vieilles marionnettes oubliées dans la boîte du romantisme, et dont on a voulu faire passer les manteaux et les pourpoints râpés pour des haillons de bon aloi? Il y a néanmoins dans ce mélodrame une figure intéressante et bien étudiée, celle de l'usurier; encore les Machiavels de village sont-ils autrement habiles! — Il faut assister quelquefois à de pareils spectacles pour apprécier d'une manière convenable (l'esprit se pervertit si aisément!) la vérité, la raison et la mesure. Voici *Marguerite de Sainte-*

Gemme, l'œuvre d'un grand romancier, dont le génie est sans contredit plus à l'aise dans les longs développemens où la passion se débat, dans les éloquentes descriptions où se déroulent les vastes paysages et les horizons infinis, que dans le dialogue vif et précis, le jeu serré d'une action dramatique. La pièce que le romancier produit aux heures de loisir n'est peut-être pas un modèle pour la scène; il lui manque, dira-t-on, ce je ne sais quoi qui distingue la phrase destinée à être prononcée sur les planches de celle qu'il faut méditer sur le livre et qu'on peut épeler lentement. Cependant écoutez, un parfum s'échappe de ces harmonieuses périodes, qui nous pénètre et nous récrée; le sujet fût-il banal, l'écrivain le traite avec une originalité qui le renouvelle, et il lui donne l'unité, cette précieuse condition de toute œuvre d'art. Avec ces personnages, qu'un auteur maladroit eût fait mouvoir comme des mannequins, le style compose de véritables caractères. Je cherche vainement ce qui, en dehors d'un parfait agencement scénique, manque à la comédie de Mme Sand, comédie véritable cette fois, car elle possède tous les élémens nécessaires, caractères, situations, analyse.

Marguerite de Sainte-Gemme est une figure très sympathique et très touchante de belle-mère que nous retrouvons dans un des derniers et des meilleurs romans de Mme Sand, *Mont-Revêche*. Quoique tracée avec la même délicatesse, Marguerite ne ressemble pas entièrement à Olympe Dutertre: c'est la même raison et le même cœur, mais avec plus de force et plus de raisonnement. Celle-ci succombe aux blessures morales qu'elle reçoit du petit monde sur lequel elle règne, l'autre gouverne sa maison avec une ferme et douce autorité, avec un bon sens légèrement impérieux. Marguerite de Sainte-Gemme s'oppose d'abord au mariage du fils de son mari avec une jeune orpheline qu'elle soupçonne de tromper la bonne foi de ce candide et impétueux enfant. Quand elle voit qu'elle s'est trompée, qu'elle est obligée de défaire son ouvrage, et que pour cela il lui faut se dévouer et presque se compromettre, elle le fait avec une abnégation ferme, qui émeut souverainement, et qui inspire à celui qui l'a outragée une respectueuse admiration. Tout est là, dans l'étude attentive de ce revirement moral, et je ne saurais dire les nuances et les finesses de cette action si simple, ni la sympathique pénétration de ces personnages au cœur droit, à l'esprit sincère; mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est la singulière impression de bien-être qu'au sortir du mélodrame et des phrases alambiquées du théâtre moderne fait éprouver cet heureux dialogue, ce langage plein de couleur et de nombre, et qui jaillit naturellement comme une source pure. Ah! les insensés, qui transportent sur la scène de grossiers engins, et qui en feront tantôt un laboratoire ou une clinique! Ah! les pauvres écrivains, qui ne savent point écrire! Ah! les maladroits, qui composent leur œuvre sur des carnets de bourse et qui font fi du sentiment et de la passion! Passion et sentiment, sottes choses en vérité, que l'éternel honneur de George Sand sera d'avoir représentées, et de représenter encore au milieu des exagérations réalistes de notre temps. EUGÈNE LATAYE.

V. DE MARS.

lus
élo-
ons
na-
tre
qui
u'il
ez,
et
ité
ite
ou-
Je
e,
lle

u-
il-
ne
e :
le
lu
ne
e-
ec
ce
le
é-
e,
e
l-
e
r
-
s
e
e
-
!
i
t
-
r
.